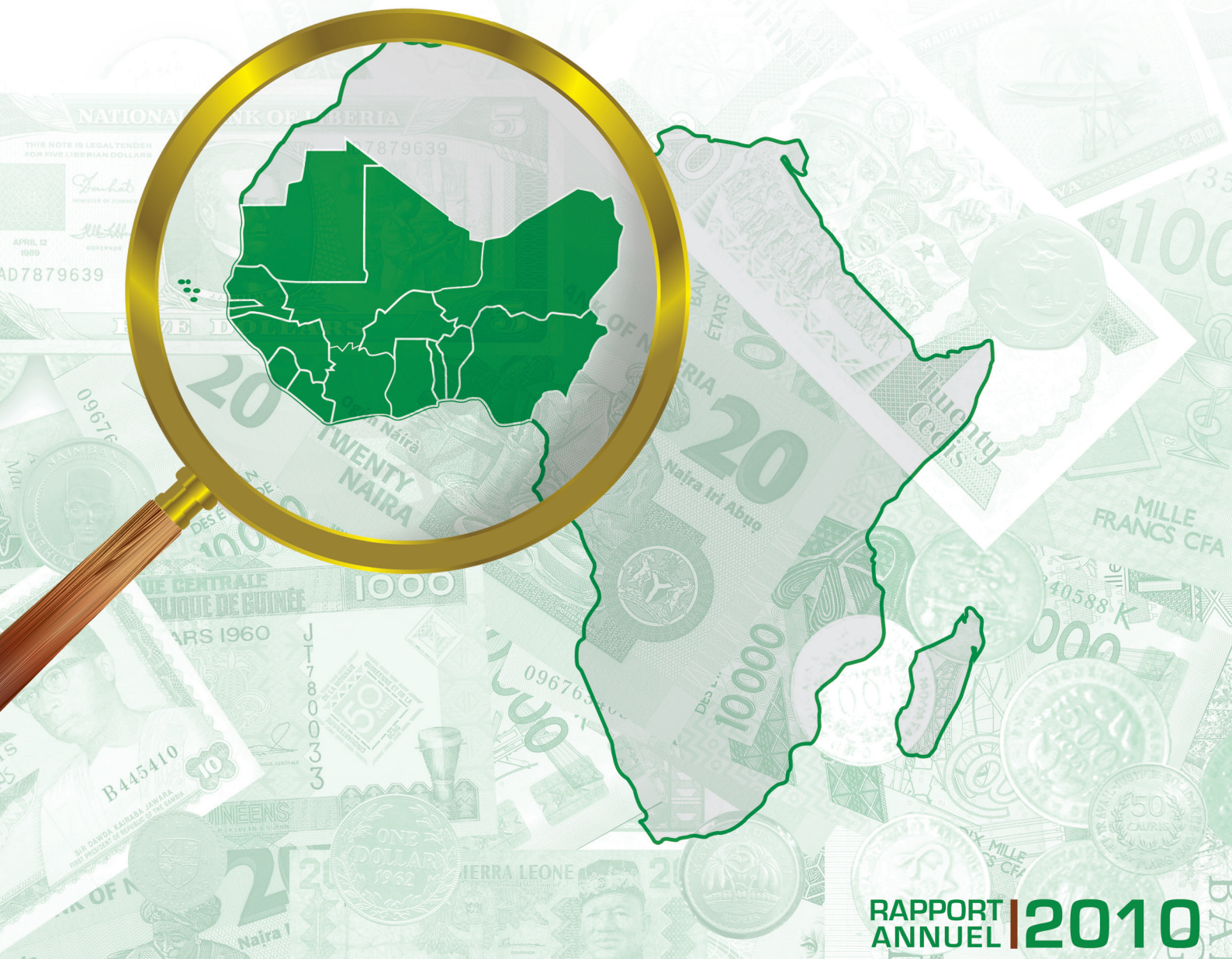


AMAO

AGENCE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA CEDEAO



RAPPORT ANNUEL | 2010







AVANT-PROPOS

L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'ouest (AMAO) conduit chaque année deux missions de surveillance multilatérale dans les pays de la CEDEAO à savoir : le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone et le Sénégal (au Sénégal se trouve le siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui est la Banque centrale de l'UEMOA couvrant les huit (8) pays de la CEDEAO à savoir : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Ces missions de surveillance, permettent, d'une part, d'évaluer les performances macroéconomiques et de faire des recommandations aux Etats membres et, d'autre part, d'échanger directement avec les autorités et cadres des Banques centrales, ainsi que ceux des Ministères et de certaines institutions régionales (la Commission de la CEDEAO et la Commission de l'UEMOA) concernés par le programme d'intégration économique et monétaire, sur les progrès réalisés dans le cadre de la convergence et des programmes d'harmonisation des politiques, comme par exemple : l'harmonisation des statistiques, l'harmonisation des législations et règlements bancaires, la libéralisation du compte capital et financier, le développement et l'interconnexion des systèmes de paiements, etc. Les informations obtenues à travers les missions de surveillance multilatérales font l'objet, chaque année, du rapport du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC).

Ce rapport 2010 montre que les pays de la CEDEAO ont connu une accélération de la croissance économique qui est passée de 5,6% à 6,8% du PIB réel entre 2009 et 2010, en dépit de la persistance de la crise financière internationale et de la crise sociopolitique qui a affecté certains pays. Le dynamisme des activités économiques de la région a été porté par les performances de l'ensemble des secteurs notamment la bonne orientation de la production agricole grâce à une bonne pluviométrie et l'augmentation de la demande mondiale des produits de base, le dynamisme de la production minière et la vigueur du secteur des BTP en relation notamment avec les grands travaux d'infrastructures, la reprise du tourisme, le développement des télécommunications et des services financiers.

L'accélération de la croissance au cours de la période sous-revue est intervenue dans un contexte d'aggravation des pressions inflationnistes du fait notamment au renchérissement des produits alimentaires et énergétiques sur le marché international, du logement et du transport. Le taux d'inflation annuel moyen de la CEDEAO s'est situé à 9,9% en 2010 contre 9,3% en 2009, cela malgré les interventions des différentes Banques Centrales de la région.

Au niveau des finances publiques, les principaux soldes budgétaires ont connu une légère dégradation. L'augmentation du déficit global (dons compris) de la CEDEAO, de 3,2% en 2009 à 3,9% en 2010, est imputable à l'engagement de plusieurs pays dans la réalisation d'importantes infrastructures publiques

et parfois la baisse des dons, en raison des difficultés que connaissent les principaux pays donateurs subissant les effets de la crise financière internationale. De même, le solde des transactions courantes de la communauté s'est beaucoup dégradé en passant d'un excédent de 11,7% du PIB en 2008 à un déficit de 0,1% du PIB en 2010. Par ailleurs, la politique monétaire dans l'espace CEDEAO a été caractérisée par un assouplissement de la plupart des Banques centrales de leurs conditions monétaires, du fait des difficultés nées de la crise financière internationale. Ainsi, les taux directeurs ont parfois connu une baisse importante entre 2008 et 2010. Cependant, dans la ZMAO, certains pays ont adopté une politique monétaire plus restrictive. L'évolution des taux de change des monnaies de la CEDEAO a été fortement influencée par l'orientation du marché international des changes, mais aussi la situation macroéconomique de certains pays. Mais il faut reconnaître que les interventions des Banques Centrales ont souvent permis d'atténuer les fluctuations. Par rapport aux exigences du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO, le profil de la convergence macroéconomique s'est légèrement dégradé au cours de l'année 2010 avec la remontée de l'inflation et l'accentuation des difficultés budgétaires.

Toutefois, l'analyse détaillée de la situation macroéconomique des pays fait ressortir que les perspectives 2011 s'annoncent meilleures. En effet, le taux de croissance régional devrait se maintenir au dessus de 6% et l'évolution de l'inflation devrait être contenue. De même, les principaux indicateurs budgétaires devraient s'améliorer ou, à défaut, se maintenir. Au plan de la convergence macroéconomique, des améliorations sont attendues notamment du côté des pays qui sortent de crise comme la Guinée et la Côte d'Ivoire. De plus, des efforts importants ont été notés en matière d'harmonisation des politiques et d'arrangements institutionnels. Cependant, malgré les perspectives prometteuses, les Etats membres de la CEDEAO font face à un certain nombre de défis à relever, comme la maîtrise des déficits budgétaires et la consolidation dans la durée des performances réalisées en matière fiscale, lesquelles subissent, le plus souvent, les aléas de l'environnement économique international. Il reste également à approfondir le niveau du développement et l'interconnexion des systèmes de paiements, la libéralisation du compte capital, la mise en place du tarif extérieur commun de la CEDEAO, l'harmonisation des statistiques ainsi que l'élimination de toutes les barrières à la libre circulation des personnes, du capital et des marchandises au sein de la communauté.

Prof. Mohamed Ben Omar NDIAYE

Directeur Général

Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO)



REMERCIEMENTS

Le Rapport 2010, du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO a été élaboré par l'équipe des économistes de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMA) en collaboration avec les Banques centrales des Etats membres de la CEDEAO, les Ministères et Directions chargés des questions d'intégration économique et les Institutions spécialisées de la Communauté (la Commission de la CEDEAO, la Commission de l'UEMOA, l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest).

Equipe des économistes et autre Personnel d'appui de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMA)

Samuel ADU-DUODU, Directeur du Département de Surveillance Multilatérale

Alpha Ibrahima DIALLO, Directeur (intérimaire) du Département de la Recherche et de la Statistique

Dr. Andalla DIA, Economiste Principal

Alieu CEESAY, Economiste Senior

Dr. Robert D. KORSU, Economiste Senior

Alhassane DIALLO, Statisticien Senior

Serigne Momar SECK, Economiste

Djinkpo MEDARD, Statisticien-Econométricien

Passakona SYLLA, Traducteur-Interprète

El Hadj Tamba BALDE, Traducteur-Interprète

Banques Centrales

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Banque centrale du Cap vert

Central Bank of The Gambia

Bank of Ghana

Banque Centrale de la République de Guinée

Central Bank of Liberia

Central Bank of Nigeria

Bank of Sierra Leone

Institutions

Commission de la CEDEAO

Commission de l'UEMOA

Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO)

Pays

Cap Vert

La Bourse du Cap Vert

Direction Générale des Impôts et Domaines

Direction Générale des Douanes

L'Institut National de Statistique

Direction du Commerce Extérieur

Ministère des Affaires Etrangères (Cellule CEDEAO, Direction de l'Intégration)

La Direction Générale de l'Industrie et du Commerce.

Gambie

Ministry of Finance and Economic Affairs

The Gambia Revenue Authority

Ministry of Trade, Regional Integration and Employment,

The Gambia Bureau of Statistics

The Bankers Association

The Gambia Chamber of Commerce and Industry

The IMF Country Office

Ghana

International Monetary Fund, Ghana Country Office

World Bank, Ghana Country Office

Ministry of Finance and economic Planning

Ghana Statistical Service

Securities and Exchange Commission

Ghana Stock Exchange

Ministry of Trade and Industry

Ghana Association of Bankers

Association of Ghana Industries



Guinée

Ministère de l'Economie et des Finances
 Ministère du Plan et de la Coopération
 Internationale
 Ministère du Commerce, de l'Industrie et des
 PME
 Comité National de Coordination
 Direction Nationale de la Douane
 Direction Nationale de l'Intégration

Liberia

Ministry of Finance
 Ministry of Commerce and Industry
 Liberia Institute of Statistics and Geo-Information
 Services
 The International Monetary Fund, Country Office
 The Chamber of Commerce
 Customs Department

Nigeria

Ministries of Finance and other fiscal authorities
 Federal Ministry of Trade and Commerce
 Federal Ministry of Foreign Affairs and Regional
 Integration
 Nigeria Immigration Service
 Bureau of Public Enterprises
 National Insurance Commission
 Nigerian Stock Exchange
 Nigerian Securities and Exchange Commission
 National Bureau of Statistics
 Federal Inland Revenue Service (FIRS)
 Representatives of organised private sector
 (including selected commercial banks with
 regional outreach)
 Association of Nigerian Exporters
 Manufacturers Association of Nigeria

Sénégal

Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
 Ministère du Commerce
 Ministère des Affaires Etrangères
 Ministère de l'Economie et des Finances
 Direction Générale des Finances
 Direction du Budget
 Direction de la Prévision et des Etudes
 Economiques
 Direction Générale des Douanes
 Direction Générale des impôts et domaines
 Agence National de la Démographie et des
 Statistiques
 Comité National de Politique Economique
 Direction du Commerce extérieur
 Direction de l'intégration
 Fonds Monétaire International, Représentant
 résident Sénégal

Sierra Leone

Ministry of Finance and Economic Development
 Statistics Sierra Leone
 Ministry of Trade and Industry
 National Revenue Authority



SOMMAIRE

RESUME ANALYTIQUE.....	1
1. SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET DE LA CEDEAO.....	7
1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	7
1.1.1 Évolution économique et financière récente.....	7
1.1.1.1 Croissance économique mondiale.....	7
1.1.1.2 Inflation et cours des matières premières.....	8
1.1.1.3 Finances publiques.....	10
1.1.1.4 Secteur monétaire et financier.....	10
1.1.1.5 Secteur extérieur.....	11
1.1.2 Perspectives.....	12
1.2 SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA CEDEAO.....	13
1.2.1 Secteur réel.....	13
1.2.2 Finances publiques et dettes publiques.....	16
1.2.3 Secteur monétaire.....	18
1.2.4 Secteur extérieur.....	20
2. SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE.....	22
2.1 Aperçu sur la convergence macroéconomique.....	22
2.2 Analyses de la Performance par Critères.....	25
2.2.1 Critères de premier rang.....	25
2.2.2 Critères de second rang.....	31
2.3 ETAT DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS AU SEIN DE LA CEDEAO.....	36
2.3.1 Politique de change.....	36
2.3.2 Libéralisation du compte capital.....	36
2.3.3 Harmonisation du secteur financier et des systèmes de paiement.....	37
2.3.4 Supervision et réglementation du système bancaire.....	38
2.3.5 Libéralisation des échanges.....	39
2.3.6 Libre circulation des personnes et des biens.....	39



2.3.7	Harmonisation des statistiques.....	40
2.3.8	Arrangements institutionnels.....	40
3.	CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ET ETAT DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES PAR PAYS OU ZONE.....	41
3.1	PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)....	41
3.1.1	BENIN.....	41
3.1.2	BURKINA FASO.....	49
3.1.3	COTE D'IVOIRE.....	56
3.1.4	GUINEE-BISSAU.....	64
3.1.5	LE MALI.....	72
3.1.6	NIGER.....	79
3.1.7	SENEGAL.....	86
3.1.8	TOGO.....	98
3.2	PAYS DE LA ZONE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ZMAO).....	105
3.2.1.	GAMBIE.....	105
3.2.2	GHANA.....	115
3.2.3	GUINEE.....	127
3.2.4.	LIBERIA.....	134
3.2.5	NIGERIA.....	144
3.2.6	SIERRA LEONE.....	155
3.3	AUTRES PAYS DE LA CEDEAO (CAP – VERT).....	168
	CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS.....	177
	ANNEXES.....	179





RESUME ANALYTIQUE

Après la stagnation enregistrée en 2009, l'économie mondiale a connu une importante reprise en 2010. La croissance mondiale s'est établie à 5,0% en 2010 après -0,6% en 2009. Cette reprise concerne à la fois les pays avancés et les pays en développement. Dans les pays avancés, la croissance du PIB réel est passée de -3,4% en 2009 à 3,0% en 2010. Quant aux pays émergents et en développement, ils ont connu une accélération de la croissance de 2,7% en 2009 à 7,3% en 2010. La vigueur de cette croissance économique en 2010 tient principalement au dynamisme de la production industrielle et du commerce international qui profitent de la relance des investissements et de la consommation des ménages. En Afrique, la plupart des pays ont connu une accélération de la croissance en relation avec la relance de la demande de matières premières et le redressement du cours des principales exportations. L'Afrique Subsaharienne devrait afficher un taux de croissance du PIB réel de 5,0% en 2010 contre seulement 2,6% en 2009. En dépit de cette embellie, la situation économique mondiale reste fragile, dans beaucoup de pays émergents, la demande est forte et la surchauffe constitue une préoccupation. Par ailleurs, la hausse des prix des matières premières et des produits alimentaires peut se traduire par de nouvelles spirales inflationnistes.

Profitant de ce contexte international plus favorable, les économies de la CEDEAO ont réalisé un taux de croissance du PIB réel de 6,8% en 2010 contre 5,6% en 2009. Le Nigeria (7,9%), le Niger (7,5%) et le Ghana (6,6%) ont enregistré les taux de croissance, les plus élevés en 2010. Par contre, la Guinée (1,9%), le Bénin (2,8%) et la Côte d'Ivoire (3%) ont réalisé les taux de croissance les plus faibles. Toutefois, tous les pays de la CEDEAO à l'exception de la Côte d'Ivoire ont connu une accélération de la croissance en 2010. Cette accélération de la croissance repose généralement sur les performances enregistrées par les secteurs primaire et tertiaire. Les performances du secteur primaire sont liées à la bonne pluviométrie et l'augmentation de la demande mondiale des produits de base. Pour ce qui est du secteur tertiaire, son dynamisme est en relation avec la reprise du tourisme, le développement des télécommunications et des services financiers.

En 2010, l'activité économique de la CEDEAO s'est déroulée dans un contexte de légère hausse de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 9,9% en 2010 contre 9,3% en 2009. Comme par le passé, les taux d'inflation les plus élevés ont été enregistrés par les pays de la ZMAO notamment la Guinée (15,5%), le Ghana (14,7%) et le Nigeria (12,4%). Ainsi, le taux d'inflation annuel moyen de la ZMAO s'est établi à 12,6% contre 1,3% pour l'UEMOA. Pour sa part, le Cap Vert qui a un taux de change fixe par rapport à l'euro, a enregistré un taux d'inflation annuel moyen de 3,1% en 2010. Les principaux postes à l'origine de la hausse des prix au sein de la CEDEAO en 2010 sont l'alimentation, le logement et le transport. Les prix du transport ont connu des hausses en lien avec les réajustements des prix du carburant à la pompe en rapport avec la remontée des cours du pétrole sur le marché international.

Au niveau des finances publiques, les pays de la CEDEAO ont globalement enregistré un déficit global (dons compris) de 3,9% en 2010 contre 3,2% en 2009. La Guinée (14,0%), le Burkina Faso (7,5%) et la Sierra Leone (6,1%) ont enregistré les déficits les plus élevés. L'augmentation du déficit global de la CEDEAO est imputable à l'accroissement sensible des dépenses en capital et des salaires dans un contexte d'évolution modérée des recettes et dons.

S'agissant du secteur extérieur, l'excédent du compte courant qui avait déjà été affecté par les effets de la crise financière internationale en 2009, a connu une chute drastique en 2010. En pourcentage du PIB, l'excédent courant de la CEDEAO est passé de 11,7% en 2008 à 7,0% en 2009 puis 0,1% en 2010. Cette situation est principalement due au Nigeria dont l'excédent est passé de 22,0% du PIB en 2008 à 13,1% en 2009 avant



de chuter à 3,8% en 2010. La détérioration du compte courant du Nigeria a été attribuée à l'augmentation de la facture d'importation ainsi qu'à la dégénérescence des services nets et des transferts courants, malgré l'évolution favorable sur le compte du commerce de marchandises.

Par rapport aux exigences du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO, le profil de la convergence macroéconomique au sein de la CEDEAO s'est légèrement dégradé au cours de l'année 2010 avec la remontée de l'inflation et l'accentuation des difficultés budgétaires. La détérioration est notamment constatée par rapport aux critères relatifs à l'inflation, à la masse salariale, à l'investissement sur ressources propres et au taux d'intérêt réel. Toutefois, une légère amélioration a été notée par rapport au déficit budgétaire et aux arriérés intérieurs. Les performances au titre du taux de pression fiscale et du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale ont été maintenues.

Au total, la meilleure performance à fin 2010 a été enregistrée par le Niger qui a respecté huit (8) critères sur les dix. Ce pays est suivi par le Mali, Burkina Faso, le Sénégal et le Togo qui ont respecté chacun sept (7) critères de convergence. Le Bénin suit avec six (6) critères de convergence respectés. Les plus mauvaises performances ont été enregistrées par le Ghana, la Guinée et la Sierra Leone qui n'ont pu respecter qu'un seul critère de convergence de second rang, chacun.

En matière d'harmonisation des politiques et d'arrangements institutionnels, l'on note des efforts importants. Ainsi, tous les pays disposent de Comités Nationaux de Coordination (CNC) opérationnels à l'exception du Cap Vert et du Ghana. Pour le cas du Ghana des avancées pour assurer le fonctionnement du CNC sont notées alors que pour le Cap-Vert, les autorités sont contre la multiplicité de structures et proposent de regrouper les institutions dépendantes de la Communauté sous la tutelle de la cellule de la CEDEAO. En ce qui concerne l'harmonisation des politiques, des progrès importants ont été réalisés mais il reste à approfondir le niveau du développement et l'interconnexion des systèmes de paiements, la libéralisation du compte capital, la mise en place du tarif extérieur commun de la CEDEAO, l'harmonisation statistique ainsi que l'élimination de toutes les barrières à la libre circulation des personnes, du capital et des marchandises au sein de la communauté.

L'analyse détaillée de la situation macroéconomique des pays fait ressortir que les perspectives 2011 s'annoncent meilleures. En effet, le taux de croissance régional devrait se maintenir au dessus de 6%. Pour sa part, l'évolution de l'inflation devrait être contenue. De même, les principaux indicateurs budgétaires devraient s'améliorer ou à défaut se maintenir. Au plan de la convergence macroéconomique, des améliorations sont attendues notamment du côté des pays qui sortent de crise comme la Guinée et la Côte d'Ivoire.





INTRODUCTION GENERALE

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre des activités de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) au titre de la mise en œuvre du Programme de coopération monétaire de s'attèle à l'analyse de la situation économique et financière internationale et de des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour l'année 2010. Après l'adoption de la feuille de route du Programme de Coopération monétaire par le Conseil de convergence de la communauté en Mai 2009, la convergence macroéconomique et l'harmonisation des politiques structurelles restent au centre des activités pour arriver à la création de la monnaie unique de convergence se focalise sur la stabilité des prix, le maintien de faibles déficits budgétaires, la restriction du financement des déficits budgétaires et le maintien de niveaux suffisants de réserves extérieures. A ce titre, les Etats membres sont tenus de respecter des critères quantitatifs et d'harmoniser leurs politiques structurelles afin d'assurer la stabilité du cadre macroéconomique.

Le dispositif de surveillance multilatérale prévu à cet effet repose sur une dizaine de critères de convergence dont quatre (4) de premier rang et six (6) de second rang. Ces critères se présentent comme suit :

Critères de premier rang

1. Déficit budgétaire hors dons (base engagement) sur PIB nominal inférieur ou égal à 4% ;
2. Taux d'inflation à fin de période inférieur à 5% ;
3. Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale inférieur ou égal à 10% des recettes fiscales de l'année précédente ;
4. Réserves brutes de change supérieures ou égales à 6 mois d'importations.

Critères de second rang

1. Interdiction de nouveaux arriérés et apurement des anciens arriérés ;
2. Ratio recettes fiscales sur PIB supérieur ou égal à 20% ;
3. Ratio masse salariale sur recettes fiscale inférieur ou égal à 35% ;
4. Ratio investissements publics financés sur ressources internes sur recettes fiscales supérieur ou égal à 20% ;
5. Taux de change réel stable ;
6. Taux d'intérêt réel positif.

Ce rapport examine d'abord la situation économique internationale qui est supposée avoir une incidence sur les économies de la région, ensuite analyse l'orientation des activités au sein de la CEDEAO dans sa globalité, évalue en outre l'état de la convergence macroéconomique et de l'harmonisation des politiques au sein de la CEDEAO et enfin expose la situation macroéconomique et des politiques d'harmonisation par pays.





1. SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET DE LA CEDEAO

1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1.1 Évolution économique et financière récente

La situation financière continue de s'améliorer, bien qu'elle reste fragile. Dans beaucoup de pays émergents, la demande est forte et la surchauffe constitue une préoccupation croissante. Les pays en développement, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne, enregistrent à nouveau une croissance rapide et durable. La hausse des prix des denrées alimentaires et des matières premières constitue une menace pour les ménages pauvres et accentue les tensions sociales et économiques, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les cours du pétrole augmentent depuis fin 2010, et les données sur l'offre semblent indiquer que les perturbations jusqu'ici n'auraient que des effets modérés sur l'activité économique. Le tremblement de terre au Japon a fait un nombre épouvantable de victimes. Ses retombées macroéconomiques devraient être limitées, bien que l'incertitude reste élevée.

1.1.1.1 Croissance économique mondiale

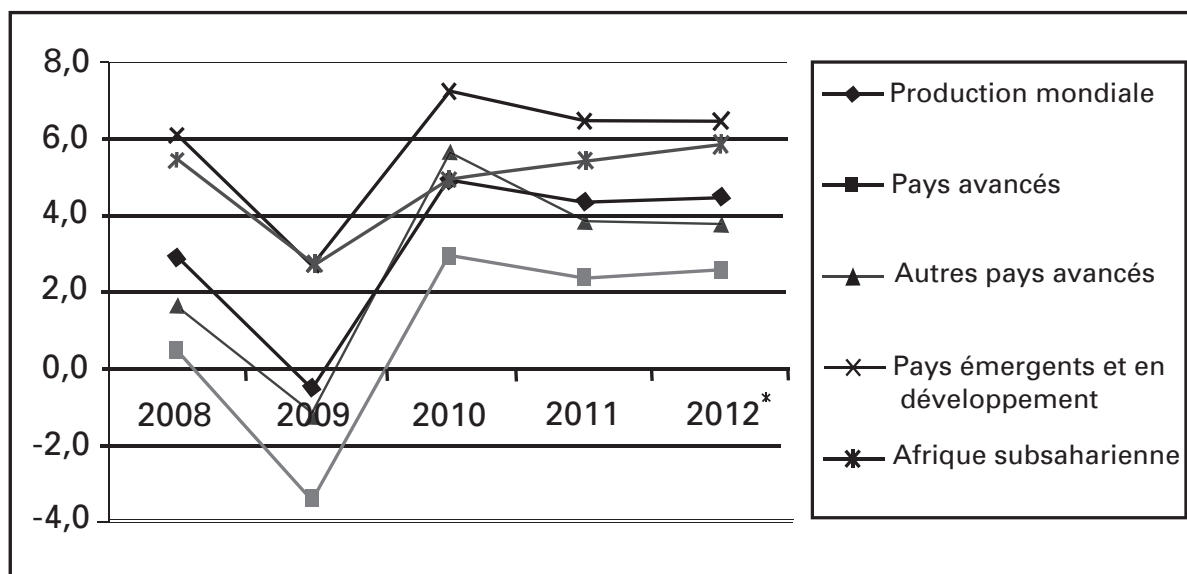
La croissance mondiale a ralenti pour se situer à 3,75% au deuxième semestre de 2010, contre environ 5,25% au premier semestre. Pour l'ensemble de l'année 2010 le taux de croissance de l'économie mondiale a été de 5,0% contre -0,5% en 2009. Comme les craintes d'une récession mondiale ont diminué et la confiance commence à revenir, les entreprises ont commencé à reconstituer leurs stocks. La production industrielle et le commerce se sont fortement redressés jusqu'à la fin du premier semestre de 2010. La reconstitution des stocks et, partant, la production industrielle et le commerce ont ralenti au deuxième semestre. Entre-temps, cependant, la baisse de l'excédent des capacités de production, des politiques économiques accommodantes, un regain de confiance et une nouvelle amélioration de la situation financière ont encouragé l'investissement et ont réduit fortement le rythme des destructions d'emplois. La consommation s'est revigorée aussi. En conséquence, les risques d'une double récession dans les pays avancés ont diminué et l'activité mondiale devrait de nouveau s'accélérer. Néanmoins, le rythme de l'activité reste inégal d'une région à l'autre.

- ▶ Dans les principaux pays avancés, la croissance économique est modérée, atteignant seulement 3 % en 2010. Aux États-Unis et dans la zone euro, l'économie suit une trajectoire aussi faible qu'après les récessions du début des années 90, alors que la récession a été bien plus profonde.
- ▶ Par contre, de nombreux pays émergents et en développement enregistrent une croissance vigoureuse (plus de 7 % en 2010). Dans un nombre croissant de ces pays, les contraintes tenant aux capacités de production semblent s'intensifier, et bon nombre d'entre eux font face à de fortes hausses des prix de l'alimentation, ce qui pose d'autres problèmes sociaux.

Ainsi, la reprise se déroule plus ou moins à deux vitesses : les écarts de production sont élevés dans les pays avancés, et se rétrécissent ou sont nuls dans les pays émergents et en développement, mais il existe des différences notables parmi chaque groupe. Les pays à la traîne de la reprise mondiale ont généralement fait face à des chocs financiers considérables pendant la crise, souvent en rapport avec une forte expansion de l'immobilier et un endettement extérieur élevé. Les pays avancés d'Asie ont connu un vif rebond. La reprise dans les pays de la zone euro qui ont fait face à un effondrement de l'immobilier ou à des tensions sur les marchés financiers est plus faible qu'en Allemagne et dans quelques autres pays de la zone. Parmi les pays émergents et en développement, les pays asiatiques sont les plus dynamiques, suivis par les pays d'Afrique subsaharienne, alors que les pays d'Europe orientale ne font que commencer à enregistrer une croissance notable.



Graphique 1.1: Croissance économique et Perspectives de l'Economie mondiale



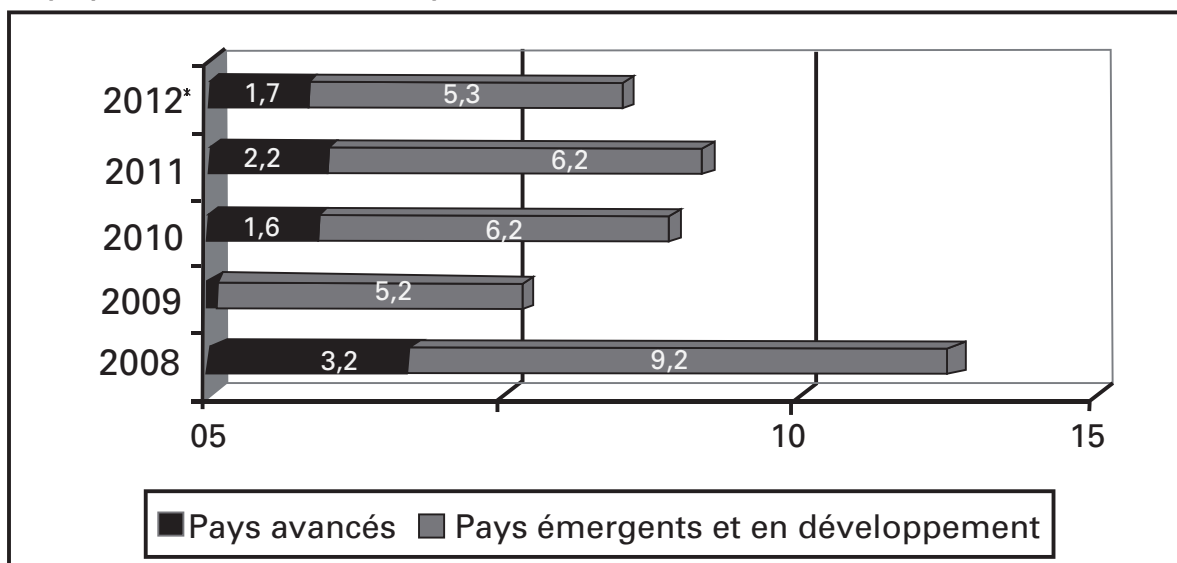
Sources : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2011

1.1.1.2 Inflation et cours des matières premières

À l'échelle mondiale, l'inflation est en hausse partout. L'inflation non corrigée est montée à 4 % en février, dépassant 2 % dans les pays avancés et 6 % dans les pays émergents et en développement. Cela tient principalement à l'évolution des prix de l'alimentation et de l'énergie, et au fait que ces composantes pèsent plus lourd dans l'indice des prix à la consommation des pays à plus faible revenu.

Donc, l'inflation hors alimentation et énergie se situe bien en deçà de l'inflation non corrigée, même si elle a augmenté rapidement dans les pays émergents et les pays en développement, de 2,25% en mars 2010 à 3,75% en février 2011. L'inflation non corrigée ralentira quand même si les cours des matières premières se stabilisent plus ou moins comme prévu.

Graphique 1.2: Evolution de l'inflation (prix à la consommation)

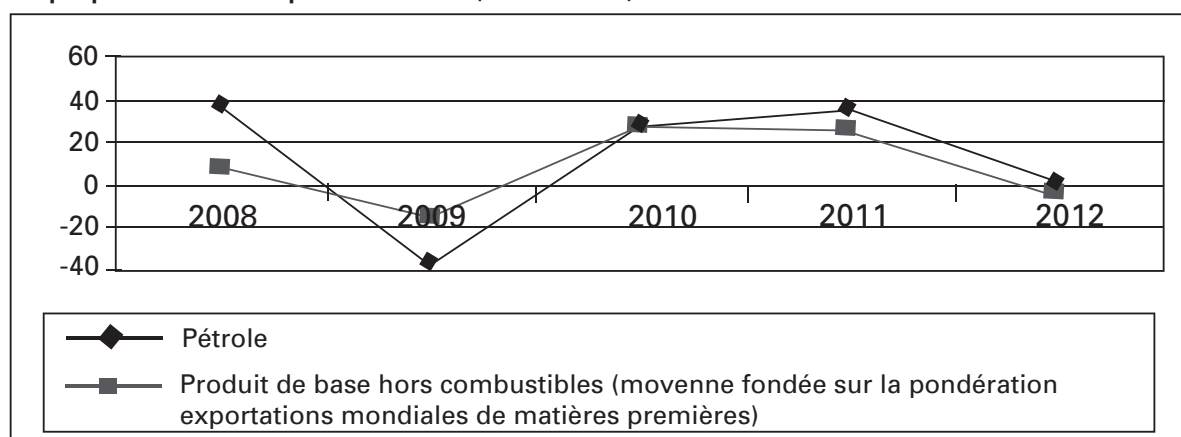


Sources : Perspectives de l'économie mondiale édition avril 2011



S'agissant des cours des matières premières, ils ont retrouvé rapidement leurs niveaux élevés, en raison de facteurs structurels, cycliques et particuliers, et les tensions restent élevées sur les marchés. Le principal changement structurel est la croissance rapide dans les pays émergents et les pays en développement, qui a accru la consommation des matières premières et en a modifié la structure. Le fait que la demande mondiale de matières premières ait été plus forte que prévu a réduit les stocks et a provoqué une hausse des prix vigoureuse, soutenue et généralisée. L'indice des prix des matières premières du FMI a progressé de 32 % entre le milieu de 2010 et février 2011. Les prix de l'alimentation sont proches de leurs niveaux records de 2008. Heureusement, de bonnes récoltes en Afrique subsaharienne ont offert une certaine protection à certains des plus démunis. Cependant, les troubles sociaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pourraient faire monter de nouveau les prix de l'alimentation, si les gouvernements de grands importateurs de céréales dans la région et en dehors accroissent leurs achats pour garantir une offre suffisante sur ces marchés locaux subventionnés de l'alimentation.

Graphique 1.3 - Cours des produits de base (en dollars EU)



Sources : Perspectives de l'économie mondiale édition avril 2011

Le Pétrole

Les cours du pétrole ont connu une hausse de plus de 12,5% sur l'ensemble de l'année 2010 et un niveau moyen du baril de près de 80 dollars. L'origine peut être liée, entre autres, au fait qu'en Chine, la consommation de pétrole a bondi de 12,6% au second semestre, dopée par la fermeture de nombreuses centrales au charbon et une utilisation massive des centrales au fioul.

L'Or

Depuis le début de l'année 2010, le prix du métal jaune a progressé de près de 29% jusqu'à battre un nouveau record historique en séance à 1422,35 dollars l'once, le 9 novembre. Cette hausse pourrait être attribuée au fait que la crise de financement provoque des inquiétudes des investisseurs qui considèrent toujours plus l'or et l'argent comme des alternatives de placement plus intéressantes dans le contexte de remontée des risques inflationnistes et la «guerre des monnaies».

Le Coton

En 2010, les prix du coton n'ont cessé de progresser à un rythme soutenu, malgré un léger recul dans la deuxième quinzaine de novembre. L'indice A de Cotlook a plus que doublé durant cette période et a battu un record historique le 22 décembre en atteignant 186,25 cts la livre contre 86,3 cts la livre le 2 août.



Le Riz

En 2010, les cours mondiaux se sont raffermis, notamment en octobre et en novembre. Cette fermeté tient à la révision à la baisse des perspectives de production dans les principaux pays exportateurs, suite aux mauvaises conditions climatiques qui ont durement touché certaines régions rizicoles et affecté la production du riz. Toutefois, le commerce mondial en 2010 aurait légèrement progressé à 30,8 Mt contre 30,5 Mt en 2009. Cette reprise est due essentiellement à l'amélioration de la production indienne.

Le Café

Les prix du café ont continué leur progression, hormis un léger «tassement» en octobre. Le prix indicatif ICO a enregistré une moyenne mensuelle de 161,56 cents la livre au mois d'octobre, 173,90 cents en novembre et 184,26 cents en décembre. Cette flambée est due au retard pris par la récolte du Vietnam (1er exportateur de Robusta) en raison d'une météo défavorable.

Le Cacao

Beaucoup d'incertitudes planent sur le marché du cacao en raison de la crise politique en Côte D'Ivoire. Après un léger repli en septembre par rapport aux douze mois précédents où la fève a coûté 2874,93 USD la tonne, les cours sont repartis à la hausse avec une moyenne mensuelle de 2 917,46 USD en octobre, 2910,31 USD en novembre et 3 060,02 USD la tonne en décembre.

Le Sucre

Au dernier trimestre 2010, la hausse des cours du sucre s'est poursuivie et amplifiée. Les cours du sucre roux sont passés de 23,74 cts/livre fin octobre 2010 à 29,15 cts/livre fin décembre 2010, soit une hausse de 20%, tandis que le sucre blanc augmentait de 608 à 734 \$/t sur la même période (+21%).

1.1.1.3 Finances publiques

Les déficits budgétaires et les dettes publiques sont très élevés dans beaucoup de pays avancés. Bien que la relance budgétaire ait été bien moins vigoureuse en 2010, la croissance du PIB réel s'est accélérée, ce qui semble indiquer un déplacement de la demande publique vers la demande privée. Le rééquilibrage budgétaire devrait être modeste dans les pays avancés. L'ajustement requis pour atteindre un niveau d'endettement prudent d'ici 2030 reste donc considérable. Il sera plus prononcé dans les pays ayant un excédent extérieur élevé que dans les pays fortement déficitaires, ce qui cadre avec l'aggravation des déséquilibres mondiaux.

1.1.1.4 Secteur monétaire et financier

Dans nombre de pays avancés, les taux d'intérêt réels à court terme sont faibles. Ils semblent aussi être bas dans beaucoup de pays émergents. De manière générale, on ne s'attend pas à des relèvements sensibles des taux directeurs pendant l'année en cours.

Du fait des résultats généralement positifs des entreprises, qui créent une dynamique favorable, les bénéfices élevés ont fait monter les cours des actions et baisser ceux des obligations. Dans les pays émergents d'Asie, en Amérique latine et aux États-Unis, les cours des actions se sont approchés de leurs sommets d'avant la crise. Cependant, les cours des actions financières dans la zone euro sont déprimés, en raison de la vulnérabilité persistante des pays de la périphérie. Les écarts sur les obligations publiques et les contrats d'échange sur le risque de défaillance bancaire dans les pays de la périphérie de la zone euro restent élevés, ce qui révèle une vulnérabilité considérable. Au Japon, les actions sont à la traîne en raison de l'appréciation du yen et des répercussions du récent tremblement de terre. La croissance du crédit reste très modérée dans



les pays avancés. Les conditions d'octroi de prêts bancaires dans les principaux pays avancés, y compris ceux de la zone euro, s'assouplissent lentement après s'être durcies progressivement pendant une période prolongée ; pour les petites et moyennes entreprises, ces conditions ne s'assouplissent ou ne se durcissent que modérément. Par ailleurs, la croissance du crédit a de nouveau été élevée dans de nombreux pays émergents, particulièrement en Asie et en Amérique latine.

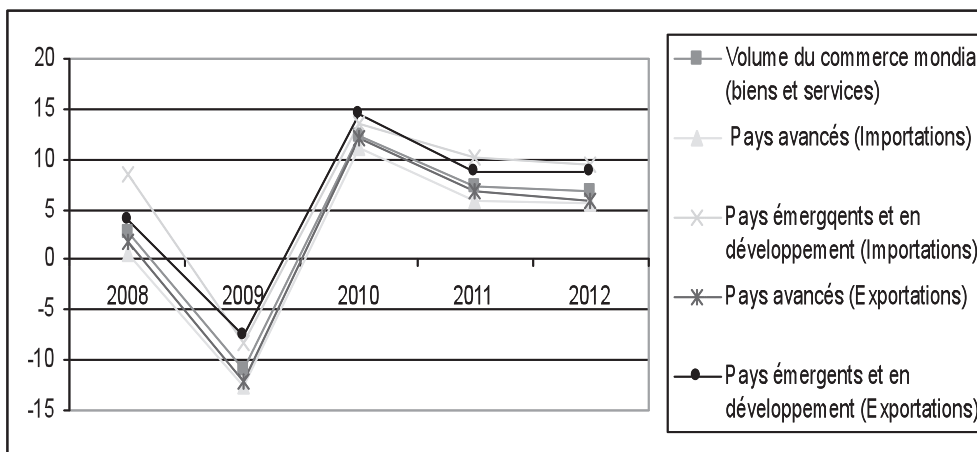
Au total, les cours des actions se sont rapprochés de leurs sommets d'avant la crise aux États-Unis, mais sont à la traîne en Europe et au Japon, en raison de doutes concernant le secteur financier et les exportations, respectivement. La volatilité a diminué et les écarts de rémunération sont de nouveau faibles. Les rendements des obligations d'État à long terme ont augmenté du fait du raffermissement de l'activité, mais ils restent en deçà de leurs niveaux du début de 2010.

1.1.1.5 Secteur extérieur

Le commerce international a évolué globalement en ligne avec l'activité mondiale. Le volume des échanges mondiaux augmenterait de 7,0% en 2010. La hausse du volume des importations aurait été plus marquée dans les pays émergents et en développement avec une croissance de 9,7% contre 5,4% pour les Economies avancées. De même pour le volume des exportations, la hausse est plus marquée chez les pays émergents et en développement (8,3% contre 6,6% pour les économies avancées).

Toutefois, au second semestre de 2010 le commerce mondial et la production industrielle ont ralenti, sous l'effet d'un cycle des stocks. Les importations des pays émergents et en développement ont retrouvé leur tendance d'avant la crise, mais celles des pays avancés restent à la traîne. Les flux de capitaux des pays avancés vers les pays émergents ont augmenté. Cependant, selon certains indicateurs, ils ont ralenti pendant l'automne 2010. Les flux entre pays avancés restent faibles

Graphique 1.3 : Evolution de la variation des échanges internationaux



Sources : Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2011

En ce qui concerne les taux de change, après une forte dépréciation, l'euro a repris vigueur récemment, tandis que le dollar américain s'est affaibli modérément. Le yen a continué de s'apprécier, tandis que le Yuan chinois a plus ou moins stagné en valeur effective réelle. Les monnaies de la plupart des autres pays émergents se sont généralement appréciées. S'agissant des réserves de change, elles sont maintenant plus élevées qu'avant la crise dans toutes les régions émergentes.



1.1.2 Perspectives

La croissance du PIB réel mondial devrait avoisiner 4,5 % en 2011, soit une légère baisse par rapport aux 5 % de 2010. Dans les pays avancés et les pays émergents et en développement, le PIB réel devrait progresser d'environ 2,5 % et 6,5 %, respectivement. Dans les pays avancés, les faiblesses des bilans souverains et le marasme persistant des marchés immobiliers continuent de susciter des craintes importantes, surtout dans certains pays de la zone euro; le secteur financier représente un risque aussi, étant donné les besoins de financement élevés de banques et d'États souverains. De nouveaux risques apparaissent notamment avec la montée des cours des matières premières surtout du pétrole et l'incertitude géopolitique, ainsi que la surchauffe et l'essor des marchés des actifs dans les pays émergents. Cependant, la croissance pourrait aussi être plus vigoureuse que prévu en 2011, grâce à la bonne santé des bilans des entreprises dans les pays avancés et au dynamisme de la demande dans les pays émergents et les pays en développement.

En ce qui concerne les politiques macroéconomiques, les prévisions supposent qu'elles continuent dans l'ensemble de soutenir l'activité. Pour les principaux pays avancés, les marchés financiers ne prévoient qu'un durcissement limité des politiques monétaires au cours de l'année à venir. Le durcissement de la politique budgétaire devrait être modeste en 2011, après un relâchement en 2010. Les marchés n'attendent aussi qu'un retrait limité des politiques monétaires accommodantes dans les pays émergents et en développement. Il semble moins pertinent de craindre que la reprise mondiale soit freinée par un durcissement de la politique budgétaire dans les pays avancés. Premièrement, le retrait de l'impulsion budgétaire prévu pour 2011 semble aujourd'hui limité, atteignant seulement 0,75% du PIB. Deuxièmement, le moteur de la croissance semble se déplacer de la demande publique vers la demande privée, même dans les pays avancés, comme en témoigne, par exemple, la reprise durable dans la zone euro, bien que la politique budgétaire ait été neutre dans l'ensemble en 2010.

Au total, pour consolider la reprise dans les pays avancés, il faudra maintenir une politique monétaire accommodante aussi longtemps que la pression des salaires reste modérée, que les anticipations inflationnistes sont bien ancrées et que le crédit bancaire est anémique. Par ailleurs, il faut placer les finances publiques sur une trajectoire viable à moyen terme à l'aide de programmes de rééquilibrage budgétaire. Ce besoin est particulièrement urgent aux États-Unis, afin d'éviter de déstabiliser les marchés obligataires à l'échelle mondiale. Au Japon, la priorité immédiate sur le plan budgétaire est de financer la reconstruction. Dans la zone euro, il faut rétablir la confiance dans les banques de la zone euro en procédant à des tests de résistance ambitieux et en appliquant des programmes de restructuration et de recapitalisation. De nombreux pays émergents et quelques pays en développement doivent faire en sorte que ce qui s'apparente aujourd'hui à une forte expansion ne dégénère en surchauffe au cours de l'année à venir. Les tensions inflationnistes s'accroîtront probablement, la croissance de la production se heurtant à l'insuffisance des capacités, étant donné les fortes hausses des prix de l'alimentation et de l'énergie, qui sont des composantes majeures des paniers de consommation. Les taux d'intérêt réels demeurent faibles et les politiques budgétaires sont encore bien plus accommodantes qu'avant la crise. L'action à mener diffère d'un pays à l'autre, en fonction des situations conjoncturelles et extérieures. Cependant, un durcissement de la politique macroéconomique est nécessaire dans bon nombre de pays émergents.



1.2 SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA CEDEAO

La sous-région a connu une croissance annuelle moyenne de plus de 5 % durant la décennie qui a précédé la récession mondiale de 2009. Ces performances étaient dues principalement à la bonne tenue des cours des matières premières, à l'augmentation rapide des exportations en volume, à la prudence dans la conduite des politiques macro-économiques, aux allègements de dette et à la constance des flux d'aide et d'investissements directs étrangers (IDE). Les résultats économiques de 2010 auraient dû être encore meilleurs sans les freins que constituent le manque d'infrastructures (en particulier dans les transports et l'énergie) et l'instabilité politique de certains pays. En 2010, les pays membres de la CEDEAO ont profité de l'amélioration de la conjoncture internationale, grâce au rebond du commerce mondial et des cours des produits de base.

1.2.1 Secteur réel

1.2.1.1 Production

Avec un taux de croissance économique supérieur à la moyenne africaine en 2010, les pays de la CEDEAO se sont bien remis de la crise financière mondiale (Tableau 1.6). Les écarts entre la production et le potentiel commencent à se combler dans presque tous les pays membres. À l'exception de l'Ivoire qui aurait enregistré moins de 3,0% contre 3,8% en 2009, l'ensemble des pays de la sous-région ont connu une accélération de la croissance économique en 2010. Le Niger et la Guinée qui avaient enregistré des taux de croissance négatifs en 2009 avec respectivement 0,9% et 0,3% ont retrouvé leur sentier de croissance économique avec 7,5% et 1,9% respectivement en 2010. Le Niger (7,5% de croissance), le Nigeria (7,9%) et le Ghana (6,6%) ont connu les plus importants taux de croissance. La croissance économique observée au sein de la communauté est imputable aux performances de l'ensemble des secteurs. La plupart des pays, principalement les producteurs de biens primaires, ont bénéficié de l'évolution des prix de la plupart des matières premières exportées par ces derniers en 2010 : le café (+40%), les huiles d'arachide (+1,29%) et de palme (+23,7%), le coton (+ 51%), les phosphates (+43,6%), le pétrole (+7,2%) l'uranium (+6,62%) et l'or (+ 20,3%). Cependant le cacao fait figure d'exception avec (-17%). Pour le dynamisme du secteur tertiaire, il est le reflet principalement de la bonne tenue des postes et télécommunications, du tourisme, des services financiers. Le secteur secondaire, même s'il est confronté à des problèmes liés à l'énergie dans beaucoup de pays, s'est amélioré en liaison avec le développement des activités observé dans les BTP.

Au niveau zonal, la croissance économique de l'UEMOA est de 3,9% en 2010 contre 3,1% en 2009, soit une hausse 0,8 point de pourcentage. Cette hausse de la croissance est attribuable principalement aux développements enregistrés au Burkina, au Niger et au Sénégal. Au niveau de la CEDEAO, la croissance économique est de 7,6% en 2010 contre 6,4% en 2009, soit une hausse de 1,2 point de pourcentage. Tous les pays de la zone ont contribué à l'augmentation d'une telle croissance. Au cap vert le taux de croissance est passé de 4,0% en 2009 à 5,6% en 2010.

**TABLEAU 1.1: TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
AFRIQUE	5,7	5,2	5,6	5,9	6,2	6,4	5,6	2,5	4,5	5,2
CEDEAO/ECOWAS	3,9	7,7	5,6	5,9	5,3	5,7	5,6	5,6	6,8	6,5
UEMOA	1,3	3,4	2,7	4,2	2,9	3,2	3,9	3,1	3,9	4,4
• Bénin	4,4	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,8	3,5
• Burkina Faso	4,6	8,0	4,6	8,6	5,5	3,6	5,2	3,2	5,2	5,5
• Côte d'Ivoire	-1,7	-1,4	1,2	1,7	0,7	1,6	2,3	3,8	3,0	4,0
• Guinée Bissau	-7,2	0,3	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	3,0	3,5	4,3
• Mali	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	4,5	6,0
• Niger	5,8	3,8	-0,8	7,4	5,8	3,4	9,6	-0,9	7,5	3,2
• Sénégal	1,2	6,7	5,8	5,7	2,5	4,9	3,2	2,2	4,0	4,4
• Togo	-1,3	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	2,4	3,2	3,4	3,9
ZMAO	4,6	9,1	6,4	6,4	5,9	6,4	6,1	6,4	7,6	7,1
• Gambie	1,3	7,4	6,6	0,3	3,4	6,0	6,1	4,6	5,5	5,1
• Ghana	4,5	5,2	5,6	5,9	6,4	6,5	8,4	4,7	6,6	6,5
• Guinée	4,2	1,2	2,3	3	2,4	1,8	4,9	-0,3	1,9	4,0
• Liberia*	7,8	-1,9	-2,8	1,4	3,1	3,2	3,5	3,6	3,7	3,9
• Nigeria	4,6	9,6	6,6	6,5	6	6,5	6,0	6,7	7,9	7,3
• Sierra Leone	6,5	10,7	9,6	7,6	6	6	4,0	3,2	5,0	4,9
Autre (Cap Vert)	5,3	4,7	4,3	5,6	10,1	8,6	6,1	4,0	5,6	4,5

Sources : Banques centrales de la CEDEAO, FMI, AMAO

Ainsi, du côté de l'offre, l'activité économique a été soutenue par la bonne tenue de la production agricole, la vigueur de la production minière, ainsi que l'essor des Bâtiments et Travaux Publics dans beaucoup de pays de la communauté. Pour l'année 2011, les prévisions tablent sur un taux de croissance du PIB réel de la région de 6,5%. Toutefois, les principaux facteurs de risque qui pèsent sur les perspectives macroéconomiques à court terme sont liés à la faiblesse de la reprise économique dans les pays industrialisés, la faiblesse de la demande internationale adressée aux pays membres de la CEDEAO, l'instabilité politique dans certains pays de la région et les problèmes économiques de certains Etats de la zone euro.

Du côté de la demande, la croissance est principalement tirée par les investissements (10,2%). Outre la poursuite des grands chantiers de beaucoup d'Etats et des investissements prévus dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté, des investissements vont concerner les secteurs de l'énergie électrique et de l'agriculture pour respectivement pallier les difficultés d'approvisionnement en électricité et relancer les activités agricoles. De ce fait, aussi bien les investissements publics que privés ont augmenté en 2010. La consommation finale a progressé de 2,9% reflétant ainsi l'évolution favorable de ses deux principales composantes. En effet, la faible progression de la consommation privée est due, dans la plupart des pays, à la persistance du sous-emploi et à la baisse des envois de fonds des travailleurs immigrés. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations ont connu une hausse de 2,0% suite à la reprise de la production des produits agricoles industriels. Les importations également ont cru de 2,8%. Les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs sont de 2,7 points, 4,6 points et (0,8) points, respectivement.

Au niveau zonal, la croissance des dépenses d'investissement l'a emporté sur les autres composantes de la demande avec un taux de 10,1% pour la zone UEMOA et 10,2% pour la zone ZMAO. Au niveau de l'UEMOA, cette croissance est surtout attribuable au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Bénin et au



Togo. S'agissant de , la hausse de l'investissement est plus marquée au Ghana avec les nouveaux investissements et/ou nouvelles productions, dans le secteur du gaz et du pétrole, mais aussi au Nigéria et à Dans les deux zones, la croissance de la consommation finale domine après celle de l'investissement. Pour la demande étrangère, elle a pratiquement un effet négatif sur la croissance économique de la zone UEMOA en 2010 et un impact plus ou moins nul sur celle de la ZMAO.

TABLEAU 1.2: TAUX DE CROISSANCE DES COMPOSANTES DE LA DEMANDE, 2009-2010

ANNEES/ZONES OU PAYS	2009*				2010**			
	CF	FBCF	Export°	Import°	CF	FBCF	Export°	Import°
	Taux de croissance réel				Taux de croissance réel			
CEDEAO/ECOWAS	0,2	5,6	1,4	-1,4	2,9	10,2	2,0	2,8
UEMOA	4,0	9,6	-1,5	3,6	4,1	10,1	3,4	6,7
Bénin	5,7	6,2	-6,6	3,8	4,7	5,9	4,2	8,9
Burkina Faso	3,3	-5,8	7,4	-1,7	3,2	9,2	11,5	7,1
Côte d'Ivoire	4,7	21,8	-1,3	6,7	4,3	5,4	2,3	7,5
Guinée Bissau	-3,1	16,8	13,7	10,3	2,7	3,7	8,5	6,5
Mali	7,6	3,4	-5,6	4,4	5,6	7,6	2,4	6,9
Niger	-2,3	2,7	-2,6	-1,6	5,0	5,2	0,9	7,5
Sénégal	2,0	2,9	-1,8	1,0	3,6	6,0	1,1	3,8
Togo	5,6	10,4	-4,0	6,3	2,0	13,0	2,5	5,2
ZMAO	-1,0	4,4	2,3	-3,0	2,5	10,2	1,6	1,6
Gambie	-7,3	25,9	-0,2	-8,2	4,4	12,8	2,6	6,1
Ghana	8,3	-15,8	-8,5	-6,5	3,6	26,8	7,0	11,6
Guinée	3,6	-9,2	-3,7	-7,2	2,6	6,7	5,0	3,0
Liberia	6,2	6,1	-6,2	2,5	7,2	13,5	1,4	8,8
Nigeria	-2,0	6,4	3,6	-2,7	2,4	8,8	1,0	0,5
Sierra Leone	6,4	0,8	-12,6	7,5	5,2	7,5	-1,6	9,6
Autre (Cape Vert)	7,0	5,3	-12,9	4,6	3,4	10,5	7,6	7,3

Sources : Perspectives économiques mondiales du FMI

1.2.1.2 Inflation

L'activité économique de la communauté s'est déroulée dans un contexte de légère hausse de l'inflation, en rapport principalement avec la hausse modérée des prix des produits alimentaires et du pétrole. Le taux d'inflation annuel moyen de la communauté est ressorti à 9,9% en 2010 contre 9,3% en 2009. Pour la majeure partie des pays membres, la hausse des prix est principalement imputable aux fonctions alimentation et boissons non alcoolisées, , énergie et autres combustibles et transport. Au niveau des transports, les prix ont augmenté en 2010, en rapport avec la remontée des cours du pétrole sur les marchés internationaux.

L'évolution de l'inflation en 2010 diffère selon les zones. Au niveau de la zone UEMOA le taux d'inflation moyen est passé de 1,1% en 2009 à 1,3% en 2010. Au niveau de , l'inflation est toujours élevée, comparée à la moyenne africaine qui est de 7,5% en 2010. Dans le taux d'inflation est passé de 11,8% en 2009 à 12,6% en 2010. Cette hausse de l'inflation en 2010 dans est attribuable aux évolutions enregistrées au Nigeria et en Guinée. Au Cap -vert, le taux d'inflation moyen est passé de 5,8% en 2009 à 3,1% en 2010, soit une



TABLEAU 1.3 : TAUX D'INFLATION (MOYENNE) – CEDEAO

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
AFRIQUE	9,1	8,6	6,3	7,1	6,4	6,3	7,5	7,7	7,5	7,8
CEDEAO/ECOWAS	3,7	6,8	5,1	10,0	7,6	6,2	13,4	9,3	9,9	10,3
UEMOA	2,9	-0,7	3,8	3,2	2,4	2,9	7,6	1,1	1,3	3,3
• BENIN	1,2	0,7	1,0	5,4	3,8	1,3	7,9	2,2	2,1	2,1
• BURKINA FASO	2,4	1,5	0,9	4,5	2,4	2,0	10,7	0,9	-0,6	2,9
• COTE D'IVOIRE	3,1	3,3	1,4	2,6	2,5	2,5	6,3	0,5	1,7	3,7
• GUINEE BISSAU	3,9	-3,5	0,9	0,3	2,0	3,0	7,9	-2,8	2,2	4,0
• MALI	5,0	-1,3	-3,1	3,4	0,1	0,0	9,2	2,4	1,2	3,2
• NIGER	2,6	-1,6	0,2	4,2	0,3	4,7	13,6	7,1	0,9	3,3
• SENEGAL	2,3	0,0	0,5	1,4	4,0	6,1	4,3	-1,2	1,2	3,4
• TOGO	3,1	-0,9	0,4	5,5	1,5	3,4	10,2	2,4	1,4	3,6
ZMAO	4,6	8,8	6,3	12,1	9,2	7,3	15,2	11,8	12,6	12,4
• GAMBIE	13,0	17,6	8,0	1,8	1,4	6,0	6,8	4,6	5,0	5,0
• GHANA	15,2	23,6	11,8	13,9	10,9	12,8	18,1	20,7	14,7	16,0
• GUINEE	6,1	12,9	27,6	29,7	39,1	12,8	13,5	4,7	15,5	18,7
• LIBERIA	11,1	5,0	16,1	7,0	8,9	11,7	9,4	7,4	7,3	7,3
• NIGERIA	12,1	23,8	10,0	11,6	8,5	6,6	15,1	11,2	12,4	12,0
• SIERRA LEONE	-1,3	11,3	14,4	13,1	7,3	13,8	13,2	12,5	9,9	17,1
AUTRE (CAP-VERT)	3,0	-2,3	-0,3	1,7	4,7	4,4	6,8	5,8	3,1	1,0

Sources : Banques centrales de la CEDEAO, FMI, AMAO * = estimé ; **=provisoire

baisse de 2,7 points de pourcentage.

1.2.2 Finances publiques et dettes publiques

1.2.2.1 Finances publiques

Le déficit global communautaire (hors dons) a connu une légère hausse en passant à 3,2% du PIB en 2009 à 3,8% en 2010. Les dépenses et prêts nets ont représenté 23,9% en 2010. La hausse des dépenses est principalement due aux dépenses en capital qui ont accru dans la majeure partie des pays en liaison avec la poursuite des travaux de construction d'infrastructures et de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Quant à la hausse des dépenses courantes, elle est principalement liée à celle de la masse salariale. Concernant les recettes et dons, elles ont représenté 20,0% du PIB en 2010.

Suivant les zones, le déficit budgétaire global (dons compris) de l'UEMOA est passé de 2,5% en 2009 à 3,2% du PIB en 2010, soit une détérioration de 0,7 point de pourcentage. Le Burkina, d'Ivoire, et le Mali ont contribué à cette détérioration. S'agissant de , le déficit global est passé de 3,5% du PIB en 2009 à 4,0% en 2010, soit une détérioration de 0,5 point de pourcentage. Cet accroissement du déficit est également observé en Guinée, au Nigéria et en Sierra Leone. Le cap -vert quant à lui, a connu aussi une hausse importante de son déficit global en passant de 6,8% du PIB en 2009 à 12,0% en 2010. Cette détérioration


TABLEAU 1.4- DÉFICIT BUDGÉTAIRE – DONNS COMPRIS - CEDEAO (POURCENTAGE DU PIB)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
AFRIQUE	-	-	-	-	-	-	2,2	4,4	3,3	1,9
CEDEAO	5,4	3,8	3,2	3,0	2,8	2,9	2,4	3,2	3,9	3,6
UEMOA	3,8	4,4	4,8	5,1	4,8	5,0	4,5	2,5	3,2	3,2
• BENIN	3,1	4,4	3,6	3,6	2,5	1,8	3,5	4,9	2,5	2,6
• BURKINA FASO	9,1	8,2	8,6	8,6	10,5	12,1	8,3	6,2	7,5	3,5
• COTE D'IVOIRE	2,0	3,2	2,6	3,1	1,5	1,4	2,2	-0,9	1,6	2,2
• GUINEE BISSAU	13,6	23,0	30,1	30,1	18,7	13,7	12,2	-1,8	1,1	1,1
• MALI	6,9	5,3	7,0	7,0	7,1	7,9	5,6	2,8	4,4	3,8
• NIGER	8,5	7,8	8,4	8,4	6,4	6,7	4,2	5,7	2,8	0,7
• SENEGAL	1,8	3,2	5,5	5,5	6,8	7,1	7,2	4,9	4,6	5,8
• TOGO	1,0	1,8	-0,6	0,6	4,0	2,3	2,3	0,6	-0,6	2,7
ZMAO	6,2	3,4	2,4	1,8	1,7	2,3	1,8	3,5	4,0	3,7
• GAMBIE	9,1	5,2	9,9	8,4	2,7	1,0	2,7	4,0	2,9	8,6
• GHANA	8,3	7,5	8,1	6,9	12,9	14,5	19,5	4,3	4,1	3,9
• GUINEE	6,2	8,8	5,9	1,6	2,0	0,9	1,7	7,5	14,0	6,6
• LIBERIA	1,0	3,7	4,4	0,9	-3,0	3,4	2,0	-1,1	-6,6	2,0
• NIGERIA	5,9	2,8	1,7	1,3	0,6	1,2	0,2	3,3	3,8	3,5
• SIERRA LEONE	16,5	19,4	14,3	9,5	8,5	5,0	7,1	2,7	6,1	8,4
CAP-VERT	10,5	9,1	8,4	11,4	10,4	3,6	6,5	6,8	12,0	13,6

Sources : Banques centrales de la CEDEAO, FMI, AMAO * = estimé ; **=provisoire

est principalement liée à la volonté du Gouvernement de profiter de la faiblesse des taux sur le marché international pour lever des fonds visant la réalisation des investissements publics prioritaires.

1.2.2.2 Dettes publiques

La situation de la dette publique des pays de la CEDEAO s'est améliorée ces dernières années en raison des annulations obtenues par beaucoup de pays au titre de l'Initiative PPTE. En 2010, l'encours de la dette de la CEDEAO s'est situé à 17,6% du PIB contre 19,3% en 2009. Cette baisse est liée aux effets de l'annulation de la dette du Libéria. Pour sa part, le service de la dette rapporté aux exportations de biens et services est passé de 3,2% à 5,5%. Au niveau de l'UEMOA, l'encours de la dette extérieure est resté stable à 31,0% entre 2009 et 2010. Au niveau de la ZMAO, le ratio encours de la dette extérieure sur PIB est relativement faible en raison du faible endettement extérieur du Nigeria. En 2010, l'encours de la dette de la zone a représenté 17,5% du PIB contre un ratio de 18,5% en 2009.



TABLEAU 1.5 - INDICATEURS DE LA DETTE EXTERIEURE

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010**	2011*
CEDEAO	69,9	58,4	54,3	37,8	17,0	11,9	21,6	22,2	21,0	13,5
UEMOA	70,4	61,3	55,5	52,5	33,5	30,3	32,7	31,0	31,0	31,0
BENIN	48,1	40,3	38,6	40,3	21,1	11,3	14,0	14,9	16,0	16,9
BURKINA FASO	42,3	37,2	37	40,9	20,0	20,0	21,8	25,6	25,6	25,6
COTE D'IVOIRE	76,9	68,7	60,8	54,1	47,1	43,2	37,6	52,6	52,6	52,6
GUINEE BISSAU	344,4	371	332,5	291,5	287,9	270,3	198,1	201,1	201,1	201,1
MALI	79,3	67,1	61,4	62,3	19,6	19,4	17,9	18,2	18,2	18,2
NIGER	78,5	66,7	58	54,5	15,1	16,4	16,9	9,5	9,5	9,5
SENEGAL	66,2	51,3	41,1	42,6	17,8	18,1	19,5	13,0	13,0	13,0
TOGO	87,1	80,6	76,5	73,7	72,4	70,9	46,8	42,7	42,7	42,7
ZMAO	69,5	55,9	52,8	29,8	8,1	8,4	17,6	18,5	17,5	76
GAMBIE	175,0	186,7	158,4	146,5	144,2	106,5	56,6	32,6	33,5	33,0
GHANA	117,7	72,2	72,2	64,7	17,2	24,9	28,5	33,6	33,5	33,9
GUINEE	94,9	97,7	91,1	109,4	109,6	74,7	68,6	67,6	67,0	64,8
LIBERIA	100,4	188,4	163,5	126,1	97,3	84,2	84	208,7	27,0	79,8
NIGERIA	60,5	53,1	41,85	18,13	2,42	2,9	15,3	15,9	14,9	4,0
SIERRA LEONE	183,8	150,2	138,6	129,7	8,3	7,1	28,3	31,9	35,8	51,1
AUTRE (CAP-VERT)	103,9	80,2	72,3	77,3	68,8	74,2	76,7	74,2	73,4	74,6

Sources : Banques centrales de la CEDEAO, FMI, AMAO * = estimé ; **=provisoire

1.2.3 Secteur monétaire

1.2.3.1 Action monétaire

Du fait du ralentissement de la progression des crédits aux économies, la plupart des autorités monétaires avaient décidé de l'assouplissement de la politique monétaire à travers une baisse des taux directeurs, une réduction des autres taux, une injection de liquidités et une baisse des taux de réserves obligatoires.


TABLEAU 1.6 EVOLUTION DE QUELQUES TAUX D'INTÉRÊT – CEDEAO

ZONES	TAUX D'INTERET	2006	2007	2008	2009	2010*
CFA	Epargne	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
	Prêts commerciaux	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre
	Bon du Trésor	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
	Taux directeur	4,6	4,8	5,5	6,75	4,25
Escudo	Epargne	3,05	3,05	3,05	3,05	3,05
	Prêts commerciaux	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5
	Bon du Trésor	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3
	Taux directeur	5,45	5,45	5,45	5,45	4,25
Dalasi	Epargne	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0
	Prêts commerciaux	14,0	13,3	13,3	18,0	18,0
	Bon du Trésor	12,8	12,8	12,8	12,4	12,4
	Taux directeur	14,0	14,8	15,3	15,5	14,5
Cedi	Epargne	1,5	1,0	2,2	2,0	2,0
	Prêts commerciaux	24	23,8	27,3	32,9	30,5
	Bon du Trésor	9,9	10,6	24,7	23,7	12,9
	Taux directeur	12,5	13,5	17,0	18,0	14,7
GNF	Epargne	14,7	14,7	14	16	16
	Prêts commerciaux	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre
	Bon du Trésor	22,3	21,4	20,81	19,025	4,82
	Taux directeur	22,25	22,25	20,625	10,17	13,43
Dollar Lib	Epargne	2,7	2,6	2,25	2,1	2,72
	Prêts commerciaux	15,92	15,25	14,88	14,2	15,5
	Bon du Trésor	9,8	6,8	9,8	9,8	9,8
	Taux directeur	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Naira	Epargne	2,0	2,0	2,0	2,0	0,5
	Prêts commerciaux	17,3	17,3	19,35	23,06	22,96
	Bon du Trésor	7,5	7,8	7,94	4,51	2,04
	Taux directeur	9,1	9,1	9,9	7,5	6,1
Leone	Epargne	5,5	5,5	4,0	3,5	3,5
	Prêts commerciaux	27	28	27	25,5	25,0
	Bon du Trésor	14,2	21,2	9,1	14,0	15,01
	Taux directeur			20,01	21,0	23,0

Sources : Banques centrales * = estimé ; **=provisoire

1.2.3.2 Evolution des agrégats monétaires

L'évolution des agrégats monétaires s'est traduite par une progression de 11,5% de la masse monétaire en 2010 contre 17,0% en fin 2009. Cet accroissement de la liquidité globale induit par les contreparties de la masse monétaire est reflété, au niveau de ses composantes, notamment les dépôts et la circulation fiduciaire. En effet, la situation diffère d'une zone à l'autre.

Au niveau des pays de l'UEMOA, la croissance de la masse monétaire est due aux crédits nets aux gouvernements, aux crédits au secteur privé et aux avoirs extérieurs nets dont les contributions sont respectivement 7,1%, 6,1% et 3,3%.

Au niveau de , la masse monétaire suit une tendance baissière, au niveau global, en passant de 51,5% en 2008 à 14,1% en 2009 et à 11,2% en 2010. Cette tendance n'est pas la même pour tous les pays de la zone. L'accroissement de la masse monétaire au niveau de la ZMAO est principalement lié à l'aggravation de l'endettement net de l'Etat auprès du système bancaire.



TABLEAU 1.7 – EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES– CEDEAO

PAYS	LIBELLES	2008	2009	2010	PAYS	LIBELLES	2008	2009	2010
Bénin	Masse monétaire (M2)	27,3	7,4	7,3	Gambie	Masse monétaire (M2)	18,4	19,4	13,7
	Crédits net au Gouvernement	12,2	7,5	-5,5		Crédits net au Gouvernement	17,8	3,8	16,4
	Crédit au secteur privé	12,0	6,7	5,0		Crédit au secteur privé	6,8	5,4	4,7
	Avoirs extérieurs nets	4,0	-4,1	7,0		Avoirs extérieurs nets	-6,0	3,8	1,0
Burkina	Masse monétaire (M2)	12,0	21,6	19,1	Ghana	Masse monétaire (M2)	31,2	21,2	45,7
	Crédits net au Gouvernement	4,2	3,3	4,1		Crédits net au Gouvernement	26,9	0,9	21,5
	Crédit au secteur privé	14,5	1,0	8,9		Crédit au secteur privé	38,6	16,6	13,3
	Avoirs extérieurs nets	-4,9	21,3	7,6		Avoirs extérieurs nets	-11,4	21,4	26,8
Côte d'Ivoire	Masse monétaire (M2)	5,7	17,2	19,6	Guinée	Masse monétaire (M2)	39,1	25,8	74,4
	Crédits net au Gouvernement	-1,1	7,4	9,5		Crédits net au Gouvernement	25,0	25,7	71,0
	Crédit au secteur privé	6,1	6,0	3,4		Crédit au secteur privé	1,1	3,2	8,4
	Avoirs extérieurs nets	-0,5	4,3	7,1		Avoirs extérieurs nets	14,8	4,1	-5,4
Guinée Bissau	Masse monétaire (M2)	29,5	6,8	24,3	Nigeria	Masse monétaire (M2)	54,5	13,1	7,1
	Crédits net au Gouvernement	-1,6	-13,2	9,4		Crédits net au Gouvernement	-13,9	9,8	16,7
	Crédit au secteur privé	11,8	3,9	3,9		Crédit au secteur privé	56,3	26,0	-5,4
	Avoirs extérieurs nets	21,9	15,7	13,3		Avoirs extérieurs nets	24,1	-11,6	-13,8
Mali	Masse monétaire (M2)	0,6	14,4	10,3	Sierra Leone	Masse monétaire (M2)	22,5	27,5	32,7
	Crédits net au Gouvernement	-3,1	-12,9	1,5		Crédits net au Gouvernement	4,3	-2,4	15,2
	Crédit au secteur privé	5,2	6,8	8,6		Crédit au secteur privé	15,5	14,7	10,7
	Avoirs extérieurs nets	-2,9	23,4	-1,3		Avoirs extérieurs nets	-4,7	53,7	6,1
Niger	Masse monétaire (M2)	12,1	18,5	21,8	Liberia	Masse monétaire (M2)	42,8	46,4	34,3
	Crédits net au Gouvernement	-18,2	28,9	0,8		Crédits net au Gouvernement	10,8	41,3	-261,3
	Crédit au secteur privé	19,8	12,1	7,7		Crédit au secteur privé	17,7	17,9	16,6
	Avoirs extérieurs nets	16,8	-22,8	20,9		Avoirs extérieurs nets	2,8	-22,2	288,9
Senegal	Masse monétaire (M2)	1,8	11,4	12,6	ZMAO	Masse monétaire (M2)	51,5	14,1	11,2
	Crédits net au Gouvernement	-3,3	4,3	4,8		Crédits net au Gouvernement	-9,1	9,0	15,9
	Crédit au secteur privé	10,6	2,6	7,3		Crédit au secteur privé	53,6	25,0	-3,3
	Avoirs extérieurs nets	-4,5	4,8	3,2		Avoirs extérieurs nets	19,8	-8,2	-8,2
Togo	Masse monétaire (M2)	18,2	16,1	16,3	Cap -vert	Masse monétaire (M2)	7,9	3,3	6,1
	Crédits net au Gouvernement	15,7	6,3	4,3		Crédits net au Gouvernement	-1,6	1,0	-1,1
	Crédit au secteur privé	-2,6	9,7	10,3		Crédit au secteur privé	16,0	7,8	6,5
	Avoirs extérieurs nets	8,8	0,5	3,0		Avoirs extérieurs nets	-4,1	-1,0	2,7
UEMOA	Masse monétaire (M2)	9,6	14,2	15,7	CEDEAO	Masse monétaire (M2)	44,6	17,3	11,5
	Crédits net au Gouvernement	0,3	6,8	7,1					
	Crédit au secteur privé	8,5	5,2	6,1					
	Avoirs extérieurs nets	1,1	5,8	3,3					

Sources : Banques centrales, AMAO * = estimé ; **=provisoire

1.2.4 Secteur extérieur

L'évolution des comptes extérieurs a été globalement affectée par le contexte de crise financière internationale en 2009. Malgré la reprise économique mondiale en 2010, les soldes du commerce extérieur et des comptes courants des pays de la communauté se sont dégradés. Dans presque tous les pays de la communauté, le solde des transactions courantes s'est dégradé en 2010. Au niveau communautaire, le solde est passé de +7,0% en 2009 du PIB à +0,1% en 2010 alors qu'une amélioration est notée au niveau africain où le solde est de +0,04% du PIB en 2010 contre -2,9% en 2009. Cette évolution du compte courant découle d'une détérioration du solde des échanges de biens et services et des revenus, ainsi que d'une diminution

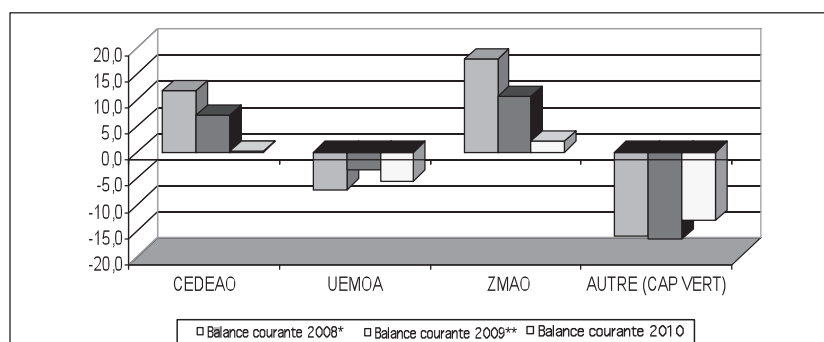


des transferts courants. Ces transferts ont baissé, du fait du repli des appuis budgétaires reçus par la plupart des Etats membres de la communauté, ainsi que des envois de fonds des immigrés. Par ailleurs, la dégradation du solde commercial est aussi liée à la hausse des importations de produits pétroliers et des biens d'équipements. Toutefois, l'effet de la croissance des importations sur la balance commerciale a été atténué par une progression des exportations. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est consolidé en 2010 dans la majeure partie des pays de la communauté est en rapport notamment avec la baisse des paiements au titre des engagements extérieurs. Pour le solde de des paiements de , il est passé de -8,2% du PIB en 2009 à -2,8% en 2010 traduisant une variation négative des réserves de

Dans les pays de l'UEMOA, tous les pays ont connu une détérioration de leur balance courante en 2010. Le déficit a représenté 4,8% du PIB contre 2,8% en 2009. Seule la Côte d'Ivoire a affiché un excédent de 4,6% du PIB contre 7,4% en 2009. Dans les pays de , la balance courante représente 2,1% du PIB en 2010 contre 10,5% en 2009. Cette baisse résulte de la baisse des surplus de et du Nigeria qui ont enregistré respectivement un surplus de leur balance courante de 4,4% et 3,8% du PIB en 2010 contre 6,7% et 13,1% du PIB en 2009.

TABLEAU 1.8 : SOLDES DES COMPTES COURANTS ET DE BALANCE DES PAIEMENTS - CEDEAO

	Balance courante % du PIB				Balance des Paiements % du PIB						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011**	2007	2008	2009	2010	2011**
AFRIQUE	-	-	3,8	-2,9	0,04	-	-	-	-	-	-
CEDEAO	14,2	8,8	11,7	7,0	0,1	-	10,9	-0,2	-8,2	-2,8	-
UEMOA	-4,1	-6,4	-7,1	-3,5	-5,5	-5,9	2,8	0,3	1,7	0,5	0,5
• BENIN	-4,6	-9,0	-8,1	-7,8	-9,4	-9,6	-9,0	-8,1	-1,5	0,5	0,1
• BURKINA FASO	-9,6	-8,3	-11,7	-4,6	-7,5	-6,9	-8,3	-1,1	7,4	0,6	0,6
• COTE D'IVOIRE	2,6	-0,7	1,9	7,4	4,6	3,0	2,3	-0,1	1,2	0,4	0,7
• GUINEE BISSAU	-12,8	-4,4	-3,4	-4,5	-7,8	-4,6	3,7	3,9	3,6	1,2	2,8
• MALI	-3,6	-8,1	-12,2	-7,3	-10,1	-8,7	-0,3	-0,9	5,8	0,6	0,3
• NIGER	-8,6	-8,2	-13,0	-23,5	-24,4	-22,7	3,3	3,0	-3,7	1,1	0,2
• SENEGAL	-9,3	-11,6	-14,2	-8,4	-8,2	-9,2	1,3	-1,5	1,6	0,2	0,5
• TOGO	7,9	-8,5	-7,0	-7,0	-8,4	-8,2	0,0	2,6	0,3	0,2	0,7
ZMAO	19,6	13,6	17,7	10,5	2,1	-	13,6	-0,3	-11,3	-4,0	-
• GAMBIE	-14,2	-7,0	1,2	6,7	4,4	nd	-9,9	-10,1	-0,7	8,0	nd
• GHANA	-6,5	-12,9	-21,8	-10,4	-14,2	nd	-12,9	-11,9	7,5	11,3	nd
• GUINEE	-7,7	-10,1	-6,1	-8,8	-7,3	nd	-10,1	-0,6	1,3	-1,6	0,3
• LIBERIA	-36,9	-22,5	-18,4	-33,3	-38,8	-54,7	-22,5	-9,9	9,8	68,2	1,2
• NIGERIA	26,5	16,7	22,0	13,1	3,8	nd	16,7	0,8	-13,4	-5,4	nd
• SIERRA LEONE	-6,2	-9,3	-12,6	-20,2	-12,3	nd	-9,8	-8,7	6,6	-5,4	nd
CAP-VERT	-6,9	-14,6	-16,0	-16,7	-13,1	nd	-14,6	1,7	-1,1	-1,3	nd



Sources : Banques centrales de la CEDEAO, FMI, AMAO * = estimé ; **=provisoire



Concernant le marché des changes, les taux de change nominal de l'ensemble des monnaies de la CEDEAO se sont dépréciés par rapport au dollar à l'exception du F CFA et de l'Escudo qui ont parité fixe par rapport à l'euro. Les réserves de change, or exclu, sont à un niveau inférieur de celui de fin 2009 au niveau communautaire. Elles sont passées à 10,1 mois d'importation en 2009 à 6,9 mois en 2010. Au niveau zonal, l'UEMOA a enregistré 6,4 mois d'importation contre 6,6 mois en 2009 alors que en a 7,3 contre 11,9 en 2009. Cette forte baisse des réserves de la ZMAO est liée à celle du Nigéria. Il convient de noter également que contrairement aux pays de l'UEMOA, certains pays de incluent les allocations de DTS du FMI dans leurs réserves, ce qui se traduit par une hausse brutale de ces dernières.

2. SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Cette section décrit la performance des différents pays membres de la CEDEAO en matière de convergence macroéconomique à fin 2010 et les perspectives pour 2011. Après une légère amélioration en 2009, le profil de la convergence macroéconomique au sein de la CEDEAO s'est dégradé au cours de l'année 2010 avec la remontée de l'inflation et l'accentuation des déséquilibres budgétaires.

2.1 Aperçu sur la convergence macroéconomique

Comme indiqué ci-dessus, la situation de la convergence macroéconomique s'est quelque peu dégradée en 2010. Pour la majorité des critères de convergence, le nombre de pays ayant satisfait à la norme a baissé comme le montre le tableau ci-dessus (2.1).

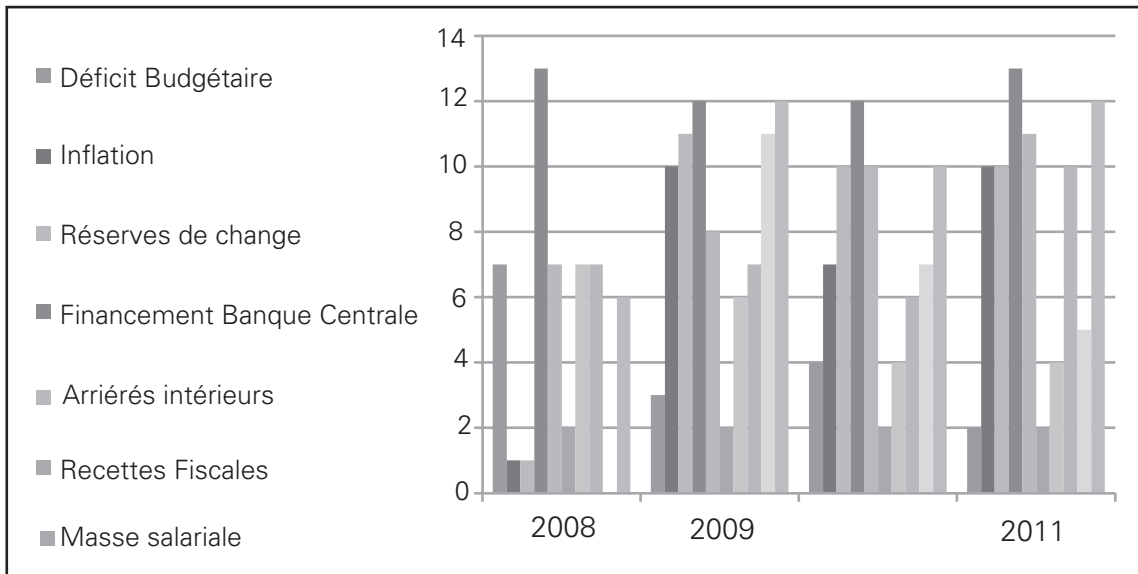
TABLEAU 2.1: NOMBRE DE PAYS QUI ONT REMPLI LES CRITÈRES DE CONVERGENCE AU SEIN DE LA CEDEAO							
	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**
Déficit Budgétaire	5	6	8	7	3	4	2
Inflation	9	9	7	1	10	7	10
Réserves de change	1	1	9	1	11	10	10
Financement Banque Centrale	15	13	15	13	12	12	13
Arriérés intérieurs	5	6	6	7	8	10	11
Recettes fiscales	2	2	2	2	2	2	2
Masse salariale	7	8	9	7	6	4	4
Investissements sur ressources internes	6	6	7	7	7	6	10
Taux d'intérêt réel	7	6	6	0	11	7	5
Taux de change réel	11	12	13	6	12	10	12

Source: AMAO, Banques Centrales * Estimations ** Projections

Au niveau des critères de premier rang, les déséquilibres budgétaires n'ont pas pu être jugulés en 2010. Seulement quatre (4) pays soit un de plus qu'en 2009 ont satisfait à la norme communautaire relative au déficit budgétaire hors dons. S'agissant du niveau des prix, l'année 2010 a enregistré une remontée parfois significative de l'inflation. Le nombre de pays ayant respecté le critère est passé de dix (10) à sept (7). La performance au titre des réserves de change a chuté avec un pays supplémentaire ayant raté la cible. Par contre, celle relative au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale, a été maintenue avec douze (12) pays qui continuent de se conformer à la norme.



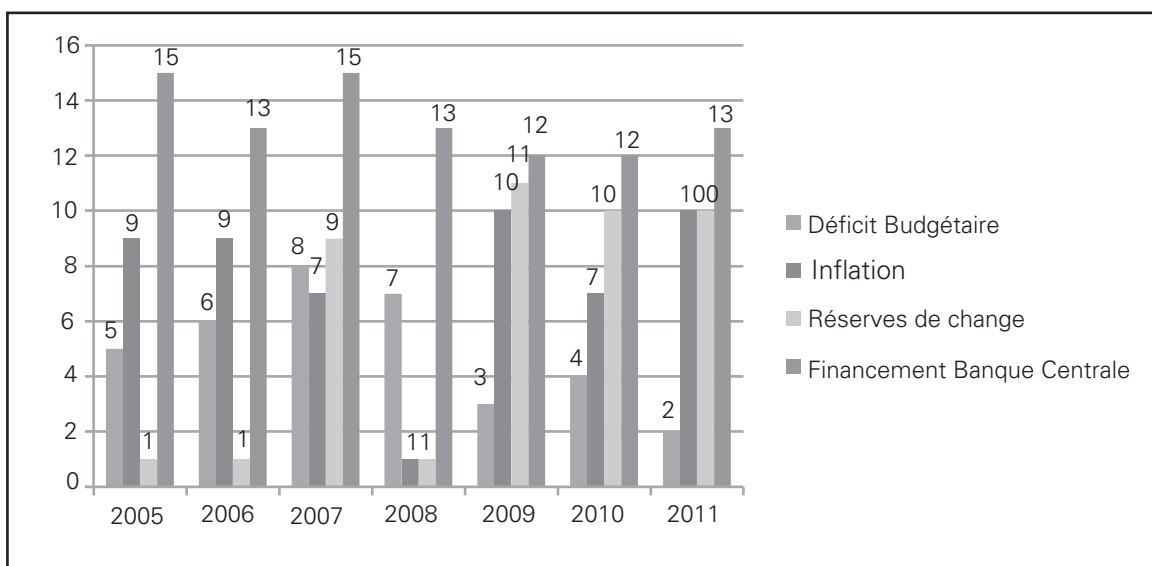
Graph 2.1: Nombre de pays ayant respecté les critères de premier rang (2008-2011)



Source: AMAO, Banques Centrales.

En ce qui concerne les critères de second rang, la situation s'est nettement dégradée par rapport à l'année précédente. Le nombre de pays ayant respecté les critères relatifs à la masse salariale et au taux d'intérêt réel s'est nettement effondré passant respectivement de six (6) et onze (11) en 2009 à respectivement quatre (4) et sept (7) en 2010. La situation de la convergence s'est également détériorée en ce qui concerne les investissements sur ressources internes et la stabilité du taux de change réel. Par contre, on note une légère amélioration en ce qui concerne la non accumulation d'arriérés intérieurs avec neuf dix (9) pays ayant respecté la norme en 2010 contre huit (8) un an auparavant. S'agissant du taux de pression fiscale, seulement deux pays, comme par le passé, ont pu se conformer à la norme.

Graph 2.2: Nombre de pays ayant respecté les critères de premier rang (2005-2011)



Source: AMAO, FMI, Banques Centrales.

* Estimations ** Prévisions



Dans l'ensemble, les performances dans le cadre de la convergence macroéconomique ont été affectées par les difficultés liées à la maîtrise de l'inflation face notamment aux chocs exogènes, la faible mobilisation des recettes intérieures, le niveau élevé des charges salariales et l'importance des paiements au titre des intérêts sur la dette.

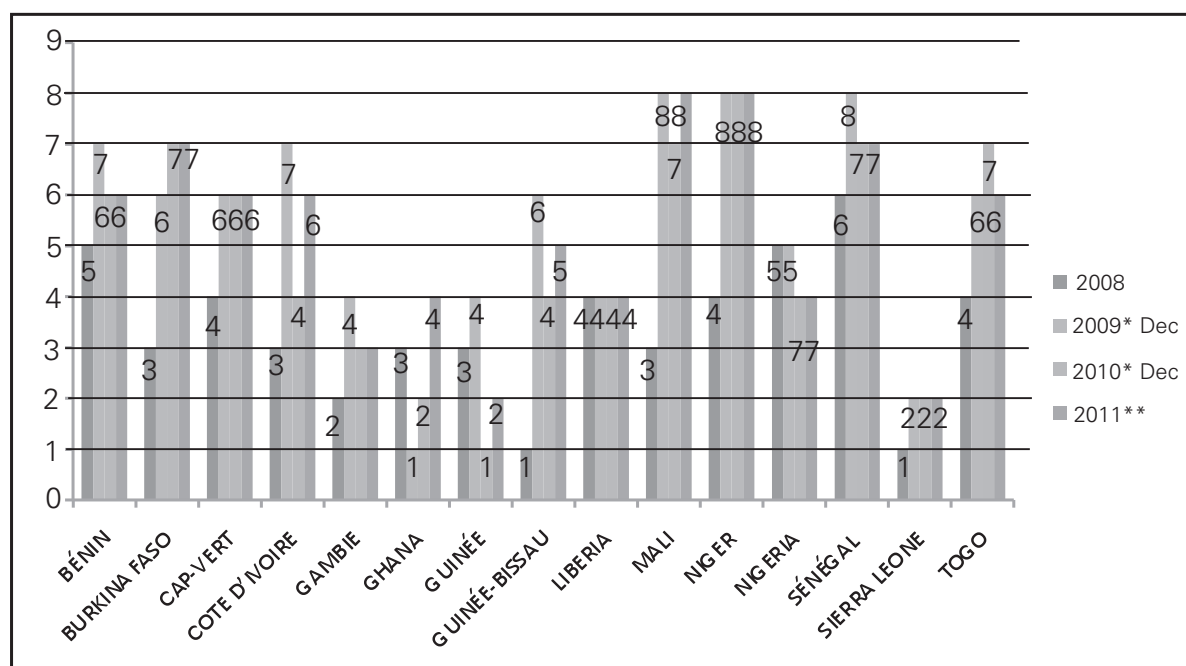
Le tableau 2.2 indique qu'aucun des pays n'a encore pu respecter tous les critères de convergence. La meilleure performance a été réalisée par le Niger qui a respecté huit (8) critères de convergence sur dix. Ce pays est suivi par le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal et le Togo qui ont respecté chacun sept (7) objectifs de convergence. Le Bénin et le Cap Vert suivent avec six (6) critères de convergence respectés chacun. La plus mauvaise performance a été enregistrée par la Guinée qui n'a pu respecter qu'un seul critère de convergence de second rang.

TABLEAU 2.2: NOMBRE TOTAL DE CRITÈRES DE CONVERGENCE RÉALISÉS

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
BENIN	5	4	9	5	7	6	6
BURKINA FASO	6	6	7	3	6	7	7
CAP-VERT	6	5	6	4	6	6	6
COTE D'IVOIRE	5	5	6	3	7	4	6
GAMBIE	4	6	3	2	4	3	3
GHANA	2	3	4	3	1	2	4
GUINEE	3	2	4	3	4	1	2
GUINEE BISSAU	4	4	3	1	6	4	5
LIBERIA	3	4	4	4	4	4	4
MALI	7	6	8	3	8	7	8
NIGER	5	7	7	4	8	8	8
NIGERIA	5	4	6	5	5	4	4
SENEGAL	7	6	6	6	8	7	7
SIERRA LEONE	2	1	2	1	2	2	2
TOGO	3	5	7	4	6	7	6
UEMOA	5	7	6	3	6	6	6
ZMAO	4	4	6	5	6	4	5
ZMAO HORS NIGERIA	1	1	1	2	2	2	3
CEDEAO	7	6	6	5	5	4	4
CEDEAO HORS NIGERIA	3	3	3	2	4	3	5



Graph 2.3: Performance des pays de la CEDEAO au titre de la Convergence 2007-2011



2.2 Analyses de la Performance par Critères

2.2.1 Critères de premier rang

2.2.1.1 Déficit budgétaire hors dons/ PIB ≤ 4%

Les déficits budgétaires hors dons qui se sont creusés suite à la succession de plusieurs crises entre 2007 et 2008 continuent d'être importants. En 2010, quatre (04) pays ont respecté ce critère contre trois (3) en 2009. En 2011, il est même attendu une détérioration du niveau de performance avec seulement deux (2) pays qui pourront réaliser l'objectif.

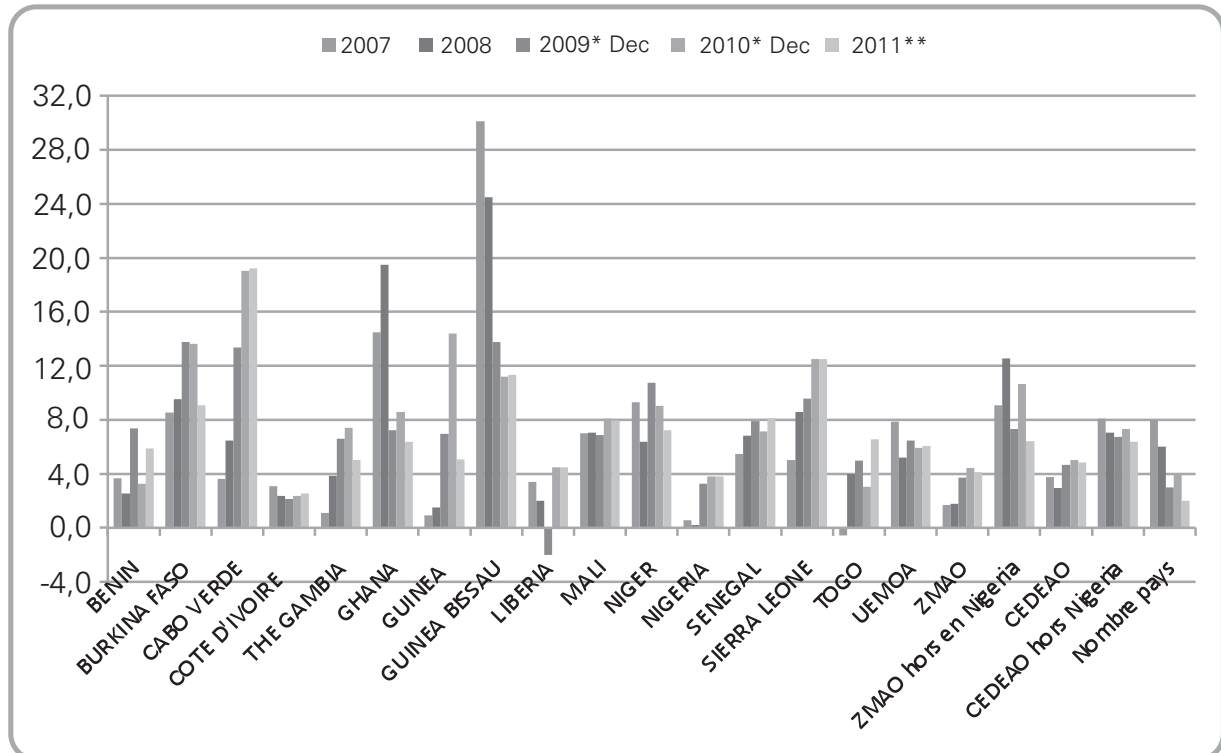
Au niveau zonal, la ZMAO, l'UEMOA et la CEDEAO n'ont pas satisfait à ce critère. Le tableau ci-dessous donne plus de détails.



TABLEAU 2.3: DÉFICIT BUDGÉTAIRE / PIB

	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
BENIN	4,6	2,5	3,6	2,5	7,4	3,3	5,9
BURKINA FASO	9,1	11,3	8,6	9,5	13,8	13,6	9,1
CAP-VERT	11,4	10,4	3,6	6,5	13,3	19,0	19,2
COTE D'IVOIRE	2,7	1,5	3,1	2,4	2,1	2,3	2,5
GAMBIE	8,4	2,7	1,1	3,8	6,6	7,4	5,0
GHANA	6,9	12,9	14,5	19,5	7,2	8,6	6,4
GUINEE	1,6	2,0	0,9	1,5	7,0	14,4	5,1
GUINEE BISSAU	24,2	19,9	30,1	24,5	13,8	11,2	11,3
LIBERIA	0,9	-3,0	3,4	2,0	-2,0	4,5	4,5
MALI	7,3	7,6	7,0	7,1	6,9	8,1	8,0
NIGER	9,6	6,8	9,3	6,4	10,7	9,0	7,2
NIGERIA	1,3	0,5	0,6	0,2	3,3	3,8	3,8
SENEGAL	4,7	7,3	5,5	6,8	7,9	7,1	8,1
SIERRA LEONE	9,5	8,5	5,0	8,6	9,6	12,5	12,5
TOGO	4,1	4,2	-0,6	4,0	5,0	3,1	6,5
UEMOA	7,8	5,0	7,9	5,2	6,5	5,9	6,1
ZMAO	1,8	1,6	1,7	1,8	3,7	4,5	4,1
ZMAO HORS NIGERIA	5,5	8,8	9,1	12,5	7,3	10,6	6,4
CEDEAO	3,8	2,7	3,7	2,9	4,6	5,0	4,8
CEDEAO HORS NIGERIA	7,2	6,0	8,1	7,1	6,7	7,3	6,4
Nombre pays ayant respecté les critères	5	6	8	7	3	4	2

Graph. 2.4: Déficit Budgétaire / PIB, 2008-2010



Source: AMAO Banques Centrales.

* Estimations ** Prévisions



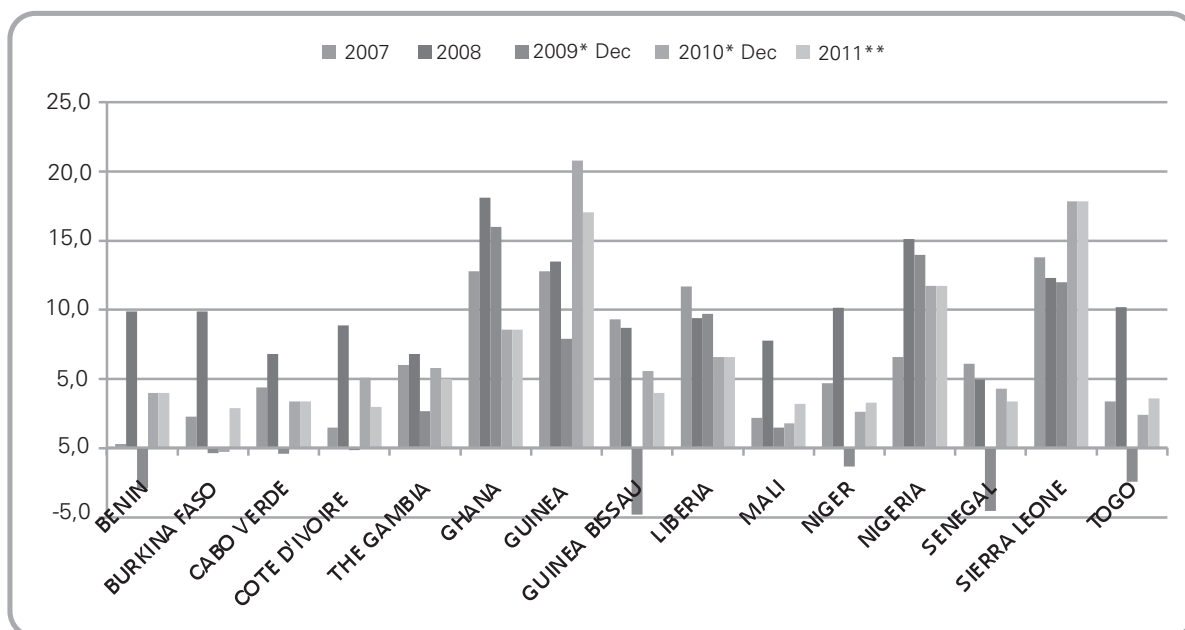
2.2.1.2 Taux d'inflation $\leq 5\%$

Largement contenues en 2009, les pressions inflationnistes se sont accentuées dans certains pays en 2010 en raison notamment de la remontée des prix des produits pétroliers et parfois les résultats mitigés de la campagne agricole. Au total, seulement sept (7) pays ont pu maintenir leur taux d'inflation en glissement annuel dans les limites de 5% alors qu'en 2009, dix (10) avaient réalisé cette performance. Les premières prévisions des pays sont quelque peu optimistes pour 2011. Mais il est plus probable que la situation devrait se détériorer en raison notamment de la flambée du prix des produits énergétiques et alimentaires sur le marché international au cours du 1^{er} trimestre 2011.

Concernant la performance zonale, l'UEMOA reste dans les limites fixées alors que la ZMAO et la CEDEAO se situent au dessus de la norme communautaire.

TABLEAU 2.4: CEDEAO: TAUX D'INFLATION DE FIN DE PÉRIODE

	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
BENIN	3.8	5.2	0.3	9.9	-2.9	4.0	4.0
BURKINA FASO	4.5	1.5	2.3	9.9	-0.3	-0.3	2.9
CAP-VERT	1.7	4.7	4.4	6.8	-0.4	3.4	3.4
COTE D'IVOIRE	2.6	2.0	1.5	8.9	-0.1	5.1	3.0
GAMBIE	1.8	1.4	6.0	6.8	2.7	5.8	5.0
GHANA	13.9	10.9	12.8	18.1	16.0	8.6	8.6
GUINEE	29.7	39.1	12.8	13.5	7.9	20.8	17.1
GUINEE BISSAU	0.3	3.2	9.3	8.7	-4.8	5.6	4.0
LIBERIA	7.0	8.9	11.7	9.4	9.7	6.6	6.6
MALI	3.4	3.6	2.2	7.8	1.5	1.8	3.2
NIGER	4.2	0.3	4.7	10.2	-1.3	2.6	3.3
NIGERIA	11.6	8.5	6.6	15.1	14.0	11.8	11.8
SENEGAL	1.4	4.0	6.1	5.0	-4.5	4.3	3.4
SIERRA LEONE	13.1	7.3	13.8	12.3	12.0	17.8	17.8
TOGO	5.5	1.5	3.4	10.2	-2.4	2.4	3.6
UEMOA	2.9	2.7	2.9	8.5	-1.0	3.9	1.2
ZMAO	12.1	9.2	7.3	15.3	14.0	11.7	11.6
ZMAO HORS NIGERIA	18.3	19.0	12.6	15.8	12.7	13.0	11.8
CEDEAO	9.0	7.1	5.8	13.0	8.9	9.1	8.1
CEDEAO HORS NIGERIA	6.9	7.0	5.5	10.4	2.6	6.2	4.0
Nombre pays	9	8	7	1	10	7	10

Graph. 2.5: Taux de fin de période, 2007-2011


2.2.1.3 Financement du Déficit Budgétaire par la Banque Centrale/ Recettes fiscales de l'année précédente $\leq 10\%$.

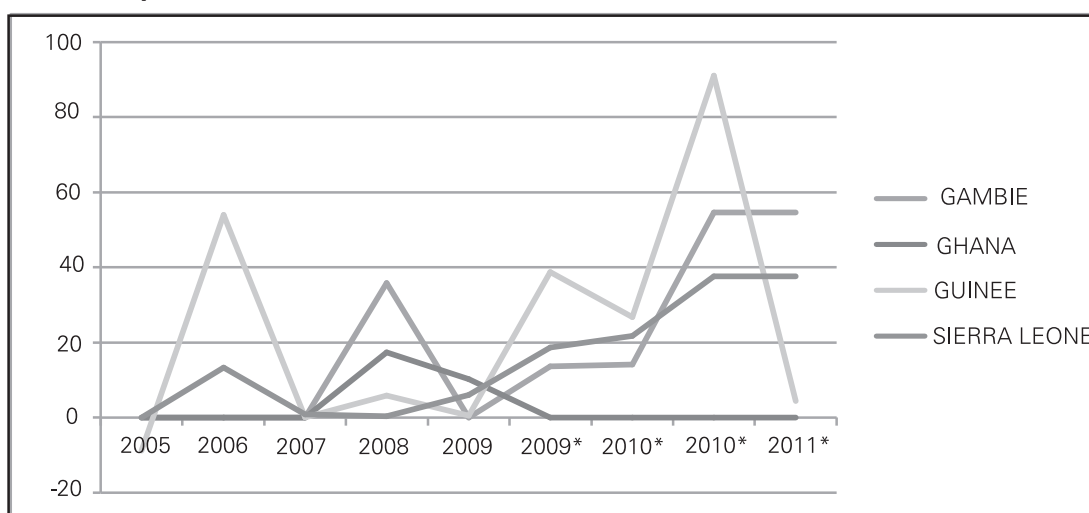
La performance en termes de financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale est restée relativement stable en 2010. En effet, tout comme en 2009, douze (12) pays ont respecté ce critère en 2010. En 2011, les prévisions indiquent qu'un pays supplémentaire pourrait respecter la norme communautaire.

Au niveau zonal, ce critère est globalement respecté aussi bien par l'UEMOA que la ZMAO et la CEDEAO.


TABLEAU 2.4: CEDEAO: TAUX D'INFLATION DE FIN DE PÉRIODE

	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
BENIN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BURKINA FASO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAP-VERT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COTE D'IVOIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GAMBIE	0,0	0,0	0,0	35,9	13,7	54,6	54,6
GHANA	0,0	0,0	0,0	17,3	0,0	0,0	0,0
GUINEE	0,0	54,0	0,0	5,8	38,7	91,0	4,3
GUINEE BISSAU	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
LIBERIA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MALI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGERIA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SENEGAL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIERRA LEONE	0,0	13,3	0,8	0,3	18,6	37,6	37,6
TOGO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
UEMOA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ZMAO	-0,2	1,1	0,0	1,6	0,9	2,2	0,6
ZMAO HORS NIGERIA	-2,7	17,8	0,1	13,1	13,9	33,0	6,2
CEDEAO	-0,1	0,8	0,0	1,0	4,9	2,9	0,4
CEDEAO HORS NIGERIA	-0,7	4,5	0,0	3,4	12,8	11,6	1,6
Nombre pays	15	13	15	13	12	12	13

Source: AMAO, Banques Centrales.

Graph. 2.6 Evolution de la situation des pays ayant eu des difficultés par rapport à ce critère (financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale en % des recettes fiscales de l'année précédente)


2.2.1.4 Réserves Extérieures Brutes ≥ 6 mois de couverture des importations

L'allocation de DTS réalisée en 2009 par le FMI en faveur des Banques Centrales dans le cadre de mesures visant à juguler la crise a permis de conforter certains pays dans le respect de ce critère. Mais l'effet de ces allocations commence à fondre. Ainsi, seulement dix (10) pays, soit un de moins que l'année précédent, ont pu respecter la norme. Les prévisions indiquent que ce niveau de performance sera maintenu en 2011.

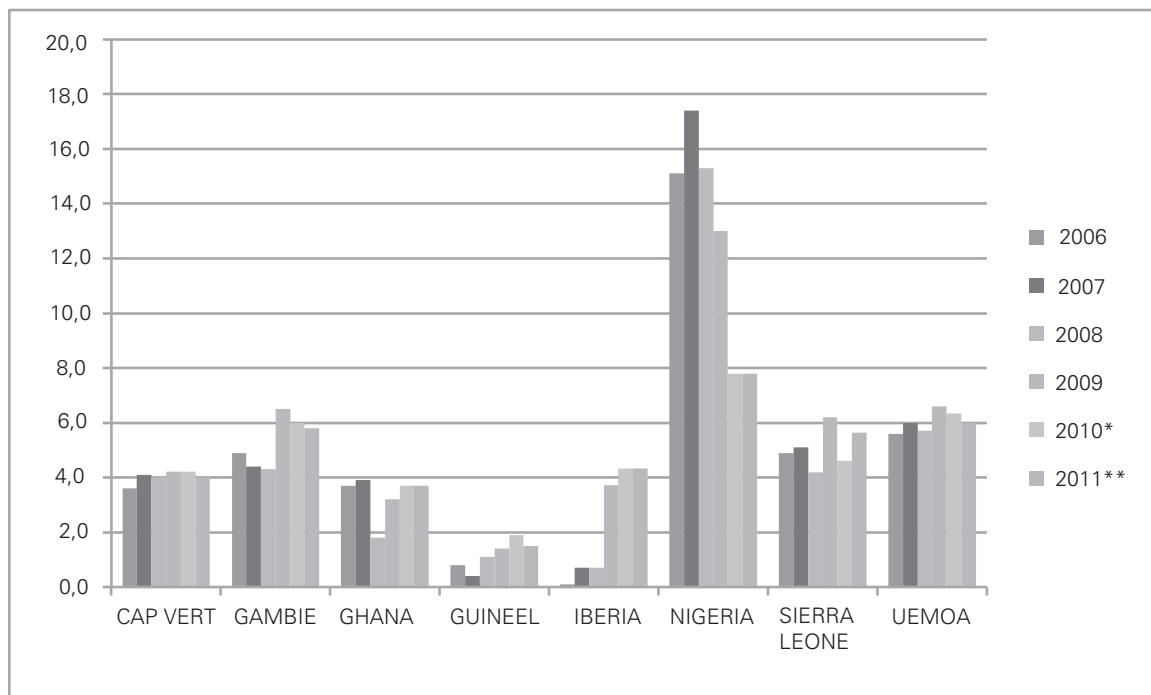
Etant donné le nombre et l'envergure des pays qui se conforment à la norme, toutes les zones respectent le critère.

TABLEAU 2.6: CEDEAO – RÉSERVES EXTÉRIEURES BRUTES EN MOIS D'IMPORTATION

	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
CAP VERT	3,4	3,6	4,1	4,0	4,2	4,2	4,0
GAMBIE	5,2	4,9	4,4	4,3	6,5	6,0	5,8
GHANA	4,0	3,7	3,9	1,8	3,2	3,7	3,7
GUINEE	1,1	0,8	0,4	1,1	1,4	1,9	1,5
LIBERIA	0,1	0,1	0,7	0,7	3,7	4,3	4,3
NIGERIA	11,8	15,1	17,4	15,3	13,0	7,8	7,8
SIERRA LEONE	4,8	4,9	5,1	4,2	6,2	4,6	5,6
UEMOA	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
ZMAO	10,9	13,8	15,9	13,9	11,9	7,3	7,3
ZMAO hors Nigeria	3,2	2,9	2,9	1,9	3,0	3,3	3,2
CEDEAO	9,1	11,0	12,5	11,1	10,1	6,9	6,8
CEDEAO hors Nigeria	5,0	4,8	5,1	4,6	5,6	5,5	5,2
Nombre pays	1	1	9	1	11	10	10

Source: AMAO, Banques Centrales * Estimations ** Projections

Graph. 2.7 Réserves Extérieures brutes en mois d'importation, 2008-2010



Source: AMAO, Banques Centrales.



2.2.2 Critères de second rang

2.2.2.1 Arriérés Intérieurs (interdiction d'accumulation de nouveaux arriérés et liquidation d'arriérés existants)

La fourniture de données permettant l'évaluation de ce critère s'est quelque peu améliorée au cours de la dernière mission de surveillance multilatérale qui a eu lieu entre mars et avril 2011. Ce qui s'inscrit dans le sens de la recommandation faite par le Comité des Gouverneurs lors de sa session de juillet 2010 à Banjul. Onze (11) pays sur les 15 ont fourni des informations relatives à l'évaluation de ce critère. Sur ces 11 pays dix (10) déclarent n'avoir enregistré aucune accumulation d'arriérés intérieurs. Pour une évaluation exhaustive par rapport à ce critère, il est impératif que les autres pays fassent l'effort de fournir les informations nécessaires.

Au niveau zonal, l'UEMOA a respecté ce critère en 2010. Pour la ZMAO et la CEDEAO aucune évaluation n'a été possible en raison de l'absence de données de certains pays.

TABLEAU 2.7: SITUATION DES ARRIÉRÉS INTÉRIEURS							
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011**
BENIN	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
BURKINA FASO	0.0	0.0	0.0	0.0	63.6	0.0	0.0
CAP VERT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
COTE D'IVOIRE	17.5	29.7	43.8	107.9	0.0	0.0	0.0
GAMBIE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
GHANA	nd	nd	nd	nd	yes	yes	0.0
GUINEE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
GUINEE BISSAU	4.2	5.5	2.6	4.8	0.0	0.0	0.0
LIBERIA	nd	nd	nd	nd	nd	0.0	0.0
MALI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NIGER	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NIGERIA	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
SENEGAL	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
SIERRA LEONE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
TOGO	22.0	20.6	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0
UEMOA	45.7	55.8	47.1	112.7	63.6	0.0	
Nombre de pays	5	6	6	7	8	10	11

Sources: Banques Centrales FMI, FMI ET estimation AMAO ; * Estimations et ** Projections

2.2.2.2 Recettes fiscales/ PIB \geq 20 %

Les performances en termes de mobilisation des recettes fiscales continuent d'être faibles. Seulement deux pays ont rempli ce critère en 2010 tout comme au cours des années passées. Jusqu'en 2008, c'était le Ghana et le Cap Vert qui étaient performants par rapport à ce critère. Mais désormais c'est le Liberia qui rejoint le Cap Vert. Le Ghana est sorti du lot suite au changement de l'année de base qui s'est traduit par un accroissement important du PIB du pays. L'accroissement des recettes fiscales du Liberia est le résultat de diverses réformes fiscales mises en œuvre ces dernières années.

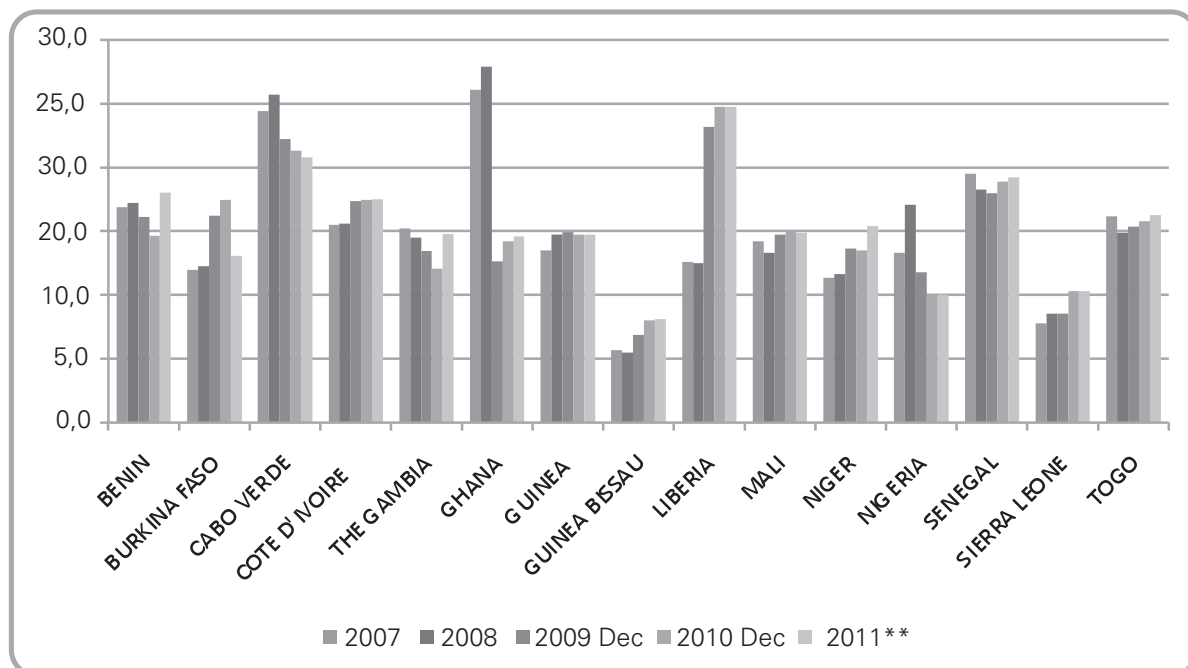
Au niveau zonal, la situation reste la même qu'au niveau des pays individuellement pris. Aucune zone ne respecte le critère. L'UEMOA affiche la meilleure performance avec 16,6% contre 10,5% pour la ZMAO.



TABLE 2.8: CEDEAO- RECETTES FISCALES/ PIB

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011**
BENIN	14.5	15.4	16.9	17.2	16.1	14.6	18.0
BURKINA FASO	11.8	12.0	12.0	12.2	16.2	17.5	13.1
CABO VERDE	21.5	23.4	24.4	25.7	22.2	21.3	20.8
COTE D'IVOIRE	13.9	14.4	15.5	15.6	17.4	17.4	17.5
LA GAMBIE	17.2	18.8	15.2	14.5	13.4	12.1	14.8
GHANA	21.9	22.3	26.1	27.9	12.6	14.2	14.6
GUINEE	12.2	14.8	13.5	14.7	14.9	14.7	14.7
GUINEE BISSAU	11.3	11.3	5.7	5.5	6.9	8.0	8.1
LIBERIA	14.7	13.2	12.6	12.5	23.2	24.7	24.7
MALI	15.4	14.9	14.2	13.3	14.7	15.0	14.9
NIGER	10.3	10.7	11.3	11.6	13.7	13.5	15.4
NIGERIA	17.2	15.1	13.3	17.1	11.8	10.0	10.0
SENEGAL	18.6	19.0	19.5	18.3	18.0	18.9	19.2
SIERRA LEONE	8.1	8.5	7.8	8.5	8.5	10.3	10.3
TOGO	14.6	15.4	16.2	14.9	15.4	15.8	16.2
UEMOA	14.7	15.1	17.3	16.7	16.4	16.6	16.6
ZMAO	17.4	15.6	14.3	17.8	11.9	10.5	10.5
CEDEAO	16.5	15.5	15.3	17.4	13.5	12.6	12.6
Nombre pays	2	2	2	2	2	2	2

Graph. 2.8 : Taux de pression fiscale (Recettes fiscales/PIB)



Source: AMAO, Banques Centrales ; * Estimations ** Projections



2.2.2.3 Masse salariale / Recettes Fiscales $\leq 35\%$

La masse salariale continue d'absorber une part importante des ressources publiques. Au terme de l'année 2010, seulement quatre (4) pays (le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo) ont pu respecter la norme communautaire alors qu'ils étaient six (6) en 2009. Les réajustements des salaires et/ou les recrutements à la fonction publique réalisés ces dernières années dans la majorité des pays, et ce, dans un contexte d'évolution modérée des recettes fiscales, ont contribué à dégrader les performances par rapport à ce critère.

Aucune zone n'a pu respecter ce critère en 2010. L'UEMOA a enregistré un ratio de 38,1% contre 47,5% pour la ZMAO. Jusqu'en 2009, la ZMAO était relativement très performante par rapport à ce critère.

TABLEAU 2.9: CEDEAO- MASSE SALARIALE/RECETTES FISCALES

	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
BENIN	39,0	35,6	31,0	35,6	45,1	45,7	43,7
BURKINA FASO	42,0	44,1	42,0	44,7	46,2	43,5	42,8
CAP VERT	47,1	46,0	41,6	38,3	48,8	50,1	53,9
COTE D'IVOIRE	45,0	43,2	43,6	43,8	39,7	41,1	41,8
GAMBIE	24,3	24,2	22,3	31,2	33,9	43,7	31,1
GHANA	44,8	55,7	51,5	53,8	53,2	50,6	48,4
GUINEE	23,2	18,4	25,9	28,0	32,7	39,0	39,0
GUINEE BISSAU	116,1	110,8	116,5	96,2	77,1	77,4	62,1
LIBERIA	59,2	34,5	32,9	28,7	39,9	37,0	37,0
MALI	31,0	30,9	33,4	35,8	34,2	33,9	28,6
NIGER	34,7	33,3	31,0	29,8	27,3	28,9	25,2
NIGERIA	17,9	18,8	27,6	22,7	32,7	47,3	47,3
SENEGAL	30,0	31,0	31,0	32,0	33,6	32,7	32,0
SIERRA LEONE	65,5	61,6	60,9	59,8	59,8	60,9	60,9
TOGO	30,4	33,1	32,8	32,7	41,2	33,5	36,2
UEMOA	38,0	37,6	36,5	37,6	38,3	38,1	37,1
ZMAO	20,5	22,0	29,7	25,6	34,6	47,5	47,3
ZMAO hors Nigeria	39,0	43,5	43,3	45,5	46,7	47,6	45,9
CEDEAO	26,6	27,3	32,0	29,6	35,9	44,3	43,9
CEDEAO hors Nigeria	38,6	39,2	38,3	39,6	40,7	40,7	39,6
Nombre pays	7	8	9	7	6	4	4

Source: AMAO, Banques Centrales * Estimations ** Projections

2.2.2.4 Investissements Publics / Recettes Fiscales $\geq 20\%$

Les performances par rapport à ce critère n'ont pas significativement évolué depuis 2005 de sorte que moins de la moitié des pays de la CEDEAO continuent de respecter ce critère. En 2010, la Sierra Leone a respecté ce critère pour la première fois depuis 2000 alors que le Bénin a connu une situation quelque peu inverse. Dans l'ensemble, l'accroissement des charges salariales et des autres dépenses de fonctionnement ne permet pas de consacrer une part importante des ressources intérieures à l'investissement. Les prévisions tablent sur une augmentation sensible de la performance par rapport à ce critère en 2011.

Toutefois, sur le plan zonal, ce critère est globalement respecté comme ce fut le cas au cours des années passées en raison notamment du poids économique des pays performants.

**TABLEAU 2.10: CEDEAO – INVESTISSEMENTS PUBLICS/ RECETTES FISCALES**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
BENIN	22,8	12,8	19,1	20,6	44,3	19,1	22,8
BURKINA FASO	40,8	43,4	40,8	43,4	47,6	56,9	43,4
CAP VERT	2,9	2,9	2,0	1,9	2,4	1,9	2,0
COTE D'IVOIRE	10,7	15,5	12,8	13,6	12,6	13,4	15,2
GAMBIE	4,8	3,1	6,3	16,3	16,7	10,6	10,6
GHANA	18,8	25,0	27,3	35,8	17,2	18,0	20,6
GUINEE	12,6	12,0	11,9	12,9	38,1	55,0	55,0
GUINEE BISSAU	6,0	2,2	6,4	12,4	4,9	1,5	8,2
LIBERIA	18,3	14,9	13,8	12,5	12,5	8,8	8,8
MALI	21,8	23,4	33,1	23,5	24,4	18,3	25,7
NIGER	28,1	25,3	31,6	38,3	44,1	22,2	23,2
NIGERIA	20,6	19,6	27,6	23,2	39,6	30,3	30,3
SENEGAL	33,7	36,6	37,1	28,9	34,0	36,4	39,9
SIERRA LEONE	7,9	10,6	9,1	13,4	13,4	40,4	40,4
TOGO	8,4	3,6	4,1	12,9	16,5	18,6	29,6
UEMOA	23,2	23,9	23,3	22,8	27,1	24,6	26,4
ZMAO	20,1	19,8	27,0	23,8	37,6	29,8	30,0
ZMAO hors Nigeria	15,5	19,1	20,4	26,3	23,3	31,0	32,4
CEDEAO	21,1	21,0	25,6	23,3	33,8	27,9	28,6
CEDEAO hors Nigeria	20,9	22,2	22,1	23,2	25,6	25,7	27,4
Nombre de pays	6	6	7	7	7	6	10

Source: AMAO, Banques Centrales * Estimations ** Projections

2.2.2.5 Taux d'intérêts Réels Positifs

Avec la faiblesse de l'inflation et parfois la déflation observée dans certains pays, l'année 2009 a enregistré la meilleure performance par rapport à ce critère depuis 2001. En 2010, la situation s'est nettement détériorée. En effet, les taux d'inflation sont repartis à la hausse alors que les taux de rémunération de l'épargne n'ont pas toujours suivi. Ainsi, seulement sept (7) pays ont respecté la norme contre onze (11) en 2009.

Avec le poids des pays ayant raté la cible, aucune zone (UEMOA, ZMAO, CEDEAO) n'a pu réaliser un taux d'intérêt réel positif en 2010. Etant donné son relatif faible niveau d'inflation, l'UEMOA reste plus proche de l'objectif communautaire.


TABLEAU 2.11: CEDEAO – TAUX D'INTÉRÊTS RÉELS

	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
BENIN	-0,3	-1,7	3,2	-6,4	6,4	-0,8	-0,5
BURKINA FASO	2,7	2,0	1,2	-8,1	3,8	3,5	0,4
CAP VERT	1,5	-1,5	-1,2	-3,6	2,2	1,0	0,1
COTE D'IVOIRE	0,9	1,5	2,0	-5,4	3,6	-1,6	-0,2
GAMBIE	3,2	3,6	-1,0	-1,8	3,0	0,2	0,2
GHANA	-7,5	-9,4	-11,3	-15,9	-6,0	2,9	2,9
GUINEE	-23,0	-20,0	1,8	-0,5	8,1	-7,4	-7,4
GUINEE BISSAU	3,2	0,3	-5,8	-5,2	9,9	-2,1	-0,5
LIBERIA	-3,9	-6,2	-9,1	-7,2	-7,7	-4,6	-4,6
MALI	0,1	-0,1	1,3	-4,3	2,0	1,4	0,0
NIGER	-0,7	3,2	-1,2	-6,7	4,8	0,9	0,2
NIGERIA	-10,1	-6,5	-3,0	-12,0	-10,0	-6,7	-6,7
SENEGAL	2,1	-0,5	-2,6	-1,5	8,0	-1,0	-0,2
SIERRA LEONE	-7,2	-1,8	-8,3	-8,3	-8,5	-5,5	-5,5
TOGO	-2,0	2,0	0,1	-6,7	5,9	0,9	-0,4
UEMOA	0,6	0,8	0,6	-5,0	4,5	-0,4	2,3
ZMAO	-10,1	-6,9	-3,6	-12,1	-9,3	-5,9	-6,1
ZMAO hors Nigeria	-11,9	-11,6	-6,7	-10,0	-1,5	-1,0	-1,0
CEDEAO	-6,5	-4,3	-2,2	-9,7	-4,7	-4,1	-3,3
CEDEAO hors Nigeria	-2,6	-2,5	-1,4	-6,3	2,8	-0,6	1,3
Nombre pays	7	6	6	0	11	7	5

Source: AMAO, Banques Centrales * Estimations ** Projections

2.2.2.6 Stabilité du taux de change Réel $\pm 5\%$

Dans l'ensemble, les fluctuations du taux de change réel sont contenues. Ce qui indique une relative stabilité des taux de change nominaux et une évolution de l'inflation conforme à celle des principaux pays partenaires commerciaux. Ces dernières années, il n'y a que quelques pays comme la Gambie, le Ghana, la Guinée et le Nigeria qui ont des difficultés par rapport à la stabilisation du taux de change réel.

Au niveau zonal, l'UEMOA reste dans les limites, alors que la ZMAO et la CEDEAO devient légèrement.



TABLE 2.12: STABILITÉ DU TAUX DE CHANGE RÉEL

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011**
BENIN	2.3	1.1	0.9	4.7	4.3	4.4	4.4
BURKINA FASO	3.4	0.1	-0.6	6.6	0.6	3.5	2.5
CABO VERDE	-2.8	2.8	2.5	4.3	-2.6	3.9	2.1
COTE D'IVOIRE	-0.6	-0.9	1.9	4.7	0.0	-5.7	2.9
THE GAMBIA	6.2	-0.6	9.0	6.0	-9.0	-2.7	-14.6
GHANA	9.3	5.3	-0.6	-4.8	-7.7	7.2	3.0
GUINEA	-22.4	-7.0	32.6	-6.5	4.5	-7.9	-7.9
GUINEA BISSAU	-1.8	1.0	3.1	9.8	0.5	2.3	1.1
LIBERIA	-3.1	-4.6	2.5	2.7	2.5	2.6	2.6
MALI	3.1	-1.3	0.5	8.0	1.8	2.5	2.1
NIGER	4.4	-3.1	0.9	9.5	1.4	2.5	2.3
NIGERIA	14.2	7.0	-1.9	11.0	-6.0	9.3	9.3
SENEGAL	-2.7	0.7	4.3	3.6	-0.9	-0.9	0.8
SIERRA LEONE	-0.5	-4.7	1.0	6.9	1.7	-4.5	-0.4
TOGO	1.0	-1.6	0.6	5.5	0.5	-6.2	2.6
UEMOA	1.3	-0.4	1.7	5.7	0.2	4.1	5.4
ZMAO	12.9	6.5	-1.1	9.4	-5.9	8.7	8.3
CEDEAO	8.9	4.1	-0.2	8.1	-3.8	7.1	7.3
Nombre pays	12	12	12	6	12	10	12

Source: AMAO, Banques Centrales, FMI et BAD * Estimations ** Projections

2.3 ETAT DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS AU SEIN DE LA CEDEAO

L'harmonisation des politiques et l'arrangement institutionnel constituent l'un des volets importants du processus d'intégration économique et monétaire de ce titre, les Etats membres de sont tenus de se conformer à un certain nombre de principes communs en matière, entre autres, de politiques de change, de libéralisation du compte capital, de fonctionnement des marchés financiers et des systèmes de paiement, de supervision et de réglementation bancaire, de libéralisation des échanges, de libre circulation des personnes, et d'harmonisation des statistiques. Ils doivent aussi s'employer à l'application et l'adoption des arrangements institutionnels adéquats à la réalisation des objectifs préconisés par différents instruments juridiques, techniques et administratifs de la CEDEAO. Les résultats enregistrés dans la mise en œuvre de ces programmes, à fin 2010 au sein de la CEDEAO, se présentent comme suit:

2.3.1 Politique de change

L'harmonisation des politiques de change fait obligation aux Etats membres de veiller à la mise en œuvre d'instruments de politique monétaire axés sur le marché. A ce niveau, force est de reconnaître qu'en 2010 aucun progrès notable n'a été réalisé. En effet, ce retard est dû au fait toujours de l'existence de deux principaux régimes de change au sein de l'espace CEDEAO à savoir le régime fixe pratiqué par les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et le Cap Vert, et le régime de change flottant en vigueur dans les pays non UEMOA.

2.3.2 Libéralisation du compte capital

Comme pour les années précédentes et le Liberia restent toujours les deux pays qui ont pratiquement libéralisé leurs comptes de Capital. Cette libéralisation, au sein de l'UEMOA, est seulement effective entre



les pays membres de l'Union. Toutefois, il existe une volonté manifeste d'ouverture aux autres pays de aux autres Etats membres de , comme le Cap-Vert, le Ghana, , le Nigeria et , ils optent toujours pour une approche prudente et conservent plus ou moins un certain niveau de contrôle. Il est donc nécessaire d'accélérer le processus en vue de promouvoir les investissements et progrès économiques dans l'espace CEDEAO.

2.3.3 Harmonisation du secteur financier et des systèmes de paiement

Dans le cadre de l'harmonisation du secteur financier et du développement des systèmes de paiement, il y'a lieu de noter que des progrès importants sont entrain d'être réalisés.

En effet, au niveau de la zone UEMOA, en dehors d'un marché financier et d'un système de paiement déjà intégrés et harmonisés, des progrès continuent d'être toujours enregistrés surtout en termes de systèmes de paiement. A ce titre, il faut signaler que les actions suivantes restent toujours en projet en 2010 :

Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) :

- ▶ La migration à la version 2 qui permet de traiter facilement les rejets bancaires, d'améliorer la structure du fichier « échancier » pour que chaque participant connaisse la composition détaillée de son solde, d'améliorer le processus de règlement des soldes de compensation et en fin de prendre en compte la mise en place d'un fonds de garantie dans le processus de règlement.
- ▶ Le démarrage du Système Régional avec l'installation d'un environnement de test SICA-UEMOA grâce à la mise en place de Points d'Accès Compensation de test au niveau de et de serveur de test chez les participants.
- ▶ La normalisation des moyens de paiement (chèques et autres effets de commerce) dont l'analyse des impacts sur son système d'information et sur ceux des systèmes d'informations et applications des participants a été effectuée par nouvelles spécifications de SICA-UEMOA prennent en compte la nouvelle norme de chèque.
- ▶ La migration à la version 3 impliquant notamment le passage du code pays à la norme ISO, la modification des codes banques et des nouveaux formats d'opérations.
- ▶ **Enfin, il faut noter l'adhésion de nouveaux participants, l'évolution du système d'information bancaire de , la mise en place du fonds de garantie pour SICA-UEMOA.**

Système de Transfert Automatisé et de Règlement (STAR-UEMOA) :

- ▶ La mise en place du mécanisme d'avances intra journalières qui permettra à la banque Centrale d'octroyer la liquidité aux participants qui en ont besoin ;
- ▶ la migration du système d'exploitation de STAR-UEMOA vers Windows 2003 afin de pouvoir bénéficier des services liés à ce système d'exploitation notamment le renforcement de la sécurité ;
- ▶ l'intégration d'une nouvelle technologie d'échange des clés plus sécurisée (RSA) et conforme aux normes internationales ;
- ▶ la possibilité pour les banques de consulter avec sécurité la position de leur compte de règlement via Internet;
- ▶ la mise en place d'un site de secours afin de mieux assurer la continuité des échanges.



Les autres travaux et actions portent sur l'interface des systèmes avec les autres applications (SICA-UEMOA avec la Centrale des Incidents de Paiement, STAR-UEMOA avec l'application de gestion automatisée des titres), le renforcement des réseaux d'accès de , de la bancarisation et promotion de l'utilisation des moyens de paiement scripturaux.

Il convient de noter en effet que des réformes ont conduit à l'harmonisation des normes de moyens de paiements qui a aboutit à une nouvelle vision « SICA » dans tous les pays de l'UEMOA à laquelle sont associés les banques et les fournisseurs. Un autre projet en cours est le renforcement de la sécurité du système de compensation. Des enquêtes périodiques sur la compréhension des systèmes de paiement sont en cours. En perspective, les autorités bancaires réfléchissent sur le paiement mobile.

En ce qui concerne la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), des efforts appréciables sont déployés afin de mettre aux mêmes niveaux les systèmes financiers et de paiement de ses Etats membres. Le Ghana et le Nigeria déjà dotés d'un système opérationnel pour les « règlements bruts en temps réel - RTGS », continuent à développer et à moderniser leur système de paiement pour se mettre au diapason des développements récents en termes de système de paiement. Ainsi, du Nigeria a réalisé des progrès incluant la réduction des délais de compensation à 2 jours maximum sur toute l'étendue du territoire Nigérian, la finalisation des lois et règlements régissant les systèmes de paiement. Quant au Ghana, il a introduit le système électronique de paiement dit "e-zwich" qui permet au détenteur de cette carte de faire des transactions électroniques à n'importe quel point de vente, terminal ou guichet automatique dans le pays. Il permet aussi au détenteur de accéder aux services bancaires partout à travers le Ghana sans considération de la banque émettrice de la carte. Ce système est en train aussi d'accélérer la bancarisation des transactions au Ghana.

Pour , et la Sierra Leone, avec le financement de de Développement (BAD), la mise en place d'un même système est projetée. Pour , le local qui doit abriter les équipements et le centre des données est toujours en cours de construction mais le rez-de-chaussée qui devrait abriter le centre de données est déjà disponible. Les textes juridiques modèles préparés par le Comité des experts de et approuvés par le Conseil de convergence pour adoption dans les pays membres ont été transmis à , et les banques commerciales sont entrain de prendre des dispositions pour mettre en place les pré-requis des instruments de paiement notamment les paiements électroniques et la standardisation des chèques. Pour , les autorités maintiennent que le projet sera mis en application dans les délais, traduisant sa disponibilité dans le troisième trimestre de 2011. Et pour , un comité a été formé pour prendre en charge les systèmes de paiements et un bureau a été identifié dans pour gérer le projet

Pour les chèques, a également adopté des normes et standards communs. Une réglementation commune en matière de système de paiement a été également élaborée et est en voie d'adoption. Ce système de paiement en cours de finalisation au sein de devrait permettre, une fois achevé, son interconnexion avec celui de l'UEMOA.

2.3.4 Supervision et réglementation du système bancaire

Sur ce chapitre, les pays membres de ont pris des dispositions pour l'harmonisation de leurs lois bancaires et pour répondre aux dispositions des principes de Bâle I en matière de supervision bancaire. Les Etats membres de l'UEMOA, quant à eux, utilisent une réglementation bancaire déjà unifiée et la supervision bancaire est assurée par bancaire.

En plus, l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) dans la coordination de la mise en œuvre du programme de coopération monétaire de est sur le point d'engager une étude pour la réalisation de l'harmonisation de la réglementation et de la supervision des banques et autres institutions financières. L'étude vise à permettre à de disposer pour son secteur bancaire et financier d'une législation financière et bancaire harmonisée répondant aux normes internationales conformément aux principes de base de Bale I et II. Ce qui permettra de renforcer le secteur financier de la sous-région à travers notamment une plus grande stabilité des institutions. Par ailleurs, la réforme devra encourager davantage l'utilisation



d'instruments appropriés en matière de systèmes de paiement, de collecte de l'épargne, d'allocation de ressources, de gestion de risques, d'information sur la valeur des actifs sur les marchés financiers et boursiers, de mécanisme de minimisation des risques.

2.3.5 Libéralisation des échanges

En matière de libéralisation des échanges, les questions relatives au Tarif Extérieur Commun (TEC) et au protocole instituant dans les pays membres ne sont toujours pas entièrement résolues.

L'application du TEC de , dont le mécanisme de base est celui de l'UEMOA, continue à achopper toujours sur l'harmonisation du régime des exceptions qui sont de deux ordres. Il s'agit des exceptions portant sur les produits dont les taux diffèrent de ceux du TEC de référence mais pour lesquels les Etats membres ont décidé de s'aligner sur ledit TEC d'ici la fin de la période transitoire (type A) et les exceptions relatives aux produits pour lesquels les Etats membres demandent un changement de catégorie par rapport au TEC de référence (type B). Les exceptions de type B sont en négociation entre le Comité conjoint CEDEAO/UEMOA de gestion du TEC de grande partie des points faisant l'objet des exceptions de type B ont fait l'objet de consensus. Les points restants portent sur la définition, entre autres, des produits:

- ▶ Pour lesquels la création d'une cinquième bande de 50% est requise ;
- ▶ Proposés à la catégorie 0% (intrants et biens d'équipement agricoles, véhicules de lutte contre l'incendie et autres véhicules d'usages spéciaux, butane, certains matériaux de construction, médicaments et certains intrants spécifiques destinés à la fabrication des médicaments) ;
- ▶ Sensibles nécessitant une protection tarifaire conséquente tel que le riz pour certains pays.

Pour l'institution de dans tous les Etats membres, une étude a été réalisée à cet effet sur l'harmonisation des législations des Etats membres en matière de TVA et de droits d'accises.

Au total, le schéma de libéralisation du commerce concerne deux aspects à savoir le TEC et la libéralisation des échanges. Le schéma de libéralisation comporte toujours des entraves tarifaires et non tarifaires. Les opérateurs sont souvent victimes de contrôles intempestifs surtout pour les produits en transit. Toutefois, des travaux sont en train d'être faits au niveau du TEC CEDEAO à propos de la 5ème bande.

Pour ce qui est des APE, des divergences de fonds ont été notées à savoir son entrée en vigueur, sur la clause NPF (Nation la plus Favorisée), sur l'offre d'accès au marché, sur la durée de l'ouverture des marchés (Union Européenne 80% sur 15 ans, Autres pays 70% sur 15 ans), sur le PAPED (proposition de l'UE 36 milliards d'Euros tandis que l'UEMOA demande 39 milliards).

En ce qui concerne les instruments douaniers, les progrès sont réalisés en termes d'harmonisation des codes des douanes et des valeurs en douane. Un projet de code des douanes de est en cours de finalisation. Une étude sur les textes de conventions en matière de valeur en douane et la préparation d'un projet de valeur en douane pour les marchandises de a également été réalisée.

2.3.6 Libre circulation des personnes et des biens

En matière de libre circulation des personnes et des biens, les pays sont tenus d'appliquer (i) le Protocole A/P1/5/79 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, (ii) /DEC.2/7/85 du 6 juillet 1985, portant institution d'un carnet de voyage des Etats membres de (cf Zatu n° 85- 014 du 31 décembre 1985), (iii) /RES/4/5/90 relative à la réduction de postes de contrôle routiers dans les Etats membres. Pour ce qui concerne le Protocole A/P1/5/79, il y a lieu de noter que la majorité des pays n'appliquent pas ce protocole. Ainsi, dans ce cadre, les actions portent sur l'organisation des unités pilotes de suivi pour lutter contre les tracasseries routières aux frontières, la mise en place du passeport CEDEAO,



la migration internationale et la coopération transfrontalière.

2.3.7 Harmonisation des statistiques

L'exécution du programme statistique régional 2006-2010 se poursuit à travers la mise à jour des données des Etats membres, l'harmonisation des outils statistiques et la politique statistique régionale. La mise en œuvre des cadres harmonisés et programmes des comptes nationaux, des indices de prix à la consommation (IPC), des statistiques du commerce extérieur (avec le logiciel EUROTRACE qui a permis la mise à jour des statistiques de ce secteur) et du programme régional 2006-2010 est en cours également.

S'agissant de l'état d'harmonisation des comptes nationaux, a déjà commis un consultant dans ce cadre et la version Anglaise des Comptes Nationaux sera disponible en 2011. Dans le domaine des prix, la méthodologie du logiciel Prima a été retenue comme méthodologie commune. Concernant les Comptes Nationaux, tous les pays ont adopté le SCN 93 pour ce qui est des données du secteur réel. La Commission de est en train de travailler sur la mise en œuvre du SCN 2008. Au niveau régional, travaille à la mise en place d'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits basée sur celle des Etats membres d'AFRISTAT. Le projet sur les Comptes trimestriels est en cours depuis 2008. Les pays pilotes (Sénégal, d'Ivoire, le Cameroun et le Burkina Faso) ont bénéficié d'un appui financier de l'INSEE et d'un appui technique d'un consultant à cet effet. Le Guide d'élaboration sera disponible très prochainement.

2.3.8 Arrangements institutionnels

Concernant le cadre institutionnel, il convient de noter qu'en 2010, tous les pays de ont mis en place un Comité national de coordination fonctionnel à l'exception du Ghana et du Cap – Vert. Pour le cas du Ghana des avancées pour assurer le fonctionnement du CNC sont notées alors que pour le Cap-Vert, les autorités sont contre la multiplicité des structures et proposent de regrouper les institutions dépendantes de sous la tutelle de la cellule de la CEDEAO.



3. CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ET ETAT DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES PAR PAYS OU ZONE

3.1 PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

3.1.1 BENIN

Les performances macroéconomiques en 2010 sont restées en deçà des objectifs initialement fixés dans le budget économique de l'Etat. Le taux de croissance reste en dessous de la cible de 3,2% et s'établit à 2,8% en dépit de la reprise économique mondiale et de la baisse des prix sur les marchés internationaux. Cette situation résulte des intempéries qui ont touché le pays (les inondations des mois d'octobre et septembre) qui ont affecté la production agricole et pourraient continuer à affecter l'économie du pays en 2011 selon les estimations. L'inflation reste contenue en dessous de la cible de convergence. Dans le secteur des finances publiques, le niveau des recettes reste aussi largement en-dessous des prévisions ; entraînant ainsi une révision des dépenses à la baisse notamment les dépenses en capital au cours de l'année. Le niveau de déficit public est resté dans les normes de convergence s'inscrivant à 2,4% du PIB.

Quant au secteur extérieur, le compte courant de la balance des paiements accuse un déficit en hausse de 25,7%. Toutefois, il est constaté une légère amélioration du déficit de la balance commerciale causée à la fois par la hausse des exportations et la compression des importations. Par contre, le solde global s'améliore et s'élève à 0,5% du PIB contre un déficit de 1,5% du PIB en 2009.

L'expansion de la masse monétaire et la nette amélioration de la liquidité bancaire ont constitué la principale caractéristique de l'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2010, pendant que la situation globale des opérations du Trésor vis-à-vis de la banque centrale a dégagé un excédent moins appréciable par rapport à celui de l'année précédente.

En 2010, le pays a respecté six (6) critères dont quatre (4) de premier rang et deux (2) de second rang.

3.1.1.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

Le secteur réel a enregistré une croissance plus faible qu'en 2009 sous l'effet du ralentissement de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. Le secteur primaire a connu une hausse de 3,5% en 2010 contre 5% en 2009. En effet les inondations qu'a connues le pays et dont l'impact est évalué à environ 3% du PIB, ont affecté la production agricole notamment la production de coton. Le secteur secondaire a connu une croissance de 5,6% en 2010 contre 8,5% en 2009, soit un repli de 2,9% ; en liaison avec la baisse de l'activité des industries manufacturières.

Quant au secteur tertiaire, l'activité est restée stable avec un taux de croissance de 3,61% en 2010 contre 3,59% en 2009. Cette stabilité de l'activité au niveau du secteur (principal moteur de la croissance) est due à la baisse du trafic dans le secteur portuaire en 2010. Le port de Cotonou qui est traditionnellement un point



de transit des pays de l'hinterland a connu une période de turbulences dues aux nouvelles mesures qui ont frappées le commerce de transit à destination des pays de l'hinterland. En conséquence, une part importante du trafic a été détournée vers les ports voisins. Cependant, certains services marchands, ont enregistré un dynamisme dont la sous branche Communications continue de faire montre notamment dans le développement de la téléphonie cellulaire qui ne cesse d'augmenter sa part dans le marché des télécommunications.

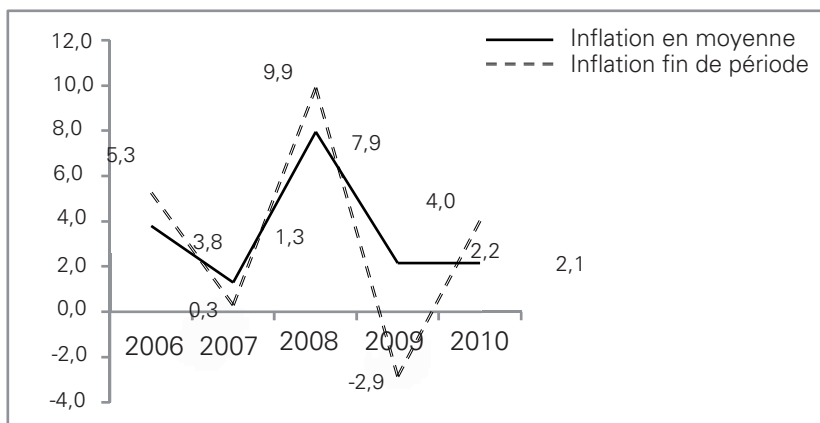
TABLEAU 3.1: EVOLUTION DU PIB ET DE SES COMPOSANTES

	2008	2009	2010*	2011**
PIB aux prix courants	2970,53	3109,41	3228,10	3427,36
PIB aux prix constants (n/n-1)	2770,88	3050,73	3196,47	3341,08
PIB aux prix constants (base 1985)	1122,84	1152,60	1184,38	1225,67
Taux de croissance réel du PIB	5,0	2,7	2,8	3,5
Evolution du PIB (en %)				
Offre				
Secteur primaire	15,91	5,04	3,45	4,76
Secteur secondaire	9,01	8,51	5,60	6,44
Secteur tertiaire et services non financiers	11,51	3,59	3,61	6,94
Demande				
Consommation publique	8,71	6,42	-3,23	4,86
Consommation privée	10,26	4,25	6,96	4,72
formation brute de capital fixe	14,54	8,15	-7,47	16,72
Variation de stock	-39,54	-38,17	214,81	-47,45
Exportation de biens et services	12,97	-6,49	10,99	2,39
Importation de biens et services	6,64	-1,84	7,89	4,28

Source : BCEAO/AMAO

Du côté de la demande, le retard dans la mise en œuvre des réformes structurelles devant permettre la mobilisation des ressources internes et externes (les appuis financiers) a réduit le niveau des investissements publics ainsi que la consommation. La consommation publique a enregistré une baisse de 3,2% en 2010 contre une hausse de 6,4% en 2009. De même, les investissements qui ont baissé de 7,5%. Les importations ont par contre connu une hausse de 7,9% par rapport à 2009 alors que les exportations ont augmenté de 11% en liaison avec la hausse du prix du coton sur le marché international.

L'inflation est restée dans les limites du critère de convergence. Elle s'établit en fin de période à 4% en dessous de la cible de 5%. Les fonctions alimentaires ayant contribué à la maîtrise de l'inflation sont le transport, la communication et les biens et services divers qui ont connu une baisse respective des prix de 2,3%, 4,3% et 5,6% par rapport à décembre 2009. Bien que le critère de l'inflation soit atteint, on note une hausse par rapport à décembre 2009 où les prix ont connu une baisse en général de 2,9%. En moyenne annuelle, elle s'établit à 2,1% reflétant la faible demande intérieure et se situe également dans les limites du critère de convergence de l'UEMOA.



Finances Publiques

Les finances publiques sont caractérisées par un déficit moins important en 2010 qu'en 2009, une baisse des recettes et des dépenses et une dette légèrement en hausse de 0,7 point de pourcentage du PIB :

L'évolution défavorable de la conjoncture en 2010 a affecté négativement les finances publiques en contraste avec les objectifs initialement fixés. Les recettes fiscales ont baissé de 5,6% en 2010 et s'établissent à 14,6% du PIB en dessous de la cible de 20% du PIB du programme de convergence. Quant aux recettes non fiscales, elles ont baissé de 10% et s'établissent à 2,1% du PIB. Au total les recettes budgétaires ont baissé de 6,2% en 2010 et s'établissent à 16,7% du PIB. La baisse des recettes fiscales découle des difficultés que les régies financières ont connu au cours de l'année en raison notamment de la fraude fiscale au niveau du commerce de transit qui constitue l'une des principales sources de revenu de l'Etat. Le Gouvernement a par conséquent pris des mesures pour accroître la capacité de mobilisation des recettes en renforçant les services de la douane et des impôts pour un suivi rigoureux du commerce de transit et un meilleur contrôle dans la collecte des taxes intérieures.

Quant aux dépenses publiques, elles ont subi un rationnement en rapport avec la baisse des recettes contrairement aux prévisions initiales du programme budgétaire afin de réduire le déficit public. Les dépenses totales ont baissé de 24,8% en 2010 pour s'établir à 18,5% du PIB en 2010 contre 25,5% en 2009. Les dépenses courantes et les dépenses en capital ont enregistré respectivement une baisse de 10,8% et de 47,6% rendant les finances publiques soutenables pour le Gouvernement. Elles s'établissent respectivement à 13,6% et 4,9% du PIB. La maîtrise des dépenses a conduit à réduire le déficit qui s'établit à 2,4% du PIB contre 7,4% en 2009.

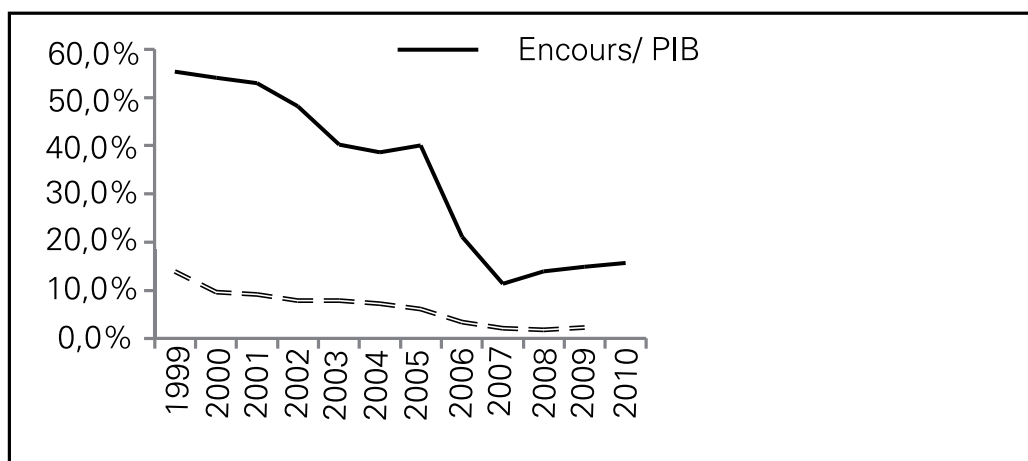


TABLEAU 3.2 : ÉVOLUTION DE QUELQUES POSTES BUDGÉTAIRES (VARIATION EN %)

	2009	2010	2011*	2009	2010	2011*
	En pourcentage du PIB			Variation en pourcentage		
RECETTES BUDGETAIRES	18,5	16,7	20,4	-0,9	-6,2	29,5
Recettes fiscales	16,1	14,6	18,0	-2,3	-5,6	30,7
Recettes non fiscales	2,4	2,1	2,4	9,1	-9,9	21,5
DONS	2,5	0,8	3,3	48,6	-66,8	334,2
DEPENSES TOTALES	25,5	18,5	26,3	23,9	-24,8	51,2
DEPENSES COURANTES	15,8	13,6	17,2	9,7	-10,8	34,9
Traitements et salaires	7,3	6,7	7,9	23,8	-4,4	25,0
DEPENSES EN CAPITAL	9,7	4,9	9,1	56,6	-47,6	96,0
Sur ressources intérieures	7,1	2,8	4,1	79,3	-59,3	56,4
Sur ressources extérieures	2,6	2,1	4,9	16,3	-15,5	148,4
SOLDE GLOBAL (base engagement hors dons)	-7,4	-2,4	-5,9	122,0	-66,9	164,1
SOLDE GLOBAL (base engagement dons inclus)	-4,9	-1,6	-2,6	196,6	-66,9	77,1
Financement intérieur	4,7	1,7	1,1	33,1	-63,3	-31,5
Financement extérieur	2,1	1,3	1,9	13,8	-36,3	59,4

Source : BCEAO/AMAO

La situation de la dette extérieure se caractérise par un encours de la dette d'un montant de 515,2 milliards de fcfa en 2010 soit 15,6% du PIB contre 14,9% du PIB en 2009. Malgré cette légère hausse du ratio de l'encours de la dette par rapport au PIB, la soutenabilité de la dette du pays ne constitue pas encore une préoccupation. Pour préserver cette situation de soutenabilité, les autorités ont adopté une politique d'endettement basée sur les prêts concessionnels incluant les crédits de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) du Fonds Monétaire International et d'autres formes de prêts auprès de la Banque.





Secteur extérieur

Le secteur extérieur se caractérise par une dégradation du déficit du compte des transactions courantes qui s'établit à 9,4% du PIB contre 7,8% du PIB en 2009. Cette dégradation du compte des transactions courantes est liée à la dégradation de la balance commerciale dont le déficit s'est aggravé de 9,2%, de la balance des services qui s'est dégradée de 34,5%. La balance des transferts courants est restée excédentaire mais avec une baisse de l'excédent due à la réduction du niveau des transferts publics. Quant aux compte de capital et d'opérations financières, le solde est ressorti excédentaire et s'établit à 9,9% du PIB contre 6,3% en 2009 et connaît ainsi une augmentation de 62,5% contre une baisse de 27,6% en 2009. Le compte de capital a enregistré une hausse plus importante (123,5% en 2010 contre une baisse de 3,4% en 2009) et s'établit à 3,2% du PIB tandis que le compte d'opérations financières enregistre une augmentation de 43,5% contre une baisse de 32,8% en 2009 grâce à une forte progression des flux d'investissement traduisant l'interdépendance croissance de l'économie. En effet, les investissements directs ont augmenté de 9,9% en 2010 contre une baisse de 60,7% en 2009 et les autres postes d'investissements de 76,4% en 2010 contre une baisse de 34,4% en 2009. Au total, on note une amélioration du solde global qui enregistre un excédent de 0,5% du PIB contre un déficit de 1,5% du PIB en 2009 traduisant une consolidation des avoirs de réserves qui ont enregistré une hausse de 5,7%.

TABLEAU 3.3 : QUELQUES INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU BENIN

	2009	2010	2011*	2009	2010	2011*
	En pourcentage du PIB			Variation en pourcentage		
Balance commerciale	-8,4	-8,8	-8,5	-4,5	9,2	2,7
Export	18,1	18,2	18,2	-2,1	4,6	6,1
Import	26,4	27,0	26,7	-2,9	6,1	5,0
Balance des services	-2,8	-3,6	-3,5	17,9	34,5	3,9
Balance des revenus	-0,3	-0,3	-0,3	91,7	4,7	-0,1
Balance des transferts courants	3,6	3,2	2,7	2,6	-7,5	-12,3
Privés	1,9	1,8	1,9	-21,3	3,1	8,3
Publics	1,8	1,4	0,8	51,0	-18,7	-39,8
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-7,8	-9,4	-9,6	1,0	25,7	8,2
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	6,3	9,9	9,8	-27,6	62,5	4,6
Transfert de capital	1,5	3,2	3,2	-3,4	123,5	5,6
Opérations financières	4,8	6,7	6,5	-32,8	43,5	4,2
investissements directs	1,0	1,0	0,9	-60,7	9,9	-9,6
Investissements de portefeuille	1,0	0,7	0,5	220,7	-20,0	-25,0
Autres investissements	2,9	4,9	5,1	-34,4	76,4	11,6
SOLDE GLOBAL	-1,5	0,5	0,1	-223,6	132,9	-66,7

(*) estimation (**) :Prévision

Secteur monétaire

L'évolution dans le secteur monétaire au cours de l'année 2010 s'est caractérisée par l'émergence, d'une manière soutenue, d'une position financière solide conjuguée à la maîtrise de l'accroissement de la masse monétaire et à une position extérieure soutenue. L'analyse de la situation monétaire indique une consolidation marquée de la position financière extérieure, une nette amélioration de la liquidité bancaire et une situation globale des opérations du Trésor (Position Nette du Gouvernement) qui dégage un excédent bien appréciable par rapport au faible excédent de 2009.



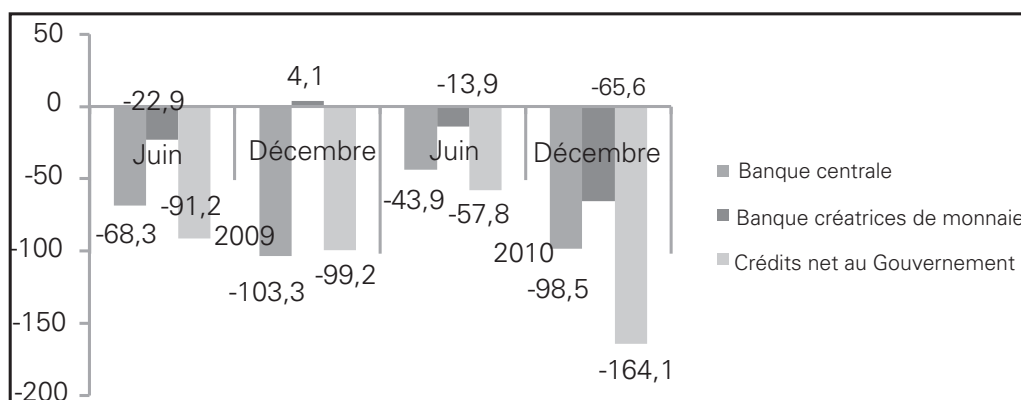
L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2010 montre que l'agrégat monétaire (M2) a enregistré une croissance de 7,3%, dont 5,2% pour le second semestre, sous l'effet principalement de la forte augmentation des avoirs extérieurs nets. Cela confirme le recul du taux de croissance monétaire qui était de 7,4 % en 2009 et de 27,3 % en 2008 pour l'agrégat M2. Un indicateur significatif de la situation de liquidité dans l'économie est représenté par l'évolution du ratio de liquidité (M2/produit intérieur brut). Ce ratio a légèrement augmenté en 2010, après avoir enregistré une augmentation appréciable aussi bien en 2008 qu'au cours de l'année 2009. Le ratio de liquidité s'est situé à 39,5 % contre 38,2 % en 2009 et 37,2 % en 2008.

L'analyse des principales composantes de l'agrégat monétaire M2 montre une croissance moins forte de la quasi-monnaie qui s'est accrue de 10% en 2010 contre 21,2% en 2009 et 25,3% en 2008. Sa contribution à la croissance de la masse monétaire est de 3,6 points en 2010 contre 6,7 points en 2009. En ce qui concerne l'agrégat monétaire M1 dont le rythme de croissance s'est contracté en 2009 et 2010, il a enregistré une croissance de 5,9% en 2010 contre 1,1% en 2009 ; contribuant à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 3,8 points contre 0,7 en 2009.

En ce qui concerne la contrepartie de la masse monétaire M2, le crédit intérieur (crédit à l'Etat et crédit à l'économie) a enregistré une diminution de 0,9% au cours de l'année 2010, après une croissance de 35,5 % en 2009.

Quant au crédit net à l'Etat, contrairement à l'année 2009 où le solde des banques créatrices de monnaie est créditeur, les crédits du système bancaire à l'Etat ont enregistré une croissance en 2010 en se soldant par des avances nettes à l'Etat et ont donc contribué à la création monétaire, aussi bien au premier semestre qu'au second semestre.

Ainsi, les crédits (nets) du système bancaire à l'Etat sont évalués à 65,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 contre 4,1 milliards à fin décembre 2009. Il importe de souligner que l'évolution, durant le premier semestre et le second semestre de 2010 de la position nette du Trésor auprès de la banque centrale reflète parfaitement cette contraction des crédits nets à l'Etat dans la situation monétaire.



Les crédits à l'économie quant à eux, en tant que principale composante de l'agrégat crédit intérieur, ont enregistré une croissance de 8,5 % au cours de l'année 2010, après la bonne reprise déjà enregistrée en 2009 (11,9 %) contribuant à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 5 points. La reprise des crédits à l'économie s'est poursuivie en 2010 où cet agrégat est monté à 757,8 milliards de fcfa en termes d'encours



de fin de période, alors qu'il était de 698,5 milliards de fcfa à fin 2009.

L'augmentation des réserves officielles de change en 2010 est reflétée par la tendance bien haussière de l'agrégat avoirs extérieurs nets de la banque centrale qui a connu une croissance de 12,8% pour s'établir à 728,6 milliards de fcfa à fin décembre 2010 contre 646,08 milliards de FCFA à fin 2009.

Au total, l'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2010 fait bien émerger l'agrégat avoirs extérieurs nets comme la quasi unique source de création monétaire par le système bancaire, d'autant plus que les avoirs intérieurs nets se sont contractés.

TABLEAU 3.4 : ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE DU BÉNIN (EN %)

	2008	2009	2010	2008	2009	2010
	Evolution de la masse monétaire et de ses composantes			Contribution à la croissance de M2		
Masse monétaire (M2)	27,3	7,4	7,3	27,3	7,4	7,3
Masse monétaire (M1)	28,2	1,1	5,9	19,1	0,7	3,8
Quasi-monnaie	25,3	21,2	10,0	8,1	6,7	3,6
Autres postes (nets)	40,7	106,2	-18,1	0,9	2,6	-0,9
Avoirs						
Avoir intérieurs nets	90,8	35,5	-0,9	2,0	0,9	0,0
Crédits net au gouvernement	-36,8	-45,5	65,4	-12,2	-7,5	5,5
Banque central	-34,8	-11,5	-4,6	-7,2	-1,2	-0,4
Banques créatrices de monnaie	-40,1	-106,3	-1700,0	-5,0	6,3	5,9
Crédit au secteur privé	20,1	11,9	8,5	12,0	6,7	5,0
Avoir extérieurs nets	5,3	-6,6	12,8	4,0	-4,1	7,0
Banque central	9,5	-15,2	4,6	5,7	-7,8	1,9
Banques créatrices de monnaie	-10,8	34,0	37,3	-1,7	3,7	5,1

Source : BCEAO/AMAO

3.1.1.2 SITUATION DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence indique que six (6) critères à savoir quatre (4) de premier rang et deux (2) de second rang ont été atteints malgré une situation économique marquée par une faible mobilisation des recettes et un faible niveau d'exécution du programme d'investissement public favorable à la croissance.

Les quatre critères de premier rang atteints concernent le déficit budgétaire qui s'est établi à 2,4% du PIB contre 7,4% en 2009. Le taux d'inflation est resté dans la limite du critère de convergence bien que les prix aient connu une hausse au cours de l'année. Le niveau des réserves de change se consolide en rapport avec la situation monétaire caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets de l'Etat. Quant au financement du déficit par la création monétaire, aucune possibilité de financement bancaire n'est possible compte tenu du statut de la banque centrale.

Quant aux critères de second rang, les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont restées faibles. Ce critère s'est établi seulement à 14,6% en 2010 contre 16,1% en 2009 ; signe d'une faible mobilisation des recettes. Le critère de la masse salariale n'a pas été aussi respecté (45,7%) en raison des divers avantages accordés aux travailleurs notamment le relèvement du point indiciaire. Compte tenu des difficultés de mobilisation des ressources auxquelles ont été confrontées les régies financières, les autorités ont dû reporter certains projets d'investissement public en vue de faire face aux dépenses de souveraineté. Par conséquent, le ratio investissements intérieurs/recettes fiscales reste légèrement en-dessous du seuil de 20% (19,1%). Le taux d'intérêt réel est négatif en rapport avec une légère hausse de l'inflation en fin de période.



TABLEAU 3.5 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BENIN

	norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011
Critères de premier rang								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤4%	4,6	2,5	3,6	2,5	7,4	3,3	3,3
II) Taux d'inflation	≤5%	3,8	5,2	0,3	9,9	-2,9	4,0	4,0
III) Financement BC	≤10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Réserves UEMOA	≥6 mois imports	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
Réserves pays (indicatif)	B/S	9,3	7,4	7,1	7,6	7,1	7	7
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs	0	non	non	non	non	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	14,5	15,4	16,9	17,2	16,1	14,6	18,0
III) Masse Salariale/Recettes Fiscales	≤35% RF	39,0	35,6	31,0	35,6	45,1	45,7	43,7
IV) Investissements internes/Recettes fiscales	≥20% RF	22,8	12,8	19,1	20,6	44,3	19,1	22,8
V) Taux intérêt réel	>0	-0,3	-1,7	3,2	-6,4	6,4	-0,8	-0,5
VI) Stabilité du taux de change réel	+ - 5%	2,3	1,1	0,9	4,7	4,3	4,4	4,4
Nombre de critères respectés		5	4	9	5	7	6	6

Source BCEAO UEMOA AMAO

3.1.1.3 PERSPECTIVES

En raison des contreperformances de 2010 et des chocs climatiques qui ont frappé le pays, les autorités ont révisé à la baisse les perspectives de croissance pour 2011. Dans le cadre de la réduction de la pauvreté et d'une croissance soutenue, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des réformes favorables à la compétitivité et à l'amélioration du climat des affaires pour encourager l'investissement privé. Ces mesures incluent le renforcement de la viabilité financière et de la productivité des entreprises publiques et l'ouverture de leur capital au secteur privé en particulier dans les secteurs clés tels que la télécommunication, l'énergie et les transports. L'objectif de construction d'une administration de développement au service du secteur public et privé ainsi que celui de la maîtrise de la masse salariale seront poursuivis en 2011.

Au niveau des réformes fiscales, les autorités ont procédé à l'introduction d'une nouvelle taxe sur le revenu des personnes qui prendra effet en 2012. Les mesures d'amélioration de la performance des régies sont également en cours. L'administration douanière connaîtra l'extension du SYDONIA++ à 12 nouveaux postes à fin juin 2011. Par ailleurs, le projet de guichet unique¹ au port de Cotonou a connu un progrès dans la mise en œuvre et les travaux se poursuivent pour une ouverture effective à fin juin 2011.

¹ Il s'agit d'un guichet regroupant toutes les opérations financières relatives aux transactions dans l'enceinte portuaire dans le but de réduire les délais et d'accroître la compétitivité du port de Cotonou.



3.1.1.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les performances en 2010 n'ont pas été à la hauteur des prévisions du programme économique. La croissance reste faible et les autorités entendent procéder à des réformes structurelles pour une reprise économique conséquente. Les finances publiques ont connu moins d'expansion tant du côté des recettes que du côté des dépenses et le déficit public reste modéré (2,4% du PIB).

Au lendemain des intempéries de 2010, les perspectives économiques envisagées tablent sur un taux de croissance de 3,4% en 2011 contre 2,2% en 2010 contrairement aux 4,4% prévus initialement reflétant d'une part la prise en compte de l'impact des intempéries et d'autre part la faible reprise de l'activité économique. Le déficit du compte courant pourrait s'établir à 7,2% du PIB en 2011 reflétant une croissance des exportations. Dans ce contexte, la masse monétaire connaîtrait une expansion en rapport avec le niveau du PIB nominal et en réponse à la demande de monnaie du secteur privé.

Pour atteindre les objectifs ainsi retenus dans le programme économique, les autorités devront mettre en œuvre et sans délais certaines réformes structurelles dont :

1. la limitation des ordres de paiement qui constituent les mesures exceptionnelles dans la chaîne des dépenses publiques en vue de rationaliser les dépenses notamment les dépenses de fonctionnement et accroître les dépenses en investissement surtout dans les secteurs sociaux ;
2. la mise en œuvre des réformes au niveau des régies financières telles qu'exprimé dans le programme économique (secteur des douanes et des impôts) en vue d'accroître leur performance dans la mobilisation des recettes ;
3. l'élargissement de l'assiette fiscale pour accroître beaucoup plus les prélèvements intérieurs (Impôts directs et indirects) par rapport aux prélèvements de porte (impôts et taxes sur le commerce) qui sont beaucoup plus affectés par la fraude ;
4. le contrôle strict au niveau du cordon douanier pour limiter la fraude relative aux exonérations fiscales et d'autres formes d'évasion fiscale.

3.1.2 LE BURKINA FASO

Les objectifs macroéconomiques du Burkina pour l'année 2010 visaient une accélération des activités économiques avec un taux de croissance en terme réel de 5,2%. Cette performance devrait résulter de l'ensemble des secteurs d'activité. Au plan des finances Publiques, il était attendu une amélioration du solde du déficit budgétaire qui devrait se situer à 10,7% du PIB. S'agissant des opérations avec l'extérieur, les transactions courantes devraient enregistrer une dégradation de 8,2% du PIB.

Au terme de l'année 2010, la croissance de l'activité économique s'établit à 5,5% contre 3,2% en 2009. Cette croissance est essentiellement tirée par l'ensemble des secteurs. Les activités se sont déroulées dans un contexte de détente des prix avec un taux d'inflation en glissement annuel de -0,3%.

En ce qui concerne les opérations financières de l'Etat, elles ont été marquées par une légère amélioration du déficit budgétaire base engagement hors dons de 9,51% du PIB contre 12,93% un an plutôt.

S'agissant de la situation monétaire, la masse monétaire M2 a connu une croissance de 19,14% pour s'établir à 1 319 milliards de FCFA.



Pour ce qui est des échanges avec l'extérieur, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 19,96 milliards de FCFA pour se situer à 0,62% du PIB.

Au titre des indicateurs de la convergence, le pays devrait respecter sept (07) critères en 2010 dont trois (03) de premier rang.

3.1.2.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

En 2010, la situation économique du Burkina a été caractérisée par une accélération des activités avec un taux de croissance du PIB réel de 5,2% contre 3,2% un an plutôt. Cette croissance est essentiellement tirée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire.

Pour le secteur primaire, sa valeur ajoutée a connu une hausse de 4,28% en raison des performances enregistrées dans le sous-secteur de l'agriculture. En effet, les productions vivrières et céréalières ont cru de l'ordre de 4% et 4,41%, respectivement sous l'impulsion des efforts consentis par le gouvernement en faveur du secteur. Quant à l'agriculture d'exportation, la production cotonnière est passée de 414 500 tonnes en 2009 à 515 000 tonnes en 2010, soit un rebond de 24,2 points de pourcentage en lien avec l'augmentation du prix du kg de coton qui passe de 160 Francs CFA à 182 francs CFA.

Concernant le secteur secondaire, il a connu une croissance de 11% grâce aux performances enregistrées dans les sous secteurs d'industries extractives et manufacturières. L'amélioration de la production extractive s'explique essentiellement par la rentabilité des cinq mines déjà existantes (Mana, Youga, KalsaKa, Taparko et Belahouro) et par la mise en exploitation de la mine d'or d'Essakane. Il convient de noter que la production aurifère a également bénéficié du renchérissement du cours des matières premières sur le marché international. Pour ce qui est de la branche des industries manufacturières, sa performance est liée à la bonne tenue des sous branches « boissons et tabac modernes » et « l'égrenage de coton » avec des contributions respectives de 20,7% et 83,9%.

Sous l'impulsion des efforts consentis par le gouvernement pour améliorer l'environnement des affaires, le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 5%. Il en a résulté une amélioration des services marchands qui sont passés de 3,9% en 2009 à 7,9% en 2010. Les sous secteurs du « commerce », les « transports, entrepôts et communications » et les « services financiers » ont connu également des croissances de 3,8%, 10,2%, 19,6% et 7,7%, respectivement.

Du côté de la demande, la croissance du PIB est essentiellement tirée par la consommation privée et la formation brute de capital fixe avec des contributions respectives de 64,19% et 33,25%. Cette croissance de la consommation privée découle de l'amélioration des revenus des ménages agricoles en lien avec la revalorisation du prix d'achat aux producteurs du kilogramme de coton.

En matière de prix, le taux d'inflation en glissement annuel s'établit à -0,3%, soit le même niveau il ya un an.


TABLEAU 3.6 : QUELQUES INDICATEURS DU SECTEUR RÉEL

	2008*	2009*	2010*
PIB au prix courants	2,957.6	3,052.7	3,238.1
PIB au prix constants (n/ n-1)	2,957.6	3,053.6	3,211.5
PIB au prix constants (base 1987)	2,957.6	3,053.6	3,212.4
Taux de croissance réel du PIB (en%)	5,2	3,2	5,2
COMPOSITION DU PIB (EN %)			
Offre			
Secteur primaire	8.59	-4.97	4.28
Secteur Secondaire	3.75	15.11	11.00
Secteur tertiaire et services non financiers	3.78	3.66	5.00
Demande			
Consommation publique	20,79	20,18	19,74
Consommation privée	66,25	61,17	64,19
Formation brute de capital fixe	33,03	32,24	33,25
Variation des stocks	0,7	(0,3)	0,7
Exportation de biens et services	12,5	15,7	18,2
Importation de biens et services	33,2	29,5	36,1
Capacité ou besoin de financement	-20,0	-13,0	-17,9
Variation du déflateur	0,0	0,0	0,8

Finances Publiques

Durant la période sous revue, les recettes budgétaires ont progressé de 9,93% pour s'établir à 483,90 milliards de FCFA, suite à l'amélioration du niveau de mobilisation des recettes fiscales qui ont augmenté de 9,75% pour se situer à 444,70 milliards de FCFA. Cette amélioration est consécutive aux actions menées par le gouvernement dans le cadre du renforcement du contrôle et de la lutte contre la fraude fiscale. Quant aux recettes non fiscales, elles ont enregistré une hausse de 12% en raison du renouvellement des licences des sociétés de télécommunications. Les dons ont reculé de 30,15% pour s'établir à 146,9 milliards de FCFA par rapport à son niveau de 2009 qui était de 210,30 milliards.

S'agissant des dépenses, elles ont enregistré un recul de 6,41% pour se situer à 780,20 milliards de FCFA, soit 24,09% du PIB. Cette contraction des dépenses s'explique par l'effet conjugué de la baisse des dépenses en capital (9,02%) et de l'augmentation des dépenses courantes (1,09%). La hausse des dépenses courantes est du fait de la poursuite de la régularisation des avances et de la prise en compte des intégrations et des engagements statutaires relatifs aux indemnités applicables aux magistrats.

En somme, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par un déficit base engagement hors de 9,51% du PIB en 2010 contre 12,93% du PIB en 2009.

**TABLEAU 3.7 : QUELQUES PRINCIPAUX INDICATEURS DU SOLDE BUDGÉTAIRE**

	Dec-08	Dec-09	Dec-10	Varia. En % Dec09 -Dec 10
	(en milliards de CFA)			
Recettes totales	391.90	440.20	483.90	9.93
Recettes fiscales	362.3	405.2	444.7	9.75
Recettes non fiscales	29.6	35.0	39.2	12.00
DONS	177.3	210.3	146.9	-30.15
Dépenses totales	748.30	833.60	780.20	-6.41
Dépenses courantes	387.4	450.3	455.2	1.09
Traitements et Salaires	159.9	187.6	198.8	5.97
Dépenses en capital	359.30	350.40	318.80	-9.20
Investissement sur ressources propres	157.4	142.8	194.2	35.99
Investissement sur ressources extérieures	201.9	207.6	124.6	-39.98
Solde global base engagement hors extérieurs	-341.2	-384.6	-307.9	-21.97
Financement	131.90	168.00	143.20	-14.76
Financement extérieur net	123.90	99.30	102.20	2.92
Financement extérieur net	8.00	68.70	41.00	-40.32
pour mémoire				
PIB	2,957.6	3,052.7	3,238.1	
	(en pourcentage du PIB)			
Recettes totales	13.25	14.42	14.94	
Dépenses totales	25.30	27.31	24.09	
Soldes global base engagement hors dons	-11.54	-12.93	-9.51	

Situation Monétaire

La situation monétaire est caractérisée par une progression de la masse monétaire au sens large de 19,14% pour s'établir à 1 319 milliards de FCFA. Cette expansion de M2 s'explique par la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs à hauteur de 14,90% et 22,42%, respectivement. L'accroissement des avoirs extérieurs profite aux banques commerciales dont les réserves de change ont cru de l'ordre de 95,10%, alors que celles de la Banque Centrale ont reculé en passant de 385,80 milliards de FCFA en 2009 à 300,76 milliards de FCFA en 2010. L'augmentation des avoirs intérieurs nets s'explique par une dégradation de la position nette débitrice du Gouvernement. Quant au concours à l'économie, il a enregistré une hausse de 14,66% en raison des mises en place faites en faveur des entreprises exerçant dans les secteurs secondaire et tertiaire (mines, énergies, télécommunications, commerce général et services, etc.).

Dans sa composition, l'accroissement de la masse monétaire reflète la hausse concomitante des dépôts en termes et à vue pour respectivement 36,59% et 21,35%, atténuée par un repli de la circulation fiduciaire de 14,58%.


TABLEAU 3.8 : VARIATIONS DE QUELQUES INDICATEURS MONÉTAIRES

	2007	2008	Dec-09	Dec-10	Variation en %2010
Avoirs					
(en milliards de F CFA)					
Avoirs extérieurs nets	432.3	369.7	563.54	647.53	14.90
Banque centrale	392.1	315.7	385.80	300.76	-22.04
Banques commerciales	40.2	54.00	177.75	346.78	95.10
Avoirs intérieurs nets					
Avoirs intérieurs nets	451.75	603.70	642.70	786.80	22.42
Créances nettes sur les administrations publiques	-93.85	-59.7	-29.4	16.2	-55.10
Créances sur le secteur publique	545.6	663.4	672.1	770.6	14.66
Masse monétaire au sens large					
Masse monétaire au sens large	813.20	910.60	1,107.10	1,319.00	19.14
Masse monétaire au sens strict (M1)	517.7	556.6	674.2	727.7	7.94
Circulation fiduciaire	202.4	213.6	251.8	215.1	-14.58
Dépôts à vue	315.3	342.9	422.4	512.6	21.35
Quasi-monnaie	295.5	354.1	432.9	591.3	36.59
(Variation au pourcentage de la masse monétaire au sens large de la période précédente)					
Avoirs extérieurs nets	-7.70	21.29	7.59		
Avoirs intérieurs nets	18.69	4.28	13.02		
Créances nettes sur les adm. publiques	4.20	3.33	4.12		
Créances sur le secteur privé	14.49	0.96	8.90		
Masse monétaire au sens large	11.98	21.58	19.14		

(*) estimates (**) projections
 Source: BCEAO/AMAO

Secteur Extérieur

En 2010, les opérations avec l'extérieur se sont traduites par une dégradation des transactions courantes qui sont passées de 181,25 milliards en 2009 à 320,51 milliards en 2010, soit une régression de 9,90% du PIB. Cette détérioration du déficit courant se situe essentiellement au niveau des balances commerciales et des services. En effet, la balance commerciale est ressortie déficitaire de 327,09 milliards en raison d'un accroissement des importations plus élevé que celui des exportations. En revanche, le solde de la balance des transferts a connu une légère amélioration de 7,83% par rapport à son niveau de l'année 2009.

Les opérations en compte de capital et d'opérations financières ont reculé de 16,42% pour s'établir à 340,46 milliards de FCFA en lien notamment avec la chute des entrées nettes au titre des opérations en compte de capital de 27,26% par rapport à son niveau de l'année passée.

Au total, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 0,62% du PIB contre 7,36% du PIB en 2009.

**TABLEAU 3.9 : QUELQUES INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

	2008	2009	2010*
(En milliards de FCFA)			
Balance commerciale	-401.36	-227.61	-227.09
Exportations fab	310.35	425.17	519.92
Importation fab	-711.71	-652.771	-847.008
Services (net)	-211.57	-194.05	-251.43
Transferts (net)	183.28	242.53	261.52
Revenu des investissements (net)	-1.64	-2.13	-3.50
Solde des transactions courantes	-431.30	-181.25	-320.51
Comptes de capital d'opérations financières	396.38	407.36	340.46
dont: transfert de capital	85.892	132.86	169.08
Investissement direct dans l'économie	47.47	16.22	16.75
Erreurs et omissions (net)	1.50	-1.42	0.00
Solde global	-33.412	224.69	19.96
(en pourcentage)			
Variation des exportations feb		36.99	22.29
Variation des importations fab		-8.28	29.76
Variation des services (net)		-8.28	29.57
Variation des transferts (net)		32.33	7.83
Variation des revenu investissements (net)		29.63	64.63
Variation Compte de capital et d'opérations financières		2.77	-16.42
variation compte de capital		54.68	27.26
variation compte d'opérations financières		65.83	3.27
(En pourcentage du PIB)			
Solde des transactions courantes	-14.58	-5.94	-9.90
Solde compte de capital et opérations financières	13.40	13.34	10.51
Solde Global	-1.13	7.36	0.62
Postes pour mémoire:			
Taux de change			
PIB	2957.62	3052.72	3238.14

Source: BCEAO/WAMA

3.1.2.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

La performance du Burkina s'est quelque peu améliorée en 2010. En effet, le pays a respecté sept (07) critères en 2010 contre six (6) en 2009. Cette amélioration est consécutive aux efforts de redressement entrepris par le gouvernement au cours des deux dernières années.


TABLEAU 3.10: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BURKINA FASO

	norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011
Critères de premier rang								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤4%	9,1	11,3	8,6	9,5	13,8	13,6	9,1
II) Taux d'inflation	≤5%	4,5	1,5	2,3	9,9	-0,3	-0,3	2,9
III) Financement BC	≤10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Réserves UEMOA	≥6 mois imports	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
Réserves pays (indicatif)	B/S	4,5	4,8	8,0	7,4	6,9	5,7	6,0
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs	0	non	non	non	non	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	11,8	12,0	12,0	12,2	16,2	17,5	13,1
III) Masse Salariale/Recettes Fiscales	≤35% RF	42,0	44,1	42,0	44,7	46,2	43,5	42,8
IV) Investissements internes/Recettes fiscales	≥20% RF	40,8	43,4	40,8	43,4	47,6	56,9	43,4
V) Taux intérêt réel	>0	2,7	2,0	1,2	-8,1	3,8	3,5	0,4
VI) Stabilité du taux de change réel	+ - 5%	3,4	0,1	-0,6	6,6	0,6	3,5	2,5
Nombre de critères respectés		6	6	7	3	6	7	7

Source BCEAO UEMOA WAMA

Au niveau des critères de premier rang, les cibles relatives au taux d'inflation, au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et aux réserves de change ont été respectées. En revanche, le critère relatif au déficit budgétaire n'a pas été atteint, nonobstant l'amélioration de son niveau par rapport à l'année précédente.

Quant aux critères de second rang, quatre (4) critères ont été respectés, soit le même niveau qu'en 2009. Les efforts consentis dans le cadre des investissements ont permis d'atteindre la cible relative au ratio d'investissement sur ressources propres. La baisse des tensions inflationnistes a favorisé le maintien d'un taux d'intérêt positif. Cependant, le faible niveau de mobilisation des recettes intérieures n'a pas favorisé le respect du critère relatif à la masse salariale.

3.1.2.3 PERSPECTIVES

Pour l'année 2011, les objectifs macroéconomiques du Burkina Faso tableraient sur une accélération des activités économiques avec un taux de croissance du PIB réel de 5,5%. Cette performance serait portée par l'ensemble des secteurs. Au plan des finances publiques, il est espéré une réduction du niveau du déficit budgétaire base engagement hors dons qui devrait se situer à 9,07% du PIB. S'agissant des échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements devrait enregistrer la même performance que l'année 2010 en se situant à 0,60% du PIB.

Au total, le Burkina Faso respecterait sept (7) critères de convergence comme en 2010 dont trois (3) de premier rang et quatre (4) de second rang.



3.1.2.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La situation économique du Burkina Faso fut marquée en 2010 par la bonne tenue des fondamentaux macroéconomiques. L'accélération des activités économiques a été essentiellement portée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. Au plan des finances publiques, les efforts consentis pour mobiliser les recettes intérieures et la maîtrise du niveau des dépenses n'ont pas permis d'améliorer significativement le solde du déficit budgétaire.

A l'effet de renforcer les acquis et d'améliorer les performances macroéconomiques, les Autorités sont invitées à observer les mesures ci-après :

- ▶ Poursuivre les efforts de redressement dans l'administration fiscale en vue d'accroître le niveau de recouvrement des recettes intérieures ;
- ▶ Assurer la maîtrise des dépenses courantes, notamment la composante masse salariale dont le niveau continue d'absorber l'essentiel des ressources intérieures ;
- ▶ Continuer les mesures de soutien en faveur des producteurs de coton en vue de booster la production et la compétitivité ;
- ▶ Poursuivre les efforts visant à améliorer le niveau de production de l'énergie afin de soutenir la croissance des secteurs secondaire et tertiaire.

3.1.3 LA COTE D'IVOIRE

L'objectif initial des autorités ivoiriennes pour l'année 2010 était la réalisation d'un taux de croissance du PIB réel de 4,0%. Cette hypothèse de croissance reposait sur les bonnes perspectives en matière de cultures de rente mais aussi des cultures vivrières, le lancement de nouvelles unités de production et le développement des télécommunications à travers la vulgarisation de nouvelles technologies. Il était attendu que ce regain d'activité se déroule dans un environnement marqué par une hausse modérée des prix en lien notamment avec les bonnes récoltes au niveau de l'agriculture vivrière, l'absence de tensions sur les prix des produits alimentaires et pétroliers. Au plan des finances publiques, les prévisions tablaient sur une réduction du déficit global en rapport avec l'augmentation du niveau de performance des régies fiscales et une maîtrise de l'évolution des dépenses courantes. Quant à la balance des paiements, l'hypothèse retenue était fondée sur une amélioration des principaux soldes caractéristiques.

Au terme de l'année 2010, le taux de croissance en termes réels s'est situé à 3,0% contre 3,8% en 2009. Cette décélération est principalement due au repli de la production de l'agriculture d'exportation, à la baisse de la production minière et aux difficultés d'approvisionnement en énergie électrique constatées au premier trimestre. Dans l'ensemble, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de faible progression des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 1,8% contre 1,0% en 2009. La progression du niveau général des prix est plus sensible, en glissement annuel avec un taux d'inflation de 5,1% en 2010 contre -0,1% en 2009. Au plan des finances publiques, le déficit global reste contenu malgré une faible progression. Pour sa part, le profil de la balance des paiements s'est légèrement dégradé mais la balance courante tout comme la balance globale continue d'être excédentaires.

Ces évolutions se sont traduites par une dégradation du profil de la convergence macroéconomique. En effet, le pays ne respecte que quatre (4) critères de convergence de la CEDEAO en 2010 contre sept (7) en 2009.



3.1.3.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

Au cours de l'année 2010, l'économie ivoirienne a enregistré un taux de croissance du PIB réel de l'ordre de 3,0% contre 3,8% en 2009. Cette croissance économique est exclusivement tirée par les performances du secteur tertiaire.

La valeur ajoutée du secteur primaire est restée quasiment constante par rapport à son niveau de 2009. Cette situation résulterait d'une évolution contrastée des différentes filières agricoles. En effet, la production de la branche agriculture vivrière et élevage a enregistré une croissance de l'ordre de 3,3% en 2010 grâce notamment aux actions de développement des produits vivriers, notamment les investissements dans la production rizicole. De même, les cultures industrielles comme le coton, l'anacarde, l'hévéa, l'huile de palme et la banane ont connu un développement important en 2010. A l'inverse, les récoltes de café et de cacao auraient connu des baisses respectives de 33,4% et 17,1% en raison notamment du vieillissement des vergers et le délaissement de certaines plantations au profit des cultures vivrières et de l'hévéa. Pour sa part, la production d'ananas aurait chuté de 17,0% en raison de la faiblesse des investissements dans la filière. En ce qui concerne l'extraction minière, la production de pétrole brut aurait régressé d'environ 24% du fait de l'arrêt de l'exploitation de certains puits lié à des travaux de maintenance. De même, la production d'or enregistrerait un repli de 25,9% en raison des mouvements de revendications des populations riveraines des zones d'exploitation. En revanche, la production de gaz naturel a enregistré une hausse de 6,5%, grâce aux investissements réalisés et à la forte demande nationale liée principalement aux besoins d'alimentation des centrales thermiques.

Quant au secteur secondaire, il a connu en 2010 un repli d'environ 1% de sa valeur ajoutée. Cette situation serait due aux difficultés d'approvisionnement en énergie électrique au cours du 1^{er} trimestre qui aurait impacté les performances des industries manufacturières. Toutefois, la branche BTP a enregistré une hausse de 13,6% de la production en liaison avec la mise en œuvre des actions du programme de lutte contre la pauvreté dans les secteurs sociaux et la réalisation d'un certain nombre de travaux publics dont la réhabilitation de l'hôtel Ivoire et de l'autoroute du nord. De même, l'agroalimentaire a connu également une augmentation de 14,5% de sa production du fait de la reprise de la distribution des produits alimentaires dans les zones Centre Nord Ouest (CNO), le recul de la contrebande, l'entrée en exploitation d'une minoterie, le développement de la production des aliments de volaille et le début de la reconquête des marchés des pays voisins. Par contre, la production des produits pétroliers se situerait finalement au même niveau que celui de l'année précédente, étant donné les efforts exceptionnels fournis pour pallier les difficultés d'approvisionnement en électricité constatées au cours du premier trimestre.

S'agissant du secteur tertiaire, l'accélération de la croissance amorcée ces dernières années s'est poursuivie en 2010 avec une augmentation de la production en volume de 7,7% après une hausse de 4,7% en 2009. Ce secteur continue de bénéficier de l'expansion des télécommunications et des transports. De même, les activités commerciales se sont fortement développées en 2010.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB réel en 2010 sont, respectivement, de -0,01 point, -0,21 point et 3,22 points.

Du côté de la demande, la croissance du PIB serait tirée par la consommation et les investissements. La consommation finale s'est accrue de 4,9% sous l'impulsion de ses deux composantes. Cette situation s'expliquerait par l'amélioration du contexte sociopolitique et la progression de l'emploi. Quant aux



investissements, ils ont progressé de 3,5% sous l'effet de sa composante privée. La composante publique enregistrerait une baisse de 1,5%. Au plan des échanges extérieurs, les exportations se sont contractées de 0,8%, en rapport avec la baisse des volumes vendus de cacao, de café et de pétrole brut. Dans le même temps, les importations ont enregistré un ralentissement de leur rythme de croissance consécutif à l'évolution de l'activité économique dans son ensemble. Elles augmenteraient de 1,5% contre 5,2% en 2009. Il ressort de ces évolutions que les contributions à la croissance du PIB réel de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs seraient, de 2,9 points, 1,6 point et -1,5 point, respectivement.

En ce qui concerne les prix, l'année 2010 a enregistré une progression contenue des tensions inflationnistes. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de -0,1% en 2009 à 5,1% en 2010 sous l'effet de l'évolution sensible observée au niveau de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». Cette fonction a enregistré une hausse de 6,5% qui a été quelque peu atténuée par la hausse modérée, voire la baisse des prix au niveau de la plupart des autres fonctions.

TABLEAU 3.11 : EVOLUTION DU PIB ET DE CES COMPOSANTES

	2007	2008*	2009*	2010*	2011*
En milliards de CFA					
PIB aux prix courants	9439.65	10425.30	10880.70	11365.20	12050.10
PIB aux prix constants (n/n-1)	9177.79	9656.76	10821.46	11207.12	11819.80
PIB aux prix constants (base 1986)	4258.68	4357.33	4522.83	4658.31	4844.80
Taux de croissance réel du PIB	1.6%	2.3%	3.8%	3.0%	4.0%
Composition du PIB aux prix constants (base 1986)					
Secteur primaire	35.43%	35.15%	35.24%	34.21%	33.50%
Secteur secondaire	23.35%	23.36%	22.91%	22.04%	22.67%
Secteur tertiaire et services non marchands	41.22%	41.49%	41.85%	43.75%	43.83%
AFFECTATION DU PIB (en %)					
Consommation	83.93	81.46	78.74	79.71	80.26
Épargne intérieure	16.07	18.54	21.26	20.29	19.74
Capacité ou besoin de financement	5.15	7.24	11.75	10.71	8.98
PRIX					
Variation du déflateur du PIB	2.9%	8.0%	0.5%	1.4%	1.9%

(*) estimates (**) projections
Source: BCEAO/AMAO

Finances publiques

Au cours de l'exercice 2010, les recettes budgétaires et dons ont enregistré un repli de 6,0% pour s'établir à 2325,8 milliards de F CFA soit 17,7% du PIB contre 22,7% en 2009. Cette baisse est exclusivement imputable à la chute drastique des dons. En effet, les recettes budgétaires ont progressé de 4,3% en 2010 pour s'établir à 2237,5 milliards de francs CFA. Cette évolution a été favorisée par les réformes engagées au niveau de l'Administration fiscale qui ont permis un bon recouvrement des impôts directs, notamment les impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux. Toutefois, le taux de pression fiscale est resté stable à 17,4%. De même, les recettes non fiscales sont restées quasiment stables. Par contre, les dons ont chuté de 73,2% en 2010 en raison notamment de la situation exceptionnelle de 2009 liée aux appuis reçus dans le cadre du processus de sortie de crise et du traitement de la dette. Ils ressortiraient à 0,8% du PIB nominal contre 3,0% l'année précédente. La baisse enregistrée concerne aussi bien les dons-projets que les dons-programmes.



Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 5,4% pour atteindre 22,0% du PIB contre 21,8% en 2009. Cette augmentation concerne essentiellement les dépenses courantes qui ont connu une hausse de 7,0% pour atteindre 17,5% du PIB contre 17,1% en 2009. La hausse des dépenses courantes est due principalement à la progression de la masse salariale et des transferts et subventions. L'augmentation des salaires est en lien avec la poursuite de l'application des nouveaux statuts accordés à certains corps de la fonction publique. La hausse des subventions et transferts est en relation avec les subventions au secteur de l'électricité qui a connu quelques difficultés. Quant aux dépenses d'investissement, elles n'ont que légèrement progressé du fait que la réalisation de certains grands chantiers publics a été différée.

Au total, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldée par un déficit base engagement hors dons de 266,4 milliards de francs CFA soit 2,3% du PIB contre 2,1% en 2009. Même si le déficit budgétaire reste relativement contenu, l'évolution des autres indicateurs budgétaires n'est pas conforme à l'orientation souhaitée par le programme de convergence macroéconomique de

En matière de financement, 226,9 milliards ont été mobilisés auprès des bailleurs de fonds étrangers et 141,2 milliards auprès du système bancaire régional. Ces ressources ont permis de combler le déficit base caisse qui s'élève à 178,2 milliards et de rembourser des dettes auprès du secteur privé à hauteur de 190,1 milliards.

TABLEAU 3.12 : EVOLUTION DE QUELQUES POSTES BUDGÉTAIRES (VARIATION EN %)

	2008		2009		2010		2011	
	Var en %	en % PIB	Var en %	en % PIB	Var en %	en % PIB	Var en %	en % PIB
1- RECETTES ET DONS	15.4	20.7	14.5	22.7	-6.0	17.7	3.3	19.9
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	8.8	19.0	8.5	19.7	4.3	20.5	5.8	19.6
Recettes fiscales	10.8	15.6	16.1	17.4	5.0	0.0	6.4	17.5
Impôts directs	27.4	5.2	92.7	9.6	1.2	19.7	5.6	9.3
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	-0.9	7.0	15.8	7.8	9.6	17.4	7.4	8.3
Recettes non fiscales	-1.7	3.3	-25.7	2.3	-0.2	9.3	0.8	2.1
Cotisations de sécurité sociale	9.1	1.4	6.5	1.4	11.7	2.2	8.0	1.5
Autres recettes non fiscales	-8.0	1.9	-48.2	1.0	-17.3	0.0	-13.1	0.6
1.2 DONS	242.0	1.8	79.4	3.0	-73.2	0.8	-59.9	0.3
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	12.9	21.1	7.9	21.8	5.4	0.0	6.7	22.2
2.1 DEPENSES TOTALES	14.3	21.1	8.0	21.8	4.2	22.0	8.2	22.2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	11.3	16.7	6.5	17.1	7.0	21.7	4.7	17.3
Traitements et salaires	11.2	6.8	5.2	6.9	8.7	0.0	8.4	7.3
Intérêts dus	9.4	1.7	13.2	1.9	-8.8	0.0	-3.8	1.5
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	18.2	2.9	10.0	3.0	2.2	1.1	35.3	3.8
Sur ressources intérieures	18.4	2.1	7.2	2.2	11.3	0.1	21.1	2.7
Sur ressources extérieures	17.5	0.7	18.0	0.8	-21.5	3.0	87.2	1.1
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	70.2	-2.2	2.8	-2.1	15.5	0.3	14.1	-2.5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-47.5	-0.4	-339.1	0.9	-281.4	0.0	50.7	-2.2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-15.9	1.9	32.6	2.4	-31.9	-2.3	-15.4	1.2
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	70.2	-2.2	2.8	-2.1	15.5	0.0	14.1	-2.5
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-47.5	-0.4	-339.1	0.9	-281.4	0.0	50.7	-2.2
9 - FINANCEMENT	-52.7	0.4	-341.9	-0.9	-281.3	-1.6	50.8	2.2

(*) estimates (**) projections
 Source: BCEAO/AMAO



Secteur extérieur

Après s'être nettement amélioré en 2009, l'excédent du compte courant de la balance des paiements s'est fortement contracté en 2010 s'établissant ainsi à 520,5 milliards de francs CFA (794 millions d'euros), soit 4,6% du PIB contre 7,4% en 2009. Cette réduction de l'excédent courant est essentiellement imputable à la réduction de l'excédent commercial dans un contexte d'augmentation de déficits des autres postes. La baisse de l'excédent commercial est en rapport avec la réduction des exportations de fèves de cacao alors que l'augmentation du déficit du poste revenu est imputable à l'augmentation des paiements d'intérêt sur la dette extérieure. Pour sa part, l'aggravation du déficit est liée à la chute drastique des dons.

A l'inverse de la tendance observée au niveau des opérations courantes, les transactions financières et en capital se traduisent par une réduction du déficit qui s'est établi à 470,5 milliards de francs CFA contre 676,1 milliards en 2009. Cette situation qui intervient dans un contexte de baisse des transferts en capital résulte de l'amélioration du compte d'opérations financières qui bénéficie notamment de l'accroissement des investissements de portefeuille. Il s'agit essentiellement de la souscription par les non résidents aux titres publics. Le recul de ce déficit découlerait également de la baisse des paiements au titre de la réduction des engagements extérieurs publics

Au total, les opérations se sont soldées par un solde global excédentaire de 0,4% du PIB contre 1,4% en 2009.

TABLEAU 3.13 : QUELQUES INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA CÔTE D'IVOIRE (variations annuelles en % sauf ratios)

RUBRIQUES	2008	2009*	2010*	2011**	2008	2009*	2010*	2011**
	Variations annuelles en %				En pourcentage du PIB			
1 - Balance commerciale	21.0	36.4	-2.5	-3.5	14.3	18.7	17.4	15.8
Export FOB dont :	12.0	11.6	-1.5	6.3	44.6	47.7	45.0	45.1
Import FOB (1)	8.2	-0.1	-0.9	12.5	-30.4	-29.1	-27.6	-29.3
2-Balance des services	-1.4	2.5	1.2	8.6	-7.0	-6.9	-6.7	-6.9
dont fret	15.5	-5.0	0.1	10.0	-5.1	-4.7	-4.5	-4.6
3-Balance des revenus	4.1	4.0	3.0	-2.0	-3.9	-3.9	-3.8	-3.5
dont intérêt de la dette	7.2	2.3	1.8	-19.6	-1.2	-1.2	-1.1	-0.9
4-Balance des transferts courants	-9.5	-63.6	386.7	10.4	-1.4	-0.5	-2.3	-2.4
Privés	7.8	10.1	1.3	-8.1	-2.5	-2.6	-2.6	-2.2
Publics	44.0	107.4	-88.1	-183.5	1.1	2.1	0.2	-0.2
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-403.2	298.2	-35.3	-29.5	1.9	7.4	4.6	3.0
b-COMPTÉ DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	-174.6	245.5	-30.4	-39.0	-1.9	-6.2	-4.1	-2.4
5-Transferts de capital	-10.7	171.2	-65.4	464.4	0.4	1.0	0.3	1.7
7-Opérations financières	-208.2	231.4	-35.2	-2.8	-2.3	-7.2	-4.5	-4.1
Investissements directs	-2.3	-10.0	-7.1	3.7	1.9	1.7	1.5	1.4
Investissements de portefeuille	-59.2	-228.6	-646.6	-47.3	0.2	-0.2	1.2	0.6
Autres investissements	1293.3	106.3	-14.1	-8.7	-4.4	-8.6	-7.1	-6.1
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	-106.3	-1049.6	-60.8	59.9	-0.1	1.2	0.4	0.7
Autres ratios caractéristiques								
Taux de couverture : Export/Imports (%)	117.3	129.2	128.0	122.4				
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	90.8	92.2	87.3	89.1				
Balance courante hors dons/PIB (%)	0.6	5.0	4.0	3.0				

(*) estimation (**) :Prévision
Source : BCEAO/AMAO



Secteur monétaire

L'évolution de la situation monétaire en 2010 s'est traduite par un accroissement de 19,6% de l'agrégat M2. Au niveau des composantes, cette évolution se traduit par l'augmentation de 19,8% de la circulation fiduciaire, 12,1% des dépôts à vue et 26,0% des dépôts à terme et comptes assimilés. En 2010, l'expansion monétaire a été à la fois impulsée par des facteurs internes et externes.

Au niveau interne, les avoirs ont cru de 18% en rapport avec l'augmentation de la position nette de l'Etat (+53,4%) et de l'accroissement des concours à l'économie (+6,4%). L'endettement net de l'Etat a augmenté de façon plus marquée au niveau des banques commerciales en relation avec l'intensification de l'émission de titres publics pour faire face aux obligations budgétaires.

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont renforcés de 21,6% pour s'établir à l'équivalent de 2,1 milliard d'euros. Cette accumulation de réserves concerne exclusivement la Banque Centrale, les avoirs extérieurs nets des banques créatrices de monnaie ayant chuté de plus de 30%. L'amélioration des avoirs extérieurs nets est en rapport avec l'excédent dégagé au niveau de la balance des paiements.

TABLEAU 3.14 : EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES (VARIATIONS ANNUELLES EN %)

	2008	2009	2010	2008	2009	2010
ENGAGEMENTS	Variations annuelles en %			Contributions à la croissance de M		
Masse monétaire (M2)	5.67	17.16	19.60			
Masse monétaire (M1)	0.82	17.11	10.64			
Circulation fiduciaire	3.38	24.52	19.80			
Dépôts à vue	-2.03	8.43	12.10			
Quasi-monnaie	16.94	17.27	19.13			
Autres postes (nets)	-21.48	12.70	22.88	-21.70%	-28.63%	3.15%
Crédit intérieur net	7.20	19.14	18.05	87.85%	110.13%	78.29%
Crédits net au Gouvernement	-7.21	55.59	53.37	-19.30%	11.23%	43.20%
Banque centrale	21.88	91.19	8.08	26.37%	81.61%	41.87%
Banques créatrices de monnaie	-30.99	4.16	173.46	-45.67%	-70.37%	1.32%
Crédit au secteur privé	11.25	10.59	6.39	107.15%	98.90%	35.09%
Avoirs extérieurs nets	-1.47	12.49	21.62	-9.45%	-38.66%	24.80%
Banque Centrale	-4.41	13.88	24.89	-27.30%	-46.70%	25.66%
Banque créatrice de monnaie	67.69	-6.16	-31.35	17.85%	8.04%	-0.85%
Autres investissements	1293.3	106.3	-14.1	-8.7	-4.4	-8.6

Source : BCEAO

3.1.3.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

L'analyse de la situation de la convergence macroéconomique montre que la performance du pays s'est dégradée en 2010 avec quatre (4) objectifs réalisés contre sept (7) en 2009. Cette contre-performance est essentiellement due à la remontée de l'inflation qu'a connue le pays au cours de l'année sous-revue.



Critères de 1^{er} rang

Au cours de l'année 2010, la Côte d'Ivoire a respecté trois (3) critères de premier rang contre quatre (4) au cours de l'année précédente. En effet, le pays a enregistré une importante remontée de l'inflation qui en glissement annuel s'est située légèrement au dessus de la norme de 5%. Cette situation résulte essentiellement de la hausse des prix des produits alimentaires. Toutefois, le déficit budgétaire même en légère hausse, reste largement contenu. Au niveau des réserves de changes, la Côte d'Ivoire reste en deçà de la moyenne de l'UEMOA qui respecte la norme communautaire. Il est important de noter que le niveau des réserves de l'UEMOA s'est nettement amélioré au cours des deux dernières années en relation avec les résultats de la balance des paiements.

Critères de second rang

Le pays continue d'éprouver des difficultés dans la réalisation des critères de convergence de second rang. En 2010, seulement un (1) objectif a pu être respecté à savoir la non accumulation des arriérés intérieurs. Le respect de ce critère a été rendu possible grâce à l'appui des bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale qui a permis l'apurement d'une bonne partie du stock d'arriérés intérieurs et extérieurs. Quant à la stabilité du taux de change, il n'a pas pu être respecté en raison de l'évolution des prix qu'a connue le pays. Egalement, le niveau de l'inflation n'a pas permis de garantir un taux d'intérêt réel positif. Par ailleurs, la structure des dépenses publiques continue de poser problème. L'essentiel des ressources sont affectées aux dépenses courantes notamment le paiement des salaires. Ce qui n'est pas de nature à faciliter le respect du critère relatif aux investissements sur ressources propres.

3.1.3.3 PERSPECTIVES 2010

Les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire pour l'année 2011 reposent largement sur la résolution de la crise née du processus électoral. Etant donné que l'année 2010 était placée sous le signe de la normalisation complète de la situation sociopolitique, les objectifs fixés pour 2011 étaient très ambitieux. Ainsi, il était attendu un taux de croissance de 4,0% en 2011. L'accélération de la croissance en 2011 devrait être rendue possible par un redressement du secteur primaire, une bonne progression du secteur secondaire et le maintien du dynamisme des activités du secteur tertiaire. Ce regain d'activité devrait se dérouler dans un contexte de maîtrise de l'évolution des prix grâce notamment à la bonne orientation de la production vivrière. Pour sa part, la politique budgétaire, misait sur l'augmentation des recettes en rapport avec les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale, notamment la rationalisation des exonérations, le renforcement des actions de modernisation des régies financières et la poursuite du redéploiement de l'administration fiscale sur tout le territoire national. Au niveau des échanges extérieurs, l'excédent de la balance commerciale lié au dynamisme des exportations devrait permettre de contenir les soldes déficitaires des balances des services, des revenus et des transferts nets.

En matière de convergence, la performance du pays devrait connaître une amélioration notable avec le respect de deux (2) critères supplémentaires à savoir ceux relatifs à l'inflation et au taux d'intérêt réel.

Toutes ces prévisions semblent aujourd'hui caduques étant donné l'enlisement du pays dans la crise postélectorale. Même si une issue a été trouvée avec l'installation du Président élu, il sera très difficile de rattraper la perturbation des activités enregistrée au cours des quatre premiers mois de l'année.

3.1.3.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2010, la Côte d'Ivoire a réussi à maintenir ses principaux indicateurs budgétaire et extérieur malgré l'environnement électoral. Toutefois, le pays a expérimenté une hausse des pressions inflationnistes en raison notamment de la remontée des prix des principales denrées alimentaires. Cette situation a eu un



impact négatif sur les résultats du pays en matière de convergence macroéconomique. Alors que l'année 2011 était placée sous le signe de la normalisation après la crise sociopolitique, les difficultés nées du processus électoral ont fortement perturbé les activités économiques au cours des 4 premiers mois de l'année. Le dénouement intervenu courant avril 2011 permet de replacer le pays sur la bonne direction. Toutefois, la pacification totale et la reprise des activités économiques prendront un certain temps.

C'est pourquoi, la mise en œuvre des recommandations ci-après s'avère indispensable dans le cadre de la consolidation de la stabilité socio-économique et du renforcement de la convergence macroéconomique:

1. la mise en place par les institutions internationales (ONU, Union Africaine, CEDEAO) d'un cadre de consultation et de veille jusqu'à la normalisation du pays ;
2. la consolidation de la paix à travers la formation d'un Gouvernement d'Union Nationale prenant en compte l'ensemble des sensibilités socio-politiques et ethniques ;
3. le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens à travers l'identification et la démobilisation des forces parallèles de tous les bords.



3.1.4 GUINEE-BISSAU

Les objectifs économiques Bissau guinéennes au titre de l'année 2010 s'inscrivaient dans le cadre du programme pluriannuel 2010-2014. Ce programme s'inscrit, d'une part, dans un contexte du renforcement de la stabilité sociopolitique et de la consolidation des efforts entrepris dans le cadre de la mise en œuvre du programme post-conflit, notamment, l'amélioration du recouvrement des recettes et, d'autre part, dans l'exécution du nouveau programme économique et financier avec les institutions de Bretton Woods. Les principaux objectifs du programme pour l'année 2010 reposaient sur la consolidation de la croissance économique, la poursuite de l'assainissement et la rationalisation de la gestion des finances publiques et le développement du secteur privé et l'amélioration de l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base.

Au titre des résultats, en 2010 l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 3,5% contre 3,0% en 2009. Cette évolution de l'activité s'explique par les performances de l'ensemble des secteurs de l'économie. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes modérées. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti en 2010 à 2,2% contre -1,6% en 2009 alors que le taux en fin de période a été de 5,6% contre -4,8% en 2009. L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une dégradation du solde global qui s'établit à -1,1% du PIB contre un excédent de 1,8% en 2009. Cette évolution du solde global est imputable principalement à une baisse des dons en liaison avec la suspension des appuis de l'Union européenne. Hors dons, le déficit budgétaire est passé de 13,8% du PIB à 11,2%. En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit courant rapporté au PIB a été de 7,8% contre 4,6% en 2009. S'agissant de la situation monétaire, elle est caractérisée à fin décembre 2010 par une amélioration des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur et une progression de 24,3% de la masse monétaire pour ressortir à 123,1 milliards. Il ressort de l'état de convergence, que la Guinée Bissau respecte quatre (4) critères dont deux de premier rang en 2010.

3.1.4.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

Le taux de croissance de l'activité économique s'établit à 3,5% contre 3,0% en 2009. Cette évolution de la croissance est soutenue par le dynamisme de l'ensemble des secteurs de l'économie notamment les secteurs primaire et tertiaire.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 3,8% en 2010 contre 3,9% l'année précédente, en rapport avec la hausse de la production vivrière dont l'effet est atténué par le recul de la production de noix de cajou. Le secteur secondaire a progressé également de 2,3% en 2009 contre 3,0% en 2010, sous l'impulsion des projets de construction publics dont la réalisation devrait soutenir l'activité dans le secteur des BTP. La réforme du secteur de l'énergie a permis aussi de soutenir l'activité industrielle. Le secteur tertiaire a connu une hausse de 3,4% en 2010 contre 2,3% en 2009. L'accélération de la croissance dans ce secteur est impulsée par la hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou qui a contribué à accroître les marges commerciales, la hausse d'activité dans le secteur des télécommunications et l'orientation favorable de l'activité dans le secteur bancaire. Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB sont respectivement de 1,6 point, 0,4 point et 1,5 point.

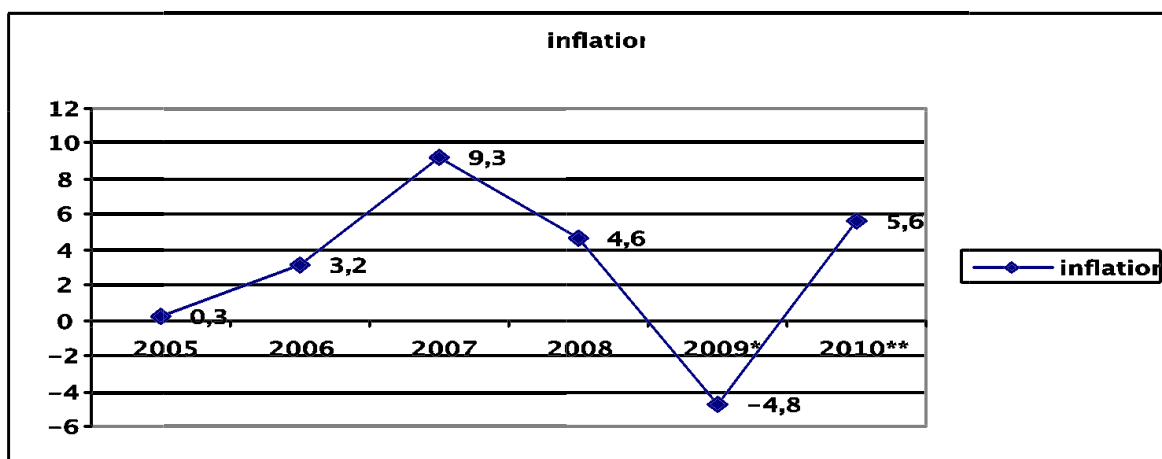
Du côté de la demande, la croissance est essentiellement soutenue par la consommation et les investissements publics, en liaison notamment avec l'exécution des projets publics. Les exportations ont connu une hausse, en rapport avec les mesures visant l'amélioration des conditions de commercialisation de la noix de cajou et la hausse des prix à l'exportation de cette dernière qui compense le recul du volume des exportations.


TABLEAU 3.16 : EVOLUTION DU PIB ET DE SES COMPOSANTES

	2009	2010*	2011**
PIB aux prix courants	387,6	410,3	436,2
PIB aux prix constants (n/n-1)	388,8	401,2	428,0
PIB aux prix constants (base 2005)	338,5	350,5	365,4
Taux de croissance réel du PIB	3,0	3,5	4,3
COMPOSITION DU PIB			
Offre			
• Secteur primaire	3,9	3,8	4,2
• Secteur secondaire	2,3	3,0	4,6
• Secteur tertiaire et services non marchands	2,3	3,4	4,2
Demande			
• Consommation publique	3,0	3,0	-29,3
• Consommation privée	5,0	3,2	8,9
• Formation brute de capital fixe	11,8	7,0	8,1
• Variation des stocks	66,7	80,0	55,6
• Exportation de biens et services	0,0	3,8	11,8
• Importation de biens et services	11,8	-3,0	4,1
Capacité ou besoin de financement	-16,4	-14,0	-12,5
Variation du déflateur du PIB	-0,30	2,3	1,9

Source : BCEAO/AMAO (*) estimation (**): Préviation

En 2010, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par de faibles tensions inflationnistes avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,2% contre -1,6% 2009. Pour le taux d'inflation en fin de période, il est passé de -4,6% en 2009 à 5,6% en 2010. Cette évolution s'explique par la hausse enregistrée au niveau des fonctions «Articles d'habillement et chaussures» et «Transports».





Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une dégradation du solde global (don compris) qui est passé d'un niveau excédentaire en 2009 à un niveau déficitaire en 2010. Cette évolution du solde global serait imputable à une baisse des dons en rapport avec une faible mobilisation des appuis des partenaires techniques et financiers extérieurs. En effet, les dons s'inscriraient en baisse de 31,7% en 2010 pour représenter 10,1% du PIB contre 15,6% en 2009. Exclues les dons, le déficit global représente 11,2% du PIB en 2010 contre 13,8% en 2009.

S'agissant des recettes fiscales, elles ont augmenté de 23,4% pour représenter 8,0 % du PIB contre 6,9% en 2009. Cette hausse est imputable aux impôts et taxes sur le commerce extérieur qui ont connu une hausse importante en 2010.

Pour les dépenses totales, elles ont progressé de 1,8% en 2010 pour représenter 22,0% du PIB nominal contre 22,9% en 2009. Cette légère hausse des dépenses est imputable aux dépenses courantes qui se sont accrues de 5,6% en 2010 contre 0,6% en 2009. La hausse des dépenses courantes provient essentiellement de celle des autres dépenses de fonctionnement, notamment les achats de biens et services et les paiements des intérêts mais aussi de la masse salariale. Cette dernière a progressé de 23,9% pour représenter 6,2% du PIB en 2010 contre 5,3% en 2009. Au total, le déficit global hors dons s'est établi à 11,2% du PIB en 2010 contre 13,8% en 2009, quant au déficit global (dons compris), il ressort à 1,1% contre un excédent de 1,8% en 2009. Ce déficit est surtout financé par le système bancaire intérieur dont le financement représente 2,3% du PIB contre 0,9% pour la source externe.

TABLEAU 3.17 : EVOLUTION DE QUELQUES POSTES BUDGÉTAIRES

LIBELLES	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
	Evolution en %				En % du PIB			
RECETTES ET DONS	21,8	46,6	-10,7	8,7	-17,3	24,7	20,9	21,3
RECETTES BUDGETAIRES	30,1	2,2	25,3	9,3	9,2	9,1	10,8	11,1
Recettes fiscales	11,2	27,2	23,4	7,6	5,5	6,9	8,0	8,1
Recettes non fiscales	75,6	-35,8	30,8	14,2	3,6	2,3	2,8	3,0
DONS	-13,7	96,4	-31,7	8,0	8,2	15,6	10,1	10,2
DEPENSES TOTALES	7,5	14,7	-1,8	8,3	20,5	22,9	22,0	22,4
DEPENSES COURANTES	4,4	0,6	5,6	13,7	13,2	13,0	12,9	13,8
Traitements et salaires	1,8	-8,1	23,9	-13,8	5,9	5,3	6,2	5,0
DEPENSES EN CAPITAL	13,8	40,7	-3,1	0,5	7,2	9,9	9,1	8,6
Sur ressources intérieures	116,7	-50,0	-61,5	480,0	0,7	0,3	0,1	0,7
Sur ressources extérieures	8,3	50,2	-1,1	-6,0	6,5	9,6	8,9	7,9
SOLDE (base engagement) (hors dons)	-5,7	24,9	-13,7	7,3	-11,3	-13,8	-11,2	-11,3
SOLDE (base engagement) (y compris dons)	-34,6	-160,2	-165,6	1,6	-3,2	1,8	-1,1	-1,1
FINANCEMENT INTERIEUR NET	-125,0	377,3	190,5	48,4	-0,6	-2,7	2,3	1,1
FINANCEMENT EXTERIEUR NET	-10,4	-58,9	-10,3	-45,7	2,5	1,0	0,9	0,4

Source : BCEAO/AMAO (*) estimation (**): Préviation

S'agissant de la dette publique totale, son encours s'établit à 134,4% du PIB contre 141,4% en 2009. La Guinée-Bissau a conduit des négociations avec ses créanciers membres du Club de Paris pour le traitement de sa dette dès l'atteinte du point d'achèvement. A l'issue des négociations, un accord a été conclu selon les termes dits « de Cologne » consistant à la réduction de 90% des services de la dette.



Secteur extérieur

La balance des paiements ressort avec un solde global excédentaire de 5,0 milliards en 2010, contre 14,0 milliards un an plus tôt. En pourcentage du PIB, cet excédent représente 1,2% contre 3,6% en 2009. Cette baisse du surplus de la Balance des paiements résulte principalement d'une détérioration du compte des transactions courantes et d'une moindre mesure d'une baisse des transferts de capital.

L'aggravation du déficit courant est imputable à la baisse des transferts publics courants qui ont chuté de 54,4% pour se situer à 3,5% du PIB contre 8,2% en 2009. Toutefois, l'ampleur du déficit a été atténuée par une légère reprise des exportations, des services et des transferts privés. Les entrées nettes au titre du compte d'opérations financières sont en hausse de 44,4% pour se situer à 0,5% du PIB contre 0,3% en 2009. Cette hausse est due à l'accroissement des investissements directs et de portefeuille.

TABLEAU 3.18 : QUELQUES INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

RUBRIQUES	2 009	2010	2011	2009	2010*	2011**
	en % du PIB			Evolution en %		
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-4,5	-7,8	-4,6	36,7	81,7	-37,5
Balance commerciale	-9,7	-8,6	8,0	18,5	-5,7	-1,6
Export FOB	14,6	14,8	15,2	-1,7	8,0	8,6
Import FOB	-24,2	-23,5	-23,2	5,5	2,6	4,9
Balance des services	-4,9	-4,8	-4,5	3,0	2,1	1,5
Balance des revenus	-1,6	-1,5	-0,5	-4,2	-2,0	-67,6
Balance des transferts courants	11,7	7,1	8,4	3,2	-35,8	26,0
Privés	3,5	3,6	3,7	-10,4	-7,4	9,6
Publics	8,2	3,5	3,3	10,5	-54,4	0,9
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	9,3	9,0	7,3	35,1	2,4	-13,5
Transferts de capital	9,0	8,6	6,9	111,3	0,9	-13,7
Opérations financières	0,3	0,5	0,4	-87,3	44,4	-9,6
Investissements directs	0,7	1,0	1,1	8,5	44,8	19,0
Investissements de portefeuille	0,1	0,4	0,4	20,0	400,0	13,3
Autres investissements	-0,5	-0,9	-1,1	-125,9	101,3	30,9
SOLDE GLOBAL	3,6	1,2	2,8	-4,5	-64,3	140,0

Source : BCEAO/AMAO (*) estimation (**): Préviation

Secteur monétaire

La masse monétaire a augmenté de 24,3%, pour se situer à 121,9 milliards à fin décembre 2010. Cette hausse s'est reflétée sur la quasi monnaie qui a connu une croissance de 74,4% en 2010.

Cette augmentation de la masse monétaire est le résultat de la hausse de toutes ses contreparties. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 93,3 milliards à fin décembre 2010, en hausse de 15,7% par rapport à fin décembre 2009. Cette composante a contribué à hauteur de 13,3% à la croissance de la masse monétaire. Pour le crédit intérieur, il s'est renforcé de 12,7 milliards, pour s'établir à 32,1 milliards à fin décembre 2010. La position nette débitrice du Gouvernement enregistre une détérioration de 9,0 milliards, pour se situer à 6,3 milliards à fin décembre 2010. Elle a contribué à hauteur de 9,4% à la croissance de la masse monétaire. Les crédits au secteur privé ou crédits à l'économie, quant à eux, se sont renforcés de 3,7 milliards pour ressortir à 25,8 milliards à fin décembre 2010, du fait des concours ordinaires octroyés à des entreprises intervenant dans le secteur de la commercialisation de la noix de cajou. Cette composante a contribué à hauteur de 3,9% à la croissance de la masse monétaire.



TABLEAU 3.18 : QUELQUES INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

RUBRIQUES	2 009	2010	2011	2009	2010*	2011**
	en % du PIB			Evolution en %		
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-4,5	-7,8	-4,6	36,7	81,7	-37,5
Balance commerciale	-9,7	-8,6	8,0	18,5	-5,7	-1,6
Export FOB	14,6	14,8	15,2	-1,7	8,0	8,6
Import FOB	-24,2	-23,5	-23,2	5,5	2,6	4,9
Balance des services	-4,9	-4,8	-4,5	3,0	2,1	1,5
Balance des revenus	-1,6	-1,5	-0,5	-4,2	-2,0	-67,6
Balance des transferts courants	11,7	7,1	8,4	3,2	-35,8	26,0
Privés	3,5	3,6	3,7	-10,4	-7,4	9,6
Publics	8,2	3,5	3,3	10,5	-54,4	0,9
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	9,3	9,0	7,3	35,1	2,4	-13,5
Transferts de capital	9,0	8,6	6,9	111,3	0,9	-13,7
Opérations financières	0,3	0,5	0,4	-87,3	44,4	-9,6
Investissements directs	0,7	1,0	1,1	8,5	44,8	19,0
Investissements de portefeuille	0,1	0,4	0,4	20,0	400,0	13,3
Autres investissements	-0,5	-0,9	-1,1	-125,9	101,3	30,9
SOLDE GLOBAL	3,6	1,2	2,8	-4,5	-64,3	140,0

Source : BCEAO/AMAO (*) estimation (**): Préviation

TABLEAU 3.19 : EVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE (EN %)

	2008	2009	2010	2009	2010
	Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties			Contribution à la croissance de M2	
Masse monétaire (M2)	29,5	6,8	24,3	-	-
1Masse monétaire (M1)	27,0	8,4	19,9	-	-
Quasi-monnaie	59,1	-8,2	74,4	-	-
Autres postes (nets)	57,6	-9,6	42,6	-	-
AVOIRS	33,7	-30,0	65,5	-9,3	13,3
Crédits net au Gouvernement	-10,9	-129,7	-333,3	-13,2	9,4
Banque centrale	-13,8	-112,3	-1210,0	-10,2	12,7
Banques créatrices de monnaie	-22,5	-270,0	182,4	-3,0	-3,3
Crédit au secteur privé	77,1	18,8	16,7	3,9	3,9
Avoirs extérieurs nets	29,3	21,1	15,7	15,7	13,3
Banque centrale	19,6	15,7	4,9	9,3	3,1
Banques créatrices de monnaie	90,1	42,2	50,3	6,4	10,1

Source : BCEAO/AMAO (*) estimation (**): Préviation



3.1.4.2 ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2010

L'année 2010 a été marquée par une détérioration du niveau de performance de la Guinée Bissau. Le nombre de réalisations a été de quatre (04) critères en 2010 contre six (06) critères en 2009.

Critères de premier rang

Au titre des critères de premier rang, deux (2) objectifs ont été réalisés à savoir ceux relatifs aux réserves de change et au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale. L'inflation se situe à 5,6% en 2010 contre -4,8% dépassant la norme communautaire de 5%. Cette hausse pourrait être liée au contexte international avec la hausse continue du prix du pétrole.

Le déficit budgétaire hors dons s'est amélioré même si la norme communautaire n'a toujours pas été respectée. Il se situe à 11,2 % en 2010 contre 13,7% en 2009. Cette évolution serait imputable aux efforts de recouvrement des recettes budgétaires et à la maîtrise des dépenses courantes. Toutefois le pays demeure toujours confronté aux problèmes budgétaires. Une telle situation constitue une préoccupation. Au fait, le budget continue de reposer essentiellement sur l'aide extérieure dans le cadre de l'assistance post-conflit. Le critère sur le financement du déficit budgétaire par la banque centrale demeure toujours respecté par la Guinée Bissau depuis que la BCEAO a décidé de ne plus financer les déficits budgétaires des Etats membres en 2003. Concernant la couverture des réserves, en raison de la politique de mise en commun des réserves et de gestion commune dans le cadre de l'UEMOA, une analyse individuelle n'apparaît pas très pertinente. Il importe toutefois de souligner que le niveau des réserves imputables à la Guinée Bissau est généralement au dessus de la moyenne de l'UEMOA. Le niveau des réserves a connu une légère baisse en 2010 avec 7,8 mois d'importations après un taux de couverture de 8,1 mois en 2009.

Critères de second rang

La Guinée Bissau n'a pas accumulé d'arriérés de paiement au titre de l'exercice budgétaire 2010, le pays a ainsi respecté le critère. Toutefois, le pays n'arrive pas encore à renforcer l'efficacité de l'administration fiscale de manière à réaliser un niveau de mobilisation conséquent des recettes. Le taux de pression fiscale s'est situé à 8,0% en 2010 contre 6,9% en 2009. Les salaires payés au personnel de l'administration continuent d'être très importants comparés aux recettes fiscales mobilisées. En 2010, le ratio est ressorti à 77,4% contre 77,1% en 2009, traduisant ainsi une légère détérioration. La faiblesse des recettes fiscales combinée à l'importance des charges du personnel ne permet pas de dégager des ressources suffisantes pour l'investissement. Ainsi, les investissements réalisés en 2010 ne représentent que 1,5% des recettes fiscales contre 4,9% en 2009. Les taux d'intérêts réels sont restés négatifs en 2010 en raison de la hausse des prix. S'agissant de la fluctuation du taux de change réel, elle est en deçà de la norme communautaire de +/-5%. La variation du taux de change réel est de l'ordre de 2,3% en 2010.



TABLEAU 3.20 SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GUINEE BISSAU

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011
Critères de premier rang								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤4%	24,2	19,9	30,1	24,5	13,8	11,2	11,3
II) Taux d'inflation	≤5%	0,3	0,2	9,3	8,7	-4,8	5,6	4,0
III) Financement BC	≤10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Réserves UEMOA	≥6 mois imports	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
Réserves pays (indicatif)	B/S	8,3	6,3	6,5	7,1	8,1	7,8	7,8
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs		oui	oui	oui	oui	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	11,3	11,3	5,7	5,5	6,9	8,0	8,1
III) Masse Salariale/Recettes Fiscales	≤35% RF	116,1	110,8	116,5	96,2	77,1	77,4	62,1
IV) Investissements internes/Recettes fiscales	≥20% RF	6,0	2,2	6,4	12,4	4,9	1,5	8,2
V) Taux intérêt réel	>0	3,2	0,3	-5,8	-5,2	9,9	-2,1	-0,5
VI) Stabilité du taux de change réel	+ - 5%	-1,8	-1,0	3,1	9,8	0,5	2,3	1,1
Nombre de critères respectés		4	4	3	1	6	4	5

Source BCEAO UEMOA WAMA

3.1.4.3. PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Les perspectives économiques de la Guinée Bissau peuvent être analysées à travers le contenu de son programme pluriannuel de convergence 2011-2015. Dans ce programme, le Gouvernement envisage de soutenir le secteur de la production nationale et d'assainir les finances publiques. En ce qui concerne le soutien à la production nationale, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des actions et projets identifiés. Il s'agit, entre autres, du projet de réhabilitation du secteur agricole, du programme spécial de sécurité alimentaire, du projet de réhabilitation rurale et de développement communautaire et le projet de réhabilitation des digues et des réservoirs de rétention des eaux pluviales etc.

Pour 2011, au niveau du secteur primaire, il est attendu une hausse de la production de noix de cajou, en rapport avec la maturation des plantations. Dans l'ensemble, ce secteur enregistrerait une croissance de 4,4% en moyenne. En outre, il bénéficierait des effets positifs des mesures d'impulsion de la filière de la noix de cajou et d'un environnement international favorable, notamment le dynamisme de la demande mondiale et la hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou. S'agissant du secteur secondaire, l'activité économique serait soutenue par les activités de reconstruction des infrastructures socio-économiques. En effet, la construction d'une autoroute moderne à Bissau, la réhabilitation du réseau de distribution de l'énergie électrique et d'eau, dans le cadre d'un programme appuyé par la Banque mondiale sont les principaux investissements qui impulseraient la croissance de ce secteur. Il faut également souligner la possibilité du démarrage de l'exploitation de la bauxite et du phosphate en 2011. Ainsi, il est attendu un taux de croissance moyen annuel de 5,7% en 2011. Quant au secteur tertiaire, il bénéficierait des effets positifs de la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Réforme de l'Administration Publique soutenu par la BAD et l'Union européenne. Ce secteur enregistrerait une expansion de ses activités avec un taux de croissance annuel moyen de 5,0% en 2011.

En matière de prix, le Gouvernement mettra en œuvre une politique des prix adéquate et prudente en cohérence avec la politique monétaire et les dispositions communautaires. Ainsi, l'évolution des prix est projetée à 3,0% maximum en 2011.



Dans le domaine des finances publiques, le Gouvernement envisage de renforcer le contrôle et l'évaluation des marchandises à travers l'utilisation du SYDONYA dans les principaux postes de douane, d'introduire des droits d'accise sur les boissons alcoolisées et les tabacs, de renforcer les contrôles au niveau des entrepôts et les mouvements des marchandises dans le port. Dans le domaine du recouvrement des recettes intérieures, il est envisagé le renforcement des contrôles de la taxe à l'achat par le meilleur contrôle des points douaniers d'entrée, le renforcement des structures du Ministère des Finances, notamment la grande unité des contribuables pour assurer la conformité de déclarations fiscales et étendre l'application du SYSCOA aux principales entreprises. Les projections budgétaires font ressortir une hausse modérée de 8,8% en 2011. En outre, les recettes non fiscales augmenteraient de 3,4% en 2011, reflétant la rigueur et la transparence dans la gestion du secteur de la pêche. Quant aux dons, ils s'inscriraient en hausse de 5,4% en moyenne, pour atteindre 36,9 milliards en 2011.

S'agissant des dépenses publiques, les réformes visent la mise en place du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP). En 2011, ces dépenses vont enregistrer une baisse de 8,3%. S'agissant de la dette publique totale, la mise en œuvre effective du programme avec le FMI permettrait au pays d'atteindre le point d'achèvement et de bénéficier des allègements attendus de la dette publique extérieure au titre de l'Initiative PPTE et de l'IADM. Ainsi, le taux d'endettement total pourrait se réduire considérablement. Dans ce cadre, des négociations ont été menées courant 2010 avec le Club de Paris et ont permis de conclure des accords de réduction de 90% des flux, selon les conditions de Cologne.

Dans le domaine du commerce extérieur, la stratégie retenue consisterait à mettre en œuvre les réformes structurelles susceptibles d'accroître les performances du secteur productif, notamment la production de la noix de cajou et améliorer la compétitivité de l'économie en 2011. Les effets de ces réformes contribueraient ainsi à réduire le solde extérieur courant.

3.1.4.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans le domaine macroéconomique la Guinée Bissau continue de rencontrer des difficultés liées à l'insuffisance de la production et à la faiblesse des recettes budgétaires. En effet le niveau du déficit budgétaire pose problème autant que le niveau d'endettement. Ainsi, le pays doit poursuivre ses réformes pour qu'au moins il puisse bénéficier du programme PPTE. Au niveau de la convergence, il est ressorti que la Guinée-Bissau a respecté quatre (4) critères dont deux de premier rang.

Ainsi, afin de relancer la croissance économique et de mieux garantir le respect des critères de convergence, les recommandations suivantes sont formulées à l'intention des Autorités Bissau guinéennes :

- ▶ œuvrer à la réalisation effective des mesures permettant d'atteindre le point d'achèvement dans les meilleurs délais ;
- ▶ renforcer les capacités des régies financières pour améliorer le niveau de recouvrement des recettes budgétaires ainsi que de la lutte contre la fraude.
- ▶ accélérer la réhabilitation des infrastructures économiques, notamment celles de l'énergie et de l'eau;
- ▶ accompagner le secteur privé dans le processus d'industrialisation, notamment la transformation de la noix de cajou ;



3.1.5 LE MALI

Les objectifs macroéconomiques du Mali pour l'année 2010 tablaient sur un taux de croissance de 5,2% du PIB et l'activité devrait se dérouler dans une détente de prix avec un taux d'inflation en glissement annuel de 2,2%. S'agissant des finances publiques, il était espéré une amélioration du déficit budgétaire base engagement hors dons qui devrait se situer à 6,5% du PIB.

Au terme de l'année 2010, l'économie malienne a réalisé un taux de croissance en termes réel de 4,5%. Cette croissance est essentiellement tirée par les secteurs primaire et tertiaire. Le taux d'inflation en glissement annuel a été de 1,8% contre 1,5% en 2009.

S'agissant des opérations financières de l'Etat, elles sont marquées par la dégradation du solde du déficit budgétaire base engagement hors dons de 9,60% en 2010 contre 8,81% en 2009.

Concernant la situation monétaire, elle est caractérisée par une progression de la masse monétaire à hauteur de 10,32% pour se situer à 1 293,70 milliards de FCFA.

Pour ce qui est de la balance des paiements, les transactions avec l'extérieur se sont soldées par un léger excédent de 0,61% du PIB en recul par rapport à son niveau de l'année 2009 qui était de 5,82% du PIB.

En matière de convergence le pays devrait respecter sept (7) critères, soit un de moins qu'en 2009.

3.1.5.1. ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

En 2010, la croissance réelle du PIB s'établit à 4,5%, soit une stabilité par rapport à l'année précédente. Cette croissance s'explique essentiellement par le dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie.

Pour le secteur primaire, sa croissance s'établit à 10,5% contre à 5,3% en 2009. Cette performance résulte essentiellement de l'augmentation des productions cotonnières et vivrières de l'ordre 14,% et 10%, respectivement. Cette bonne tenue de la production agricole est liée à la bonne pluviométrie enregistrée sous la période et à la politique d'achat des intrants agricoles.

Les activités du secteur secondaire ont connu une croissance de 2,70% en 2010 contre 10,5% en 2009. Cette décélération est essentiellement imputable à la production extractive qui a baissé de 16,5% en lien avec le repli des activités minières et le non démarrage des activités d'un nouveau chantier de mine d'Or.

S'agissant des activités du secteur tertiaire, leur valeur ajoutée a enregistré une croissance de 8,3% contre 9,3% en 2009, en raison notamment de la performance des sous secteurs du commerce et des «transports et télécommunications».

Du côté de la demande, la croissance est essentiellement tirée par la consommation privée et la formation brute de capitale fixe avec des parts respectives de 71% et 21,2% du PIB. Quant à la consommation publique, elle est restée stable par rapport à son niveau de l'année 2009, soit 17,3% du PIB.


TABLEAU 3.21 : QUELQUES INDICATEURS SUR LE SECTEUR RÉEL (VARIATION EN % PIB)

	2008*	2009*	2010*
PIB aux prix courants	3,912.8	4,232.1	4,518.7
PIB aux prix constants (n/n-1)	3,595.8	4,086.8	4,451.8
PIB aux prix constants (base 1987)	1,553.3	1,618.4	1,697.7
Taux de croissance réel du PIB (en%)	5.0	4,5	4,5
COMPOSITION DU PIB (en%)			
Offre			
Secteur primaire	26.7	5.3	10.5
Secteur secondaire	5.0	10.5	2.7
Secteur tertiaire et services non financiers	10.3	9.4	8.3
Demande			
Consommation publique	17,6	17,3	17,3
Consommation privée	71,6	68,7	71,0
Formation brute de capital fixe	21,3	20,4	21,2
Variation des stocks	3,4	2,0	1,3
Exportations de biens et services	29,2	25,0	25,0
Importation de biens et services	43,0	33,8	35,9
Capacité ou besoin de financement	-13.8	-7.9	-10,8
Variation du déflateur du PIB	8,8	3,6	3,1

Sources: BCEAO/AMAO

Concernant les prix, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 1,8% en 2010 contre 1,5% en 2009. Ce léger renchérissement des prix est lié notamment au coût des transports et des boissons non alcoolisées. Toutefois, le taux d'inflation annuel moyen a connu une baisse en passant de 2,4% en 2009 à 1,2% en 2010.

Finances publiques

A fin Décembre 2010, les opérations financières de l'Etat se sont traduites par un déficit base engagement hors dons de 437,70 milliards FCFA pour se situer à 9,60% du PIB contre 8,81% du PIB en 2009. Cette aggravation du déficit s'explique par l'évolution disproportionnée entre les dépenses publiques et le niveau de mobilisation des recettes. En effet, les recettes ont augmenté de 7,63% pour se situer 17,12% du PIB, alors que les dépenses ont cru de l'ordre 10,64% pour atteindre 26,12% du PIB. Cette légère augmentation des recettes budgétaires est due aux recettes fiscales et non fiscales qui ont cru à hauteur de 8,84 % et 10,64%, respectivement en lien avec les réformes de sécurisation des recettes fiscales engagées depuis deux ans. Quant aux dépenses, leur accroissement est imputable pour l'essentiel à la rubrique des dépenses en capital en lien avec les investissements effectués sur ressources propres qui sont passés de 152,20 milliards de FCFA en 2009 à 193,70 milliards FCFA, soit une augmentation de 27,27%. Quant aux dépenses courantes, elles ont été marquées par une meilleure maîtrise de la masse salariale qui a enregistré un recul de 12,60% par rapport à l'année précédente.

Les dons mobilisés au titre de l'année 2010 s'élèvent 179,40 milliards de FCFA, soit un recul de 7,47 % par rapport à son niveau de l'année passée qui était de 193,87 milliards de FCFA.

Le financement du déficit budgétaire a été assuré par les ressources extérieures et intérieures pour respectivement 208,30 milliards de FCFA et 141,60 milliards de FCFA. Il convient de noter que la contribution des ressources intérieures a augmenté de 475,61% par rapport à son niveau de l'année 2009 qui était de 24,60 milliards de FCFA. Ce recours au système financier fait suite au recul des dons durant la période sous revues.

**TABLEAU 3.22 : EVOLUTION DE QUELQUES POSTES BUDGÉTAIRES**

	Dec-08	Dec-09	Dec-10	Varia. En% Dec09-Dec10
(En milliards de CFA)				
Recettes totales	607.30	725.09	780.40	7.63
Recettes fiscales	519.40	624.30	677.00	8.44
Recettes non fiscales	21.20	28.95	31.90	10.21
Recettes non classées	66.7	71.84	71.5	-0.47
DONS	134.2	193.876498	179.4	-7.47
Dépenses totales	820.60	1,076.20	1,190.70	10.64
Dépenses courantes	459.00	549.00	612.90	11.64
Traitements et Salaires	186.00	213.50	186.60	-12.60
Dépenses en capital	294.90	455.40	506.30	11.18
Investissement sur ressources propres	122.10	152.20	193.70	27.27
Investissement sur ressources extérieures	172.80	303.20	312.60	3.10
Solde global base engagement hors dons	-220.9	-372.7144	-437.7	17.44
Financement	37.50	204.90	349.90	70.77
Financement extérieur net	82.50	180.30	208.30	15.53
Financement intérieur net	-45.00	24.60	141.60	475.61
Pour mémoire				
PIB	3,912.82	4,232.10	4,558.45	
En pourcentage du PIB				
Recettes totales	15.52	17.13	17.12	
Dépenses totales	20.97	25.43	26.12	
Soldes global base engagement hors dons	-5.65	-8.81	-9.60	

Sources: BCEAO/AMAO

Secteur monétaire

Concernant la situation monétaire, elle a été caractérisée par une expansion de la masse monétaire au sens large de 10,32% en 2010 par rapport à fin Décembre 2009. Cette progression s'explique par l'effet conjugué de la hausse des avoirs intérieurs nets (26,29%) et de la contraction des avoirs extérieurs nets (2,09%). L'accroissement des avoirs intérieurs nets se situe essentiellement au niveau du crédit à l'économie qui a progressé de 13% par rapport à son niveau de l'année précédente. En revanche, la décreue des avoirs extérieurs nets est due au repli des avoirs extérieurs de la Banque Centrale de 13,52%, alors que ceux des Banques Commerciales se sont renforcés à hauteurs de 72,59%.

Au total, l'évolution de la masse monétaire s'est traduite par un renforcement de 23,23% des dépôts à vue et de 2,53% de la circulation fiduciaire au détriment des dépôts à terme qui ont reculé de 0,59%.


TABLEAU 3.23 : EVOLUTION DE QUELQUES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2010

	2007	2008	Dec-09	Dec-10	Var.Dec09-Dec10
Avoirs (En milliards de F CFA)					
Avoirs extérieurs nets	526.4	496.4	736.2	720.81	-2.09
Banque Centrale	460.5	467.1	638.5	552.19	-13.52
Banque Commerciales	65.9	29.3	97.7	168.62	72.59
Avoirs intérieurs nets	494.80	516.2	453	572.1	26.29
Créances nettes sur les administrations publiques	-123.501	-155	-287.7	-269.6	-6.29
Créances sur le secteur privé	618.3	671.2	740.7	941.7	13.64
Masse monétaire au sens large	1,018.30	1,024.80	1,72.70	1,293.70	10.32
Masse monétaire au sens strict (M 1)	708.8	738.1	801.7	924.9	15.37
Circulation fiduciaire	323.9	318.3	304.6	312.3	2.53
Dépôts à vue	384.8549	419.8	497.1	612.6	23.23
Quasi-monnaie	309.5	286.7	371	368.8	-0.59
(Variation en pourcentage de la masse monétaire au sens large de la période précédente)					
Avoirs extérieurs nets		-2.95	23.40	-1.31	
Avoirs intérieurs nets		2.10	-6.17	-7.36	
Créances nettes sur les administrations publiques		-3.09	-12.95	6.05	
Créances sur le secteur privé		5.19	6.78	6.05	
Masse monétaire au sens large		0.64	14.43	10.32	

Sources: BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

En 2010, les opérations avec l'extérieur se sont soldées par un excédent de 28,02 milliards de FCFA, soit 0,61% du PIB contre 5,82% du PIB en 2009. Ce recul résulte de l'effet conjugué de la détérioration du solde des transactions courantes (10,08 du PIB) et du repli des investissements directs dans l'économie qui sont passés de 201,41 milliards en 2009 à 87,22 milliards en 2010.

L'aggravation du déficit du compte courant se situe au niveau des balances commerciales, des services et des transferts, atténuée dans une moindre mesure par l'amélioration du niveau du déficit de la balance du revenu des investissements. En effet, le solde de la Balance commerciale s'est détérioré de 70,95% pour se situer à 207,63 milliards en 2010, en raison d'une évolution plus rapide des importations que celle des exportations qui ont cru de l'ordre de 22,10% et 15,04%, respectivement.

Pour le compte de capital et d'opérations financières, la baisse de son excédent de 12,30% par rapport à l'année précédente est liée au recul drastique des flux des investissements directs de l'étranger de 56,69%, en raison d'une dégradation des tirages publics nets, compensée partiellement par les flux des capitaux privés. S'agissant des opérations en compte de capital, elles ont enregistré une chute de 20,25% pour atteindre 157,94 milliards de FCFA en 2010.

Au total, le solde des entrées nettes de capitaux de 487,61 milliards FCFA a été suffisant pour couvrir le déficit courant de 459,60 milliards FCFA.

**TABLEAU 3.24 : QUELQUES INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI (EN %)**

	2008	2009	2010*
(En milliards F CFA)			
Balance commerciale	-284.70	-121.40	-207.63
Exportations fab	939.1	841.29	967.87
Importations fab	-1223.80	-962.74	1175.5
Services (net)	-255.2	-212.36	-285.70
Transferts (net)	203.7	194.63	203.14
Revenu des investissements (net)	-140	-170.68	-169.40
Solde des transactions courantes	-476.2	-309.86	-459.60
Compte de capital d'opérations financières	423	556.00	487.61
dont: transfert de capital	158.5	198.05	157.94
Investissements Directs dans l'Economie	80.5	201.41	87.22
Erreurs et omissions (net)	19.9	0	0
Solde Global	-33.3	246.15	28.02
(En pourcentage)			
Variation des exportations fab		-10.41	15.04
Variation des importations fab		-21.33	22.10
Variation des Services (net)		-16.79	34.54
Variation des transferts (net)		-4.45	4.37
Variation des revenu investissements (net)		21.92	-0.75
Variation compte de capital et d'opérations financières		31.44	-12.30
Variation compte de capital		24.95	-20.25
Variation compte financières		150.20	-56.69
En pourcentage du PIB)			
Solde des transactions courantes	-12.17	-7.32	-10.08
Solde compte de capital et opérations financières	10.81	13.14	10.70
Solde Global	-0.85	5.82	0.61
Postes pour mémoire:			
Taux de change			
PIB	3912.82	4232.10	4558.45

Sources: BCEAO/AMAO

3.1.5.2. ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Durant la période sous revue, les fondamentaux macroéconomiques du Mali se sont bien comportés avec une bonne performance d'ensemble en matière de convergence. Mais le profil de la convergence s'est quelque peu détérioré. En effet, le pays a pu, réaliser sept (7) critères en 2010 contre huit (8) en 2009.


TABLEAU 3.25: SITUATION DE LA CONVERGENCE EN 2010

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011
Critères de premier rang								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤4%	7	6,8	9,3	6,4	10,7	9,0	7,2
II) Taux d'inflation	≤5%	4,2	0,3	4,7	10,2	-1,3	2,6	3,3
III) Financement BC	≤10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Réserves UEMOA	≥6 mois imports	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
Réserves pays (indicatif)		4,4	4,4	5,7	5,2	4,3	4,2	
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs		oui	non	non	non	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	10,3	10,7	11,3	11,6	13,7	13,5	15,4
III) Masse Salariale/Recettes Fiscales	≤35% RF	34,7	33,3	31,0	29,8	27,3	25,9	25,2
IV) Investissements internes/Recettes fiscales	≥20% RF	28,1	25,3	31,6	38,3	44,1	22,2	23,2
V) Taux intérêt réel	>0	-0,7	3,2	-1,2	-6,7	4,8	0,9	0,2
VI) Stabilité du taux de change réel	+ - 5%	4,4	-3,1	0,9	9,5	1,4	2,5	2,3
Nombre de critères respectés		5	7	7	4	8	8	8

Sources : BCEAO/AMAO

Au niveau des critères de premier rang, les critères relatifs à l'inflation, au financement du déficit et aux réserves de change ont été réalisés. Quand aux opérations financières de l'Etat, elles restent marquées par une dégradation du déficit budgétaire hors dons qui s'est situé à 8,1% en 2010 contre 6,9% en 2009.

Pour ce qui est des critères de second rang, le pays a pu atteindre quatre (04) cibles. La poursuite des grands travaux d'infrastructure et la meilleure maîtrise de l'évolution de la masse salariale ont permis de réaliser les critères relatifs aux ratio d'investissement sur ressources propres et à la masse salariale. Durant la période sous revue, la baisse des tensions inflationnistes a favorisé le maintien d'un taux d'intérêt réel positif et la stabilité du taux de change réel.

3.1.5. 3. PERSPECTIVES 2011

Les projections macroéconomiques du Mali pour 2011 tablent sur la réalisation d'un taux de croissance en termes réel de 6% et une quasi-stabilité du déficit budgétaire hors dons qui devrait ressortir à 8,0 du PIB. Pour ce qui est de l'évolution de la situation monétaire, il est attendu une progression de l'agrégat M2 à un niveau compatible à la demande de monnaie de l'économie. Concernant les transactions avec l'extérieur, l'excédent du solde global de la balance de paiements devrait se situer à 0,3% du PIB. En matière de performance dans le domaine de la convergence communautaire, le pays devrait réaliser huit (8) critères dont trois (3) de premier rang et cinq (5) de second rang.

3.1.5.4 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

En 2010, l'économie malienne été caractérisée par une stabilité des fondamentaux macroéconomiques par rapport à l'année précédente. Ainsi, le Mali a enregistré un taux de croissance de 4,5% du PIB, soit le même niveau qu'en 2009. Cette performance résulte d'une bonne pluviométrie et d'une politique d'investissements dans les domaines d'infrastructures agricoles. Le niveau faible de mobilisation des recettes et l'évolution rapide des dépenses ont contribué à la dégradation du solde budgétaire de 9,60% du PIB. En ce qui concerne les opérations avec l'extérieur, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 28,02 milliards de FCFA. Ces efforts d'investissements et de politique de soutien à l'agriculture ont permis de réaliser une bonne performance dans le domaine de la convergence communautaire.



A l'effet de renforcer la situation économique et la convergence macroéconomique, les Autorités sont invitées à observer les orientations ci-après:

- ▶ Continuer les efforts de modernisation des services des impôts et de la lutte contre la fraude fiscale en vue d'accroître la performance des régies de recettes ;
- ▶ Poursuivre la maîtrise de la masse salariale afin de respecter le critère relatif au ratio masse salariale sur recettes fiscales ;
- ▶ Accroître la compétitivité de la filière coton en poursuivant les réformes indispensables engagées pour le développement de la filière ;
- ▶ Augmenter la production aurifère en mettant un accent particulier sur la recherche et le développement pour les nouveaux sites et ceux déjà existants.



3.1.6 NIGER

En 2010, les principaux objectifs macroéconomiques fixés par le gouvernement de transition du Niger étaient les suivants :

- ▶ Réaliser un taux de croissance du PIB réel de 4,5% ;
- ▶ Assurer un meilleur approvisionnement des marchés en produits de consommation courante pour une meilleure maîtrise de l'inflation à 5,0% maximum ;
- ▶ Poursuivre les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale et d'amélioration de recouvrement des recettes fiscales et conforter la maîtrise des dépenses courantes afin d'améliorer les principaux soldes budgétaires ;
- ▶ Accélérer la politique de diversification de la production en vue de contribuer à renforcer les bases de la croissance économique et d'améliorer le solde extérieur courant.

En 2010, le Niger a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 7,5% contre -0,9% en 2009, en rapport avec une bonne perspective de production agricole et la reprise progressive des financements extérieurs. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de décélération de l'évolution du niveau général des prix à la consommation. Le taux d'inflation en fin de période est ressorti à 2,3% en 2010 contre -1,3% en 2009.

En ce qui concerne les finances publiques, la situation s'est caractérisée par une diminution des déficits budgétaires, liée principalement à une hausse des recettes plus importante que celle des dépenses. Le solde global hors dons s'est établi à -9,1% du PIB contre -10,9% en 2009.

Au niveau des comptes extérieurs, le solde global affiche un excédent de 1,1% du PIB contre un déficit de -3,7% en 2009.

La situation monétaire s'est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Il en résulte une progression de la masse monétaire de 21,3% pour se situer à 576,0 milliards à fin décembre 2010 contre 473,1 milliards en 2009.

En matière de convergence, le pays a, comme l'année précédente, respecté huit (08) critères sur dix (10).

3.1.6.1 ANALYSE SECTORIELLE

3.1.16.1.1 Secteur réel

a) Production

En 2010, le taux de croissance du PIB s'établirait à 7,5% contre -0,9% en 2009. Cette reprise serait particulièrement le fait du dynamisme du secteur primaire et du secteur secondaire, dans une moindre mesure.

**TABLEAU 3.26 EVOLUTION DU PIB ET SES COMPOSANTES**

	2008*	2009*	2010*	2011*
PIB aux prix courants	2,419.7	2,511.8	2,748.2	2,906.3
PIB aux prix constants (n/n-1)	2,254.2	2,397.9	2,700.1	2,836.2
PIB aux prix constants (base 1987)	2,155.4	2,135.9	2,295.4	2,368.2
Taux de croissance réel du PIB	9.6%	-0.9%	7.5%	3.2%
COMPOSITION DU PIB (en %)				
Secteur primaire	16.2	-8.4	12.1	2.0
Secteur secondaire	3.6	5.5	7.5	6.8
Secteur tertiaire et services non financiers	4.7	5.5	3.2	3.5
Importance par rapport au PIB				
Secteur primaire	46.1	42.6	44.5	44.0
Secteur secondaire	10.1	10.8	10.8	11.2
Secteur tertiaire et services non financiers	43.7	46.6	44.7	44.9
AFFECTATION DU PIB (en %)				
Consommation publique	12,8	14,5	-0,5	-42,3
Consommation privée	11,2	15,9	5,9	10,5
Formation Brute de capital fixe	59,5	10,7	33,7	4,2
Variation de stock	346,0	-125,7	-408,4	nd
Exportation de biens et services	27,5	10,9	1,0	11,1
Importation de biens et services	40,1	36,7	16,1	-2,6
Capacité ou besoin de financement	-16,9	-25,7	-31,7	nd
PRIX				
Variation du déflateur du PIB	7,0%	4,4%	3,6%	1,6%

Sources : BCEAO/AMAO

Dans le secteur primaire, l'activité économique a crû à un rythme estimé à 12,1% contre une baisse de 8,4% en 2009. Cette évolution serait essentiellement imputable à la forte augmentation de la production agricole qui a progressé de 17,4%, suite à des conditions climatiques favorables. Par contre, l'élevage fortement affecté par le déficit fourrager et la crise alimentaire de 2009, a connu une baisse de 2,5% tandis que les autres branches que sont l'exploitation forestière et la pêche ont enregistré des hausses respectives de 2,9% et 2,4%.

Le secteur secondaire, maillon faible de l'économie nigérienne, représenterait 7,5% contre 5,5% comme en 2009, en liaison avec la croissance des activités extractives et de celle de la production d'énergie. Les activités extractives ont crû de 14,0% en rapport notamment, avec l'accroissement de la production de la société des mines de l'Air (SOMAIR). Quant à la production d'énergie, elle continue à s'améliorer, avec un taux de croissance de 8,7%. L'activité de la branche construction, quant à elle, a enregistré une décélération de sa croissance liée à la baisse des dépenses d'investissements publics. Elle a progressé de 2,0% contre 6,3% en 2009.

Le secteur tertiaire, 44,7% du PIB au coût des facteurs, a connu une croissance de 3,2% contre 5,5% en 2009. Cette décélération s'expliquerait par la baisse globale de la demande intérieure qui s'est traduite par un ralentissement de la progression des activités des branches commerce, transport et télécommunications. Ces dernières ont affiché des taux de croissance de 2,1%, 3,3% et 4,6%, respectivement.



En 2010, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB sont respectivement de 5,3 points, 0,8 point et 0,14 point.

Du côté de la demande, la croissance économique résulterait essentiellement de la hausse des investissements, qui ont augmenté de 45,9% en 2010 contre -1,7% en 2009. Cette hausse proviendrait de du Capital Fixe (FCBF) du secteur privé qui a cru de 33,4% du fait des investissements dans le secteur minier. du secteur public est plutôt en repli de 2,1%, étant donné le blocage des financements extérieurs suite à la crise politique au second semestre de l'année 2009.

Quant à la consommation finale, elle est aussi en baisse de 0,3% en liaison avec le déficit agricole de l'année 2009 et la crise alimentaire qui s'en est suivie. La consommation privée a baissé de 0,2% et celle des administrations publiques s'est repliée de 0,9% sous l'effet de la diminution des dépenses publiques.

b) Prix et Inflation

S'agissant de l'évolution des prix à la consommation, le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation, est ressorti à 0,9% en 2010 contre 4,3% en 2009. Cette évolution se justifie particulièrement par la mise en œuvre efficace du plan de soutien aux populations vulnérables lors de la pénurie alimentaire et les effets de la bonne campagne agricole 2010/2011. L'inflation sous-jacente a été de -0,5% contre 3,6 en 2009.

L'inflation en fin période se chiffre à 2,3% en 2010 contre -1,3% en 2009.

3.1.6.1.2 Finances publiques

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une réduction des déficits budgétaires. Le déficit global s'est ressorti à 2,8% du PIB contre 5,8% en 2009 et le déficit global hors dons se situe à 9,1% du PIB contre -10,9% en 2009.

Cette situation se justifie par une mobilisation accrue des recettes budgétaires, qui ont enregistré une hausse de 8,3%, pour se situer à 14,5% du PIB du fait d'un bon recouvrement des recettes fiscales. Ces dernières ont augmenté de 8% sous l'effet conjugué de l'élargissement de l'assiette et de l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale.

Les recettes non fiscales ont augmenté lentement aussi dans la même période, en passant de 0,7% du PIB en 2009 à 0,8% en 2010.

Par ailleurs, les dons se sont élevés à 171,5 milliards contre 126,9 milliards en 2009. Cette situation est attribuable à une reprise des dons budgétaires.

Quant aux dépenses totales, elles ont augmenté de 1,4% représentant ainsi 23,6% du PIB. Cette progression est imputable aux dépenses courantes qui ont progresseraient de 22,7% en rapport avec le renforcement des dépenses de transferts et subventions et un accroissement de la masse salariale de 14,5%. Dans la même période, les dépenses en capital s'inscriraient en baisse de 17,6% suite à la suspension des financements extérieurs. Toutefois, la composante des dépenses en capital financée sur ressources propres serait renforcée dans le but de maintenir la dynamique consistant à soutenir les secteurs prioritaires.



S'agissant du financement du déficit budgétaire, les autorités nigériennes ont eu recours aux ressources extérieures nettes d'un montant de 66,4 milliards de FCFA. Quant au financement intérieur net, il est évalué à 30,6 milliards de FCFA en 2010. Le financement bancaire a baissé de 81,8 milliards de FCFA en raison des remboursements de titres publics (bons de trésor et d'emprunt obligataire) plus importants que les émissions.

TABLEAU 3.27 : EVOLUTION DE QUELQUES POSTES BUDGÉTAIRES

	2009	2010	2011	2009	2010	2011
	En pourcentage du PIB			Variation en pourcentage du PIB		
Recettes Budgétaires	14,7	14,5	16,2	-30,8	8,3	19,7
Recettes fiscales	13,8	13,6	15,4	21,9	8,0	21,0
Dons	5,1	6,3	6,5	-25,0	35,1	9,7
Dépenses Totales	25,5	23,6	23,4	10,5	1,4	6,0
Dépenses Courantes	12,1	13,5	12,6	3,4	22,7	-0,1
Traitements et salaires	3,8	3,9	3,9	11,7	14,5	5,2
Dépenses en capital	13,5	10,1	10,8	17,8	-17,6	14,2
sur ressources intérieures	6,1	3,0	3,6	40,6	-45,7	26,8
sur ressources extérieures	7,4	7,1	7,2	3,8	5,6	8,8
Solde Global (base engagement) (hors dons)	-10,9	-9,1	-7,2	106,0	-7,9	-15,7
Solde Global (base engagement) (y compris dons)	-5,8	-2,8	-0,7	-473,1	-46,1	-72,3
financement intérieur	4,5	1,1	-1,1	-342,6	-72,5	-204,9
financement extérieur	1,8	2,4	2,4	67,7	50,6	3,0

Sources : BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

En 2010, les relations avec l'extérieur ont montré une balance des paiements excédentaire de 30,0 milliards, après un déficit de 91,2 milliards en 2009, en liaison avec la hausse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (38,3%) et nonobstant l'accroissement du déficit du compte courant.

Quant à la balance commerciale, elle ne cesse de se dégrader depuis 2009, passant d'une dégradation de 48,9% en 2009 à celle de 32,1% en 2010. Cette contreperformance est surtout liée à la hausse considérable des importations qui ont varié de 20,9% en 2010 contre 15,5% en 2009.

Le déficit du compte courant s'est chiffré à 663,1 milliards en 2010, représentant ainsi 24,4% du PIB. Cette orientation du compte courant est imputable à l'accélération des importations, reflet de l'alourdissement de la facture des produits alimentaires et pétroliers. Hors dons, le déficit courant se situe à 26,6% du PIB en 2010 contre 23,8% un an auparavant.

Le déficit du compte courant a été entièrement financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières qui s'est amélioré de 191,8 milliards, pour se situer à 693,1 milliards. Cette évolution est en liaison avec les apports des investisseurs directs étrangers dans le cadre du financement des projets miniers et pétroliers.

Le solde du compte de capital et d'opération financière s'est établi à 693,1 milliards en 2010, en progression de 38,3% par rapport à 2009. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse du solde du compte d'opérations financières (185,9 milliards). L'amélioration du solde du compte d'opérations financières



traduit singulièrement celle des flux d'investissements directs (+149,7 milliards), des tirages publics (+24,4 milliards) et des investissements de portefeuille (+6,9 milliards). La variation des réceptions en faveur du secteur privé est tirée par le financement des dépenses inhérentes à l'entrée en phase active des grands chantiers miniers et pétroliers ainsi que la poursuite des investissements dans le domaine des télécommunications. Les opérations publiques dépeignent les tirages extérieurs, singulièrement les prêts et les souscriptions par les banques des autres pays de l'UEMOA aux émissions de bon de Trésor.

TABLEAU 3.28 : SECTEUR EXTÉRIEUR

	2009	2010	2011	2009	2010	2011
1 - Balance commerciale	48,9	32,1	-23,4	-11,8	-14,2	-10,2
Export FOB dont :	-0,5	12,9	11,9	16,4	16,9	17,7
Import FOB (1)	15,5	20,9	-4,2	-28,1	-31,0	-27,8
2-Balance des services	64,8	37,7	-0,7	-14,0	-17,6	-16,3
3-Balance des revenus	50,1	16,1	23,2	-0,5	-0,5	-0,6
4-Balance des transferts courants	-34,7	219,0	-40,6	2,7	7,9	4,4
Privés	-1,0	7,6	0,2	2,0	1,9	1,8
Publics	-65,9	786,4	-53,8	0,7	6,0	2,6
a-BALANCE DES TRANSACTIONS	87,3	13,5	-0,4	-23,5	-24,4	-22,7
b-COMPTÉ DE CAPITAL ET	87,3	13,5	-0,4	-23,5	-24,4	-22,7
5-Transferts de capital	-4,4	5,4	12,9	4,4	4,3	4,50
7-Opérations financières	157,7	47,5	-7,4	15,8	21,2	18,4
Investissements directs	144,2	43,3	-5,7	13,9	18,2	16,1
Investissements de portefeuille	-153,1	236,9	-115,6	0,1	0,4	-0,1
Autres investissements	171,4	68,5	-4,8	1,7	2,7	2,4
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	-225,4	-132,9	-83,3	-3,7	1,1	0,2

Source : BCEAO/AMAO

Secteur monétaire

Au cours de l'année 2010, l'évolution de la situation monétaire s'est ressentie de la reprise graduelle de la mobilisation d'appuis financiers extérieurs, du niveau de rapatriement des recettes d'exportation minières et des règlements d'importations.

Elle a été également marquée par la participation des banques aux opérations du marché financier régional et la mise en place de nouveaux concours aux secteurs économiques, dans un contexte de transition politique.

En décembre 2010, l'évolution de la situation monétaire fait ressortir une hausse de 51,1% des avoirs extérieurs nets, une expansion de 12,8% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 21,8% par rapport à la période correspondante.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires représentent 292,9 milliards à fin décembre 2010, contre 193,8 milliards par rapport à la même période de 2009, reflétant la progression de 68,4 milliards des avoirs extérieurs nets de et celle de 30,7 milliards de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur s'établit à 351,1 milliards, en hausse de 12,8% par rapport à la période



correspondante de l'année 2009. Cette évolution provient de la dégradation de la position nette créditrice du Gouvernement de 4 milliards contre 0,4 milliard à fin décembre 2009 et d'une augmentation de l'encours des crédits à l'économie de 36,2 milliards, à la suite de la hausse des crédits ordinaires.

Epousant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire affiche une expansion de 102,9 milliards, ou 21,7% en valeur relative, en passant de 473,1 milliards au 31 décembre 2009 à 576,0 milliards à fin décembre 2010.

La circulation fiduciaire (billets et pièces) a connu un net essor à l'entame du quatrième trimestre de l'année 2010, avec le début de la commercialisation des produits de la bonne récolte 2010/2011. En effet, sur les neuf premiers mois de l'année 2010, la circulation fiduciaire a été tributaire de la décélération des activités économiques induite par la faiblesse des revenus des populations, notamment rurales, fortement affectées par la crise alimentaire et fourragère. La forte consolidation des dépôts en banque décrit, quant à elle, les réceptions de recettes d'exportations de produits miniers et des fonds par les nouvelles entreprises minières et pétrolières ainsi que les jeux antagoniques de versement et de retrait sur les avoirs des sociétés industrielles, commerciales, de télécommunication, de BTP et de transport.

TABLEAU 3.29: EVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE (EN %)

	2 0 0 7	2 0 0 8	2009	2010	2009	2010
	Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties				Contribution à la croissance de M2	
ENGAGEMENTS						
Masse monétaire (M2)	23,2	12,1	18,5	21,8		
Masse monétaire (M1)	17,8	8,3	22,1	26,6		
Quasi-monnaie	43,8	23,9	8,6	6,9		
Autres postes (nets)	-39,6	204,5	-4,8	113,5		
AVOIRS						
Crédits net au Gouvernement	531,6	130,1	-100,3	900,0	28,9	0,8
Banque centrale	-5216,7	213,0	-119,8	88,9	28,8	3,6
Banques créatrices de	125,9	-2,6	-0,5	71,5	0,0	-2,8
Crédit au secteur privé	20,2	36,8	18,4	11,6	12,1	7,7
Avoirs extérieurs nets					-22,8	20,9
Système bancaire	44,8	26,6	-32,0	51,1	-18,3	14,5
Banque centrale	45,2	26,9	-24,6	30,5	-4,5	6,5
Banques créatrices de	55,2	36,7	147,2	-101,0	-22,8	20,9

Banques créatrices de

3.1.6.2 SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

En 2010, le Niger a respecté huit (8) critères, comme ce fut le cas en 2009.

a) Critères de premier rang

Le Niger a respecté tous les critères de premier rang excepté celui relatif au déficit budgétaire. En effet, le déficit budgétaire hors dons s'est situé à 9,0% contre 10,7% en 2009, soit une amélioration de 1,7 point.

Le taux d'inflation en fin de période s'établit à 2,3% en 2010 contre -1,3% en décembre 2009. Il est inférieur à la norme communautaire de 5%.



Le pays a par ailleurs respecté les critères relatifs aux réserves de change et au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale.

b) Critères de second rang

Les indicateurs liés la non accumulation d'arriérés intérieurs, à la masse salariale, aux investissements sur ressources propres, au taux d'intérêt réel et à la stabilité du taux de change réel ont été respectés en 2010.

Le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales se situe à 28,9% à fin décembre 2010, soit en dessous du plafond communautaire de 35%. Le ratio des dépenses d'Investissements publics sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales est ressorti à 22,2% en 2010, soit au dessus du plancher communautaire de 20%. Aussi, le critère lié au taux d'intérêt réel (1,2) et celui de la stabilité du taux de change réel ont été respectés en 2010. De même, le pays n'aurait pas accumulé d'arriérés intérieurs en 2010. Par contre, le critère lié à la pression fiscale n'a pas pu être respecté. En effet, le taux de pression fiscale est évalué à 13,5% en 2010, soit en dessous de la norme communautaire de 20%.

TABLEAU 3.30: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU NIGER

	norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011
Critères de premier rang								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤4%	9,6	6,8	9,3	6,4	10,7	9,0	7,2
II) Taux d'inflation	≤5%	4,2	0,3	4,7	10,2	-1,3	2,6	3,3
III) Financement BC	≤10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Réserves UEMOA	≥6 mois imports	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
Réserves pays (indicatif)		4,4	4,4	5,7	5,2	4,3	4,2	
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs		oui	non	non	non	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	10,3	10,7	11,3	11,6	13,7	13,5	15,4
III) Masse Salariale/Recettes Fiscales	≤35% RF	34,7	33,3	31,0	29,8	27,3	25,9	25,2
IV) Investissements internes/Recettes fiscales	≥20% RF	28,1	25,3	31,6	38,3	44,1	22,2	23,2
V) Taux intérêt réel	>0	-0,7	3,2	-1,2	-6,7	4,8	0,9	0,2
VI) Stabilité du taux de change réel	+ - 5%	4,4	-3,1	0,9	9,5	1,4	2,5	2,3
Nombre de critères respectés		5	7	7	4	8	8	8

Source: BCEAO, UEMOA, FMI et AMAO

*Estimations** Prévisions

3.1.6.3 PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2011

En 2011, la dynamique économique devrait se maintenir. Il est attendu un taux de croissance de 3,2% contre 7,5% en 2010, en liaison essentiellement avec les performances du secteur primaire, notamment l'agriculture et l'élevage.

Le taux d'inflation serait de 2,0% en 2011. Cette maîtrise de l'inflation sera due à un approvisionnement régulier des marchés en produits de consommation courante. Le Gouvernement veillera également à la constitution régulière du stock de sécurité alimentaire par la création des banques céréalières et à l'application des recommandations formulées dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire commune.



Dans le domaine des finances publiques, il est attendu une amélioration du solde budgétaire de base par la mise en œuvre de mesures visant à améliorer le recouvrement des recettes fiscales et à maîtriser la progression des dépenses courantes. Le déficit budgétaire hors dons rapporté au PIB serait de 7,2% en 2011 contre 9,1% en 2009. L'accroissement des recettes fiscales demeurerait insuffisant pour permettre le respect de la norme communautaire relative au taux de pression fiscale.

S'agissant des échanges extérieurs, la structure du commerce extérieur du Niger restera dominée, au plan des exportations, par les produits de l'uranium, du pétrole de l'or et des produits agro-pastoraux. Les exportations seraient de 513,3 milliards de FCFA contre 458,6 milliards de FCFA en 2009.

Quant aux importations, elles vont baisser de 4,2%, en liaison à la baisse de la crise alimentaire qui sévissait dans tous les pays vulnérables en 2009.

Le déficit du compte courant de la balance des paiements hors dons rapporté au PIB se rétrécirait progressivement en passant de 24,4% en 2010 à 22,7% en 2011.

3.1.6.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'évolution de l'économie nigérienne fait apparaître une bonne orientation de l'activité économique en 2010, en rapport avec les bons résultats de la campagne agricole 2010/2011 et la bonne tenue des financements privés. Ainsi, le taux de croissance économique se situerait à 7,5% en 2010 après la baisse observée en 2009 (-0,9%).

L'inflation, en fin de période, a connu une évolution de 2,3%, se situant ainsi en dessous de la norme communautaire maximale de 5%.

En 2010, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une amélioration du solde global hors dons et du solde global, dons compris.

Pour renforcer l'atteinte de tous les critères, des actions ci-dessous sont envisagées :

- ▶ Consolider la stabilité sociopolitique;
- ▶ Elargir la base taxable et améliorer le recouvrement des recettes fiscales ;
- ▶ Poursuivre la maîtrise des dépenses courantes, notamment les dépenses relatives aux matériels et fournitures et aux transferts et subventions et les exonérations ;
- ▶ Assurer une meilleure prise en compte des effets liés à l'exploitation minière ;
- ▶ Assurer le suivi rigoureux de la gestion de la dette publique intérieure et extérieure ;
- ▶ Développer et organiser les filières des produits d'exportation, notamment l'oignon, le niébé, le souchet, la gomme arabique et les produits de l'élevage afin de renforcer les bases de la croissance économique.

3.1.7 LE SENEGAL

Les objectifs de la politique macroéconomique du Sénégal à moyen et long terme reposent sur la stabilité des prix et la croissance soutenue et la lutte contre la pauvreté. Les mesures prises pour atteindre les objectifs



indiqués sont : une politique budgétaire prudente, une mise en œuvre de diverses actions en vue de l'accroissement de la production vivrière et de l'amélioration des circuits d'approvisionnement en produits de consommation et une poursuite de l'assainissement des finances publiques et de la mise en œuvre des programmes visant l'amélioration de l'environnement des affaires, afin de favoriser l'investissement privé.

En 2010, le pays a enregistré un taux de croissance de 4,0%, reflétant la bonne tenue du secteur tertiaire (4,0%). En revanche, cette reprise a été atténuée par le ralentissement du secteur secondaire (+4,4%) contre 4,8% imputable en partie aux difficultés d'approvisionnement en électricité qui se sont accentuées dans la seconde moitié de l'année.

S'agissant de l'inflation mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), elle s'est établie en hausse de 1,2% en 2010, en raison notamment de l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4%), du poste « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+2,1%) et du « transport » (+2,9%). Toutefois, l'inflation en fin de période se chiffre à 3,9% contre -4,5% en 2009.

La gestion budgétaire a été marquée au cours de l'année 2010 par la bonne tenue des recettes budgétaires et la maîtrise des dépenses publiques. En effet, les recettes budgétaires se sont accrues de 11% tandis que les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une progression de 7,1% en 2010. La pression fiscale est évaluée à 19,1% en 2010 contre 18% en 2009, soit en dessous de la norme communautaire de 20%. Le déficit public (base engagement) hors dons a été légèrement réduit, représentant ainsi 7,1% du PIB en 2010 contre 7,9% du PIB en 2009.

Concernant, les échanges extérieurs, ils sont caractérisés en 2010 par une amélioration du compte courant dont le déficit hors dons, exprimé en pourcentage du PIB, ressort à 6,1% en 2010 contre 6,1% en 2009. Globalement, le solde de la balance des Paiements est excédentaire de 129,4 milliards, soit une amélioration de 33 milliards par rapport à 2009.

Pour ce qui est de la situation monétaire, elle fait ressortir, en 2010, une hausse de 71,7 milliards des avoirs extérieurs nets, une expansion de 16,7% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 12,6%.

Concernant la situation de convergence, le Sénégal a respecté sept (7) critères contre huit (8) l'année précédente.

3.1.7.1. ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

Après la période 2007-2009 marquée par la survenance de divers chocs (crise énergétique, alimentaire et financière) et un ralentissement de la croissance économique (+3,2% en moyenne sur la période), l'économie sénégalaise a commencé à se relancer en 2010. Globalement, les dernières estimations font ressortir un taux de croissance du PIB réel de 4,0%, reflétant la bonne tenue du secteur tertiaire.

Dans le secteur primaire, l'activité économique a crû à un rythme estimé à 3,6% contre 10% en 2009, grâce principalement au dynamisme des sous-secteurs de l'agriculture et de la pêche. Concernant le sous-secteur agricole, il a affiché une progression de 4,1% consécutive aux hausses de 36,8% et de 15,4% respectivement en 2008 et en 2009. Cette performance est le résultat de la poursuite de la mise en œuvre de la Grande



Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) pour la troisième année consécutive, conjugué à une bonne saison hivernale. En plus, les précipitations, en 2010, ont été globalement bien réparties dans le temps et dans l'espace et leur volume a augmenté en moyenne de 13%.

L'agriculture industrielle a enregistré une progression de 5,4% contre 19,4% en 2009. Celle-ci a été principalement tirée par la production de coton qui a atteint un niveau de 27 851 tonnes contre 22 090 tonnes, soit une hausse de 26,1% en variation annuelle. Par ailleurs, la production arachidière a été bonne avec un niveau estimé à 1 063 652 tonnes contre 1 032 651 tonnes l'année précédente, soit une augmentation de 3%.

Au niveau de l'agriculture vivrière, après des hausses de 39,6% et 13,7% respectivement en 2008 et en 2009, l'activité a évolué de 3,5%, tirée par les productions céréalière (+19%) et horticole (+10,2). Toutefois, elle a été atténuée par le repli enregistré par la production des tubercules, notamment celle de manioc qui a chuté de 18%, passant de 265 533 tonnes en 2009 à 217 414 tonnes en 2010.

Dans le sous-secteur de la pêche, l'activité s'est renforcée de 10,4% en 2010 contre 2,4% un an auparavant. Ce regain d'activité est le reflet du dynamisme de la pêche artisanale dont les débarquements se sont inscrits en hausse de 12,2% par rapport à 2009. Par contre, la pêche industrielle a enregistré un repli de 2,2% de ses débarquements témoignant de la persistance des difficultés de la branche.

Pour ce qui est de l'activité du sous-secteur de l'élevage, elle serait en progression de 3,7% contre 4,1% en 2009. Cette hausse est le fait de la production de lait (+5%) et de l'aviculture (+4%), mais également de la production de viande de bétail (+2,7%), de la bonne mise en œuvre du programme d'insémination artificielle, de la maîtrise de la situation zoo-sanitaire et du maintien de l'interdiction des importations de la viande depuis 2006, en raison de la grippe aviaire.

De son côté, le secteur secondaire a enregistré un ralentissement avec une progression de 4,4% contre une hausse de 4,8% en 2009. Cette situation est imputable en grande partie à la morosité du climat des affaires, en raison notamment du déficit de fourniture d'énergie électrique.

Le ralentissement du secteur secondaire est reflété par les contreperformances des sous-secteurs de fabrication de productions alimentaires céréalières (-8,1% en 2010 contre +0,3% en 2009), de l'égrenage de coton et de la fabrication de textiles (-26,2% contre -1,1% en 2009), de l'activité de raffinage de pétrole (-13,8% en 2010 contre 16,2% en 2009), de la fabrication de production de produits à base de tabac (-25,2% contre +17,5% en 2009) et de celle du cuir (-53,1% contre une contraction de 4,8% en 2009) ainsi que de l'activité de transformation et de la conservation de viande et de poisson (-8,7% en 2010 contre une hausse de 16,4% en 2009).

Le ralentissement du secteur secondaire a toutefois été atténué par la bonne performance enregistrée par les sous-secteurs des activités extractives, de la fabrication de produits chimiques, des BTP, des matériaux de construction, de la métallurgie, du travail du bois, des fabrications de sucre, de boissons et de corps gras alimentaires.

Contrairement au secteur secondaire, le secteur tertiaire a enregistré une bonne tenue en 2010, après avoir connu une décélération en 2009, en liaison avec la morosité de l'activité dans les sous-secteurs des transports et des télécommunications, des services d'hébergement et de la restauration et des services aux entreprises. En effet, en 2010, l'activité dans le secteur s'est renforcée de 4,0% contre une baisse de 0,1% en 2009, malgré le ralentissement des activités commerciales (+1,4% contre 2,2% en 2009), en liaison avec la baisse



en termes réels des importations de 1,5%. La bonne marche de l'activité s'est accompagnée d'une augmentation de l'emploi dans le secteur moderne de 5,5% en moyenne sur l'année 2010 par rapport à décembre 2009. Ce dynamisme est le reflet principalement de la bonne tenue des postes et télécommunications, des transports, des services d'hébergement et de restauration et des services financiers.

Dans le sous-secteur des postes et télécommunications, l'activité s'est revigorée en affichant une amélioration de 9,8% contre 2,3%, à la faveur de la téléphonie mobile où le taux de pénétration a dépassé la barre des 50% et du dynamisme de l'internet.

Concernant les activités de transports, elles ont connu une hausse de 11,4% en 2010 après une contraction de 6,4% en 2009, à la faveur notamment du dynamisme des transports terrestres et ferroviaires dont les chiffres d'affaires se sont confortés respectivement de 23% et 19% en variation annuelle.

S'agissant des services d'hébergement et de restauration, ils ont bénéficié de l'organisation de grands événements à Dakar, notamment l'inauguration du Monument de la Renaissance Africaine et le Festival Mondiale des Arts Nègres (FESMAN), mais également du redressement économique des pays européens, particulièrement la France, principal pays émetteur de tourisme. L'activité du sous-secteur est estimée en hausse de 14,2% contre un recul de 6,9% en 2009.

Après un ralentissement de 0,9% en 2009 les services financiers ont progressé de 13,4%, traduisant ainsi la reprise de manière globale de l'activité économique et de celle d'intermédiation financière en 2010.

La contribution à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire est de 0,49 point, 0,9 point et 2,6 points respectivement.

La consommation finale, en 2010, a augmenté de 3,8% contre 3,1% en 2009, soit un gain de 0,7 point de pourcentage favorisé par la hausse de la consommation privée consécutive à la relance de l'activité économique. En effet, la consommation privée, après une baisse de 0,8% en 2009, a évolué de 3,8% en 2010. Quant à la consommation publique, elle progresserait de 3,1% contre 5,7% l'année précédente. Au total, la consommation finale représente 91,3% du PIB en 2010 contre 92,8% du PIB en 2009, ce qui traduit une augmentation du taux d'épargne intérieure qui passe de 7,2% en 2009 à 8,7% en 2010.

S'agissant de la formation brute de capital fixe (FBCF), elle s'est redressée en 2010 avec un taux de croissance estimée à 6,6% contre une baisse de 11,4% en 2009 imputable à la FBCF privée. En effet, cette dernière a progressé de 5% en 2010 contre un repli de 12,7% en 2009, sous l'effet de l'apurement d'une partie des dettes de l'Etat vis-à-vis du secteur privé, mais également de l'environnement interne et internationalement beaucoup plus favorable. En ce qui concerne la FBCF publique, elle a crû de 6,2% en 2010 contre 8,8% en 2009. Par conséquent, le taux d'investissement mesuré par la FBCF s'établit à 23,9% du PIB en 2010 contre 23,7% en 2009.

Globalement, la demande intérieure a augmenté de 4,2% en 2010 contre une hausse de 0,7% en 2009 alors que la demande extérieure est marquée par une hausse en termes réels des exportations de 7% et une contraction des importations de 1,5%

**TABLEAU 3.31. : EVOLUTION DU PIB ET DE SES COMPOSANTES**

	2008*	2009*	2010*	2011**
DETERMINATION DU PIB				
PIB aux prix courants	5 950,2	6 023,2	6 349,6	6 764,6
PIB aux prix constants (n/n-1)	5 583,7	6 080,8	6 263,9	6 629,1
PIB aux prix constants (base 1999)	4 555,8	4 655,8	4 841,9	5 054,7
Taux de croissance réel du PIB	3.2%	2.2%	4.0%	4.4%
COMPOSITION DU PIB (en %)				
Secteur primaire	18.6	10.0	3.6	3.9
Secteur secondaire	-1.7	4.8	4.4	5.7
Secteur tertiaire et services non financiers	2.2	-0.1	4.0	4.1
Demande				
Consommation publique	5,2	5,7	3,1	5,4
Consommation privée	11,9	-0,8	3,8	4,8
Formation brute de capital fixe	13,9	-11,4	6,6	8,0
Variation des stocks	97,9	-36,9	28,3	52,4
Exportation de biens et services	13,8	-7,3	7,4	11,2
Importation de biens et services	21,5	-15,5	5,4	11,0
AFFECTATION DU PIB (en %)				
Consommation	93,8	92,8	91,3	89,9
Investissement	32,7	27,2	28,2	30,3
Epargne intérieure	6,2	7,2	8,7	10,1
Capacité ou besoin de financement	-26,5	-20	-19,5	-20,3
PRIX				
Variation du déflateur du PIB	6,60%	-0,90%	1,40%	2,00%

Source : BCEAO/AMAO

En 2010, le niveau général des prix a progressé de 1,2% en moyenne annuelle. Cette évolution reflète la hausse enregistrée par les prix de produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4%), du poste « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+2,1%) et du « transport » (+2,9%), atténuée par le repli des prix des services de communication (-7,9%), des loisirs et de culture (-3,8%) et des meubles et articles de ménage (-1,2%). Toutefois, sur les trois derniers mois de l'année 2010, les prix ont globalement augmenté de 3,1% comparativement au dernier trimestre de 2009. Cette évolution est attribuable aux prix du gaz, du sucre, du lait et des huiles. En ce qui concerne le déflateur du PIB, il a progressé de 1,3% en 2010.

L'inflation en fin de période 2010 se chiffre à 3,9% contre -4,5% en 2009.

Les Finances publiques

La gestion budgétaire a été marquée au cours de l'année 2010 par la bonne tenue des recettes budgétaires et une maîtrise des dépenses publiques. En effet, les recettes budgétaires se sont accrues de 11% tandis que les dépenses totales et prêts ont enregistré une progression de 7,1% en 2010 relativement à 2009. Au total, le déficit public (base engagement) hors dons a été légèrement réduit, passant de 475 milliards (7,9% du PIB) en 2009 à 454 milliards (7,1% du PIB) en 2010.

Les recettes budgétaires

En 2010, les recettes budgétaires recouvrées sont évaluées à 1245,7 milliards contre 1121,9 milliards au titre de l'année 2009, faisant ainsi ressortir une hausse de 123,8 milliards (soit +10,9%) imputable à la fois aux recettes fiscales et non fiscales.



Les recettes fiscales se sont établies à 1199,4 milliards en 2010 contre 1084,6 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 11,6%. Cette performance reflète celle des impôts directs et indirects.

Les impôts directs ont progressé de 56,3 milliards (+19,8%) en 2010 pour s'établir à 341,4 milliards, à la faveur de la bonne tenue de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés (IS). En effet, ceux-ci ont été recouverts respectivement à hauteur de 187 milliards et 112,7 milliards en 2010 contre des montants respectifs de 173,6 milliards et 78 milliards en 2009, soit des hausses respectives de 7,7% et 44,5%. La bonne tenue de l'impôt sur le revenu s'explique en partie par la progression de l'emploi dans le secteur moderne de 3,9% en moyenne sur l'année 2010 par rapport à décembre 2009. Quant à la performance de l'IS, elle est liée d'une part au redressement du secteur secondaire en 2009 avec une hausse de 4,9% et d'autre part, au sous-secteur des télécommunications avec l'entrée sur le marché d'un troisième opérateur en 2009.

Les impôts indirects ont, pour leur part, affiché une hausse de 9,9% à la faveur de la bonne tenue de la taxe sur la valeur ajoutée. En effet, la TVA intérieure hors pétrole est ressortie à 216,4 milliards contre 195,8 milliards un an auparavant. La TVA intérieure sur le pétrole est évaluée à 20,9 milliards en 2010 contre 14,1 milliards un an auparavant. Au cordon douanier, la TVA de porte recouvrée a enregistré une progression de 21,9 milliards (9,8%) en 2010 pour se situer à 244,7 milliards, dont 196,4 milliards réalisés sur les produits hors pétrole.

S'agissant des taxes sur la consommation, elles sont chiffrées globalement à 93,3 milliards contre 88,7 milliards, soit une hausse de 4,6 milliards (+5,2%). Celle-ci est imputable essentiellement aux taxes spécifiques sur le pétrole qui ont atteint 76,1 milliards en 2010 contre 69,4 milliards en 2009.

La taxe sur les opérations bancaires a progressé de 2,1 milliards pour s'établir à 30,6 milliards en 2010.

Pour ce qui est des droits de porte, ils sont évalués à 177,9 milliards en 2010 contre 163,8 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 14,1 milliards (8,6%), tirée par les recouvrements sur les produits non pétroliers qui ont évolué de 10,2% pour s'établir à 165,7 milliards.

Au titre des droits d'enregistrement et de timbre, le montant recouvré est chiffré, en 2010, à 52,7 milliards en 2010 contre 45,3 milliards en 2009, soit un accroissement de 7,4 milliards (+16,3%), dû essentiellement aux droits d'enregistrement qui progressent de 6,8 milliards.

Au total, la pression fiscale est évaluée à 19,1% en 2010 contre 18% en 2009, reflétant l'amélioration de l'efficacité des services de recouvrement de recettes budgétaires et l'élargissement de la base taxable. Elle reste toutefois légèrement en dessous de la norme communautaire de 20%.

En ce qui concerne les recettes non fiscales, elles sont ressorties, en 2010, à 46,3 milliards contre 37,3 milliards un an auparavant, soit une progression de 24,1%, liée notamment à l'augmentation des revenus du domaine et des autres recettes non fiscales, grâce notamment aux premiers effets de la réforme foncière. S'agissant des dividendes et produits financiers, le montant recouvré s'établit à 19,8 milliards en 2010, baissant ainsi de 8,8 milliards relativement à 2009. Les autres recettes non fiscales ont quant à elles bénéficié du recouvrement pour un montant de 8 milliards, au titre des redevances de communications.

Les dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts sont évalués à 1722,8 milliards en 2010 contre 1608 milliards en 2009, soit une augmentation de 7,1%, imputable à l'augmentation des dépenses d'investissement, des dépenses de personnel et des paiements d'intérêts sur la dette publique.

En effet, les dépenses d'investissement globales sont chiffrées à 738,2 milliards en 2010 contre 606,9 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 131,3 milliards (21,6%), tirée à la fois par les dépenses d'investissement effectuées sur ressources internes et celles sur ressources extérieures. En effet, les dépenses en capital financées sur ressources internes sont arrêtées à 436,5 milliards en 2010, soit une progression de 67,2 milliards (13,4%) par rapport à 2009. Cette situation traduit la volonté du Gouvernement de prendre en charge sur financement propre son programme d'investissement. Ces investissements sont orientés en majeure



partie dans les secteurs prioritaires, notamment les infrastructures, l'éducation, l'agriculture, l'élevage et l'hydraulique qui ont concentré 53% du montant total des investissements sur ressources internes.

Les investissements financés sur ressources extérieures, sont pour leur part, estimés à 301,7 milliards en 2010, soit une progression de 64,1 milliards (27%), sous l'effet notamment des prêts projets.

Au niveau des charges courantes, les dépenses de personnel (salaires et traitements) sont chiffrées à 392,5 milliards, augmentant ainsi de 28,2 milliards (9,1%) par rapport à 2009. Ces dépenses sont constituées essentiellement de salaires de base (43,4%) et de primes et indemnités (32,3%).

Quant aux charges au titre des intérêts sur la dette publique, elles sont arrêtées à 57,9 milliards et enregistrent ainsi une hausse de 12,6 milliards (27,7%) imputable essentiellement aux intérêts sur la dette extérieure. Ceux-ci sont évalués à 34,8 milliards en 2010 contre 23,1 milliards en 2009, soit une hausse de 11,7 milliards, due essentiellement à la charge d'intérêts portant sur le prêt « Eurobond » contracté en 2009, chiffrée à 9 milliards

Le Financement

Le financement du déficit budgétaire en 2010 a été couvert à hauteur de 122 milliards par le financement intérieur et de 167,8 milliards par les appuis extérieurs. Le financement intérieur net a progressé de 53,2 milliards par rapport à l'année précédente, en raison essentiellement du financement bancaire. En effet, celui-ci s'est chiffré à 192,2 milliards et est composé essentiellement de titres publics. S'agissant du financement non bancaire net, il se traduit par un désengagement de l'Etat de 70,2 milliards.

Quant au financement extérieur, il est ressorti à 167,8 milliards contre 225,5 milliards en 2009. Il est composé de tirage sur prêts projets pour un montant de 161,4 milliards en 2010 et de tirages de trésorerie évalués à 29,7 milliards, mobilisés auprès de la banque mondiale et de la BAD.

TABLEAU 3.32 : EVOLUTION DE QUELQUES POSTES BUDGÉTAIRES

	2009	2010	2011	2009	2010	2011
	En pourcentage du PIB			Variation en pourcentage du PIB		
Recettes Budgétaires	18,8	19,7	19,9	-1,9	10,9	7,3
Recettes fiscales	18,0	19,1	19,2	-0,3	11,6	7,4
Dons	3,0	2,4	2,3	30,2	-17,6	3,3
Dépenses Totales	26,6	26,8	27,9	1,8	6,1	10,9
Dépenses Courantes	16,5	15,9	16,1	1,8	1,6	7,3
Traitements et salaires	6,0	6,3	6,1	4,7	9,1	4,8
Dépenses en capital	10,1	10,8	11,8	1,9	13,4	16,3
sur ressources intérieures	6,1	6,7	7,7	17,4	14,9	22,2
sur ressources extérieures	3,9	4,1	4,2	-15,5	11,0	6,8
Solde Global (base engagement) (hors dons)	-7,9	-7,1	-8,1	11,4	-4,4	20,9
Solde Global (base engagement) (y compris dons)	-4,9	-4,8	-5,8	7,2	3,8	29,6
financement intérieur	2,6	2,3	1,8	272,0	-7,6	-16,6
financement extérieur	3,7	2,7	4,1	0,5	-23,2	61,0

Source : BCEAO/AMAO



Secteur extérieur

En 2010, les échanges avec l'extérieur sont caractérisés par une amélioration du compte courant de 28,7 milliards et du compte de capital et d'opérations financières de 6,1 milliards.

Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit du compte courant hors dons est évalué à 6,1% en 2010. Au total, le solde global de la balance des Paiements est ressorti en excédent de 129,4 milliards, soit une amélioration de 33 milliards par rapport à 2009, attribuable à l'amélioration du compte courant.

Le déficit du compte des transactions courantes s'est situé à 374,3 milliards (8,4% du PIB) en 2010, soit une amélioration de 7,1% entre les deux dernières années. Cette évolution résulte essentiellement de l'amélioration de la balance des biens de 16,3 milliards et des transferts courants de 8 milliards. Les revenus et les services nets ont, dans une moindre mesure, contribué à l'amélioration de la balance courante.

S'agissant du solde de la balance des biens, il est ressorti en déficit de 941,5 milliards en 2010 contre 957,7 milliards en 2009, soit une amélioration de 3,2%, reflétant une hausse plus rapide des exportations (9,9%) que des importations (6,1%).

Concernant le déficit de la balance des services, il est passé de 60,8 milliards en 2009 à 56,7 milliards en 2010, soit une amélioration de 4,1 milliards (6,8%), liée essentiellement aux recettes touristiques.

S'agissant des revenus nets, leur déficit est passé de 80,1 milliards en 2009 à 79,8 milliards en 2010, soit une amélioration de 0,4 milliards, reflétant la quasi stabilité des revenus du travail et d'investissement.

Pour ce qui est des transferts courants, ils ont continué à amortir sensiblement l'impact de la balance commerciale sur le solde des transactions courantes. En effet, en 2010, l'excédent du solde des transferts courants s'est établi à 715,4 milliards (11,7% du PIB) contre 695,6 milliards en 2009 (12% du PIB), soit une amélioration de 19,7 milliards, liée à la hausse des envois de fonds des émigrés (+2%), source complémentaire de revenus des ménages.

Le compte de capital et d'opérations financières a dégagé un solde excédentaire estimé à 503,7 milliards en 2010 contre 496,8 milliards en 2009, soit une hausse de 1,4% imputable exclusivement au compte de capital qui a progressé de 7,2 milliards, le compte des opérations s'étant inscrit en baisse de 0,3 milliard.

En effet, le compte de capital est passé de 114,1 milliards en 2009 à 152,13 milliards en 2010, soit une hausse de 5% liée aux transferts de capitaux publics, en particulier les dons en capital ; les capitaux privés étant restés stables par rapport à 2009.

Quant au compte d'opérations financières, il a affiché un solde excédentaire de 352,4 milliards en 2010 soit quasiment en recul par rapport au solde dégagé en 2009. Cette situation découle principalement de la hausse des capitaux privés de 94,6 milliards dont l'effet a été atténué par la baisse des capitaux publics de 94,9 milliards.



TABLEAU 3.33 : SECTEUR EXTÉRIEUR

ITEMS	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Balance commerciale	-23,8	3,2	10,3	-19,3	-18,9	-19,5
Export FOB dont :	-9,6	9,9	15,2	14,8	15,4	16,7
Import FOB (1)	-18,2	6,1	12,5	-34,1	-34,3	-36,2
-Balance des services	-20,1	-3,0	22,4	-0,7	-0,7	-0,8
-Balance des revenus	-9,0	22,2	45,6	-0,3	-0,4	-0,5
-Balance des transferts courants	-4,8	3,7	4,9	11,9	11,7	11,6
Privés	-6,1	5,7	5,2	11,3	11,3	11,1
Publics	24,3	-29,0	-2,4	0,7	0,5	
-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-40,2	2,7	20,7	-8,4	-8,2	-9,2
-COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	-20,0	-11,8	24,8	10,0	8,3	9,8
-Transferts de capital	33,9	-13,3	6,2	2,4	2,0	2,0
-Opérations financières	-29,1	-11,3	30,5	7,6	6,4	7,8
Investissements directs	-17,1	16,1	18,7	1,7	1,8	2,1
Investissements de portefeuille	-39,4	177,3	66,2	0,2	0,6	0,9
Autres investissements	-31,6	-26,4	31,0	5,7	4,0	4,9
- SOLDE GLOBAL (a+b+c)	-209,0	-87,4	199,2	1,6	0,2	0,5

Source : BCEAO/AMAO

Secteur monétaire

En 2010, l'évolution de la situation monétaire fait ressortir une hausse de 8,3% des avoirs extérieurs nets, une expansion de 16,7% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 12,6%.

La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 930,4 milliards de FCFA en 2010 contre 858,6 milliards en 2009, soit une hausse de 8,4% imputable aux banques commerciales (+62,6 milliards).

L'encours du crédit intérieur est passé de 1606,8 milliards à fin 2009 à 1875,4 milliards en décembre 2010, soit une hausse de 268,6 milliards attribuable à la fois à l'accroissement des crédits à l'économie de 162,2 milliards et à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement de 106,4 milliards.

Les crédits au secteur privé sont passés de 1492 milliards en 2009 à 1654,2 milliards en 2010, soit une hausse de 10,8%.


TABLEAU 3.34 : EVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE (EN %)

	2008	2009	2010	2009	2010
	Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties			Contribution à la croissance de M2	
Masse monétaire (M2)	1,8	11,4	12,6		
Masse monétaire (M1)	-1,1	9,1	13,5		
Quasi-monnaie	6,9	15,1	11,2		
Autres postes (nets)	10,3	3,3	25,3		
AVOIRS	10,9	9,5	16,7	6,9	12,0
Crédits net au Gouvernement	-69,8	308,5	92,7	4,3	4,8
Banque centrale	-125,4	-919,6	78,4	6,3	4,0
Banques créatrices de monnaie	8,1	-95,9	1041,2	-2,0	0,8
Crédit au secteur privé	82,2	-50,0	-37,0	-0,9	-0,3
Avoirs extérieurs nets					
Système bancaire	-10,4	12,6	8,4	4,8	3,2
Banque centrale	1,4	11,1	1,3	3,6	0,4
Banques créatrices de monnaie	-47,2	22,0	47,0	1,2	2,8

Source : BCEAO/AMAO

3.1.7.2 SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

En 2010, les résultats obtenus en matière de critères de convergence sont quelque peu satisfaisants. Le pays a respecté sept (7) critères, soit un de moins que l'année précédente.

a) Critères de premier rang

En 2010, le Sénégal a respecté tous les critères de premier rang excepté celui relatif au déficit budgétaire. En effet, le déficit budgétaire hors dons s'est situé à 7,1% contre 7,9% en 2009, soit une détérioration de 0,8 points de pourcentage. Le respect de ce critère continue de poser toujours problème aux autorités sénégalaises.

Le taux d'inflation en fin de période s'établit à 4,3% en 2010 contre -4,5% en décembre 2009. Il est inférieur à la norme communautaire de 5%

b) Critères de second rang

Les indicateurs liés aux arriérés intérieurs, à la masse salariale, aux investissements sur ressources propres, au taux d'intérêt réel et à la stabilité du taux de change réel ont été respectés en 2010.

Le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales se situe à 32,7% à fin décembre 2010, soit en dessous du plafond communautaire de 35%.

Le ratio des dépenses d'Investissements publics sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales est ressorti à 36,4% en 2010, soit largement au dessus du plancher communautaire de 20%.

Aussi, celui de la stabilité du taux de change réel ont été respectés en 2010. Egalement, le critère relatif à la non accumulation des arrières de paiement a été respecté à fin décembre 2010.



En revanche, le critère lié à la pression fiscale n'a pas été respecté, de même que celui lié au taux d'intérêt. En effet, le taux de pression fiscale est évalué à 18,9% en 2010, soit en dessous de la norme communautaire de 20%.

TABLEAU 3.35 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DU SENEGAL

	norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤4%	4,7	7,3	5,5	6,8	10,7	7,1	8,1
II) Taux d'inflation	≤5%	1,4	4,0	6,1	5,0	-4,5	4,3	3,4
III) Financement BC	≤10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Réserves UEMOA	≥5 mois imports	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
Réserves pays (indicatif)	B/S	4,3	4,2	3,9	3,2	5,1	5,0	
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs		non	non	non	non	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	18,6	19,0	19,5	18,3	18,0	18,9	19,2
III) Masse Salariale/Recettes Fiscales	≤35% RF	30,0	31,0	31,0	32,0	33,6	32,7	32,0
IV) Investissements interes/Recettes fiscales	≥20% RF	33,7	36,6	37,1	28,9	34,0	36,4	38,9
V) Taux intérêt réel	>0	2,1	-0,5	-2,6	1,5	8,0	-1,0	-0,2
VI) Stabilité du taux de change réel	+ - 5%	-2,7	0,7	4,3	3,6	-0,9	-0,0	0,8
Nombre de critères respectés		7	6	6	6	8	7	7

Source: BCEAO, UEMOA, FMI et AMAO

*Estimations** Prévisions

3.1.7.3 PERSPECTIVE 2011

La reprise économique entamée en 2010 devrait se conforter en 2011, à la faveur de la poursuite du redressement de l'économie mondiale.

En effet, le démarrage de la mise en œuvre du Document de Politique Economique et Sociale de 3ème génération et de l'exécution des projets retenus dans le Millénium Challenge Account devrait contribuer à la consolidation de la reprise de l'activité économique au niveau intérieur. Celle-ci devrait également bénéficier de l'amélioration de la fourniture d'électricité à travers la mise en œuvre du plan « Takkal ».

Toutefois, l'activité économique pourrait être affectée par une hausse plus prononcée que prévue des prix internationaux des produits alimentaires et énergétiques au cours de l'année 2011, en liaison notamment avec la persistance des tensions sociopolitiques dans les pays membres de l'OPEP et des mauvaises conditions climatiques.

Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 4,4% en 2011 contre 4,2% en 2010, sous l'effet notamment du dynamisme des secteurs primaire et tertiaire, ainsi que du redressement du secteur secondaire.

Dans le secteur primaire, le taux de croissance devrait ressortir à 5,3% en 2011, sous l'impulsion principalement du sous secteur agricole.

S'agissant du secteur secondaire, il devrait bénéficier du retour progressif à la normale de la production d'électricité. Ainsi, il devrait croître de 9,1% en 2011, à la faveur des importantes mesures prévues dans le secteur de l'énergie et de la poursuite du dynamisme des sous-secteurs des activités extractives, de



fabrication de produits chimiques, de « matériaux de construction », de « construction de matériels de transport » et des BTP. En outre, le secteur devrait également bénéficier du redressement des activités de raffinage du pétrole, de « l'égrenage de coton et fabrication de textiles » ainsi que de la fabrication de produits de produits à base de tabac, dans une moindre mesure.

Concernant le secteur tertiaire, il devrait croître de 6,0% en 2011, contre 4,4% en 2010. L'activité du secteur serait portée principalement par l'ensemble des sous-secteurs.

En 2011, l'inflation en fin de période, est projetée à 1,2%.

La gestion budgétaire de l'année 2011 serait marquée par un bon comportement du recouvrement des recettes budgétaires (1344 milliards en 2011 contre 1253 milliards en 2010, soit une augmentation de 7,3%). Les dépenses totales et prêts nets sont prévus à 1893 milliards en 2011, en conformité avec les autorisations de la loi de finances initiale, soit une hausse de 186 milliards (10,8%) par rapport à la réalisation de 2010. Au total, le déficit budgétaire hors dons ressortirait à 8,1% du PIB, reflétant une progression de 1 point de PIB par rapport à 2010.

Les échanges avec le reste du monde devraient être marqués par un déficit de 625,3 milliards du compte des transactions courantes, largement compensé par le solde excédentaire de 661,5 milliards du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, la balance des paiements devrait dégager un excédent de 36,2 milliards en 2011 après celui de 12,1 milliards en 2010.

3.1.7.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La situation économique du Sénégal en 2010 est encourageante avec un taux de croissance de 4%. Cette performance est due à la bonne tenue du secteur tertiaire et de secteur secondaire malgré le ralentissement observé.

Cependant, le pays n'a pas respecté le critère relatif au déficit budgétaire et celui lié à la pression fiscale. Pour pallier à cela, les autorités du pays doivent poursuivre et accélérer les réformes suivantes :

- ▶ La rationalisation des dépenses budgétaires à travers notamment la mise en place d'un nouveau Code Général des Impôts incitatif qui supprimera toutes les dérogations qui se seront avérées inefficaces ;
- ▶ L'amélioration des performances des régies financières en s'appuyant sur des plans stratégiques de modernisation des administrations fiscale et douanière ; et
- ▶ Le renforcement des moyens techniques des régies financières, à travers notamment l'extension du champ de couverture des opérations informatisées (y compris celles liées au dédouanement), cadastrales, foncières et domaniales.



3.1.8 TOGO

Pour l'année 2010, les objectifs économiques du Togo reposent sur la réalisation d'un taux de croissance du PIB réel de près de 4,0%. Cette hypothèse reposait sur les performances attendues de l'ensemble des secteurs en particulier les secteurs primaire et secondaire. Ce développement des activités économiques devrait intervenir dans un contexte de relative stabilité du pays en raison notamment avec les résultats attendus en termes de production alimentaire. En ce qui concerne les finances publiques, les hypothèses retenues tablaient sur une progression modérée des recettes fiscales dans un contexte d'augmentation sensible des dépenses. Ce qui devrait se traduire par l'aggravation du déficit budgétaire qui pourrait atteindre 6,0% du PIB. S'agissant des échanges extérieurs, le solde global était attendu à l'équilibre dans la mesure où il était espéré que la dégradation du compte courant serait compensée par une augmentation de l'excédent du solde du compte capital et opérations financières.

Au terme de l'année, le pays a réalisé un taux de croissance du PIB réel de 3,4% contre 3,2% en 2009. Cette accélération de la croissance qui intervient dans un environnement marqué par une hausse modérée des prix est portée par les performances de l'ensemble des secteurs notamment les secteurs primaire et tertiaire. La situation des finances publiques a évolué conformément aux attentes et s'est soldée par un creusement du déficit public hors dons qui a atteint 6,0% du PIB. Au plan extérieur, malgré l'aggravation du déficit des transactions courantes, le solde global est ressorti excédentaire en raison de l'afflux des capitaux dans le cadre de la mobilisation des ressources pour le financement des travaux de construction de la centrale thermique de la société Contour Global. En ce qui concerne les agrégats monétaires, la masse monétaire a augmenté de 12,4% sous l'effet de l'accroissement du crédit intérieur et dans une moindre mesure des avoirs extérieurs nets.

Au regard du programme de convergence macroéconomique, ces évolutions se sont traduites par une amélioration du niveau de performance du pays qui a respecté sept (7) critères en 2010 contre six (6) en 2009.

3.1.8.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

L'économie togolaise a enregistré en 2010 un taux de croissance du PIB réel de 3,4% contre 3,2% en 2009. Cette accélération de la croissance a été rendue possible par la contribution de tous les secteurs.

La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une croissance de 3,3% en 2010 après une augmentation de 8,2% l'année précédente. La croissance du secteur primaire en 2010 est essentiellement tirée par les performances des branches élevage, forêt et pêches et l'augmentation des cultures de rente. En effet, les valeurs ajoutées des branches « élevage » et « forêts, pêche », elles, augmentent respectivement de 6,7% et 13,2% en 2010. De même, celle des cultures de rente progresse de 8,3% en raison de la hausse de 15,0% de la production de coton. Pour sa part, la production des cultures vivrières n'a augmenté que de 1,1% en dépit de la chute de 8,7% de la production du riz paddy et à un arrêt des pluies, occasionnant une baisse de 0,9% de la production du maïs.

Sous l'effet de l'amélioration de la desserte en électricité, le secteur secondaire a enregistré en 2010 une progression de 3,0% de sa valeur ajoutée après une quasi-stagnation en 2009. Cette performance se justifierait par les progrès enregistrés au niveau des branches « Industries extractives », « Industries manufacturières », « Electricité, Eau et Gaz » et « BTP » qui croîtraient de 11,1%, 6,0%, 3,8% et 2,5% respectivement. La forte augmentation de la croissance des industries extractives s'explique par l'augmentation des productions du phosphate, du clinker et du ciment. Pour sa part, le sous-secteur des BTP continue d'être porté par



l'accélération des investissements publics dans les infrastructures sociales notamment l'éducation et la santé. Après les difficultés enregistrées en 2009 suite notamment au repli des activités du Port Autonome de Lomé du fait de la baisse des exportations vers les pays voisins, le secteur tertiaire a enregistré en 2010 une croissance en volume de 3,8%. Cette relance est notamment impulsée par le développement des activités dans les branches « Commerce », « Banques, Assurances » et « Transport, Entrepôts et communications » qui ont enregistré des hausses respectives de 12,2%, 5,1% et 2,4%. Ces performances des services seraient en relation avec la reprise des activités économiques et la progression des crédits à l'économie. On note également une hausse de la valeur ajoutée des branches non marchandes sous l'impulsion des « services publics » qui ont connu une progression de 7,8%.

Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été respectivement de 1,3 point, 0,6 point et 1,5 point.

Du côté de la demande, la croissance de 2010 a été tirée par la consommation finale qui a augmenté de 6,5% essentiellement du fait de sa composante privée qui a enregistré une hausse de 7,1%. Pour sa part, la consommation publique a connu une hausse de 2,3% en 2010 après une contraction d'environ 7,0% en 2009. Quant à la formation brute de capital fixe, elle enregistre une augmentation de 7,2%, grâce notamment à sa composante publique qui a connu une hausse de 16,4%. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations nettes de biens et services sont en progression de près de 18% même si sa contribution à la croissance reste encore relativement faible.

Dans l'ensemble, les contributions de la consommation, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ont été respectivement, de 6,9 points, de 1,5 point et de -5,0 points en 2010.

TABLEAU 3.36: EVOLUTION DU SECTEUR RÉEL, 2007-2010

	2008*	2009*	2010*	2011**
En milliards de F CFA				
PIB aux prix courants	1418.53	1490.06	1561.67	1656.74
PIB aux prix constants (n/n-1)	1241.95	1463.92	1540.72	1622.58
PIB aux prix constants (base 2000)	1061.18	1095.43	1132.90	1176.60
Taux de croissance réel du PIB	2.40	3.20	3.40	3.90
COMPOSITION DU PIB en %				
Secteur primaire	40.79	42.69	42.60	42.71
Secteur secondaire	18.15	16.02	16.08	16.63
Secteur tertiaire et services non financiers	41.06	41.29	41.32	40.66
AFFECTATION DU PIB (en %)				
Consommation	99.08	97.36	99.68	99.64
Investissement	17.67	18.71	17.74	17.53
Épargne intérieure	0.92	2.64	0.32	0.36
Capacité ou besoin de financement	-16.75	-16.07	-17.43	-17.17
PRIX				
Variation du déflateur du PIB	14.22%	1.79%	1.36%	2.11%

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**): Préviation



S'agissant des prix, le pays a enregistré un taux d'inflation en glissement annuel de 3,8% en 2010 contre 1,5% en 2009. Cette hausse de l'inflation est essentiellement liée aux difficultés résultant de la campagne agricole 2009/2010 mais aussi de la hausse au niveau des composants transports, hôtels et restaurant et habillement et chaussures.

Finances publiques

Au cours de l'année 2010, les recettes intérieures ont enregistré une hausse de 2,5% pour représenter 16,6% du PIB contre 16,9% en 2009. Cette progression s'explique par une augmentation concomitante des recettes fiscales et non fiscales. Les recettes fiscales ont progressé de 2,5% sous l'effet de l'augmentation des recettes douanières. Après la forte augmentation enregistrée en 2009, les dons sont restés quasiment stables.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 7,8% en 2010, soit 22,5% du PIB contre 21,9% en 2008. Cette hausse concerne à la fois les dépenses courantes et en capital. L'augmentation des dépenses courantes s'explique par les intérêts sur la dette publique et les achats de biens et service. Par contre, les postes traitement et salaires et surtout subventions et transferts ont connu une contraction en 2010. Quant aux dépenses en capital, elles enregistrent une hausse de 14,1% pour représenter 6,7% du PIB contre un ratio de 6,2% en 2009. Cette progression concerne exclusivement les dépenses en capital financées sur ressources internes dont l'augmentation est imputable à la réalisation des infrastructures publiques.

Au total, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldée par une aggravation du déficit global hors dons qui s'est établi 6,0% du PIB contre 5,0% en 2009. En tenant compte des dons et de la variation des arriérés, le déficit base caisse s'est établi à 74,9 milliards soit 4,8% du PIB. Ce déficit a été comblé par des financements intérieurs à hauteur de 58,8 milliards et extérieurs pour 16,0 milliards. Le financement intérieur a été principalement mobilisé auprès du système bancaire.


TABLEAU 3.37 : EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES, 2007 – 2010

	2008		2009		2010		2011
	Var en %	en % PIB	Var en %	en % PIB	Var en %	en % PIB	Var en %
1- RECETTES ET DONCS	11.7%	17.6%	27.0%	21.3%	2.0%	20.7%	15.1%
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	8.5%	15.6%	14.4%	16.9%	2.5%	16.6%	19.2%
Recettes fiscales	7.8%	14.9%	8.5%	15.4%	2.5%	15.0%	14.7%
Impôts directs	1.3%	3.3%	23.2%	3.8%	1.2%	3.7%	8.5%
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	9.8%	11.6%	4.3%	11.5%	3.0%	11.3%	16.6%
Recettes non fiscales	27.0%	0.7%	147.9%	1.6%	2.1%	1.5%	63.9%
1.2 DONCS	43.6%	2.1%	121.5%	4.4%	0.2%	4.2%	-1.1%
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	9.4%	17.9%	28.8%	21.9%	7.8%	22.5%	18.4%
2.1 DEPENSES TOTALES	9.2%	17.8%	29.0%	21.9%	7.8%	22.5%	18.5%
2.1.1 DEPENSES COURANTES	-2.1%	14.3%	15.3%	15.7%	5.3%	15.8%	4.5%
Traitements et salaires	7.5%	4.9%	36.5%	6.3%	-2.7%	5.9%	6.2%
Autres dépenses de fonctionnement	-5.7%	8.7%	3.1%	8.5%	8.4%	8.8%	5.9%
Intérêts dus	-13.6%	0.8%	18.5%	0.9%	32.0%	1.1%	-16.6%
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	107.1%	3.5%	84.8%	6.2%	14.1%	6.7%	51.2%
Sur ressources intérieures	241.3%	1.9%	38.5%	2.5%	34.9%	3.3%	56.1%
Sur ressources extérieures	40.4%	1.6%	140.7%	3.7%	-0.4%	3.5%	46.7%
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	15.5%	-2.3%	126.0%	-5.0%	26.3%	-6.0%	16.1%
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-57.0%	-0.2%	164.7%	-0.6%	214.4%	-1.8%	55.5%
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	233.3%	0.1%	-770.0%	-0.4%	226.9%	-1.4%	-32.9%
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	2.2%	-2.3%	158.6%	-5.7%	63.4%	-9.0%	-13.2%
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-68.3%	-0.3%	444.7%	-1.4%	261.8%	-4.8%	-23.6%
9 - FINANCEMENT	-71.2%	0.3%	477.8%	1.4%	259.6%	4.8%	-23.5%

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimations (**):Prévisions

Secteur extérieur

En 2010, le déficit courant s'est sensiblement aggravé pour s'établir à 8,4% du PIB contre 7,0% en 2009. Cette dégradation résulte de l'aggravation des déficits des transactions sur biens et services quelque peu atténué par l'augmentation des transferts courants. L'augmentation du déficit de la balance commerciale est liée à la faible progression des exportations en raison des problèmes structurels dans les filières traditionnelles (coton et phosphate) dans un contexte de besoin accru d'importation de biens d'équipements notamment dans le cadre de la réalisation d'investissements publics.

En ce qui concerne les opérations au titre du compte de capital et opérations financières, les entrées nettes de capitaux pourraient atteindre 133,6 milliards en 2010 en liaison notamment avec les opérations de remise de dettes en faveur de l'Etat togolais (333 milliards de francs CFA). On note également un accroissement des investissements directs dont l'essentiel s'inscrit au titre de la mobilisation des ressources pour le financement des travaux de construction de la centrale thermique de la société Contour Global.

Au total, la balance globale est ressortie excédentaire à hauteur de 2,7 milliards en 2010, soit 0,2% du PIB après un excédent de 0,3% en 2009.

**TABLEAU 3.38 : BALANCE DES PAIEMENTS DU TOGO (Variation sauf indication contraire)**

RUBRIQUES	2008	2009*	2010*	2011*	2008*	2009*	2010*	2011-
	Variations annuelles en %				En pourcentage du PIB			
1 - Balance commerciale	7.5	2.3	10.0	3.5	-14.4	-14.0	-14.7	-14.3
Export FOB dont :	17.7	11.1	7.7	5.3	26.9	28.5	29.3	29.0
Import FOB (1)	13.9	8.0	8.5	4.7	-41.3	-42.4	-43.9	-43.4
2-Balance des services	2.4	-8.3	37.8	10.1	-2.4	-2.1	-2.8	-2.9
dont fret	10.6	-10.2	11.4	7.5	-6.3	-5.4	-5.8	-5.8
3-Balance des revenus	-53.4	-2.0	32.1	-17.5	-0.5	-0.4	-0.6	-0.4
dont intérêt de la dette	-48.0	-16.9	24.0	-46.9	-0.4	-0.3	-0.4	-0.2
4-Balance des transferts courants	8.5	-2.7	6.3	4.4	10.2	9.5	9.6	9.5
Privés	4.5	-2.2	7.4	4.3	8.6	8.0	8.2	8.1
Publics	36.6	-5.3	0.0	5.3	1.6	1.4	1.4	1.4
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-3.9	5.6	24.7	3.2	-7.0	-7.0	-8.4	-8.2
b-COMPTÉ DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	32.2	-13.8	21.4	10.0	9.0	7.4	8.6	8.9
5-Transferts de capital	734.6	-78.8	575.9	-79.4	20.7	4.2	26.9	5.2
7-Opérations financières	-370.5	-128.8	-698.4	-114.1	-11.7	3.2	-18.3	2.4
Investissements directs	-25.4	-15.1	32.7	25.1	1.3	1.0	1.3	1.5
Investissements de portefeuille	389.7	-50.8	-4.7	0.0	0.8	0.4	0.4	0.3
Autres investissements	-658.2	-113.8	-1259.7	-103.1	-13.8	1.8	-20.0	0.6
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	7262.2	-86.2	-47.3	341.9	2.6	0.3	0.2	0.7
Autres ratios caractéristiques								
BASIC PRIMARY BALANCE	67.0	68.2	69.7	68.8	68.6			
OVERALL BALANCE (cash basis) (excluding grants)	92.9	88.5	90.0	94.4	92.3			
8 - OVERALL BALANCE (cash basis) (including grants)	-9.9	-8.3	-8.6	-9.8	-9.6			

Sources: AMAO, BCEAO (*) estimations (**):Prévisions

Secteur monétaire

En 2010, la masse monétaire au sens large a connu une progression de 16,3% pour se situer à 617,0 milliards de francs CFA. Cette création monétaire est essentiellement d'origine interne. Le crédit intérieur a augmenté de 22,2% en raison d'une augmentation concomitante des crédits à l'Etat et au secteur privé. La position nette de l'Etat au niveau du système bancaire s'est dégradée de près de 23,6% pour atteindre 138,8 milliards de francs CFA. Etant donné que l'Etat s'est légèrement désendetté auprès des banques commerciales, l'aggravation de la position nette du gouvernement (PNG) concerne exclusivement la Banque Centrale. Pour sa part, le crédit au secteur privé a connu une hausse de 21,6% en liaison avec l'augmentation des concours accordés à des sociétés opérant dans le secteur de la distribution de produits pétroliers et de l'industrie chimique.

Quant aux avoirs extérieurs nets du système bancaire, ils sont en hausse de 7,6% en relation avec l'accroissement des réserves nettes de change de la Banque centrale (19,6%) atténué par la baisse des avoirs en devises des banques créatrices de monnaie (17,0%)


Tableau 3,39: EVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE DU TOGO

	2008	2009	2010	2008	2009	2010
ENGAGEMENTS	Variations annuelles en %			Contributions à la croissance de M		
Masse monétaire (M2)	18,22	16,05	12,40			
Masse monétaire (M1)	20,62	11,02	6,76			
Circulation fiduciaire	5,90	8,59	18,89			
Dépôts à vue	32,09	12,53	-0,56			
Quasi-monnaie	14,32	24,71	21,04			
Autres postes (nets)	126,56	9,66	-35,85	19,78%	25,08%	3,28%
Crédit intérieur net	22,28	26,53	22,17	71,61%	144,35%	100,12%
Crédits net au Gouvernement	864,67	42,88	23,60	86,02%	139,20%	39,51%
Banque centrale	98,72	-307,74	93,79	-9,40%	11,63%	55,92%
Banques créatrices de monnaie	490,05	-14,88	-4,62	95,42%	127,57%	-16,41%
Crédit au secteur privé	-4,63	21,25	21,63	-14,41%	5,15%	60,61%
Avoirs extérieurs nets	19,95	1,05	7,56	48,47%	-19,10%	2,95%
Banque centrale	16,19	-14,30	19,62	32,11%	-12,62%	-31,63%
Banques créatrices de monnaie	36,61	58,99	-16,97	16,36%	-6,48%	34,58%

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimations (**) : Prévisions

3.1.8.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

En 2010, le Togo a amélioré sa performance au titre de la convergence macroéconomique de la CEDEAO en respectant sept (7) critères dont les quatre (4) de premier rang.

Tableau 3.40: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU TOGO

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	4,1	4,2	-0,6	4,0	5,0	3,1	6,5
II) Taux d'inflation	≤ 5%	5,5	1,5	3,4	10,2	-2,4	2,4	3,6
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	5,7	5,6	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0
Reserves pays (indicatif)	B/S	1,8	3,4	3,4	4,3	5,7	5,5	
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs		oui	oui	oui	non	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	14,6	15,4	16,2	14,9	15,4	15,8	16,2
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	30,4	33,1	32,8	32,7	41,2	33,5	36,2
IV) Investissements interres/Recettes fiscales	≥ 20% RF	8,4	3,6	4,1	12,9	16,5	18,6	29,6
V) Taux d'intérêt réel	> 0	-2,0	2,0	0,1	-6,7	5,9	0,9	-0,4
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	1,0	-1,6	0,6	5,5	0,5	-6,2	2,6
Nombre de critères respectés		3	5	7	4	6	7	6

Source : BCEAO, UEMOA, FMI et AMAO

(*) estimations (**) : Prévisions



3.1.8.2.1 Critères de premier rang

En 2010, l'ensemble des critères de premier rang ont été respectés. Le niveau général des prix a connu une hausse en 2010 mais celle-ci reste largement contenue et conforme aux objectifs de la CEDEAO en la matière. S'agissant des réserves, le niveau de l'UEMOA reste au dessus du minimum communautaire depuis 2009 en raison notamment de la bonne orientation de la balance des paiements. Toutefois, les réserves du Togo restent en dessous de la moyenne de l'UEMOA. Par ailleurs, le déficit budgétaire s'est situé à 3,1% en 2010 contre 5,0% en 2009.

3.1.8.2.2 Critères de second rang

Au niveau des critères de second rang, la situation continue d'être mitigée. Tout comme l'année précédente seulement la moitié des objectifs ont pu être respectés. L'Etat continue de faire des efforts en matière d'apurement des arriérés intérieurs. De même, l'allègement du fardeau de la dette suite à l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE a permis de favoriser la réalisation d'importants investissements sur ressources internes. Ainsi, pour la première fois depuis 2000, le pays a pu respecter le critère relatif aux investissements financés sur ressources propres. Pour sa part, la stabilité du taux de change réel a pu être respectée comme ce fut le cas l'année précédente. Par contre, le niveau de l'inflation n'a pas permis de garantir le maintien d'un taux d'intérêt réel positif. Par ailleurs, le niveau de mobilisation des recettes fiscales reste insuffisant et amorce même une tendance baissière. Dans ce contexte, les recrutements effectués au sein de la fonction publique en 2009 continuent de peser sur la structure des dépenses publiques et empêchent le respect du critère relatif à la masse salariale.

PERSPECTIVES 2010

Les perspectives économiques à moyen terme du Togo reposent sur la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté qui vise l'accélération de la croissance à travers la mise œuvre d'un programme complet de réformes structurelles qui portent notamment sur le développement du secteur financier, la gouvernance budgétaire, les entreprises publiques, l'environnement des affaires, les investissements dans les secteurs prioritaires des infrastructures et des secteurs sociaux que sont l'éducation et la santé.

Pour l'année 2011, le taux de croissance du PIB réel devrait atteindre près de 4,0%. Cette croissance devrait être portée par tous les secteurs de l'économie dans un environnement d'évolution modérée des prix grâce aux dispositions envisagées en matière d'approvisionnement des marchés

S'agissant des finances publiques, la politique du Gouvernement sera orientée vers la réalisation des objectifs définis dans le programme économique et financier soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) négocié avec le FMI. L'accent sera mis sur

la mobilisation accrue des recettes internes à travers notamment des mesures visant à élargir l'assiette fiscale, la réduction des exonérations des droits de douanes, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales grâce au renforcement de l'automatisation de la valeur douanière et fiscale des marchandises. Grâce à ces mesures, le taux de pression fiscale devrait atteindre 16,2% en 2011. Au niveau des dépenses, les besoins en construction d'infrastructures se traduiront par une augmentation des dépenses totales et des prêts nets qui vont atteindre 25,1% du PIB en 2011 contre 22,5% en 2010. Au total, le déficit global hors dons devrait s'aggraver à 6,5% du PIB.

Sur le plan des échanges extérieurs, le déficit du compte courant pourrait s'améliorer légèrement en raison notamment de la baisse du fardeau de la dette et de l'augmentation des transferts courants. De même l'excédent du compte capital et opérations financières est attendu en hausse en liaison avec l'augmentation des



investissements directs étrangers. Ces évolutions se traduiront par une augmentation de l'excédent global. En matière de convergence macroéconomique, le pays pourrait rater un critère supplémentaire en 2011.

3.1.8.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2010, le Togo a connu une accélération modeste du taux de croissance économique dans un contexte d'évolution modérée des prix. Mais, la situation des finances publiques reste marquée par une faible mobilisation des recettes fiscales et une structure des dépenses publiques dominée par les dépenses courantes notamment les salaires. Pour l'année 2011, les perspectives s'annoncent meilleures avec la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes structurelles. Toutefois, le cadre macroéconomique risque d'être perturbé par la flambée des prix qui pourrait découler de l'augmentation sensible des prix des produits alimentaires et énergétiques sur le marché international.

Dans le but de renforcer la stabilité du cadre macroéconomique et d'accroître le niveau de performance du pays au regard du programme de convergence, la mise en œuvre des mesures ci-après s'avère indispensable :

accorder la priorité absolue à l'exécution des mesures contenues dans le programme FRPC dans le but d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE et bénéficier d'une réduction substantielle de la dette;

renforcer l'efficacité des régies financières à travers la mise en place de contrats de performance avec des objectifs précis;

assurer une surveillance accrue de l'évolution de la masse salariale en rationalisant les effectifs de la fonction publique ;

accélérer les mesures de restructuration des entreprises publiques des secteurs du coton (SOTOCO), du phosphate (SNPT) et de l'énergie électrique (CEET).

3.2 PAYS DE LA ZONE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ZMAO)

3.2.1. LA GAMBIE

Les principaux objectifs de la politique macro-économique de la Gambie en 2010 étaient axés sur l'atteinte d'un taux de croissance économique élevé dans un environnement marqué par la stabilité des prix et la réduction de la pauvreté. Les autorités gambiennes visaient un taux de croissance économique de 5 % ; un taux d'inflation en fin d'année de 1 à 2 % du PIB. En outre, les réserves nationales en termes de mois de couverture d'importation ciblaient 4 mois de couverture ; le déficit du compte courant (y compris les transferts officiels) avait été fixé à 12 % du PIB tandis que la réduction de la dette intérieure avait également bénéficié d'une attention prioritaire de la part des autorités financières.

En 2010, les développements macroéconomiques se traduisent par un taux de croissance du PIB réel supérieur à 5%. Les pressions inflationnistes et les déficits budgétaires se sont exacerbés tandis que le solde global de la balance des paiements s'améliore substantiellement, passant d'une position déficitaire en 2009 à une position excédentaire en 2010. L'expansion de la monnaie au sens large a été sensiblement réduite tandis que la base monétaire, critère opérationnel des autorités monétaires, n'a enregistré qu'une faible croissance.

Le détail des performances des différents secteurs de l'économie en 2010, la situation de la convergence macroéconomique ainsi que les perspectives pour 2011 sont analysés ci-dessus.

En matière de convergence macroéconomique, le pays a respecté trois (03) critères en 2010, soit un de moins qu'en 2009.

3.2.1.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

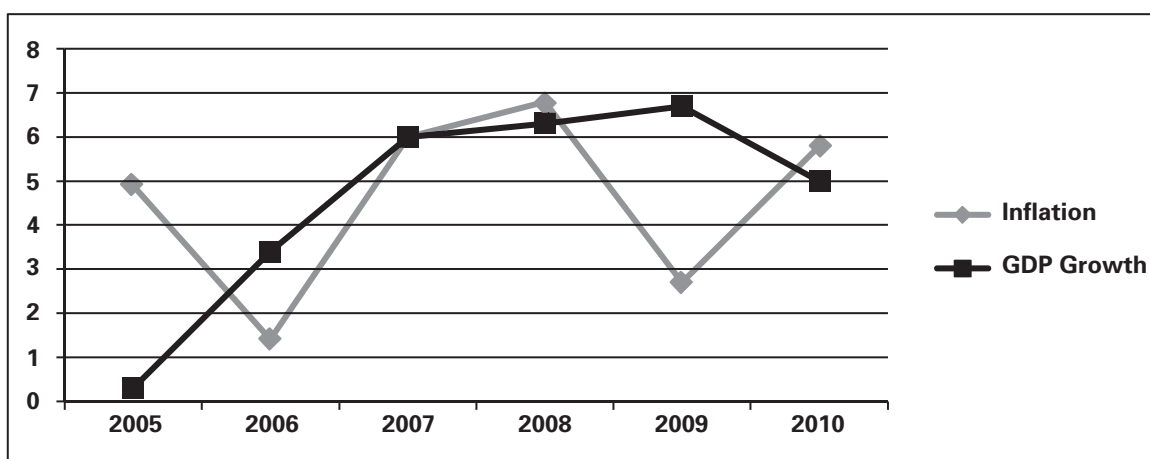
L'économie gambienne a continué d'enregistrer des niveaux de croissance économique significatifs au fil des ans. Le pays a enregistré un taux de croissance de 5 % en 2010, en dépit des effets de la crise économique mondiale en particulier dans le secteur du tourisme, bien que cette croissance ait été sensiblement moindre par rapport au taux de croissance révisé de 6,7 % enregistré en 2009. La croissance du PIB a été largement tirée par la forte expansion du secteur agricole. Ce secteur, qui a représenté 26,2 % du PIB, s'est accru de 14,4 %, tandis que le secteur des services (représentant 60,8 % du PIB) enregistrerait une croissance de l'ordre de 2,3 %. L'industrie a crû de 12,3 % en 2010, représentant 13 % du PIB comme indiqué de manière détaillée dans le tableau suivant.

Tableau 3.41 : TAUX DE CROISSANCE DU PIB PAR SECTEUR ET CONTRIBUTION AU PIB, POUR LA PÉRIODE DE 2005 À 2010 (EN %)						
Taux de croissance du PIB/ par secteur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de croissance du PIB	0,3	3,4	6	6,3	6,7	5
Agriculture	-2,3	-14,3	-1,9	26,6	10,7	14,4
Industrie	3,5	4,5	2,5	-1,2	-0,2	12,3
Services	2,6	10	8,3	4,2	7,2	2,3
Contribution au PIB par secteur						
Agriculture	30,1	29,8	21,6	25,3	26,3	26,2
Industrie	10,8	12,2	14,7	13,4	13	13
Services	59,1	58	63,7	61,3	60,7	60,8
Total	100	100	100	100	100	100

Sources : Gambia Bureau of Statistics (GBOS) et l'AMAO

Bien que des pressions inflationnistes aient été enregistrées vers la fin de l'année, amenant le pays à manquer de peu de satisfaire le critère relatif à l'inflation, celle-ci est demeurée à un chiffre et inférieure à 5,8 %. Les pressions inflationnistes ont résulté principalement de la conjoncture internationale, en particulier de l'augmentation des prix des produits alimentaires et de l'énergie, avec des effets structureux limités.

Fig. 3.2 : Inflation et taux de croissance du PIB de la Gambie, 2005-2010





Finances publiques

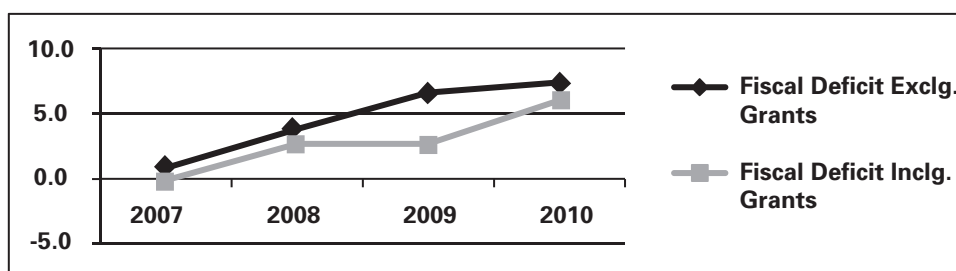
Sur le plan financier, les recettes totales et les dons mobilisés au cours de l'année se sont élevés à 4,3 milliards de dalasis (soit 15 % du PIB), soit une baisse de 12,5 % par rapport à la position en 2009 où les recettes et les dons ont enregistré une croissance de 31,6 %. Cette baisse est due à la réduction substantielle (60,7%) des dons vu que les recettes fiscales sont demeurées quasiment inchangées, à 3,5 milliards de dalasis. Par ailleurs, les dépenses totales et les prêts nets ont été estimés à 6,1 milliards (soit 21 % du PIB), entraînant un déficit budgétaire hors dons de 2138,1 millions de dalasis (soit 7,4 %), lequel a été financé principalement par le secteur bancaire tandis que le reliquat l'a été sur des ressources extérieures. centrale de a financé le déficit à hauteur de 1920 millions de dalasis (environ 90 %). Le tableau suivant donne une présentation détaillée des divers soldes budgétaires et leur évolution au cours de la période spécifiée.

Tableau 3.42 : OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT - LA GAMBIE

Items	2007	2008	2009	2010	Changement en % sur les années préc.		
					2008	2009	2010
Recettes et dons	3662,5	3744,5	4926,5	4312,7	2,2	31,6	-12,5
Recettes nationales	3468,1	3500	3904,9	3910,9	0,9	11,6	0,2
Recettes fiscales	3052,3	3145,9	3517,5	3480,6	3,1	11,8	-1
Recettes non-fiscales	415,8	317,7	387,4	430,3	-23,6	21,9	11,1
Dons	194,4	244,4	1021,6	401,8	25,7	317,9	-60,7
Dép. & prêts nets	3634,8	4332,4	5631,9	6049	19,2	30	7,4
Dépenses courantes	2586,3	3187,5	3625,1	3902,9	23,2	13,7	7,7
Émoluments du personnel	680,4	983,5	1191,8	1515,9	44,6	21,2	27,2
Autres charges	1090,9	1490,7	1691,9	1614,7	36,6	13,5	-4,6
Intérêts	815	713,3	741,4	833,2	-12,5	3,9	12,4
Dettes extérieures	231	153,5	153,2	197,4	-33,5	-0,2	28,9
Dettes intérieures	584	559,8	588,3	635,7	-4,2	5,1	8,1
Dép. d'équipement & prêts nets	1048,5	1144,8	2356,6	1183,5	9,2	105,8	-49,8
Dépenses d'équipement	972,8	1027	2238,9	1215,5	5,6	118	-45,7
Financées sur ress. intérieures	192,5	521,8	589	370,1	171,1	12,9	-37,2
Financées sur ress. extérieures	780,3	505,2	1649,9	845,4	-35,3	226,6	-48,8
Prêts nets	75,7	117,8	117,7	-32	55,6	-0,1	-127,2
Solde global (Hors dons)	-166,7	-832,3	-1727,1	-2138,1	399,3	107,5	23,8
Solde global (Dons inclus)	27,7	-587,9	-705,4	845,4	-2022,2	20	146,1
Déficit hors dons en % du PIB	-0,8	-3,8	-6,6	-7,4	360,7	72,1	12,3
Déficit dons inclus en % du PIB	0,1	-2,7	-2,7	-6	-2058,3	-0,5	123,3
PIB nominal	2044,4	21,722,1	26,184	28,858	8,4	20,5	10,2

Sources : Estimations du Ministère des finances et de l'AMAO.

Fig. 3.3 : Déficit financier en % du PIB - Gambie





Secteur monétaire

L'axe prioritaire de la politique monétaire en 2010 a été de contenir les pressions inflationnistes à 5 % par une gestion efficace des liquidités (instruments indirects de contrôle monétaire, en particulier l'OMO). À cette fin, la croissance de la masse monétaire au sens large a été significativement réduite de 19,4 % en 2009 à 13,7 pendant la période sous revue. Toutefois, la monnaie primaire a crû de 10,5 % en 2010 contre 9,3 % en 2009. L'expansion de la base monétaire pourrait s'expliquer par l'accroissement substantiel des avoirs intérieurs nets de la Banque centrale du fait d'une facilité de crédit-relais octroyée au gouvernement pour financer le déficit enregistré au niveau de l'appui budgétaire des bailleurs de fonds. En conséquence, le crédit net octroyé à l'État a été la force motrice de la croissance de la monnaie au sens large comme l'indique le tableau ci-dessous. La vélocité a été de façon générale constante au cours de la période, conformément à une hypothèse plausible formulée dans le contexte d'un cadre de programmation financière et atteste également d'une demande stable de la fonction monétaire en Gambie. Il a également été enregistré une amélioration de l'indicateur d'approfondissement financier, ce qui suggère une expansion du secteur financier.

Tableau 3.43 : CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE ET AUTRES INDICATEURS

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Sources de la croissance de la M2	13,1	26,2	6,7	18,4	19,4	13,7
Avoirs extérieurs nets (AEN)	-0,4	18,8	-3,9	-6	3,8	1
Crédit net au Gouvernement (CNG)	6,3	3,8	-5	17,8	3,8	16,4
Crédit net au secteur privé	4,9	8,3	4,8	6,8	3,5	4,7
Crédit net au secteur public	0,7	0,1	-0,5	2,4	3,4	0,9
Autres postes nets (APN)	1,7	-4,8	11,3	-2,6	4,8	-9,4
Croissance des agrégats monétaires clés						
Monnaie au sens étroit	6,9	26	0,6	21,6	9,4	7,5
Quasi-monnaie	21,5	26,5	13,8	15	30,3	19,3
Monnaie primaire	11,9	24,3	-4,3	5,7	9,3	10,5
Vélocité des recettes de la M2	2,9	2,4	2,4	2,2	2,2	2,2
Indicateur d'approfondissement	34,2	42,2	41,3	45,1	44,7	46,1
PBI Nominal	17,994	18,391	20,044	21,722	26,184	28,858

Sources : Estimations faites par la Banque centrale de la Gambie et le personnel de l'AMAO

Secteur extérieur

Concernant le secteur extérieur, les données préliminaires ont indiqué que la balance globale des paiements a enregistré en 2010 un excédent de 91,47 millions de dollars US (soit 8,6% du PIB) contre un déficit de 6,74 millions de dollars US (-0,7% du PIB) enregistrés en 2009.

Les réserves extérieures brutes, qui se sont élevées à 163,5 millions de dollars US, étaient suffisantes pour couvrir 4,7 mois d'importation, ce qui représente un recul par rapport à la position de 2009. Le dalasi gambien a été relativement stable au cours de la période, ne se dépréciant que de 2,3%, 1,4% et 6 %, respectivement, face au dollar US, à l'euro et à la livre sterling. Les perspectives pour l'économie gambienne sont généralement positives pour 2011 en particulier, avec la relance attendue du secteur du tourisme et la poursuite de la mise en œuvre de bonnes mesures de politique budgétaire.


Tableau 3.44 : INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, 2007-2010

	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
	% du PIB				Changements en % au cours des années précédentes			
Solde de la balance des paiements	-7,9	1,5	6,5	4,9	-10,3	-121	412,5	-17,3
Marchandises (Balance commerciale)	-18,9	-8,4	-8,8	-6,5	24,9	-51,8	26	-19,8
Exportations	16,4	23,1	17,5	15,2	19,8	52,5	-8,5	-5,3
Importations	36,5	33,5	26,7	22,2	23,2	-1	-3,7	-9,5
Services	5,6	41	2,2	1,6	-2205,4	-20,6	-35,1	-23
Recettes	-6	-4,2	-0,8	-0,8	17,9	-23,3	-76,3	-1
Transferts courants	11,4	10,1	13,9	10,6	-2,6	-4,5	66,6	-17
généraux - gouvernement	0,7	0,8	3,1	3,3	-12,8	19,8	376,8	15,7
Autres secteurs	10,7	9,3	10,8	7,3	-1,8	-6,1	40,7	-26,3
Envois d'argent par les travailleurs	5,2	6,5	6,7	5	-38,4	35,6	24,8	-18,7
Autres transferts	5,5	2,8	4,1	20	121,8	-45,3	77,5	431,1
Compte de capital & financier	11,8	1,4	-7,2	3,7	15,7	-87,6	-736,8	-155,8
Compte de capital	0,2	0,1	0	0	-57,5	-34	-100	na
Compte financier	11,6	1,2	-7,2	3,7	19,8	-88,7	-810,5	-155,8
Investissements directs	10,2	8,7	4	3,5	-7	-8,3	-43,5	-6,2
Autres investissements	0,6	-8,4	-4	-0,7	-50,6	-1617	-42,3	-80
Solde global	4	2,9	-0,7	8,6	170,5	-21,7	-129,1	-1447

Sources : Estimations faites par la Banque centrale de la Gambie et l'AMAO

3.2.1.2 SITUATION DE LA CONVERGENCE MACRO-ECONOMIQUE

La situation de la Gambie au plan de la convergence macro-économique s'est quelque peu dégradée en 2010. Le pays n'a rempli que trois (3) critères en 2010 contre quatre (4) en 2009. Les critères respectés en 2010 sont relatifs au niveau des réserves de change, au taux d'intérêt réel et à la stabilité du taux de change réel.

Eu égard à la baisse des recettes fiscales de 1 % et à la hausse des dépenses totales de 7,4 %, le déficit budgétaire est demeuré élevé à 7,4 % du PIB. Ce déficit budgétaire considérable enregistré au second semestre de l'année 2009 et tout au long de l'année 2010 pourrait être lié au cycle électoral, le pays s'attendant à organiser les élections présidentielles et parlementaires, respectivement, vers la fin de l'année 2011 et le premier trimestre de l'année 2012. Pareillement, les pressions inflationnistes résultant principalement des prix des produits alimentaires et de l'effet d'imputation directe des prix de l'énergie ont été élevées, se situant à 5,8 % à fin 2010. Au regard de la position budgétaire expansionniste du gouvernement, il n'est pas surprenant que le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale n'ait pas été en conformité avec le critère prescrit pendant la période à l'étude.

S'agissant des critères secondaires, le pays a rempli deux critères à savoir ceux relatifs au taux d'intérêt réel positif et à la stabilité du taux de change réel. Les résultats en matière des recettes fiscales relativement au PIB ont enregistré les performances les plus faibles de ces six dernières années, se situant à 12,1%. Pareillement, les dépenses d'investissements sur les ressources intérieures en proportion des recettes fiscales ont été extrêmement faibles, à 10,6 %, conformément à la forte baisse enregistrée au niveau des dépenses d'investissements de l'État au cours de l'année, laquelle a été de 45,7 %. Les dépenses publiques au cours de l'année ont porté principalement sur les dépenses récurrentes, en particulier les émoluments du personnel (masse salariale) qui ont fait un bond de 27,2 %, amenant le pays à ne pas remplir le critère relatif à la masse salariale pour la première fois en cinq ans, avec un taux de 43,6%.

**Tableau 3.45 : SITUATION DE LA CONVERGENCE MACRO-ÉCONOMIQUE POUR LA PÉRIODE DE 2005 À 2011**

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	8,4	2,7	1,1	3,8	6,6	7,4	5,0
II) Taux d'inflation	≤ 5%	1,8	1,4	6,0	6,8	2,7	5,8	5,0
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	35,9	13,7	54,6	54,6
IV) Reserves brutes de change	≥6 mois Imports B/S	5,2	4,9	4,4	4,3	6,5	6,0	5,8
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	17,2	18,8	15,2	14,5	13,4	12,1	14,8
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	24,3	24,2	22,3	31,2	33,9	43,7	31,1
IV) Investissements interres/Recettes fiscales	≥20% RF	4,8	3,1	6,3	16,3	16,7	10,6	10,6
V) Taux d'intérêt réel	>0	3,2	3,6	-1,0	-1,8	3,0	0,2	0,2
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	6,2	-0,6	9,0	6,0	-9,0	-2,7	-14,6
Nombre de critères respectés		4	6	3	2	4	3	3

Sources : Banque centrale, FMI et AMAO

(*) estimations (**) : Prévisions

3.2.1.3 ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET QUESTIONS D'HARMONISATION DES POLITIQUES

Comité national de coordination (CNC)

Le secrétariat du Comité national de coordination (CNC) de la CEDEAO pour la Gambie est opérationnel et le pays a soumis son rapport au secrétariat conjoint AMAO-CEDEAO. Toutefois, on s'est aperçu que le coordonnateur du CNC était également un agent de niveau intermédiaire en service à plein temps au Ministère des Finances. Rendant compte à la Commission de la CEDEAO et à ses agences connexes, le coordonnateur est tenu de promouvoir, entre autres, les programmes d'intégration économique de la CEDEAO, de contrôler, évaluer et donner des avis sur la capacité du pays à honorer dûment les obligations contractées par les pays membres.

Schéma de Libéralisation Commerciale de la CEDEAO (SLCC), TEC et APE

On dénombre actuellement treize sociétés participant activement au Schéma de Libéralisation Commerciale de la CEDEAO (SLCC) sur un total de seize. Les exportations nationales de la Gambie vers d'autres États membres demeurent marginales. Environ 98 % des exportations en direction de la CEDEAO sont des réexportations. Les principaux partenaires commerciaux de la Gambie dans la région de la CEDEAO sont le Sénégal, la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau et le Mali (principalement pour les réexportations), et la Côte-d'Ivoire (principalement pour les importations de pétrole).

Le pays a largement adopté le tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO et aligné la plupart de ses lignes tarifaires sur le TEC. Suite à une requête de la CEDEAO relative aux négociations en cours, la Gambie travaille à la soumission des produits qui seront intégrés dans la 5^{ème} bande de 35 %, qui a été négociée par certains pays membres afin de réduire leurs pertes prévisionnelles de recettes et de protéger aussi leurs industries nationales clés. Une réunion a été organisée en Gambie par la Commission de la CEDEAO du 5 au 8 avril en vue de valider les divers articles entrant dans la 5^{ème} bande et d'élaborer les stratégies pour sa mise en œuvre rapide.



S'agissant de l'Accord de partenariat économique (APE), pendant que les négociations sont en cours entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne, la Gambie a préparé et soumis à la Commission de la CEDEAO son plan opérationnel national pour le Programme de développement de l'APE.

Cotation et échanges de monnaies nationales

Relativement à la cotation et à l'échange de monnaies nationales de la CEDEAO par les banques commerciales, peu de progrès a été fait. Les règlements transfrontaliers des transactions sont généralement effectués en devises, en dépit de la liberté dont disposent les individus pour les convertir en monnaies locales. Les banques commerciales et les entreprises évoquent plusieurs barrières qui limitent les règlements des transactions transfrontalières en monnaie nationale. Ces barrières incluent les procédures réglementaires défavorables, le faible niveau du commerce intra-régional et la difficulté de prévision de la stabilité de la monnaie locale à court et à long terme. Relativement à la libéralisation du compte de capitaux, la Gambie a totalement libéralisé ses comptes de capitaux et a également fait des pas importants dans le sens de la mise en œuvre de la libre circulation des biens et des personnes et du droit de résidence, tels qu'indiqués dans le protocole de la CEDEAO.

Harmonisation des statistiques

Concernant l'harmonisation des statistiques, la Gambie fait des progrès significatifs, en particulier dans le sens de l'adoption totale du SCN 1993 pour la compilation de ses comptes nationaux. Le pays utilise également la Classification de la consommation individuelle par objet (COICOP) dans la construction de l'Indice des prix à la consommation (IPC).

Projet de développement des systèmes de paiements

Le projet de développement des systèmes de paiements en cours de financement par la BAD, en collaboration avec l'IMAO évolue de façon satisfaisante en Gambie. Selon l'indication, le projet sera réalisé dans les délais, avec l'activation de toutes les composantes au troisième trimestre 2011. Son achèvement générera plusieurs avantages dont, entre autres, la réduction sensible de paiements de montants importants en espèces au profit de modes de paiements non numéraires.

Autres problèmes

Le secteur financier a continué à enregistrer une performance relative, avec la présence de 13 banques dans le pays. Le secteur est toutefois hautement concentré avec trois banques représentant, respectivement, 59% et 63 % des actifs de l'industrie et des dépôts. Les prêts improductifs sont relativement élevés, se situant à environ 17 % en dépit de la tendance à la baisse constatée. Pour renforcer davantage la solidité du secteur financier, la CBG a introduit un certain nombre de mesures de politiques dont le relèvement de l'exigence de fonds propres requis des banques, passant de 60 à 150 millions de GMD à fin 2010. Cette exigence va être portée à 200 millions de GMD d'ici fin 2012.

3.2.1.4 PERSPECTIVES 2011

Les perspectives économiques demeurent positives pour 2011 bien qu'elles reposent sur la relance continue du secteur du tourisme qui a déjà commencé, ainsi que sur la consolidation budgétaire. Le taux de croissance du PIB réel va, selon les attentes, être maintenu à 5 % tandis que les pressions inflationnistes vont s'atténuer.

Sur les finances publiques, le déficit budgétaire considérable enregistré au cours de l'année va, selon les attentes, s'accroître en 2011, du fait spécifiquement de l'organisation des élections vers la fin de l'année.



Le paiement d'intérêts sur la dette intérieure, qui absorbe plus de 20 % des recettes de l'État, va demeurer un défi financier majeur à l'avenir. La réduction du taux de croissance des principaux agrégats monétaires pourrait être maintenue en 2011, mais l'augmentation du crédit net à l'État va demeurer un risque négatif pour cette perspective positive. On s'attend à ce que la Gambie satisfasse un des critères primaires, notamment celui relatif à l'inflation qui est fixée à 5 %. Les deux critères secondaires relatifs à la masse salariale et au taux d'intérêt réels positifs devraient être remplis.

3.2.1.5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

3.2.1.5.1 Conclusion

Une analyse de la situation financière a montré que, en 2010, bien que les revenus fiscaux soient restés quasiment inchangés, les dons ont enregistré une forte réduction, se traduisant par un déficit budgétaire élevé de 7,5 % qui a été financé principalement par le secteur bancaire à hauteur de 97,1 %. De même, le fardeau de la dette intérieure a continué à être élevé, atteignant 28 % du PIB en 2010, avec des paiements d'intérêts sur la dette absorbant plus de 20 % des recettes intérieures. Vu les défis financiers sus-indiqués et le recours de l'État à la Banque Centrale (CBG) pour financer son déficit budgétaire bien au-delà de la limite réglementaire applicable aux avances et aux découverts, le bilan de la CBG s'en est trouvé négativement affecté.

Pour faire face aux défis budgétaires sus-indiqués et les conséquences y afférentes, il existe une politique gouvernementale volontariste visant à garantir une plus grande stabilité ou une amélioration des recettes fiscales par l'introduction d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant en novembre 2010 ainsi que par le lancement du processus d'introduction de la TVA en 2013. La conversion du découvert non encore réglé du gouvernement auprès de la Banque Centrale en un instrument à terme d'une durée de 30 ans, assorti d'intérêts d'un taux de 6,5 % par an, a également été une autre mesure de politique budgétaire.

Pour les arrangements institutionnels et autres questions d'harmonisation des politiques, il convient d'indiquer que le Comité national de coordination (CNC) de la Gambie est totalement fonctionnel et a préparé son rapport de convergence dont une copie a été transmise à la Commission de la CEDEAO et à l'AMAO.

S'agissant des questions ayant trait au commerce, des efforts sont en cours pour régler la question de la forte dépendance vis-à-vis du commerce de réexportation afin de tirer pleinement parti du Schéma de Libéralisation Commerciale de la CEDEAO (SLCC). Ces efforts se traduisent par des campagnes publiques de sensibilisation s'adressant aux entreprises commerciales afin qu'elles participent au programme pour exporter librement et sans droits de douane en direction de la communauté. À cette fin, le Comité national d'approbation a été renforcé pour exécuter toutes les tâches requises en vue de faciliter la participation de nouvelles sociétés et leur conformité aux règles du programme. Toutefois, la lenteur de l'approbation par la CEDEAO et l'existence de plusieurs barrières non tarifaires demeurent des écueils majeurs à la participation d'exportateurs potentiels au programme. Des efforts étaient en cours pour rationaliser la politique nationale du commerce et la transformer en un programme national de développement envisagé pour la croissance accélérée et l'emploi (PAGE). Le document PAGE va, selon nos attentes, être finalisé en 2011, pour être mis en œuvre en 2012-2017. S'agissant de la mise en œuvre de la Convention sur le Transit routier inter-États, son inobservation par les transporteurs locaux et la frustration créée par les agents des douanes sénégalaises, en particulier en ce qui le commerce de réexportation, ont été soulignées par les autorités. Ils ont toutefois indiqué leur optimisme quant à une résolution désormais possible dans le cadre du secrétariat nouvellement créé et qui sera dirigé par un ancien ambassadeur du Sénégal en France, lequel sera basé en Gambie, tandis que son adjoint (un Gambien) sera, lui, basé au Sénégal.



Les prêts aux entreprises par les banques commerciales ont été, aux dires des intervenants, plus élevés dans la période sous revue que dans la période correspondante en 2009. Nonobstant ce fait, il a été noté des preuves de l'existence d'un excédent de liquidités dans le système bancaire imputable en partie aux opportunités d'investissement limitées disponibles dans le pays. Il a également été noté que les crédits octroyés par les banques commerciales (et, en fait, les prêts consentis par les institutions de microfinance) ont été orientés vers le commerce de redistribution tandis que les transactions substantielles ont été réalisées sur le marché des bons du trésor. Les autorités étaient en train de prendre les mesures pratiques pour relever le profil de maturité des instruments du marché monétaire par l'émission d'un bon d'une durée de trois ans qui n'était pas attrayant et a, en conséquence été peu souscrit. Pour expliquer la faible souscription à l'instrument, les représentants des banques commerciales l'ont attribué à la possibilité d'une asymétrie des échéances et au prix de l'obligation qui, de leur point de vue, était sous-optimal.

3.2.1.5.2 Recommandations

À l'aune des discussions avec les autorités gambiennes et les représentants du secteur privé sur la situation macro-économique, la question de l'harmonisation des politiques et de leur impact sur les performances du pays concernant les critères de convergence, les recommandations suivantes ont été faites :

- ▶ il s'avère nécessaire de diversifier l'économie afin de renforcer la création d'emplois et la mobilisation de recettes intérieures. La diversification du secteur du tourisme ainsi que les politiques visant à attirer des touristes effectuant de fortes dépenses seront déterminantes pour inverser la tendance baissière observée en 2010 et renforcer les recettes publiques ;
- ▶ au regard de la tendance observée au niveau du ralentissement de l'activité économique, le secteur financier doit innover les méthodes de stimulation des nouvelles entreprises afin de créer des emplois pour une population en pleine croissance. Ceci pourrait également avoir un effet multiplicateur sur le secteur financier et les efforts en cours pour diversifier les activités commerciales et d'autres créneaux d'investissements ;
- ▶ il est impérieux que les autorités gambiennes restructurent la dette intérieure du pays afin de soulager le gouvernement du paiement d'intérêts considérables, dont l'épargne pourrait servir à l'investissement et à d'autres dépenses sociales prioritaires ;
- ▶ l'expansion rapide du nombre de banques, ces dernières années a créé des opportunités de renforcement de l'intermédiation financière, mais a également accru les risques pour le système bancaire, particulièrement soumis à une farouche concurrence. La CBG a pris les mesures appropriées pour maintenir la stabilité du secteur, mais la vigilance devra rester de mise ;
- ▶ la préoccupation des autorités relatives aux taux débiteurs élevés et aux marges allant de pair vont de soi. La réduction des marges nécessite des mesures visant à réduire les coûts opérationnels et les risques sur les prêts, à accroître la concurrence, à faire baisser davantage l'inflation et à mieux contenir les attentes inflationnistes. Les contraintes continues imposées aux emprunts intérieurs par l'État s'avèrent également déterminantes pour corriger l'anomalie ;
- ▶ pour renforcer davantage la gestion de la liquidité, la programmation des informations sur les volumes mis en jeu lors des appels d'offres devrait également être révisée. Le décalage actuel d'une semaine doit être accru de trois à quatre semaines pour donner suffisamment de temps aux banques commerciales pour planifier leur participation au marché ;
- ▶ les autorités sont encouragées à intégrer dans les textes nationaux le modèle de loi sur la responsabilité financière déjà approuvé par le Comité de convergence de la ZMAO et visant à promouvoir la transparence et l'obligation de rendre compte dans la gestion financière entre les États membres ;
- ▶ les autorités sont exhortées à éviter de recourir à la Banque centrale de la Gambie pour financer le déficit



budgétaire, en particulier au-delà des limites statutaires prescrites. Ainsi, est-il nécessaire que le gouvernement explore d'autres sources de financement telles que les financements par les banques commerciales et les fonds de prévoyance. Étant donné également qu'une partie de l'emprunt auprès de la CBG est en partie liée au déficit de l'appui budgétaire des bailleurs de fonds, les autorités devraient veiller à satisfaire rapidement à toutes les conditions préalables au décaissement des ressources des bailleurs de fonds ;

- le secrétariat du CNC dans tous les pays membres devrait être transformé en un Bureau-pays de la CEDEAO à plein temps avec un coordonnateur désigné en qualité de Représentant/Directeur-pays, ou en une capacité analogue, pour représenter la Commission de la CEDEAO et ses autres organismes connexes.

Annexe 1 : INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES CLÉS DE LA GAMBIE

Indicateurs/année	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB nominal (en dalasis)	13 226	14 333	20 044	21 722	26 184	28 858
PIB nominal (en millions. de dollars US)	469,9	511,7	749,1	809,6	978,8	1065,7
Inflation (en fin de période)	4,9	0,4	6	6,8	2,7	5,8
Déficit budgétaire (en % du PIB)	8,4	2,7	1,1	3,8	6,6	7,4
Réserves (en millions. de dollars US)	96,6	118,6	141,6	112,6	178,2	163,5
Réserves (en mois d'importation)	5,2	4,9	4,4	4,3	6,5	6
Balance des paiements (en % du PIB)	-8	-2,2	-4,7	2,88	-0,69	8,6
Solde de la balance des paiements (en % du PIB)	-9,4	-12,8	-9,3	1,5	6,5	4,9
Dette extérieure non-apurée (en % du PIB)	146,5	144,2	106	50,6	44,7	46,9
Comptes financier et de capital (en % du PIB)	17,4	15	14	1,4	7,2	3,7
Taux d'échange réel (fluctuation exprimé en %)	6,3	-0,3	9,6	7,5	-10,2	-14,5
(Croissance) de la M2	13,1	26,2	6,7	18,4	19,4	137
Taux de croissance réel du PIB	0,3	3,4	6	6,3	6,7	5

Source : Estimations des autorités gambiennes et de l'AMAO



3.2.2 GHANA

Le cadre macroéconomique à moyen terme du gouvernement ghanéen vise à garantir une stabilité soutenue par une croissance soutenue grâce à l'application de politiques prudentes et la réalisation d'investissements dans tous les secteurs de l'économie, avec comme résultats la modernisation de l'agriculture, la construction d'infrastructures, la facilitation des activités du secteur privé et le développement de l'industrie pétrolière et gazière. À cet effet, le programme met l'accent sur la consolidation budgétaire, la réduction de l'inflation et la stabilité des taux de change. Conformément à ce cadre macroéconomique général, le gouvernement a défini les objectifs suivants pour l'exercice budgétaire 2010 :

- ▶ un taux de croissance du PIB réel de 6,5 % ;
- ▶ un déficit budgétaire global de 7,5 % du PIB ;
- ▶ un taux d'inflation moyen de 10,5 % et un taux d'inflation en fin de période de 9,2 % ;
- ▶ des réserves extérieures brutes d'au moins 2,5 mois de couverture d'importation.

Les données provisoires indiquent que l'activité économique a connu une embellie au cours de l'année sous revue, avec une production s'accroissant de 6,6 %, comparativement au taux de croissance de 4,7 % du PIB réel enregistré en 2009. Les performances économiques ont, de façon générale, été fort encourageantes, les autorités ayant réalisé la plupart des objectifs fixés pour l'année. La poursuite de politiques budgétaire et monétaire rigoureuses a, par ailleurs, favorisé l'amélioration de la stabilité macroéconomique. Le taux d'inflation global a enregistré une tendance à la baisse, s'établissant à 8,6 % à fin 2010 contre 16 % à fin 2009. Les afflux massifs de devises étrangères ont également contribué à la croissance des réserves extérieures brutes, favorisant ainsi la stabilité du taux de change nominal. De manière générale, les taux d'intérêt ont enregistré une tendance à la baisse, bien que cela se soit fait à un rythme lent.

3.2.2.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

Le développement le plus significatif en ce qui concerne les données du secteur réel a été le changement de base des estimations des comptes nationaux par le Service des statistiques du Ghana. Cette activité a impliqué l'adoption d'une nouvelle méthodologie de compilation des statistiques sur les comptes nationaux (le Système des comptes nationaux de 1993 – SCN 93) qui s'est traduite par un changement de l'année de base qui est passée de 1993 à 2006 et l'application de la toute dernière version de la Classification internationale type par industrie (CITI). Ces mesures ont conduit à un accroissement de 60,3 % du volume de la production du pays depuis 2006 et ont eu des incidences sur les taux de croissance du PIB réel, les contributions sectorielles et les autres indicateurs utilisant le PIB comme base.

**EVOLUTIONS DU PIB ET RÉPARTITION EN POURCENTAGES**

Evolution du PIB (en millions de cedis ghanéens)	2006	2007	2008	2009	2010
PIB à prix courants	18 705,1	23 154,4	30 178,6	36 867,4	44 798,7
PIB à prix constants	18 705,1	19 913,4	21 592,2	22 597,9	24 093,9
Taux de croissance du PIB réel		6,5	8,4	4,7	6,6
Répartition du PIB par secteur en pourcentage					
Services	48,8	50,2	48,6	49,5	51,1
Agriculture	30,4	29,1	31	31,7	30,2
Industrie	20,8	20,7	20,4	31,7	19,6

Le gouvernement a mis l'accent sur les investissements dans tous les secteurs, en particulier dans l'agriculture où il s'est engagé dans la modernisation technologique et a initié des programmes d'irrigation visant à encourager la production de riz et de maïs à certains endroits stratégiques. Le gouvernement a également apporté un appui financier aux jeunes impliqués dans les activités agricoles et offert des incitations ainsi que des intrants tels que les subventions d'engrais, le carburant pour la pêche, les machines et l'équipement pour le semis et la récolte. Il a, en outre, investi dans l'infrastructure, y compris le chemin de fer, les routes à l'intérieur du pays et des projets liés au pétrole et au gaz. Le secteur des services a également bénéficié de programmes de modernisation dans les secteurs transport, stockage et communication.

En s'appuyant sur les nouvelles données, la production a enregistré une hausse de 6,6% contre 4,7 % l'année précédente. Les fortes exportations de denrées, les conditions météorologiques favorables et les investissements accrus dans les secteurs de l'industrie et des services ont contribué à cette performance.

Le secteur de l'agriculture, qui a contribué à hauteur de 30,2 % au PIB, s'est accru de 4,8 % par rapport à l'objectif ciblé qui était de 6 %. Cette performance s'explique par un déficit de production dans le sous-secteur des cultures et de l'élevage, qui a enregistré une croissance de 5 % en lieu et place de la cible de 7 % visée. Tous les autres sous-secteurs (élevage, foresterie et pêche) ont enregistré une croissance supérieure à leurs objectifs respectifs.

Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 6 %, contribuant à hauteur de 18,6 % au PIB. Les performances de ce secteur ont été tirées par les activités dans les secteurs de l'industrie extractive et d'exploitation de carrières, de l'électricité et de la construction lesquels ont enregistré des taux de croissance respectifs de 11,3, 19,6 et 7,9 %. Le secteur de la manufacture a affiché une croissance marginale de 2,1 % après le taux de croissance négatif de 1,3 % enregistré en 2009. Les résultats du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement n'ont pas été conformes aux attentes.

Suite au changement de base, le secteur tertiaire représente actuellement la part la plus importante de l'économie, contribuant au PIB à hauteur 51,1 %. Ce secteur a également enregistré un taux de croissance de 8,2 %, croissance tirée principalement par les activités dans le secteur du tourisme (hôtellerie et restauration), de l'information, de la communication et des télécommunications (ICT), de l'intermédiation financière et d'autres services aux entreprises.

La tendance à la désinflation amorcée en juillet 2009 s'est poursuivie tout au long du reste de l'année, faisant baisser l'inflation en fin de période à 8,6 % en 2010 contre 16 % en 2009. Les composantes alimentaires et non alimentaires de l'IPC ont enregistré un recul pendant la période sous revue. L'inflation liée aux produits



alimentaires a baissé à 4,5 % à fin 2010 contre 11,5 % à fin 2009 tandis que l'inflation liée aux produits non alimentaires baissait, elle, à 11,2 contre 24,7 %. Au cours de la période d'étude, les principaux piliers de l'inflation ont été la stabilité des prix intérieurs des produits pétroliers, la stabilité du taux de change et les conditions météorologiques favorables qui ont été un adjuvant pour la production agricole.

Finances Publiques

Comme indiqué dans la Déclaration du budget pour 2010, la politique budgétaire visait à maintenir les mesures de consolidation initiées en 2009. À cet effet, le gouvernement a cherché à renforcer la mobilisation des recettes et à éviter les dépenses excessives, en se conformant à des principes prudents de gestion des dépenses et à des règles strictes de passation des marchés publics.

Les données provisoires indiquent que la mobilisation des recettes s'est améliorée en 2010, excédant l'objectif programmé pour l'année. Ainsi les recettes intérieures se sont-elles accrues de 36,2 % pour représenter 17,4 % du PIB contre 15,4 en 2009. Cette hausse est due à un renforcement significatif de la mobilisation des recettes fiscales, tiré principalement par l'amélioration de l'administration fiscale. L'ensemble des trois composantes des recettes fiscales ont excédé leurs objectifs : les taxes sur le commerce international ont dépassé l'objectif de 9,3 %, les impôts indirects de 3 % et les impôts directs de 2,4 %. Toutefois, les recettes non fiscales n'ont pas atteint l'objectif visé, bien qu'elles aient enregistré un taux de progression de 41,9 % en 2009. Il a été observé que l'octroi d'exonérations, de dérogations et de concessions non statutaires s'est révélé comme un écueil à l'effort de mobilisation des recettes du gouvernement. Les dons totaux ont été en deçà de l'objectif de 19,1 %, soit l'équivalent de 2,4 % du PIB contre 3 % en 2009.

OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT (EXPRIMÉES EN POURCENTAGE DU PIB)					
	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes intérieures	13,7	15,8	15,9	15,4	17,4
Recettes fiscales	12,4	14,3	14,5	12,6	14,2
Recettes non fiscales	0,5	1,5	1,4	2,4	2,8
Dons	3,4	3,7	2,7	3	2,4
Dépenses totales	21,4	24,6	27	22,6	26
Dépenses courantes	13,7	15,9	17,5	15,3	18,1
Émoluments du personnel	6,1	6,1	7,8	6,7	7,2
Paiements d'intérêts	2,1	1,9	2,3	2,8	3,2
Dépenses d'investissement	6,1	7	8,2	6,6	7,1
Sources intérieures	3,3	3,9	5,2	2,2	2,6
Sources extérieures	2,8	3,1	3	4,4	4,6
Solde global (base engagements hors dons)	-7,8	-8,9	-11,1	-7,2	-8,6
Solde global (base engagements, dons y compris)	-4,4	-5,2	-8,7	-4,3	-6,1
Financement intérieur	2,5	3,1	7,6	2,8	4,8
Financement extérieur	1,2	0,7	0,8	2,6	2,7

Par ailleurs, les autorités ont continué à rencontrer des difficultés dans la rationalisation des dépenses dans la mesure où la plupart des régions budgétaires n'ont pas dépassé les objectifs fixés pour l'année. Les dépenses totales se sont accrues de 38,2 % (excédant la cible de 8 % visée) et ont été l'équivalent de 26 % du PIB contre 22,6 % l'année précédente. La proportion des dépenses d'investissement par rapport aux dépenses totales a baissé, passant de 32,5 à 30,2 % en 2010, ce qui reflète une pression haussière liée au niveau des dépenses courantes. L'accroissement des dépenses est dû à un certain nombre de facteurs, notamment la pression haussière pesant sur les émoluments du personnel et découlant de la mise en œuvre d'une structure de rémunération à barème unique, la hausse des paiements d'intérêts due à l'accroissement de la dette



publique (extérieure et intérieure) et à des dépenses plus accrues consacrées aux infrastructures.² L'accumulation des arriérés, en particulier en ce qui concerne les paiements dus aux entrepreneurs et aux prestataires de services publics, a également été une source de préoccupation.

En conséquence, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit budgétaire (base engagements hors dons) de 8,6 % du PIB contre 7,2 en 2009. Dons compris, le déficit budgétaire global a été l'équivalent de 6,1 % du PIB contre 4,3 % l'année précédente. Soixante-deux pour cent (62 %) des besoins visant à combler le déficit de l'État ont été financés sur des ressources intérieures, en particulier par les banques de dépôt. Trente-cinq pour cent (35 %) ont également été financés sur des ressources extérieures et le reliquat sur des financements exceptionnels.

Secteur monétaire

L'objectif de la politique monétaire en 2010 a été de réduire les pressions inflationnistes et de maintenir la stabilité du taux de change. À cette fin, la Banque du Ghana a renforcé sa fonction de gestion de liquidité tout en assouplissant sa position de politique monétaire pour tenir compte de l'objectif de croissance du gouvernement et des anticipations inflationnistes plus faibles enregistrées au cours de l'année. À cet égard, la Banque a réduit considérablement le taux de base de 18 à 13,5 %. Il conviendrait de noter que la Banque du Ghana s'appuie sur un cadre de politique monétaire ciblant l'inflation qui repose sur le taux de base comme instrument intermédiaire.

Les données provisoires indiquent que la Banque du Ghana a atteint son objectif de politique monétaire, vu que l'inflation a baissé tout au long de l'année à un taux à un seul chiffre, à savoir 8,6 % contre la cible de 9,2 % visée pour la fin de la période. L'assouplissement de la position de politique monétaire s'est traduit par une expansion de l'ordre de 34,6 % de la monnaie au sens large (M2+) comparativement à une croissance de 26,9 % enregistrée en 2009. L'accroissement de la monnaie au sens large s'explique par les augmentations des avoirs extérieurs nets (AEN) ainsi que des avoirs intérieurs nets (AIN), qui se sont accrus respectivement de 47,9 et 26,3 %. Les AEN ont contribué à hauteur de 18,4 % à l'expansion globale de la masse monétaire au sens large, en lien avec les augmentations substantielles des réserves d'or, des titres étrangers et des avoirs en devises étrangères. Les AIN ont également contribué à hauteur de 16,2 %, croissance tirée principalement par les crédits nets du système bancaire à l'État et au secteur privé. Pour sa part, la base monétaire a connu une forte hausse de 45,3 % pendant la période sous revue, comparée à l'augmentation de 32,7 % enregistrée en 2009.

L'expansion de la masse monétaire au sens large a eu un impact significatif sur la plupart des agrégats monétaires, en particulier sur les dépôts à vue qui se sont accrus de 69,3 % comparativement au taux de croissance négatif de 2,9 % enregistré en 2009, ce qui atteste de la relance de l'activité économique suite aux ralentissements observés en 2008 et en 2009. Les dépôts d'épargne et les dépôts à terme ont eux aussi continué à croître, ce qui indique également une confiance croissante du secteur privé dans le système bancaire. La monnaie en circulation (en dehors du système bancaire) s'est également accrue de 40,4 %, soit 21,2 % de la liquidité totale. La substitution monétaire, qui se mesure à la proportion de dépôts de devises par rapport à la masse monétaire, a, elle aussi, enregistré un recul à 20 % contre 26 % en 2009.


Tableau 3.46 GHANA : MOUVEMENTS DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

CONTRIBUTION A LA CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE AU SENS LARGE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	44	17,9	6,3	20,3	8,2	-1,8	21,6	18,4
Créances nettes sur l'État (CNE)	-7,2	24,5	2,6	5,3	-7,7	22,5	9,6	10,7
Créances sur le secteur privé	14,2	8,5	17,5	20,4	28,8	26,8	12,9	9,9
Créances sur les institutions publiques	5	3,5	2,2	3,7	10,7	4,3	0	0
Autres postes nets (APN)	-20,2	-26,5	-14,6	-10,7	-3,7	-11,5	-17,1	-4,3
Croissance de la monnaie au sens large (M2+)	35,8	27,7	14,3	38,8	36,3	40,2	26,9	34,6
CROISSANCE DES PRINCIPAUX AGREGATS								
Monnaie de réserve	33,4	18,5	11,2	32,3	30,5	27,1	32,7	45,3
Monnaie au sens étroit (M1)	34,8	31,7	6,3	35,1	40,7	29,7	9,4	54,8
Monnaie en circulation	35,7	15,2	9,9	27	29,3	27,8	25,3	40,4
Dépôts à vue	42	44,6	2,8	43,7	51,5	31,2	-2,9	69,3
Quasi-monnaie	45,3	22,5	30,6	47,5	48,1	33,7	39,6	34,6
Dépôts en devises	28,8	24,1	16,1	36,8	10	83	46,6	3,2

Source : Banque du Ghana

En dépit de l'expansion de la totalité de la liquidité et des dépôts, la croissance du crédit octroyé par les banques de dépôt (BD) au secteur privé a poursuivi sa décélération. Elle ne s'est accrue que de 14,3 % pendant l'année sous revue contre un taux de 17,3 % enregistré en 2009³. Cette baisse est due aux appréhensions de la part des BD du fait des portefeuilles croissants de prêts improductifs dans leurs bilans. Le crédit net octroyé au gouvernement s'est également accru modérément, soit de 8,5 %, au cours de l'année sous revue.

Bien que les banques commerciales aient, de façon générale, préservé une situation saine, avec des indicateurs montrant une forte croissance de leurs éléments d'actif et une solidité financière améliorée, le niveau des prêts improductifs (PI) s'est accru à 16,1 % à fin 2010, chiffre en hausse par rapport au taux de 14,9 % enregistré à fin 2009. Ce ratio relativement élevé de PI a également été attribué à l'accroissement des arriérés intérieurs de l'État. Les performances de la Bourse des valeurs du Ghana (GSE) se sont améliorées au cours de l'année sous revue, avec la hausse de l'indice boursier composite, croissant de 34 % contre un taux de croissance négatif de 46 % enregistré en 2009. Cette amélioration pourrait être attribuée à la stabilité macroéconomique relative et à la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire. Les défis principaux auxquels la GSE a été confrontée ont trait à l'insuffisance de liquidité et à l'hésitation des grandes compagnies à se faire coter.

Suite à la baisse du principal taux directeur, les taux d'intérêt des instruments du marché monétaire ont, de façon générale, enregistré une tendance baissière, ce qui témoigne du coût décroissant du capital. Le taux servi sur les bons du Trésor à 91 jours a baissé de 23,7 à 12,3 % tandis que celui de l'obligation du Trésor sur 5 ans s'est maintenu à 13,7 %. Pareillement, le taux interbancaire moyen pondéré a également baissé de 486 points de base à 11,65 %. Néanmoins, l'écart entre les taux d'épargne minimum et les taux débiteurs est resté quasiment inchangé.⁴

Secteur extérieur

Les données provisoires indiquent qu'en dépit d'une pression de plus en plus forte sur le compte courant, la balance des paiements est restée dynamique, vu que le solde excédentaire global s'est accru à 1462,5 millions de dollars US (soit 4,7 % du PIB) en 2010 par rapport aux 1158,8 millions (soit 4,5 % du PIB) enregistrés l'année précédente. Cette amélioration relative est due principalement aux évolutions favorables sur le compte de capitaux et le compte financier.

**Tableau 3.47 INDICATEURS DE LA BALANCE DE PAIEMENT (EN POURCENTAGE DU PIB)**

	2006	2007	2008	2009	2010
Balance commerciale	-14,9	-15,6	-17,7	-8,5	-9
Exportations	18,3	17	18,7	22,5	25,2
Importations	-33,1	-32,6	-36,4	-31	-34,2
Services (nets)	-0,7	-0,7	-1,8	-4,5	-5
Revenu (net)	-0,6	-0,6	-0,9	-1,1	-1,7
Transferts (nets)	11	8,3	7,8	8	7,4
Privés (nets)	8,1	7,4	7	6,9	6,8
Publics (nets)	3	0,9	0,9	1,1	0,6
Solde du compte courant	-5,1	-8,6	-12,5	-6,2	-8,3
Compte de capitaux et financier	7,3	10,7	9,9	11,8	13,4
Transfert de capitaux	1,1	0,8	1,6	2,2	1,1
Investissement étrangers directs	3,1	3,5	7,5	6,5	8,1
Autres investissements	3	6,5	0,8	3,2	4,3
Solde global	2	1,7	-3,3	4,5	4,7

Néanmoins, le solde déficitaire du compte courant s'est accentué de 62 % au cours de la période sous revue pour atteindre 2593,71 millions de dollars US, ce qui représente 8,3 % du PIB contre 6,2 enregistrés en 2009. Cette détérioration s'explique par les évolutions défavorables du compte des échanges de marchandises. Si les exportations ont connu une embellie (en particulier, l'or, le cacao et les exportations non traditionnelles) du fait des prix élevés des produits, les importations ont fait un bond en avant eu égard à une demande plus forte de produits pétroliers et non pétroliers. Les sorties nettes sur le compte des services et des revenus ont contribué de manière marginale à la dégradation du solde du compte courant. Les entrées nettes de devises privées ont connu un rebondissement en 2010, s'élevant à 2122,7 millions de dollars US, suite à une augmentation de 18,7 % supérieure au taux enregistré en 2009.

Toutefois, les évolutions favorables sur le compte de capitaux et le compte financier ont compensé la dégradation de la position du compte courant, enregistrant une hausse de 37,3 % pour se hisser à 4210,9 millions de dollars US, soit l'équivalent de 13,4 % du PIB. Cette amélioration est due principalement aux afflux de capitaux dans le cadre des investissements dans le secteur de l'énergie, en particulier pour le financement des activités d'exploration de pétrole brut.

Ainsi, le stock des réserves extérieures s'est-il élevé à 4724,89 millions de dollars US (soit 3,7 mois de couverture d'importation) à fin 2010 contre 3185,51 millions de dollars US (soit 3,5 mois de couverture d'importation) à fin 2009. La masse accrue de devises étrangères a contribué à la stabilité de la monnaie locale, qui a connu une dépréciation en glissement annuel de 3,1 % par rapport au dollar US mais s'est appréciée en glissement annuel par rapport au livre sterling et à l'euro de 1,2 et 5,5 %, respectivement.

La position de la dette extérieure s'est accrue de 22,2 % par rapport au montant de 5007,9 millions de dollars US (soit 19,3 % du PIB) enregistré à fin 2009 pour atteindre 6118,3 millions de dollars (soit 19,5 % du PIB). Le service de la dette extérieure a représenté 3,8 % des exportations. Le stock total de la dette était composé de dettes à long terme, dont la majeure partie, soit 83,2 % ont été contractées auprès de sources bilatérales et multilatérales et le reliquat auprès de sources commerciales. Ainsi, la position de la dette extérieure du Ghana est-elle actuellement soutenable, mais les autorités doivent contrôler la demande croissante d'emprunts extérieurs afin de maintenir ce niveau de soutenabilité.⁵



3.2.2.2 SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Sur la base des comptes nationaux re-classifiés, les performances du Ghana dans le cadre du Programme de convergence macroéconomique ont été moins satisfaisantes que ces dernières années. Le pays n'a rempli que deux (2) critères en 2010 en maintenant sa performance relative au financement du déficit budgétaire par la Banque centrale et en respectant celui lié au taux d'intérêt réel.

Critères de premier rang

Comme indiqué, le Ghana a réalisé l'objectif relatif à un des critères primaires (à savoir celui du financement du déficit budgétaire). Toutefois, les autorités ont réalisé quelques progrès en matière de stabilité macroéconomique, vu que l'inflation en fin de période a baissé de 7,4 points de pourcentage pendant l'année sous revue pour se situer à 8,6 %. Par ailleurs, la performance en ce qui concerne les deux autres critères de premier rang (déficit budgétaire et réserves extérieures brutes) s'est dégradée du fait de la demande croissante de dépenses publiques et d'importations accrues.

Tableau 3.48 GHANA: SITUATION EN TERMES DE CONVERGENCE

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	6,9	12,9	14,5	19,5	7,2	8,6	6,4
II) Taux d'inflation	≤ 5%	13,9	10,9	12,8	18,1	16,0	8,6	8,6
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	17,3	0,0	0,0	0,0
IV) Réserves brutes de change	≥ 6 mois Imports B/S	4,0	3,7	3,9	1,8	3,2	3,7	3,7
Critères de second rang:								
I) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	oui	oui	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	21,9	22,3	26,1	27,9	12,6	14,2	14,6
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	44,8	55,7	51,5	53,8	53,2	50,6	48,4
IV) Investissements interres/Recettes fiscales	≥ 20% RF	18,8	25,0	27,3	35,8	17,2	18,0	20,6
V) Taux d'intérêt réel	> 0	-7,5	-9,4	-11,3	-15,9	-6,0	2,9	2,9
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	9,3	5,3	-0,6	-4,8	-7,7	7,2	3,0
Nombre de critères respectés		2	3	4	3	1	2	4

Sources : Banque centrale, FMI et AMAO

(*) estimations (**) : Prévisions

Critères de second rang

Les taux d'intérêt réels sont devenus positifs avec la baisse du taux d'inflation. Par contre, le pays n'a rempli aucun des autres critères de second rang. Toutefois, les statistiques ont indiqué des efforts visant à améliorer les performances, en particulier en ce qui concerne la mobilisation des recettes fiscales, les investissements financés sur ressources intérieures et la réduction de la masse salariale. La tendance haussière des dépenses de l'État a favorisé une plus grande accumulation des arriérés intérieurs. En outre, la fluctuation du taux de change effectif réelle a été en dehors de la marge prescrite de ± 5 %.



3.2.2.3 ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET HARMONISATION DES POLITIQUES

Le Comité national de coordination (CNC)

Les autorités ghanéennes ont confirmé la mise en place du Comité national de coordination du Ghana (CNC) placé sous la présidence du Directeur de la Division analyse de politiques économiques et recherches au Ministère des finances et de la planification économique. Le Secrétariat du CNC est logé au Ministère des finances et de la planification économique et la Commission de la CEDEAO l'a équipé d'ordinateurs de bureaux et d'accessoires pour lui permettre de fonctionner efficacement. Toutefois, le CNC du Ghana n'a pas encore recruté de macroéconomiste et de secrétaire bilingue pour assurer les opérations au jour le jour de son Secrétariat conformément aux instructions de la Commission de la CEDEAO. Par ailleurs, des difficultés se sont posées dans la réception des subventions décaissées par la Commission de la CEDEAO en vue de faciliter le bon fonctionnement du Secrétariat.

Développement des systèmes de paiements

S'agissant du développement des systèmes de paiements, la Banque du Ghana (BdG) a introduit une Chambre de compensation automatisée (CCA) pour laquelle elle dispose d'une composante de crédit direct. Toutefois, la BdG n'a pas encore lancé le volet de débit direct. Pendant la période sous revue, les autorités ont modernisé les modules de règlement interbancaire du Ghana (GIS) pour leur permettre d'être utilisés par les départements des comptes généraux du Ministère des finances et de la planification économique à l'effet de faciliter les paiements électroniques. En outre, la BdG était également en train de prendre les dispositions nécessaires pour permettre à la Social Security and National Insurance Trust (SSNIT) et d'autres institutions financières non bancaires d'avoir accès à la facilité du GIS.

Les arrangements sont également en cours pour rehausser le niveau du Système de règlement en temps réel des montants bruts (SRTRMB) afin de permettre la compensation des chèques dans un délai de 24 heures (T+1) et faciliter le traitement des transactions de l'État. En collaboration avec les sociétés de télécommunications, les banques de dépôts ont introduit l'argent mobile, qui utilise des systèmes de paiement électroniques et mobiles en milieu rural. Un autre développement tient à la masse critique pour le switch électronique qui a été introduit en 2008 mais n'a pas encore été achevé. Toutefois, le switch national est lui-même en train de faire l'objet de modification de sorte qu'il puisse accepter d'autres cartes que les cartes biométriques. La BdG était en train de réviser la Loi sur les systèmes de paiements dans le but d'améliorer la gestion des transactions et des risques.

Supervision bancaire

Le contrôle des établissements bancaires s'est focalisé sur la conformité aux Principes de base de Bâle et à la mise en œuvre d'un contrôle axé sur les risques. Le cadre de supervision est largement axé sur les risques et toutes les banques sont désormais tenues de développer et de mettre en place un mécanisme de gestion axé sur les risques. Toutes les banques sont désormais en conformité totale aux Normes internationales de rapports financiers (IFRS). S'agissant des Principes de base de Bâle, la plupart des banques sont en conformité avec les Principes de Bâle I et la Banque du Ghana (BdG) a arrêté un calendrier pour la mise en œuvre de Bâle II et recherche une assistance technique pour faire avancer le processus de mise en œuvre. Bien que la BdG n'ait pas encore mis en œuvre Bâle II, le calcul du ratio d'adéquation du capital (RAC) prend en compte les risques liés au crédit, au marché et au fonctionnement qui constituent les exigences de base dans le cadre de Bâle II. Il a été observé que si la BdG a mis en œuvre un Système électronique d'analyse et de surveillance financière (e-SASF), des améliorations substantielles s'avèrent nécessaires pour faciliter une analyse financière exhaustive.



Schéma de libéralisation du Commerce de la CEDEAO (SLCC) et Tarif Extérieur Commun (TEC)

Le Ghana continue de participer au SLCC en dépit des difficultés opérationnelles rencontrées. L'un des défis majeurs tient à l'existence continue de nombreux points de contrôle illicites le long des réseaux routiers nationaux et régionaux et l'imposition de taxes illégales aux postes de franchissement des frontières. Les autres difficultés que l'on peut souligner ont trait à la conformité aux règles d'origine et aux coûts associés à l'inspection des entreprises impliquées dans le programme. Afin de favoriser la coopération technique et d'éviter le défi d'interdiction des marchandises communautaires par les États membres, la mission a recommandé la ratification par le Parlement, en procédure accélérée, de la nouvelle politique de développement industriel et la sensibilisation des acteurs concernés. Ces mesures devraient permettre d'atténuer certains des défis auxquels est confrontée la communauté des hommes et femmes d'affaires.

S'agissant du Tarif extérieur commun (TEC), le Ghana a achevé la reclassification des marchandises dans la 5^{ème} bande de la structure tarifaire et a, en conséquence, soumis la liste pertinente à la Commission de la CEDEAO. La reclassification est en conformité avec les exigences d'une union douanière crédible de la CEDEAO et l'instauration d'une zone de libre échange effective entre l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO et Mauritanie) et l'Union européenne dans le cadre d'un Accord de partenariat économique (APE).

Accord de partenariat économique

En dépit de l'Accord de partenariat économique (APE) intérimaire paraphé par le Ghana en 2007, le pays tient à ce que l'APE régional en cours de négociation par la CEDEAO et l'UEMOA soit conclu suffisamment tôt pour résorber les écueils qu'il a connus. Au nombre des autres domaines de préoccupation, figuraient principalement le développement de bases de données, l'implication sur les recettes du régime fiscal et les capacités institutionnelles des diverses agences d'exécution. Le pays est également en train de réviser ses rapports avec l'UE dans le cadre de l'APE initial.

Harmonisation des statistiques

Le pays participe activement au programme d'harmonisation des statistiques qui implique l'indice des prix à la consommation (IPC), les comptes nationaux et le développement de la base de données ECOMAC. L'IPC a été harmonisé sur la base de la classification de la consommation individuelle par objet (COICOP) et il couvre aussi bien les zones rurales que les zones urbaines. Il existe, en outre, des plans pour étendre le panier de l'IPC afin d'y intégrer davantage d'articles et également de changer la base de l'IPC. Le modèle de base de données ECOMAC a été rempli et soumis à la CEDEAO.

Concernant les comptes nationaux, le Service des statistiques du Ghana a totalement achevé le passage du système de comptes nationaux (SCN) 68 au SCN 93 en 2010. En outre, le changement de base des statistiques des comptes nationaux, avec pour 2006 comme période de référence, a également été achevé en 2010. Le changement de base s'est soldé par une augmentation de plus de 60 % du PIB, le Ghana étant re-classifié comme un pays à revenu intermédiaire. Par ailleurs, le PIB est désormais compilé sur la base d'approches axées sur les dépenses et la production, tel que requis par le système SCN 93. Des dispositions sont en cours pour la publication de données trimestrielles sur le PIB, la première édition étant attendue pour le second trimestre de l'année 2011.



Convention relative au Transit routier inter-États (TRIE) des marchandises

En 2010, le Ghana a introduit un système de suivi électronique qui a facilité le transit de marchandises à travers les frontières du pays ainsi que l'accroissement des recettes douanières. Le TRIE est toutefois entravé par l'existence de multiples points de contrôle illégaux et des retards sont observés aux postes-frontières et aux points de contrôle à divers points des voies de transit.

Intégration financière

La Mission a noté l'existence d'une cotation et d'échanges limités de monnaies nationales de la ZMAO par les banques commerciales. Seuls Ecobank et UBA sont impliquées dans la cotation et l'échange de monnaies de la ZMAO. De façon générale, la plupart des banques ne participent pas au programme de crainte d'accumuler des positions longues sur certaines monnaies en l'absence de mécanismes de compensation et de règlement.

3.2.2.4 PERSPECTIVES 2011

Les perspectives de l'économie ghanéenne pour 2011 sont mitigées. Les projections montrent que la production va croître de 12,3 % avec le démarrage de la production commerciale du pétrole. La production non pétrolière a été estimée à 7 %. Les perspectives de réalisation de cet objectif de croissance sont réelles au regard des facteurs suivants : la confiance croissante des entreprises, les tentatives d'encourager l'octroi de crédit à des fins d'investissement, comme indiqué par la baisse du taux de base et le rendement sur les bons du Trésor, l'investissement massif du gouvernement dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, la hausse des exportations et le renforcement de la stabilité macroéconomique. Néanmoins, les appréhensions croissantes des BD par rapport aux crédits octroyés au secteur privé, lesquelles découlent des niveaux élevés d'actifs improductifs dans leur bilan, pourraient obérer les perspectives d'investissements plus importants.

Les perspectives de durabilité continue de la stabilité macroéconomique en 2011 semblent sombres en dépit des attentes de conditions météorologiques favorables, de l'approvisionnement suffisant en vivres et de la stabilité du taux de change. Les incertitudes dans l'environnement extérieur au regard des troubles politiques actuels au Moyen-Orient et en Afrique du Nord peuvent avoir un effet négatif sur les cours du pétrole brut. En outre, le conflit politique en Côte d'Ivoire peut donner lieu à un problème de déplacement de réfugiés, ce qui pourrait, à son tour, entraîner l'engagement de dépenses extrabudgétaires considérables. Conjointement à ces problèmes, les paiements de taux d'intérêt en hausse rapide, l'augmentation des arriérés intérieurs et l'accroissement de la masse salariale du secteur public découlant de la migration de certaines catégories d'agents du secteur public (notamment les enseignants) dans une structure salariale à barème unique peuvent limiter la réalisation des objectifs budgétaires du gouvernement. Ces facteurs exogènes pourraient compromettre la réalisation de la cible de taux d'inflation de 8,5 % visée pour l'année, à moins que le gouvernement ne prenne des mesures anticipatoires rigoureuses pour juguler les pressions inflationnistes. L'optimisme quant aux pressions inflationnistes plus fortes au cours de l'année est attesté par l'analyse de l'évolution des prix au cours du premier trimestre 2011, qui a montré que l'indice des prix à la consommation s'est accru de 4,8 %, ce qui représente un taux d'inflation annualisé de 20,8 %.

La position des réserves extérieures va, selon les attentes, demeurer forte, s'accroissant davantage en 2011, du fait des afflux croissants de devises, liés en particulier aux transferts privés, aux investissements dans les divers secteurs de l'économie et à l'intérêt croissant des non-résidents pour les bons de l'État émis pour une durée de trois ans. Les exportations vont enregistrer une forte croissance, mais la demande d'importations plus accrues et les prévisions d'augmentation des cours du pétrole brut et des prix des denrées alimentaires dans l'économie mondiale peuvent rendre la balance commerciale déficitaire. Concernant le taux de change, la monnaie locale restera relativement stable vu les afflux croissants de devises.



S'agissant des critères de convergence, les projections indiquent que la situation va s'améliorer de façon marginale en 2011. Le pays va réaliser deux des objectifs en réalisant le critère de premier rang relatif au financement du déficit budgétaire par la Banque centrale et remplir le critère de second rang relatif à l'investissement public à un taux de 20,6 %. Les performances en ce qui concerne les autres critères de référence vont, de manière générale, s'améliorer, en particulier ceux ayant trait au déficit budgétaire, aux recettes fiscales, à la masse salariale et à l'investissement public. Même l'inflation va, selon les prévisions, demeurer stable dans une plage à un seul chiffre ; le pays n'atteindra pas le critère de référence maximum de 5 %. L'amélioration prévisionnelle au niveau du secteur extérieur va également contribuer à un accroissement des réserves extérieures brutes, mais la facture accrue des importations va limiter les performances de ce critère. Comme dans les années précédentes, les taux d'intérêt réels vont rester négatifs.

3.2.2.5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Après avoir connu un ralentissement relatif de l'activité économique en 2009, l'économie ghanéenne a affiché des signes de relance en 2010. La production a enregistré une croissance moyenne soutenue par un renforcement de la confiance des entreprises et des consommateurs. La stabilité macroéconomique s'est améliorée, vu que les pressions inflationnistes ont continué à baisser pour se situer à un seul chiffre, grâce à l'approvisionnement suffisant en vivres et la stabilité relative du taux de change. Les taux d'intérêt ont connu une tendance à la baisse, suite à une politique monétaire visant à encourager l'investissement. En conséquence, les autorités ont atteint la plupart des objectifs visés pour l'année.

Néanmoins, la pression pour des dépenses publiques plus élevées a persisté, contribuant à une plus grande détérioration de la politique budgétaire. Le compte courant a lui aussi connu quelques difficultés dues à une augmentation de la facture des importations. Dans le cadre du programme de coopération monétaire, les performances en matière de critères de convergence macroéconomique ont enregistré une amélioration marginale. Toutefois, le pays continue de rencontrer des difficultés en ce qui concerne ses performances relatives au déficit budgétaire, à l'inflation, aux réserves extérieures brutes, à la masse salariale et à l'exigence de taux d'intérêt réels positifs.

Les principaux défis auxquels l'économie se heurte tiennent à la gestion des opérations financières de l'état liées à des recettes insuffisantes, à une masse salariale forte, au paiement d'intérêts ainsi qu'à un programme d'investissement ambitieux. Ces difficultés ont contribué à l'accumulation d'arriérés extérieurs et intérieurs, ces derniers constituant un écueil majeur pour la stabilité du système financier. Le financement des déficits budgétaires par l'émission de bons aux non-résidents a constitué une grande préoccupation.

À la lumière des observations ci-dessus, les recommandations ci-après semblent pertinentes :

1. Le gouvernement devrait intensifier la mobilisation des recettes vu la hausse du PIB et le manque à gagner relatif direct en termes de recettes, résultant de l'adoption de la SCN 1993, qui offre une méthodologie plus avancée et plus efficace pour la compilation des données sur le PIB. La stratégie immédiate pourrait être :
 - ▶ d'étendre l'assiette de l'impôt pour couvrir les entités commerciales et les individus travaillant dans les nouveaux sous-secteurs intégrés dans le panier du PIB;
 - ▶ de formaliser le secteur informel en vue d'élargir l'assiette de l'impôt en créant des associations de travailleurs de petites entreprises identifiables ;
2. Le gouvernement devrait consolider les recettes fiscales en rationalisant l'octroi d'exonérations, de dérogations et de concessions non statutaires. Lorsqu'il s'avère nécessaire d'accorder des exonérations non statutaires, elles devraient l'être aux secteurs de nature à favoriser la croissance ;



3. Les autorités sont exhortées à soutenir la stabilité macroéconomique en maintenant une prudence budgétaire visant à juguler le déficit budgétaire tout en intensifiant les opérations de marché libre ;
4. Pour maintenir la soutenabilité du budget, il pourrait s'avérer nécessaire que l'État contrôle ses dépenses. À cet égard, le gouvernement devrait :
 - ▶ rationaliser la masse salariale du secteur privé par un audit du personnel et des réformes institutionnelles visant à renforcer l'efficacité et le rendement ;
 - ▶ minimiser les paiements d'intérêts en cherchant à satisfaire ses besoins de financement auprès de sources concessionnelles, évitant ainsi les emprunts auprès d'entreprises commerciales ;
 - ▶ éviter l'accumulation de nouveaux arriérés en prenant des mesures pour liquider les engagements impayés dus aux entrepreneurs. En guise de solution de rechange, les autorités pourraient refinancer certains des arriérés dus au secteur privé en les convertissant en instruments de dette ;
 - ▶ éviter les dépassements de dépenses en adoptant des processus de contrôle budgétaire rigoureux basés sur la disponibilité de fonds ;
5. Le gouvernement devrait éviter d'évincer le secteur privé en atténuant les emprunts de l'État auprès du système bancaire, en particulier des banques de dépôt ;
6. La Banque du Ghana devrait atténuer les afflux excessifs d'actifs étrangers nets pour prévenir l'appréciation injustifiée de la monnaie locale dans la mesure où cela pourrait être préjudiciable à la compétitivité extérieure à long terme du pays ;

La Banque du Ghana devrait faciliter la sensibilité des taux débiteurs aux initiatives de politiques monétaires en mettant en place des institutions du secteur privé pour acheter les prêts improductifs (PI) considérables et les extraire des bilans des banques de dépôts (BD). Cette disposition mettrait en place un mécanisme de recouvrement efficace de la dette, réduirait le risque et la structure de coût des BD et créerait les conditions nécessaires pour que les taux débiteurs reflètent les conditions du marché financier ;
7. Le Ghana devrait s'engager à nouveau en faveur de la mise en œuvre du SLCC en ratifiant et en intégrant dans son dispositif national les protocoles pertinents, garantir le respect du protocole sur la libre circulation, le droit de résidence et d'établissement et supprimer tous les points de contrôle non autorisés aux postes-frontières et sur les axes de transit. À cet effet, le Ministère du commerce et de l'industrie devrait amener la Commission de la CEDEAO à mettre en place un mécanisme d'application des droits des citoyens de la Commission en cas de non-conformité par les États membres.



3.2.3 GUINEE

Le programme économique de la Guinée pour l'année 2010 reposait sur l'accélération des activités économiques avec une croissance du PIB réel de 3,7%. Cette croissance devrait être réalisée dans un contexte de hausse des tensions inflationnistes avec un taux d'inflation en glissement annuel de 18,2%. Au plan des Finances publiques, il était attendu une dégradation du solde du déficit budgétaire base engagement hors dons de 5,9% du PIB. Quant à la situation monétaire, l'évolution de la masse monétaire M2 devrait se situer à 23,5% du PIB. Pour ce qui est des échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements devrait s'améliorer pour se situer à 0,8% du PIB.

Au terme de l'année 2010, l'évolution de la situation économique de la Guinée a été caractérisée par un ralentissement des activités économiques, induit par l'incertitude liée à la situation socio-politique. Il en a résulté une dégradation des principaux indicateurs budgétaires et monétaires. Toutefois, les activités économiques ont enregistré une croissance en termes réel de 1,9% après avoir connu un taux de croissance négatif (-0,3%) en 2009. Cette croissance est liée notamment aux activités des secteurs secondaire et tertiaire.

Le taux d'inflation en glissement annuel à fin décembre 2010 se situe à deux chiffres pour 20,80% contre 7,9% en 2009.

L'exécution budgétaire de l'Etat est marquée par une évolution plus rapide des dépenses que des recettes du fait d'une politique budgétaire expansive combinée à une absence totale de concours extérieurs. Ce qui a conduit à une aggravation du déficit budgétaire base engagement hors dons qui s'est situé à 14,4% du PIB.

S'agissant de la situation monétaire, elle s'est caractérisée par une expansion de la masse monétaire au sens large de l'ordre de 74,4% par rapport à son niveau de fin Décembre 2009, due essentiellement à la dégradation de la position nette du Trésor (PNT) auprès de la BCRG.

En ce qui concerne la balance des paiements, les opérations avec l'extérieur se sont soldées par un déficit courant de 326,93 millions de dollars soit l'équivalent de 6,66% du PIB.

ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

En 2010, les activités économiques ont été négativement affectées par l'attente des agents économiques consécutif au processus des élections présidentielles. La croissance en 2010 s'est établie à 1,9% pour une prévision initiale de 3,7%.

Toutefois, cette croissance s'est inscrite en hausse par rapport à celle de l'année 2009 qui était de -0,3%. L'amélioration a été portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire.

Pour le secteur primaire, les dernières estimations montrent une stabilité avec un taux de croissance de 3,2% comme en 2009. Cette croissance résulte des sous secteurs de l'agriculture et chasse, de la sylviculture et de l'élevage qui sont de l'ordre de 3,6% ; 3,5% et 2,3%, respectivement. L'amélioration de la valeur ajoutée de ces sous secteurs est liée à la bonne pluviométrie et certaines actions entreprises dans le domaine de l'élevage. En revanche, le sous-secteur de la pêche a connu une baisse de sa valeur ajoutée en passant de 2,2% en 2009 à -3,2% en 2010, en raison notamment des problèmes liés au non respect des normes de qualité en matière d'exportation des produits halieutiques.

Quant au secteur secondaire, son taux de croissance s'est établi à 2,3% en 2010 contre -3,2% en 2009. Cette nette amélioration de la croissance est essentiellement imputable aux sous secteurs des mines et des BTP dont les valeurs ajoutées ont connu une hausse de 1,0% et 4,5%, respectivement. Le sous secteur des mines ayant enregistré une baisse de croissance de 7,3% en 2009, a profité de la relance de la demande mondiale des matières premières. En ce qui concerne le sous secteur des BTP, sa croissance est liée essentiellement à la construction et à l'équipement des casernes militaires.



S'agissant du secteur tertiaire, il a connu une croissance de 1,3% en 2010 contre 0,8% en 2009. Cette amélioration modeste est attribuable aux sous secteurs du commerce et du transport pour des contributions respectives de 1,0% et 1,4%.

Le taux d'inflation en glissement annuel à fin décembre 2010 s'est situé à 20,8% contre 7,9% une année plus tôt sous l'effet de l'augmentation du prix du carburant à la pompe, du renchérissement des prix des denrées de première nécessité (riz, sucre, farine, etc.) et du recours excessif au financement monétaire du déficit budgétaire.

Tableau 3.49: QUELQUES INDICATEURS DU SECTEUR RÉEL

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CROISSANCE						
PIB	3,0%	2,5%	1,8%	4,9%	-0,3%	1,9%
PIB par tête	-0,2%	-0,7%	-1,4%	1,7%	-3,4%	-1,2%
Consommation par tête	-4,5%	-1,1%	6,6%	-1,6%	-13,0%	-1,9%
PNB/tête (en US\$)	293,9	274,8	392,2	401,0	396,4	376,1
PIB/tête (en US\$)	314,8	297,3	417,0	439,7	430,5	411,8
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	1,3%	3,9%	2,8%	3,6%	3,2%	3,2%
Agriculture, chasse	1,5%	4,4%	3,3%	3,8%	3,4%	3,6%
Sylviculture et Forêt	0,9%	3,5%	4,0%	3,9%	3,7%	3,5%
Pêche	1,3%	2,6%	-1,3%	2,5%	2,2%	-3,2%
Elevage	1,4%	2,5%	-0,5%	2,4%	2,0%	2,3%
Secteur secondaire	3,8%	2,3%	1,7%	9,4%	-3,2%	2,3%
Mines	2,4%	-1,6%	2,4%	14,2%	-7,3%	1,0%
Secteur manufacturier	3,5%	1,8%	-0,1%	1,5%	1,6%	1,2%
Eau, Électricité, Gaz	1,0%	0,5%	5,1%	5,5%	4,5%	1,7%
BTP	6,0%	8,0%	1,5%	7,5%	-0,1%	4,5%
Secteur tertiaire	1,6%	1,2%	0,6%	2,4%	0,8%	1,3%
Commerce	1,5%	1,5%	1,0%	2,3%	-1,2%	1,0%
Transport	1,8%	0,5%	1,1%	2,8%	-0,5%	1,4%
Administrations	1,7%	1,0%	-0,2%	2,5%	3,5%	1,7%
Autres	1,2%	2,5%	0,5%	1,3%	2,5%	1,3%

Source : Ministère du Plan/ AMAO

Finances publiques

Afin décembre 2010, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit base engagement hors dons de 14,4% du PIB contre 7,5% en 2009. Cette aggravation du déficit par rapport à l'année précédente, s'explique essentiellement par une augmentation sensible des dépenses par rapport à la mobilisation des recettes, en raison d'une morosité de l'activité économique. En effet, les recettes totales hors dons mobilisées s'élèvent à **GNF 4154,87 milliards**, soit l'équivalent de 15,4% du PIB. En revanche, les dépenses totales ont augmenté de 62,3% pour s'établir à **GNF 8 041,10 milliards** dont 73,8% de dépenses en capital sur financement interne et 64,5% de dépenses de fonctionnement. Les raisons de l'augmentation de ces deux postes seraient liées à la poursuite des opérations de construction et d'équipements des casernes militaires pour le premier et à l'ajustement des salaires civils et militaires de l'ordre de 50% pour le second.



Pour assurer le besoin de financement de ce déficit, l'Etat a eu recours au système bancaire, notamment au financement monétaire de la Banque Centrale à hauteur de 6 455,74 milliards de francs guinéen et ce, nonobstant l'existence des dispositions de l'article 36 de l'ordonnance N°0/2009/046/CNDD portant statut de la Banque Centrale. A cela s'ajoute une accumulation d'arriérés de paiement des dettes intérieure et extérieure.

Tableau 3.50 : QUELQUES INDICATEURS BUDGÉTAIRES (VARIATION EN %)

	2008	2009	2010	2008	2009	2010
	En pourcentage du PIB			Variation en pourcentage		
RECETTES BUDGETAIRES	15,7	15,7	15,4	31,8	4,5	21,8
Recettes fiscales	14,7	15,2	14,7	30,4	8,0	20,3
Recettes non fiscales	1,0	0,5	0,7	57,8	-47,2	66,0
DONS	0,5	0,4	0,4	-32,3	-23,4	13,9
DEPENSES TOTALES	17,4	23,2	29,8	41,9	39,5	62,3
DEPENSES COURANTES	13,4	16,1	20,6	42,1	26,1	64,5
Traitements et Salaires	4,1	5,0	5,7	41,0	26,3	43,5
DEPENSES EN CAPITAL	4,0	7,1	9,2	41,1	84,1	57,7
Sur ressources intérieures	1,9	5,8	8,1	43,6	213,8	73,8
Sur ressources extérieures	2,1	1,2	1,0	39,0	-39,6	-5,2
SOLDE GLOBAL (base engagement hors dons)	-1,7	-7,5	-14,4	-290,4	-366,7	-151,8

Sources : MEF / AMAO

Situation monétaire

Durant la période sous revue 2010, la situation monétaire a été caractérisée par une forte expansion de la masse monétaire au sens large (M2) de 74,4% par rapport à fin Décembre 2009. Cette augmentation résulte essentiellement de l'accroissement des avoirs intérieurs nets pour 97,6%. En effet, les créances nettes sur l'Etat sont passées de **GNF 4147,37 milliards** en 2009 à **GNF 8 368,96 milliards** en 2010, soit une hausse de 101,80%. Cette hausse est essentiellement imputable au financement monétaire, par la Banque Centrale, du déficit budgétaire de l'Etat à hauteur de **GNF 6 455,74 milliards**. Cependant, l'effet de cette progression des avoirs intérieurs nets a été atténué dans une moindre mesure par la baisse des avoirs extérieurs nets de l'ordre de 29,5%. Cette décre des avoirs extérieurs nets résulte de l'effet conjugué de l'accroissement des dépenses en devises de l'Etat, de la cession de l'or non monétaire et de la baisse des dépôts en devises des banques commerciales auprès de la Banque Centrale.

Dans la composition de la masse monétaire, la part des dépôts en GNF représente 46,45% et suivie de la circulation fiduciaire et des dépôts en devises pour les parts respectives de 38,46% et de 13,21%.

Il convient de signaler que la politique monétaire a été accommodante et n'a pas pu influencer la dégradation de la situation monétaire, en dépit d'un ajustement du Taux Directeur qui est passé de 9% à 13,42%.

**Tableau 3.51 : EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS MONÉTAIRES DE 2004-2010**

Année	2004	2005	2006	2007	2008	juin-09	déc-09	juin-10	déc-10	Variation Déc 09- Déc 10	
										mds	%
Avoirs Ext. Net	169,9	300,5	358,0	381,1	889,2	1 006,8	1 084,7	1 436,2	765,01	-319,7	-29,5
dont											
Banque Centrale	-15,1	23,05	-137,53	-148,66	-54,79	294,826913	475,405	949,496	240,92	-319,7	-49,3
Banque de dépôts	185	277,48	495,55	529,72	943,95	711,955	609,3	486,71	524,09	-319,7	-14,0
Avoirs Int. Net	1 314,7	1 736,2	2 889,3	3 020,6	3 838,0	3 413,2	4 860,4	6 642,6	9602,92	4 742,5	97,6
dont											
Créances nettes sur l'Etat	977,1	1 129,49	1 998,83	2 086,23	2 934,07	2 646,39049	4 147,373	5 845,699	8 368,96	4 221,6	101,8
Crédit à l'Economie	385,5	699,63	960,92	947,99	986,97	913,973878	1 138,919	1 517,393	1 711,02	572,1	50,2
Masse Monétaire	1 484,6	2 036,8	3 247,3	3 401,7	4 727,2	4 420,0	5 945,1	8 078,8	10367,93	4 422,8	74,4
Monnaie en circulation						1 675,6	2 120,0	2 920,6	3 987,51	1 867,5	88,1
Dépôts à vue gnf						1476,57296	2 607,309	3 727,515	4 816,40	2 209,1	84,7
Dépôts à terme gnf						275,466	152,697	150,649	193,51	40,8	26,7
						992,343894	1 065,079	1 280,072	1 370,51	305,4	28,7

Sources : BCRG/ AMAO

Secteur extérieur

Les opérations avec l'extérieur au terme de l'année 2010 se sont soldées par un déficit courant de 326,93 millions de dollars soit l'équivalent de 6,66% du PIB contre un déficit de 8,84% du PIB au titre de l'année 2009. Ce déficit se situe essentiellement au niveau de la balance des services qui s'est détériorée de l'ordre 28,83% par rapport à l'année précédente. Quant à la balance des revenus, son déficit a connu une amélioration de 51,78% par rapport à son niveau de l'année passée. Pour ce qui de la balance commerciale, elle est ressortie excédentaire de USD 66,25 millions, en raison de l'augmentation des exportations de la bauxite et de l'alumine suite à la relance de la demande mondiale de ces deux matières premières.

Ce déficit courant n'a pas pu être compensé par les flux des entrées en compte de capital et d'opérations financières, en lien notamment avec le recul des investissements directs de l'étranger qui sont passés de USD 140,85 millions en 2009 à USD 101,35 millions en 2010. Il en a résulté un déficit global de la balance de paiements de USD 73,01 millions contre un excédent de USD 60,17 millions en 2009 dont le financement a été essentiellement assuré par le prélèvement sur les avoirs en devises et les opérations exceptionnelles (accumulation d'arriérés, rééchelonnement de la dette).

À fin 2010, les réserves officielles brutes de la Guinée s'élèvent à US \$ 253,7 millions, soit une couverture d'importations CAF de 1,9 mois

En matière de taux de change, le franc guinéen s'est dépréciée en moyenne de 19,92% et 28,89% par rapport au dollar US sur les marchés officiel et parallèle respectivement ; la prime en fin de période entre les marchés officiels et parallèles demeure élevée et se situe à 13,93%.

L'encours de la dette extérieure est estimé à US \$ 3,02 milliards à fin 2010.


Tableau 3.52 : PRINCIPAUX SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 2006-2010

Rubrique	Année						
	2006	2007	2008	juin-09	déc-09	juin-10	déc-10
	En millions de dollars US (sauf indication contraire)						
A. Compte courant	-221,35	-455,57	-423,24	-164,59	-403,46	-133,77	-326,93
Déficit courant en % du PIB	-7,72	-10,97	-9,36	-15,20	-8,84	-10,90	-6,66
Balance commerciale	76,54	-14,41	-24,06	98,15	-10,37	6,25	66,25
Balance des services	-197,17	-247,42	-337,11	-168,98	-258,57	-106,27	-333,12
Balance des revenus	-59,78	-63,15	-80,55	-95,53	-168,24	-32,21	-77,11
Transferts courants	-20,61	-130,59	18,48	1,77	15,25	-1,54	17,05
B. Compte de capital et d'opérations financières	165,83	367,93	394,52	205,33	463,67	145,71	253,94
Dont:							
Opérations en capital	27,41	106,5	34,75	7,95	39,53	29,6	47,3
Investissements directs étrangers (IDE)	125	385,9	255,77	68,03	140,85	2,62	101,35
Investissements de portefeuilles	22,42	8,31	0	0	0	-0,11	1,31
Autres investissements	-9	-132,78	104	129,35	283,29	113,6	103,98
C. Erreurs et omissions nettes		0	0,01	-0,43	-0,04	4,21	-0,02
D. Solde global	-55,52	-87,64	-28,71	40,31	60,17	11,94	-73,01

Sources : BCRG/ AMAO

SITUATION DE LA CONVERGENCE

Durant l'année 2010, l'évaluation du respect des critères de convergence macroéconomique par la Guinée montre qu'aucun critère de premier rang, comme en 2009, n'a pu être respecté. Ce qui résulte d'une dégradation prononcée des indicateurs monétaires et budgétaires notamment au cours des six derniers mois.

Tableau 3.53: SITUATION DE LA CONVERGENCE EN 2010

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	1,6	2,0	0,9	1,5	7,0	14,4	5,1
II) Taux d'inflation	≤ 5%	29,7	39,1	12,8	13,5	7,9	20,8	17,1
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	-8,8	54,0	0,0	5,8	38,7	91,0	4,3
IV) Reserves brutes de change	≥6 mois Imports B/S	1,1	0,8	0,4	1,1	1,4	1,9	1,5
Critères de second rang								
I) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	12,2	14,8	13,5	14,7	14,9	14,7	14,7
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	23,2	18,4	25,9	28,0	32,7	39,0	39,0
IV) Investissements interres/Recettes fiscales	≥20% RF	12,6	12,0	11,9	12,9	38,1	55,0	55,0
V) Taux d'intérêt réel	>0	-23,0	-20,0	1,8	-0,5	8,1	-7,4	-7,4
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-22,4	-7,0	32,6	-6,5	4,5	-7,9	-7,9
Nombre de critères respectés		3	2	4	3	4	1	2

Sources : Banque centrale, FMI et AMAO

(*) estimations (**) : Prévisions

Au niveau des critères de premier rang, le ratio déficit budgétaire base engagement hors dons a quasiment doublé par rapport à son niveau de l'année précédente pour se situer à 14,4% du PIB. Cette augmentation résulte de l'effet conjugué de l'évolution disproportionnée entre les dépenses et les recettes de l'Etat et de l'absence de concours extérieurs. Ce qui a entraîné un recours abusif au financement monétaire par la Banque



Centrale à hauteur de 90,61% des recettes fiscales de l'année 2009. Ceci va à l'encontre des dispositions du nouveau statut qui durcissent les modalités et conditions d'octroi des avances à l'Etat. S'agissant des réserves, la reconstitution des réserves de change demeure toujours une préoccupation, en raison de l'absence de concours extérieurs et d'une politique inefficace de rapatriement des recettes d'exportation notamment du secteur minier qui constitue la principale source de devises. Pour ce qui est de l'inflation, son niveau reste très préoccupant (20,8%) en 2010.

Quant aux critères de second rang, le pays n'a respecté qu'un seul critère contre quatre en 2009. Il s'agit du critère relatif aux investissements sur ressources propres en raison notamment de la construction et d'équipements des casernes militaires. Les indicateurs relatifs aux recettes fiscales, à la masse salariale, au taux d'intérêt réel et à la stabilité du taux de change réel n'ont pas été respectés. Le non respect du ratio masse salariale sur recettes fiscales résulte de l'augmentation du point indiciaire des salaires civils et militaires, alors que le niveau de mobilisation des recettes fiscales n'a pas évolué dans la même proportion. Pour ce qui est du taux d'intérêt, il reste négatif en dépit d'une augmentation du taux directeur qui devrait se traduire par une remontée des autres taux.

HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

a- Développements des systèmes de paiements

L'exécution du projet initié par l'IMAO et financé par la BAD se poursuit. Le local qui doit abriter les équipements et le centre des données est toujours en cours de construction mais le rez-de-chaussée qui devrait abriter le centre de données est déjà disponible. Les textes juridiques modèles préparés par le Comité des experts de la ZMAO et approuvés par le Conseil de convergence pour adoption dans les pays membres ont été transmis à la BCRG. Aussi, la BCRG et les banques commerciales sont entrain de prendre des dispositions pour mettre en place les pré-requis des instruments de paiements notamment les paiements électroniques et la standardisation des chèques.

b- Comité National de Coordination (CNC)

Au niveau du CNC, la structure fonctionne normalement et produit trimestriellement des rapports de convergence à l'attention de la commission de la CEDEAO. Concernant le budget de Fonctionnement au titre de l'année 2011, il est déjà élaboré avec la clé de répartition tripartite : 25% commission CEDEAO, (35%) Banque Centrale et 45% Ministère de l'Economie et des Finances.

PERSPECTIVES :

Les objectifs macroéconomiques au titre de l'année 2011 seraient bâtis sur une accélération des activités économiques avec un taux de croissance en termes réel de 4,0%. Cette croissance devrait être portée par l'ensemble des secteurs d'activité. En effet, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire devraient croître de 3,9%, 4,3% et 3,8%, respectivement.

En matière d'inflation, il est attendu un taux d'inflation en glissement annuel de 17,1%, soit une réduction de trois points en pourcentage de l'année précédente.

S'agissant de la gestion des finances publiques, il est prévu l'adoption de la loi de finances formelle combinée avec l'exécution budgétaire sur base caisse avec pour cible principale le déficit budgétaire base engagement hors dons de 5,1%.



Concernant la situation monétaire, les prévisions tablent sur un niveau de masse monétaire au sens large de 22% du PIB et un respect scrupuleux des dispositifs du statut de la Banque Centrale relatifs aux modalités de financement du déficit budgétaire.

Pour ce qui est des opérations avec l'extérieur, il est attendu une amélioration du solde global de la balance de paiements qui devrait se situer à USD 106, 10 millions.

Ces évolutions devraient se traduire au plan de la convergence macroéconomique par le respect d'un critère de premier rang à savoir celui relatif au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2010, la situation économique de la Guinée a été fortement marquée par une dégradation prononcée des fondamentaux macroéconomiques sous l'effet conjugué d'une politique budgétaire expansionniste et d'une politique monétaire accommodante. L'élaboration et l'adoption par voie d'ordonnance d'une loi de finances pour l'exercice 2010 n'ont pas favorisé un retour vers des pratiques plus orthodoxes dans la gestion budgétaire et monétaire. Il en a résulté une aggravation du déficit budgétaire et une poussée des tensions inflationnistes.

A l'effet de permettre au pays de se conformer aux objectifs communautaires en matière de convergence macroéconomique, la mise en œuvre des mesures ci-après s'avère indispensable :

1. Les Autorités de la République de Guinée doivent poursuivre les efforts de normalisation des relations, en cours, avec les institutions financières internationales en vue de la mise en œuvre des programmes de développement du pays ;
2. l'amélioration de la gestion et de la transparence des finances publiques à travers la rationalisation des dépenses publiques et la mobilisation des recettes intérieures, ainsi que le respect des procédures de passation des marchés publics ;
3. la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive visant à stériliser et assainir la circulation fiduciaire en vue d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de monnaie ;
4. la poursuite des interventions de la BCRG sur le marché de change en vue de réguler l'offre et la demande, tout en évitant l'application des taux de change multiples ;
5. la prise des dispositions nécessaires pour la finalisation des travaux de construction du local devant abriter les infrastructures du projet de modernisation du système des paiements ;
6. La mise en place d'une véritable politique de renforcement des capacités dans tous les secteurs de l'administration publique afin de les rendre aptes à mieux faire face aux nombreux défis ;
7. le renforcement des capacités dans le secteur minier à travers la création de centres de formation et de recherche de haut niveau en vue de développer une expertise nationale et mieux profiter des avantages comparatifs du pays dans ce domaine ;
8. la promotion d'un environnement juridique et sécuritaire rassurant pour les investisseurs nationaux et étrangers.



3.2.4. LIBERIA

Dans le cadre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), le Libéria a initié une vaste politique macroéconomique, couvrant la période de 2008 à 2011, en vue d'accélérer la reconstruction, le développement et de mettre en place de bons systèmes de gouvernance. Les principaux objectifs macroéconomiques du gouvernement reposent sur la mise en œuvre de bonnes politiques budgétaires, monétaires, commerciales et de taux de change visant à favoriser la concurrence, la génération de recettes, le maintien de la stabilité des prix, la création d'opportunités d'emploi et l'incitation de l'investissement par le secteur privé.

Le gouvernement du Libéria a défini les objectifs suivants pour l'exercice 2010 : un taux de croissance du PIB réel de 6,3 % en 2010 contre 4,6 % en 2009 ; une inflation de 4,8 % ; un déficit budgétaire de 1,1 % du PIB ; un déficit de la balance commerciale de 46,3 % du PIB ; des réserves extérieures brutes équivalent à 2,6 mois d'importation.

Analyse sectorielle

Secteur réel

Selon les prévisions, le PIB réel libérien va enregistrer une croissance de 6,3 % en 2010 contre 4,6 % en 2009. Les taux de croissance sectoriels en 2010 étaient : le secteur primaire 7.2%, le secteur secondaire 7.8 % et le secteur tertiaire 8.3 %. Le taux de croissance relativement élevé en 2010 pourrait être attribué à la reprise générale de l'économie mondiale et à des facteurs intérieurs y compris de bonnes conditions météorologiques et des politiques d'appui au secteur réel.

La croissance du secteur primaire est due à l'augmentation de la population agricole qui a profité des programmes de distribution de matériels agricoles et de semences.

Quant à la croissance du secteur secondaire, elle est expliquée par la hausse de la production d'or qui est passée de 16.859 onces en 2009 à 25, 708 onces en 2010. De même, la production de peinture a sensiblement accru de 211.694 litres en 2009 à 349.386 litres durant la période revue. Il y avait également une augmentation en production de bougie et eau de finition, notamment.

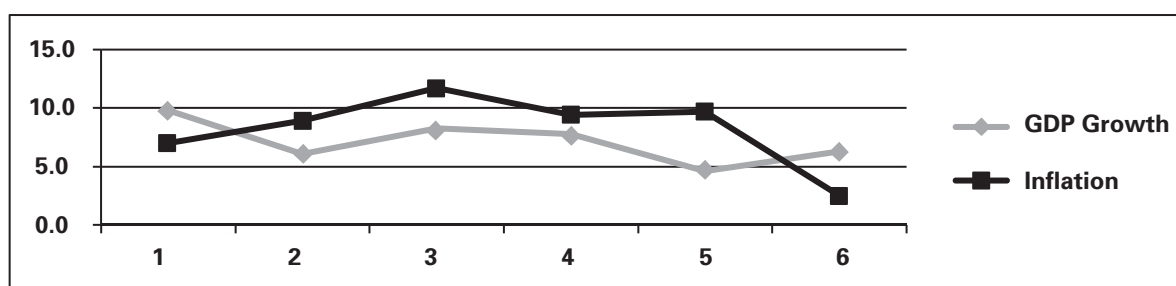
Le secteur tertiaire <services> a également amélioré en raison de l'augmentation du commerce international (exportations fondamentalement) aussi bien que des remises et d'autres entrées de capitaux.

La hausse générale des prix à la consommation d'année en année a été de 6.6 % à la fin 2010, contre 9.7% en 2009. L'inflation a baissé à 2.5% à la fin de juin 2010 à cause de la stabilité du taux de change et a connu une hausse dans la seconde moitié de l'année. Les pressions inflationnistes observées pendant la deuxième



	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB au prix courant	580.7	645.5	699.7	850.7	879.0	976.6
PIB au prix constant	557.7	591.7	640.7	690.6	722.4	767.88
Taux de croissance constant du PIB	9.8	6.1	8.3	7.8	4.6	6.3
Deflateur du PIB	1.0	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3
Taux d'inflation-année en année	7.0	8.9	11.7	9.4	9.7	2.5
Distribution Sectorielle du PIB						
Secteur primaire	404.3	444.5	473.9	575.7	596.1	638.8
Secteur secondaire	33.2	44.0	50.4	63.2	53.8	71.3
Secteur tertiaire	143.2	157.0	175.4	210.7	224.2	242.8

Sources: Autorités Libériennes et Estimations de l'AMAO



moitié de l'année sont dues notamment à la hausse du prix du pétrole brut sur le marché international.

Secteur monétaire

Pendant la période sous revue, le pays a appliqué essentiellement une politique de contraction monétaire dont l'objectif est de contenir les fluctuations du taux de change et d'assurer une faible inflation. La monnaie au sens large (M2) a connu une augmentation annuelle de 36.1 % à fin Décembre 2010 contre une croissance de 46.4 % dans la période correspondante en 2009. La modération dans la croissance monétaire est due à l'importante réduction des avoirs intérieurs nets (AIN) qui traduisait la baisse soudaine des crédits nets au gouvernement de 84.1 pour cent (en raison du paiement d'arriérés dus depuis longtemps).

Les avoirs extérieurs nets (AEN) ont connu une hausse de 125.9% à la fin 2010 ; cette hausse s'explique par une augmentation des avoirs extérieurs (27.2 %) et une baisse des engagements extérieurs (75.1%). Ceci est dû largement aux effets induits par l'atteinte du point d'achèvement en Juin 2010.

Le crédit au secteur privé s'est accru de 40.2 pour cent pendant la période sous revue. Les secteurs des échanges et du commerce ont été les principaux bénéficiaires. Les facteurs clés responsables de ce développement sont liés à l'amélioration générale des activités économiques et l'augmentation de dossiers crédibles. Les efforts de la Banque Centrale du Liberia (BCL) pour étendre les facilités à moyen terme aux PME n'ont pas donné les résultats escomptés vu que le montant alloué aux banques de dépôt par la BCL n'a pu être rétrocédé aux bénéficiaires. Ceci est quelques fois dû à la mauvaise culture du crédit de la plupart des PME, qui manquent de plans d'activités crédibles.

Les taux d'intérêt débiteurs moyens des banques commerciales n'ont presque pas augmenté (14.1% en Décembre 2009 contre 14.2% en Décembre 2010), pendant que le taux de dépôt à moyen terme a baissé de 4.3 % à 2.9% durant la même période. Cette expansion a évolué de façon marginale en termes nominal et s'est appréciée en termes réels. Ce développement a été attribué à l'excès de liquidité dans le système bancaire vu que les dépôts à vue et les dépôts d'épargne ont augmenté de façon substantielle (43.5% et 26.7%) respectivement.



Le système bancaire est resté relativement stable et performant pendant la période sous revue, vu que la BCL a renoncé à sa responsabilité de surveillance en adoptant une supervision basée sur le risque (RBS) avec les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) comme modèle comptable pour l'industrie bancaire. Beaucoup de réglementations prudentielles ont été édictées pendant la période sous revue. Cependant la faible rentabilité demeure l'une des préoccupations majeures du système bancaire vu que le rendement de l'actif (RDA) et le rendement des capitaux propres (RCP) ont enregistré des valeurs négatives pendant le dernier trimestre 2010. Le ratio des prêts non performants sur le total des prêts a connu une augmentation prononcée de 25.1 pour cent à la fin 2010, ce qui représente un niveau élevé au sein de la région.

	2008	2009	2010
Monnaie au sens large (12 mois de change en %)	37.2	27.8	36.1
Croissance des avoirs extérieurs nets (en %)	8.6	137.8	150.5
Croissance des avoirs intérieurs (en %)	16.5	-87.3	-89.3
Monnaie de Dépôt et Monnaie au sens large (en %)	55.5	60.0	58.5
Monnaie primaire (12 mois de change en %)	30.0	19.5	34.8
Ratio (Devise/monnaie au sens large)	18.2	13.7	16.1
Vitesse (PIB/monnaie au sens large)	2.7	1.3	2.1
Multiplicateur monétaire (M2+/RM)	2.2	2.4	2.2
Currency-to-deposit ratio (%)	22.3	15.9	19.2
PIB aux prix du marché	61969.5	35279.7	66337.7

Sources: CBL et AMAO

Finances Publiques

Le gouvernement a maintenu le système de budgétisation base caisse, de transferts limités entre les lignes budgétaires sans l'approbation du parlement à un total cumulatif de pas moins de 20 pour cent. Il améliore la mobilisation de recettes intérieures pendant l'année 2010. Le total des recettes intérieures en proportion du PIB s'est élevé à 33.5 % contre 29.9 % en 2009. Les dépenses totales rapportées au PIB étaient à 26.9% en 2010 contre 28.7% en 2009. Le solde fiscal total hors dons sur base engagement indique un surplus de 4.6 % pendant la période sous revue contre 2.0 % en 2009.

Secteur extérieur

Une expansion significative a été enregistrée dans le commerce extérieur du pays avec un ratio exportation sur PIB à 39.8 % pendant la période sous revue contre 27.0 % enregistré en 2009. Les exportations ont augmenté de 64.6 % en 2010, alors que les importations ont connu une hausse de 28.8 %. L'augmentation des exportations est largement due à la croissance de la demande des produits primaires avec une reprise de l'économie mondiale. L'augmentation des importations a été attribuée à une hausse du prix du pétrole sur le marché international au cours de la dernière partie de la période sous revue. Le déficit commercial s'est détérioré avec 465.0 millions de dollars contre 402 million de dollars en 2009. La balance totale devrait enregistrer un surplus avec une augmentation de l'aide des bailleurs de fonds et des envois de fonds dans le pays. Les réserves extérieures brutes en mois d'importation étaient de 4.0 mois à fin Décembre 2010, contre 3.6 mois en 2009.

Le taux de change nominal du dollar libérien vis-à-vis du dollar américain a baissé de 1.4 pour cent sur une base annuelle pendant la période sous revue. Pendant le deuxième semestre de l'année, le taux de change nominal s'est apprécié de 1.1% due à l'augmentation des flux de transfert d'argent.



ETAT DE LA CONVERGENCE MACROÉCONOMIQUE

Le Libéria a rempli deux critères de convergence de premier rang à savoir, le déficit budgétaire et le financement du déficit par la banque centrale et deux autres critères de second rang en l'occurrence les recettes fiscales rapportées au PIB et la stabilité du taux de change réel comme présentés dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 3.5': SITUATION DE LA CONVERGENCE DU LIBERIA

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	0,9	-3,0	3,4	2,0	-2,0	4,5	4,5
II) Taux d'inflation	≤ 5%	7,0	8,9	11,7	9,4	9,7	6,6	6,6
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Reserves brutes de change	≥6 mois Imports B/S	0,1	0,1	0,7	0,7	3,7	4,3	4,3
Critères de second rang:								
I) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	14,7	13,2	12,6	12,5	23,2	24,7	24,7
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	59,2	34,5	32,9	28,7	39,9	37,0	37,0
IV) Investissements interres/Recettes fiscales	≥20% RF	18,3	14,9	13,8	12,5	12,5	8,8	8,8
V) Taux d'intérêt réel	>0	-3,9	-6,2	-9,1	-7,2	-7,7	-4,6	-4,6
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-3,1	-4,6	2,5	2,7	2,5	2,6	2,6
Nombre de critères respectés		3	4	4	4	4	4	4

Sources : Banque centrale, FMI et AMAO

(*) estimations (**) : Prévisions

HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Libéralisation du Commerce de la CEDEAO

Le Libéria n'a pas encore mis en œuvre le Schéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO (SLCC). Cependant le pays y a marqué son intérêt et sollicite une assistance technique de la Commission de la CEDEAO et d'autres partenaires au développement pour entreprendre des études d'évaluation de l'impact sur la mobilisation des recettes suite à l'adoption du schéma et du TEC de la CEDEAO. A cet égard, les autorités ont l'intention de demander des clarifications à la Commission de la CEDEAO sur certains défis majeurs relatifs à la mise en œuvre effective de ce schéma tels que le processus de compensation de recettes, la sécurité du certificat d'approbation pour une participation au schéma et l'application effective des règles d'origine.

La facilitation du commerce a été améliorée à travers l'introduction d'ASYCUDA World et de l'automatisation des procédures douanières dans les deux ports principaux, (Freeport de Monrovia et LPRC), enregistrant ensemble 85% des recettes douanières totales, ce qui représente 90% du volume commercial. Ceci a occasionné une importante réduction des délais de traitement dans ces ports. Les autorités libériennes ont l'intention d'étendre les processus d'automatisation et l'ASYCUDA sur toute l'étendue du territoire avec l'appui technique et financier des partenaires au développement.

Le Libéria a participé effectivement à toutes les réunions régionales relatives à la formulation et à l'adoption du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO. Le gouvernement a aussi manifesté sa volonté d'adopter le TEC de la CEDEAO une fois que les négociations en cours sur sa formulation seront finalisées. La liste des



produits pour la cinquième bande du TEC a été finalisée et transmise à la CEDEAO. Les négociations sur les lignes tarifaires ont atteint un niveau avancé et le pays attend la décision finale sur la cinquième bande. Le code douanier actuel est harmonisé après l'enquête sur les ménages de 1997 de l'Organisation Mondiale des Douanes et de la CEDEAO, mais le pays a accédé à cette enquête en Juin 2010.

Document sur la Politique Commerciale Nationale

Le Gouvernement a formulé une Politique Commerciale Nationale et a reçu une assistance financière de la Commission de la CEDEAO pour assurer sa mise en œuvre effective. Un Système Automatisé de pointe d'Inscription des Entreprises a aussi été créé et a amélioré de façon significative l'environnement des affaires. Avec le nouveau registre de commerce, les affaires seront enregistrées dans 48 heures contrairement aux 99 jours d'il ya trois ans. Le Gouvernement a été autorisé à participer à l'AGOA en Février 2011 et la formulation de politiques pour promouvoir le développement des industries manufacturières et des petites et moyennes entreprises (PME) a accru les opportunités d'affaires dans le pays. Cependant, l'on a noté qu'une importante défaillance dans la production et la dissémination de statistiques fiables et ponctuelles sur le commerce était due au manque de connexion et à la non utilisation d'ASYCUDA-World dans les opérations du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Accords de Partenariat Economique (APE)

La Commission de la CEDEAO représente les intérêts du gouvernement Libérien dans les négociations en cours sur les Accords de Partenariat Economique avec l'Union Européenne. Le pays a participé à toutes les réunions régionales de la CEDEAO sur les négociations de l'APE qui n'ont pas encore été finalisées.

Libre circulation des biens, des personnes et Droit de résidence et d'établissement

Le Liberia fait des progrès dans la mise en œuvre du Protocole de la CEDEAO relatif à la libre circulation des personnes, du droit de résidence et d'établissement. Lorsqu'un citoyen de la CEDEAO souhaite créer une affaire, le code d'investissement général du pays relatif aux non nationaux est appliqué. Quand au droit d'établissement, des citoyens de la communauté ou des institutions souhaitant établir des entreprises dans le pays paient les droits d'enregistrement et ont l'autorisation d'exercer dans tous les domaines des affaires. Cependant, les défis quant à la prolifération des nombreux obstacles le long du corridor persistent toujours, particulièrement sur les principales routes de transit de Ganta et de Bo-Water-side.

Marché d'Investissement Commun

Le Libéria participe activement dans la politique de dialogue et dans les consultations sur la formulation d'un code d'investissement régional qui servira de composante de base pour le marché d'Investissement Commun de la CEDEAO.

Développement du Système de Paiement

Il y a une expansion significative du système bancaire au Libéria ces dernières années. Il y a actuellement huit banques commerciales disposant de soixante quatorze branches réparties sur l'ensemble du territoire. Le système principal de paiement de gros montants se fait à travers le système SWIFT. Les chèques sont utilisés dans le paiement de petits montants. En plus de ces modes de paiement principaux, quelques banques commerciales offrent des services western union, de transfert d'argent, de carte visa et de guichet automatique, qui ne sont pas interopérables. En outre, la Banque Africaine de Développement (BAD) a financé le projet de modernisation des systèmes de paiement de la ZMAO mise en œuvre actuellement en Gambie, en Guinée et en Sierra Leone et qui a été étendu au Libéria. En Novembre 2010, le Conseil



d'administration de la BAD a approuvé un don de 5 millions UA (environ 7.5 million de Dollars) pour l'extension du projet de modernisation du système de paiement de la ZMAO. Le projet doit débuter en Janvier 2011 et devra être achevé en Décembre 2012.

Supervision bancaire

La Banque Centrale du Libéria (BCL) a fait des progrès importants dans la mise en œuvre de son programme de supervision axée sur le risque au cours de 2010. En maintenant cette politique, la banque a décidé une revue du programme de gestion du risque des banques commerciales et a donné des directives sur la gestion du risque et les contrôles internes pour les banques commerciales dans le développement de leur propre programme de gestion du risque. En outre, un profil institutionnel a été développé pour chaque banque, mettant l'accent sur le profil de la société, le système de gestion du risque, le profil du risque et autres questions réglementaires et de supervision. Une transition réussie vers la supervision axée sur le risque préparera la CBL vers l'adoption des normes de Supervision de Bale II, en conformité avec les bonnes pratiques régionales et internationales.

Pendant la période sous revue, la BCL a aussi collaboré avec les autres banques centrales de la ZMAO dans la mise en place d'un collège de superviseurs au sein de la zone. Le collège a pour objectif de réduire les duplications réglementaires et les incohérences entre les régulateurs et les superviseurs et de promouvoir le dialogue et la coopération entre les superviseurs en ce qui concerne les activités des organisations bancaires internationales opérant dans les pays de la ZMAO.

Intégration du Secteur Financier

L'ouverture de plusieurs nouvelles branches à travers le pays en 2010 constituait une évolution majeure dans le secteur financier, soit un total de 74 branches. Un autre développement important dans le secteur financier est relatif à la transition vers l'adoption des Normes Internationales d'Information Financières (NIIT) par les banques commerciales d'ici fin 2012. Ceci devra présenter une base uniforme, pour la reconnaissance, la classification et l'évaluation d'actifs et de passifs financiers et les revenus et dépenses connexes d'institutions financières.

En 2010, le Gouvernement a pris plusieurs directives et réglementations avec pour objectif d'améliorer l'intermédiation financière et de renforcer les activités de régulation de la Banque Centrale, à savoir : la réglementation des Etablissements de Microfinance et de Dépôts, la réglementation sur la création du Bureau de Référence de Crédit, les Directives sur les Diligences Requises concernant les employés futurs et existants ; et les Directives relatives à la Sécurité et aux Systèmes de Surveillance des institutions financières.

Comité National de Coordination (CNC)

Le Comité National de Coordination de la CEDEAO (CNC) au Libéria a été inauguré en Mai 2008, avec le recrutement d'un macroéconomiste et d'une secrétaire bilingue en Avril 2010. Un bureau du Secrétariat du CNC a été ouvert dans les locaux de la Banque Centrale du Libéria avec le recrutement additionnel d'un analyste des politiques et d'un agent administratif pour compléter les activités du macroéconomiste et de la secrétaire bilingue. Le macroéconomiste travaille directement avec le comité national du CNC dans l'élaboration des rapports économiques trimestriels du pays avant qu'ils soient finalisés et validés par les membres du Comité. Le CNC bénéficie d'un appui financier, technique et institutionnel de la Commission de la CEDEAO à travers l'organisation de programmes de formation relative au mécanisme de Surveillance Multilatéral de la CEDEAO, à la dotation en matériel informatique, en imprimante, en accessoires connexes et d'une subvention annuelle de la CEDEAO pour faciliter ses opérations. Un projet de texte juridique pour institutionnaliser le CNC a été aussi préparé, mais devra être approuvé et promulgué par les autorités compétentes.



Harmonisation Statistique et Base de Données ECOMAC

Le pays participe activement à la base de données de la CEDEAO pour la Surveillance Multilatérale (ECOMAC) et au projet ICP-Africa sponsorisé par la CEDEAO et la BAD. La base de données ECOMAC est en train d'être remplie bien qu'il existe toujours des écarts dans la compilation de statistiques fiables et actualisées des comptes nationaux. Cependant le FMI aide l'Institut Libérien de la Statistique et Géo-Information Services (LISGIS) à finaliser la production de statistiques fiables et crédibles des comptes nationaux.

Le pays entend mener une enquête sur le revenu et les dépenses des ménages (HIES) en 2012 avec pour objectif de réviser le nombre d'articles dans le panier IPC et leur poids qui doit refléter la tendance de la consommation. De surcroît, la méthodologie pour calculer l'IPC a été modifiée et des plans sont en cours afin d'adopter le logiciel PRIMA et étendre la couverture de l'IPC de la métropole de Monrovia au pays tout entier. Les officiels de l'Institut Libérien de la Statistique et Géo-Information Services (LISGIS) ont reçu une formation générale sur le logiciel PRIMA et les modalités pour faire plus de formation dans le pays de la part de la CEDEAO sont à l'étude. La production de données fiables et rapides demeure un défi majeur, cependant le pays reçoit une assistance technique de la part du FMI dans le domaine des statistiques des comptes nationaux.

Sensibilisation

Il n'y a pas eu d'activités de sensibilisation sur le mécanisme de surveillance multilatéral pendant la période sous revue. Cependant, les activités de sensibilisation ont été menées sur la mobilisation des recettes avec pour objectif d'améliorer le respect des obligations fiscales.

Transit Routier Inter Etat (TRIE)

Le Libéria n'a toujours pas mis en œuvre le Programme de Transit routier inter Etats de la CEDEAO et il n'y a pas de plans immédiat pour mettre en œuvre le système de localisation par satellite des consignations de véhicules en transit. Cependant le processus ASYCUDA utilisé dans les transactions douanières dispose d'un système de surveillance (T1) qui contrôle les déclarations de marchandises en transit. Le système sera totalement opérationnel lorsque l'automatisation sera étendue aux autres ports de douanes, en particulier ceux qui effectuent des transactions de transit tels que Ganta, Bo Water-side et RIA.

PERSPECTIVES POUR 2011

L'économie libérienne devra connaître une croissance de 8.8 % en 2011 avec l'expansion du secteur minier et de l'exploitation des carrières. Avec le développement du plan d'investissement du secteur public (PSIP), un investissement adéquat dans les secteurs des infrastructures, des mines et de l'agriculture sera entrepris en 2011. Bien que le secteur extérieur soit l'objet de beaucoup d'incertitudes dues à la crise en Afrique du nord et au moyen orient, les perspectives de croissance du PIB réel pourraient être réalisées. Cependant la tendance baissière de l'inflation pourrait être inversée avec l'envolée des prix du pétrole sur le marché international.

La performance du secteur extérieur pourrait être mitigée. Le sous secteur de l'exportation est prometteur vu la grande expansion attendue du secteur minier. Cependant la valeur des importations pourrait s'accroître avec l'augmentation du prix du pétrole brut causée par les événements en Afrique du nord et dans le moyen orient. La situation des réserves pourrait se détériorer et la stabilité du taux de change pourrait être menacée si la hausse actuelle des prix du pétrole sur le marché mondial persiste.



Le budget pour l'exercice budgétaire 2010/11 a pour objectif de restaurer et d'améliorer les services publics tels que la santé, l'éducation, la sécurité et le système judiciaire, ce qui impliquera l'augmentation des salaires et du salaire minimum pour les fonctionnaires. En outre, la taille du service civil augmentera vu que le gouvernement est en train d'embaucher des enseignants et des professionnels de la santé pour la mise en œuvre de ses programmes dans ces secteurs. Les programmes de reconstruction et de développement seront toujours financés et gérés en grande partie par les bailleurs de fonds. Cependant, l'équilibre budgétaire pourrait connaître des difficultés à cause du problème des réfugiés causé par la crise en Côte-d'Ivoire.

Un autre défi majeur est l'alignement de l'année fiscale sur l'année civile en conformité avec le reste des pays de la CEDEAO. Actuellement, l'année fiscale du Libéria se termine en Juin de l'année suivante et rend difficile l'évaluation de la convergence et une analyse comparative avec le reste des autres pays de la CEDEAO.

Afin de réaliser une croissance durable, l'infrastructure et la sécurité sont deux défis importants qui ont considérablement élevé le coût des affaires au Libéria. La capacité de création d'emplois a, au cours du processus, été sapé et la génération de revenus a été négativement affectée. L'approvisionnement en électricité, dans le cours terme, dépendra du flux continu de capital qui fournira assez d'espace fiscal pour que le Gouvernement relève ce défi.

La mise en œuvre du SLCC, la conception d'un mécanisme de compensation et de transition du régime TPS (taxe sur les produits et services) à la TVA nécessitera des amendements légaux et réglementaires. La mise en œuvre du TEC de la CEDEAO constitue également un défi pour le Libéria. Ceci indique qu'un tel alignement entraînera une chute des taux tarifaires de 72 pour cent (bières importées) à 20 pour cent pour les produits finis du TEC et de 1.5 pour cent sur les produits alimentaires ou le matériel de construction (5 pour cent) à 20 pour cent TEC pour les produits finis.

L'existence de deux monnaies dans le pays, constitue également une difficulté lorsqu'on fait une analyse comparative de la performance macroéconomique du Libéria et du reste de la CEDEAO. Il est nécessaire donc de mener une étude complète qui fera ressortir les avantages et les inconvénients du régime de la monnaie actuelle avec pour objectif d'identifier les implications probables sur le coût des affaires et l'accès à la monnaie unique.

L'excès de liquidité dans le système bancaire et les opportunités inadéquates d'investissement représentent un défi pour la rentabilité du système bancaire.

La capacité limitée des ministères sectoriels demeure un autre défi dans la conception et la mise en œuvre de programmes et de politiques clés.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les perspectives pour l'économie libérienne sont prometteuses en dépit des défis qui pourraient émerger sur le front extérieur. Le maintien de la performance du pays par rapport à la convergence est peu probable vu qu'il est fort possible que le pays ne remplisse pas le critère relatif à l'inflation. La situation actuelle en Côte-d'Ivoire et son corollaire de réfugiés (à moins d'être résolu rapidement) mettra une pression énorme sur le budget de 2011. Les défis liés à la sécurité, à l'infrastructure et aux marchés financiers sont énormes mais l'on espère qu'avec les dispositions que les autorités prendront pour mettre en œuvre les recommandations ci-après mentionnées, l'environnement macroéconomique intérieur restera stable et viable dans le moyen terme. A la lumière des défis sus mentionnés, les recommandations suivantes pourraient être examinées par les autorités libériennes :



- ▶ Les autorités budgétaires sont encouragées à travailler sur le Plan d'Investissement du Secteur Public (PSIP) dont l'objectif est d'identifier les projets d'investissement de grande priorité. Avec le PSIP, un financement concessionnel adéquat devra être trouvé pour faire face au grand déficit des infrastructures et de renforcement des capacités. Des mesures devront être prises pour améliorer l'efficacité du secteur public. Etant donné que le pays a atteint le point d'achèvement du PPTE, il sera nécessaire d'examiner l'adoption et l'appropriation de la Loi sur la Responsabilité Fiscale de la ZMAO.
- ▶ la BCL est encouragé à relâcher les contraintes sur le placement d'excédent de liquidités étrangères dans le système bancaire. Avec la reprise du système financier mondial, la BCL pourrait permettre aux banques de placer l'excédent de réserves extérieures dans les banques sœurs à l'étranger. Les obligations d'équipements en infrastructures et les titres devront être conçus avec les autorités fiscales en vue de créer des canaux d'investissement pour le système bancaire.
- ▶ l'incorporation de l'industrie de l'assurance sous le mandat de la BCL est dans la bonne direction. La BCL est encouragée à approfondir son cadre réglementaire et sa supervision basée sur le risque afin de soutenir la stabilité du système financier
- ▶ la sensibilisation des députés sur leur rôle dans la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO est pertinente. En outre, les opérateurs du secteur privé, les autres acteurs clés, et le public devraient bénéficier de telles activités de sensibilisation pour assurer l'appropriation et l'appui du projet. De même, il est recommandé, que le Comité National de Sensibilisation soit constitué et que l'agence gouvernementale appropriée soit désigné pour lancer un programme de sensibilisation au niveau national pour les secteurs privés sur le programme d'intégration de la CEDEAO.
- ▶ Un effort concerté doit être dirigé vers une politique qui minimiserait le coût des affaires dans le pays, en particulier dans le secteur manufacturier. Appuyer le secteur manufacturier à échanger plus efficacement sur le plan interne et dans la sous région de la CEDEAO dans le cadre du SLCC aidera à créer plus d'emplois et augmentera les gains sur les devises étrangères.
- ▶ En vue d'accélérer le processus de mise en œuvre du SLCC et du TEC de la CEDEAO, il est demandé aux autorités de solliciter une assistance technique de la Commission de la CEDEAO pour les études d'évaluation de l'impact qui devront être menées et pour renforcer les capacités nécessaires. Pour promouvoir davantage l'intégration commerciale, le pays est encouragé à inaugurer le Comité National d'Approbation pour la mise en œuvre du SLCC.
- ▶ Il est nécessaire d'harmoniser les normes afin de promouvoir la production de qualité des biens et services. Il faudra établir une politique douanière de guichet unique comme composante du SLCC vu que le TEC est en vigueur dans la région. L'établissement d'un système de surveillance électronique sera très utile dans la réduction des retards et facilitera les échanges dans la région, en particulier la mise en œuvre effective du Transit Routier Inter-état (TRIE).
- ▶ Il est nécessaire d'accélérer la ratification et la mise en œuvre des Protocoles et programmes d'intégration régionale de la CEDEAO en particulier ceux relatifs au SLCC et à la libre circulation des biens et des personnes.
- ▶ Pour résoudre les problèmes de statistiques auxquels sont confrontées les autorités, il est impératif de doter LISGIS de ressources adéquates et de renforcer ses capacités. A cet égard, les autorités devront solliciter une aide des bailleurs pour la mise en œuvre de Plans d'Action dans le cadre de la Stratégie Nationale pour le Développement des Statistiques (NSDS)

Enfin, les autorités sont encouragées à prendre toutes les dispositions légales et constitutionnelles ainsi que les amendements nécessaires pour la résolution du système de double circulation de monnaies et d'aligner l'année fiscale sur l'année civile en conformité avec les autres Etats membres de la CEDEAO.


Annexe 1: LIBERIA – INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES CLÉS

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Croissance du PIB Réel (en %)	7,8	-23,1	20,9	9,4	6,1	8,3	7,8	4,6	6,3
Inflation, fin de période (en %)	11,1	5,0	16,1	7,0	8,9	11,7	9,7	9,7	6,6
Taux de change (% + Dépréciation)	23,8	-30,0	3,7	3,9	4,0	4,8	2,3	9,2	1,4
Masse Monétaire (Croissance de M2 en %)	32,9	14,7	43,1	35,7	34,4	40,1	42,8	46,4	26,4
Recettes Intérieures (% du PIB)	13,0	10,4	13,9	17,7	17,8	31,3	27,3	25,1	32,4
Dépenses totales et Prêt net (% du PIB)	14,3	10,3	14,2	17,8	23,7	19,1	30,3	27,0	27,8
Déficit budgétaire hors dons/ PIB \leq 4%	-1,3	0,7	-0,1	-0,5	12,4	12,4	-2,3	1,1	6,8
Recettes Intérieures (% du PIB)	30,7	39,0	63,6	52,8	72,3	71,6	83,3	60,1	70,8
Recettes Intérieures (% du PIB)	26,2	25,0	19,6	22,6	24,5	28,6	29,9	16,3	22,3
BDP Globale (\$m)	-80,8	-68,9	-72,8	3,0	26,3	-156,0	-75,0	67,0	741,00
BDP Globale (% du PIB)	-14,3	-15,8	-13,7	0,5	4,1	-22,3	-8,8	7,2	79,9
Réserves Internationales Brutes (\$m)	25,8	6,0	5,3	7,8	46,2	85,0	107,8	171,0	255,5
Réserves Brutes (en mois d'importation)	1,8	0,3	0,2	0,3	1,2	2,0	0,0	3,6	4,0
Encours total de la dette extérieure (\$m)	3363,8	3620,0	3485,7	3896,9	3560,2	4892,9	3162,9	1638,5	222,8
PIB Nominal (\$ mil)	563,9	435,4	529,5	580,7	645,5	699,7	850,7	936,1	927,8

Source: Autorités Libériennes et AMAO



3.2.5 NIGERIA

L'orientation du budget 2010 avait pour but d'accélérer le processus de redressement économique par une intervention budgétaire ciblée, destinée à stimuler l'économie et à soutenir la croissance du secteur privé. Pour ce faire, les autorités se sont engagées dans la mise en œuvre de réformes économiques clés qui permettraient de combler les principales lacunes infrastructurelles et de réduire le coût de la création d'entreprises dans le pays. Cette initiative visait également à consolider les gains macro-économiques et à relever les principaux défis dans le processus de renforcement de la performance macroéconomique ainsi que le respect des critères de convergence.

Les performances macroéconomiques du Nigéria ont fait preuve de résilience remarquable en 2010, avec une stabilité macroéconomique raisonnablement soutenue. Durant la période sous-revue, le Produit Intérieur Brut a connu une croissance de 7,87%. L'inflation globale annuelle est passée de 13,9% en 2009 à 11,8% en 2010. Le taux de change est resté stable en 2010, avec une dépréciation marginale de 0,5% du Naira par rapport au dollar US (américain), sur le WDAS (Système d'enchères à la Hollandaise).

Dans le cadre du programme de convergence macro-économique, le pays a atteint quatre (4) critères en 2010 contre cinq (5) en 2009

3.2.5.1 ANALYSE SECTORIELLE

Secteur réel

Le Produit Intérieur Brut (PIB) du Nigéria a augmenté de 7,87% en 2010, contre 6,96% enregistré en 2009. Cette croissance a été principalement favorisée par le secteur non pétrolier qui a connu une hausse de 8,43% contre 8,32% en 2009. L'agriculture continue d'être le sous-secteur dominant de l'économie avec une contribution d'environ 40,84% du PIB et a également augmenté de 5,64% en 2010, comparée à la croissance de 5,88% en 2009. Le ralentissement de la performance du secteur agricole en 2010 est principalement dû au retard des précipitations. Dans le secteur non pétrolier, celui des télécommunications et postes demeure le secteur qui a enregistré le plus de croissance avec une hausse de 34,47% en 2010, contre 34,18% en 2009. Il a toutefois contribué seulement à 4,56% du PIB en 2010 contre 3,66% en 2009. En termes de contribution au PIB, dans le secteur non pétrolier, le commerce de gros et de détail vient juste derrière le sous secteur de l'agriculture avec une contribution d'environ 18,7% et 18,14% du PIB en 2010 et 2009 respectivement, et une croissance de 11,19% et 11,48% en 2010 et 2009, respectivement.

Le secteur pétrolier a enregistré une croissance de 4,98% en 2010 contre 0,45% en 2009. Le développement du secteur pétrolier a été attribué en grande partie à la restauration de la paix dans la région du Delta du Niger grâce au programme d'amnistie des militants du Delta du Niger et aux programmes de développement « post-amnistie » qui ont permis d'améliorer la production du pétrole et du gaz.

Le secteur non pétrolier a également connu une croissance significative durant cette période. Le PIB non pétrolier a augmenté de 8,4% en Juin 2010 par rapport à 8,1% pour le trimestre correspondant de l'année 2009. Ce secteur continue d'être le principal moteur de l'économie avec une croissance de 8,4% contre 8,1% pour la période correspondante en 2009.

Dans le secteur secondaire, les activités industrielles ont par ailleurs diminué en 2010. Le sous-secteur de l'industrie manufacturière a connu une croissance de 7,64% contre 7,85% en 2009. Cette croissance relativement lente a été attribuée au retard dans l'adoption du projet de budget 2010 et aux contraintes structurelles persistantes, y compris l'approvisionnement insuffisant en électricité.

Dans le secteur tertiaire, les moteurs de croissance ont été les sous-secteurs du commerce de gros et de détail et celui des télécommunications et des postes. Plus spécifiquement, le secteur des télécommunications et des postes a fonctionné de façon impressionnante et reste l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie nigériane. Grâce à des stratégies de marketing bien définies et des services à forte valeur ajoutée des entreprises de télécommunications Nigérianes, ce sous-secteur est parvenu à enregistrer un taux de croissance de 34,47% en 2010 contre 36,08% en 2009.


Tableau 3.54: PERFORMANCES DU SECTEUR RÉEL NIGÉRIAN

	2009	2010	2011*		
PIB aux Prix Courants (Millions de Naira)	24.794.238,66	29.108.000,00	33.994.612,83		
PIB aux Prix Constants de 1990 (Millions de Naira)	718.977,33	775.525,71	837.258,49		
Croissance du PIB Réel	6,96	7,87	7,96		
	Contribution au PIB (%)		Croissance (%)		
	2009	2010	2009	2010	2011*
Agriculture	41,17	40,84	5,88	5,64	5,68
Minéraux Solides	0,32	0,34	12,08	12,28	12,30
Pétrole Brut & Gaz Naturel	14,9	15,85	0,45	4,98	3,40
Industrie manufacturière	7,14	4,16	7,85	7,64	7,49
Télécommunication & Postes	3,57	4,56	34,18	34,47	34,66
Finances & Assurance	3,2	3,57	4,01	3,95	4,08
Commerce de Gros et de Détail	18,57	18,7	11,48	11,19	11,31
Bâtiment et Construction	1,85	2	11,97	12,08	12,28
Hôtel and Restaurants	0,42	0,5	11,89	12,01	12,08
Immobilier	1,55	1,74	10,94	10,66	10,65
Entreprises et Autres Services	0,78	0,9	9,39	9,37	9,59
Autres	6,52	6,84	5	5,01	5,07
Secteur Non Pétrolier	85,1	84,15	8,32	8,43	8,84

Source: Autorités Nigériennes et l'AMAO * Projection

L'inflation globale a connu une légère baisse en passant de 13,9% en 2009 à 11,8% en 2010. La baisse des prix des denrées alimentaires, émanant de récoltes relativement bonnes, et la stabilisation du taux de change ainsi que du ralentissement de la croissance de la masse monétaire, ont été les facteurs clés de la tendance à la baisse des prix.

Finances Publiques

L'objectif de la politique budgétaire du gouvernement est de stimuler l'économie par le biais d'interventions ciblées en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement, en particulier le secteur de l'énergie et le développement de la région du Delta du Niger etc. Les opérations fiscales du gouvernement fédéral se sont traduites par un déficit global de 3,8% du PIB en 2010, contre 3,3% en 2009.

Les recettes pétrolières ont constitué 84,81% des recettes totales (18,5% du PIB) contre 65,9% du PIB en 2009. La tendance à la hausse dans les recettes fiscales a été largement attribuée au programme d'amnistie dans le delta du Niger, qui a favorisé une meilleure production pétrolière et l'augmentation des recettes provenant des impôts sur les bénéfices du pétrole et des redevances.

Le tableau 2 montre les performances fiscales du Nigéria. Les recettes fiscales de l'année 2010 s'étaient élevées à ₦ 2.920,1 milliards, soient 10% du PIB, par rapport à ₦ 2.909,3 milliards, représentant environ 11,8% cent du PIB, en 2009. L'augmentation des recettes fiscales est principalement due à l'augmentation des taxes douanières et des droits d'accise mais également à l'impôt sur le revenu des sociétés. Ce phénomène s'explique aussi par le renforcement du système d'application de l'impôt et de récupération des arriérés ainsi que par l'informatisation des opérations fiscales. Les recettes non fiscales sont passées de ₦ 1.935,3 milliards (7,8% du PIB) en 2009 à ₦ 3.442,5 milliards en 2010 (11,8% du PIB). Le total des recettes est passé de ₦ 4.844,6 milliards (19,6% du PIB) en 2009 à ₦ 6.362,6 milliards (21,9% du PIB) en 2010. La hausse des recettes non fiscales a été le facteur déterminant de l'augmentation du chiffre d'affaires total, même si les recettes fiscales ont également connu une augmentation en 2010.

Les dépenses totales du Gouvernement Fédéral, y compris les prêts nets (et les transferts aux États et



collectivités locales) ont atteint ₦ 7.468,1 milliards, soient 25,7% du PIB, en 2010, contre ₦ 5.654,5 milliards, soient 22,9% du PIB, en 2009. L'augmentation des dépenses totales par rapport à la période correspondante de l'année 2009 a été attribuée en grande partie à l'augmentation des dépenses d'investissement sous forme de transferts aux structures étatiques et autres organismes. Les dépenses récurrentes sont passées de ₦ 2.128,0 milliards (8,6% du PIB) en 2009 à ₦ 2.961,9 milliards (10,2% du PIB) en 2010. L'augmentation des dépenses de fonctionnement ou dépenses courantes a été principalement attribuée à la hausse des taux d'intérêt, qui ont augmenté de 70% en 2010. Les dépenses d'investissement se sont retrouvées à ₦ 4.506,2 milliards (15,5% du PIB) en 2010, comparées à ₦ 3.526,5 milliards (14,3% du PIB) en 2009. Les dépenses d'investissement représentaient 60,3% des dépenses totales en 2010, par rapport à 63,4% en 2009. Cette augmentation a été attribuée à la hausse des dépenses relatives à la fourniture d'infrastructures basée sur la politique d'orientation du projet de budget 2010. Cette politique d'orientation des budgets avait pour but: de recadrer les dépenses sur les cinq (5) principaux secteurs primaires: à savoir, les infrastructures essentielles, le développement du capital humain, la réforme agraire et la sécurité alimentaire, la sécurité physique, l'ordre public, et le delta du Niger.

Les opérations fiscales du gouvernement fédéral se sont traduites par un déficit global de 3,8% du PIB en 2010, contre 3,3% en 2009. L'augmentation du déficit budgétaire en 2010 a été imputée à la détermination du gouvernement de vouloir stimuler l'économie suite à la récente crise économique mondiale à travers des interventions fiscales ciblées. Ce déficit a été principalement financé par des sources internes (90%) avec seulement 10% de ce financement provenant de sources externes. Le système bancaire n'a pas été utilisé pour financer le déficit budgétaire en 2010, contrairement à 2009, où 20% du financement intérieur avait été couvert par le système bancaire.

Les institutions financières non bancaires de droit public, par l'émission d'obligations du Gouvernement Fédéral du Nigéria (FGN) et de bons du Trésor, avaient été les principales sources de financement.

TABLEAU 3.55: PERFORMANCES FISCALES DU NIGÉRIA

	2008	2009	2010	2011*	2008	2009	2010	2011*
	(en Milliards de Naira)				Pourcentage du PIB			
RECETTES GLOBALES	7.866,6	4.844,6	6.36,6	8.356,2	32,38	19,6	21,86	24,58
Recettes Fiscales	4.148,3	2.909,3	2.920,1	2.930,9	17,07	11,77	10,03	8,62
Recettes Non Fiscales	3.718,3	1.935,3	3.442,5	6.123,5	15,3	7,83	11,83	18,01
Subventions	0	0	0	0,0	0	0	0	0,00
TOTAL DES DEPENSES	7.914,1	5.654,47	7.468,1	9.863,4	32,57	22,88	25,66	29,01
Dépenses Courantes	2.117,4	2.128	2.961,9	4.122,6	8,71	8,61	10,18	12,13
Salaires et Traitements	942,5	952,6	1.380,5	2000,6	3,88	3,85	4,74	5,89
Autres	1.174,9	1.175,4	1.581,4	2.127,6	4,84	4,76	5,43	6,26
Dépenses d'Investissement	5.796,7	3.526,47	4.506,2	5.758,1	23,86	14,27	15,48	16,94
Internes	960,9	1.152,8	883,9	677,7	3,95	4,66	3,04	1,99
Externes	0	0	0	0	0	0	0	0
DEFICIT/EXCEDENT BUDGETAIRE (Engagement) (Subventions exclues)	47,5	809,87	1.105,5	1.509,0	0,2	3,28	3,8	4,44
								0,00
FINANCEMENT	47,5	809,9	1.105,5	1.509,0	0,2	3,28	3,8	4,44
Sources Externes	0	29,8	75	366,7	0	0,12	0,26	1,08
Sources Internes	47,4	780,1	1.030,5	1.142,3	0,2	3,16	3,54	3,36
Système Bancaire	0	175,6	0	0,0	0	0,71	0	0,00
Banque Centrale	0	0	0	0,0	0	0	0	0,00
Banques Commerciales	0	175,6	0	0,0	0	0,71	0	0,00
Banque Privées	0	402	1.016,7	1.127,0	0	1,63	3,49	3,32
Autres (y compris les recettes de privatisation)	47,4	202,5	13,8	15,3	0,2	0,82	0,05	0,04

Source: Autorités Nigériennes et l'AMAO * Projection



L'encours de la dette publique totale était de 35,09 milliards à la fin de Décembre 2010 ; ce qui était 35,90 pour cent plus élevée que l'encours de la dette de fin Décembre 2009 qui s'élevait à 25,82 milliards de dollars américains (USD). La majeure partie de la dette publique (environ 86,96 pour cent) était constituée de la dette intérieure qui a augmenté principalement en raison de l'émission de nouvelles obligations du FGN destinées à financer le déficit budgétaire de 2010 et des projets spéciaux visant à stimuler la croissance et à réduire la pauvreté. La dette intérieure est passée de ₦ 3.228,03 milliards en fin Décembre 2009 à ₦ 4.551,82 à la fin de Décembre 2010, ce qui représente une augmentation de 41,0 pour cent.

En termes d'instruments, les obligations du FGN, les bons du Trésor Nigériens, les obligations du Trésor et les fonds de développement représentaient respectivement 63,75%, 28,06%, 8,19% et 0,005% du portefeuille de la dette intérieure totale.

Secteur Monétaire

La Banque Centrale du Nigeria a continué de maintenir une politique monétaire restrictive au cours de la première moitié de l'année. Comme pour l'année précédente, les opérations monétaires ont été principalement ancrées sur les opérations d'open market et complétées par la fenêtre d'escompte, la mise aux enchères des bons du Trésor ainsi que des interventions dans le marché des changes.

La politique monétaire a été confrontée à d'importants défis caractérisés par l'extension des crédits nets à l'Etat par les banques de dépôt (BD) et une réduction significative des avoirs extérieurs nets, résultant d'une demande croissante de l'État pour les emprunts en vue de financer ses opérations financières.

Les Réserves monétaires, qui représentent le principal outil de liquidité des dirigeants de la Banque Centrale Nigérienne, ont diminué de 9,1% en 2010, comparativement à 6,8% en 2009. La Masse monétaire au sens large a enregistré une hausse de 7,1% par rapport à la croissance de 13,1% en 2009. La croissance modérée de la masse monétaire au sens large est principalement attribuable à la baisse des avoirs extérieurs nets et au ralentissement du crédit au secteur privé. Les avoirs extérieurs nets ont diminué de 16,9% ce qui est supérieur à la baisse de 11,2% en 2009. Le crédit alloué au secteur privé a connu une baisse de 4,9% contre une croissance de 26,6% en 2009. La contraction du crédit au secteur privé reflète la réticence des Banques de Dépôts d'attribuer des prêts au secteur privé, à cause du risque de défaillance qu'elles encourent.

TABLEAU 3.56: EVOLUTION DE LA CROISSANCE DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

	Taux de Croissance							
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Reserve Monétaire	6,34	4,16	27,81	22,61	29,60	6,76	9,08	12,19
Monnaie au sens large (M2)	12,26	16,59	52,81	43,21	54,49	13,11	7,07	3,82
Monnaie au sens étroit (M1)	8,58	15,51	48,38	36,64	55,86	3,02	10,60	18,19
Monnaie en circulation	11,27	22,86	15,54	13,36	20,97	3,87	16,71	29,56
Dépôts à vue	7,21	11,64	67,39	45,94	66,69	2,83	9,21	15,60
Quasi Monnaie	22,81	16,78	60,38	54,16	59,99	33,74	3,31	3,31
Dépôts en devises	40,75	9,26	60,40	56,89	94,79	56,30	4,29	4,29
	Contribution à la croissance de M2							
Avoirs extérieurs nets	66,4	66,9	90,7	25,4	24,1	-11,6	-13,8	16,0
Créances nettes sur le gouvernement	-5,7	-8,6	-92,0	-11,6	-13,9	9,8	16,8	23
Créances du Secteur Privé	17,3	22,6	26,4	64,6	56,3	26,0	-5,4	-5,4
Autres actifs Nets	-65,7	-64,31	27,7	-35,2	-12,0	-11,8	10,1	-29,8

Source: Banque Centrale du Nigéria et Estimation de l'AMAO- * Projection



En dépit de la pression à la hausse sur la création de liquidités provenant des opérations fiscales du gouvernement, la fonction de ponction ou d'absorption de la Banque Centrale du Nigéria est restée efficace alors que la croissance de la monnaie au sens large (M2) a décliné en 2010, malgré l'augmentation de la croissance de la masse monétaire et des dépôts à vue. La monnaie en circulation a augmenté de 16,71% contre 3,87 pour cent en 2009 et la croissance des dépôts à vue est montée de 2,83% à 9,21% en 2010. La croissance de la quasi-monnaie et les dépôts en devises ont enregistré une baisse de 3,31% et 4,29% respectivement en 2010, et une baisse de 33,74% et 56,30% respectivement en 2009.

L'évolution de la monnaie au sens large (M2) a été entravée par les avoirs extérieurs nets, qui ont contribué à la croissance de M2 de 7,1% soit d'une valeur de -13,8. Les créances nettes sur le gouvernement, les prêts au secteur privé et autres actifs nets ont contribué à la croissance de M2 aux taux suivants: 16,8%, -5,4% et 10,1% respectivement. Cela implique que les emprunts publics ont été le facteur clé de l'expansion monétaire.

L'évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire a été mitigée ; l'écart entre la durée moyenne pondérée du dépôt et les taux de prêt maximum s'est élargi alors que l'écart entre les taux de dépôt et de prêt maximum s'est rétréci. Les taux d'intérêt réels sur les dépôts sont, quant à eux, restés négatifs.

Secteur Extérieur

La pression sur la balance des paiements a considérablement ralenti en 2010, tandis que le déficit global de la balance des paiements s'est rétréci à 5,2% du PIB par rapport à 6,4% du PIB en 2009. L'amélioration de la balance globale des paiements s'explique à la fois par les effets de prix et de quantité suite à une hausse des exportations et une reprise relative du prix du pétrole brut sur le marché international des matières premières.

Le solde du compte courant, contrairement à la balance globale des paiements, a été excédentaire d'une valeur de U.S \$ 7830,42 millions (4,0% du PIB en 2010), contre \$ U.S 21899 millions (13,3% du PIB en 2009). La détérioration du compte courant a été attribuée à l'augmentation de la facture d'importation ainsi qu'à la dégénérescence des services nets et des transferts courants, malgré l'évolution favorable sur le compte du commerce de marchandises. Les exportations pétrolières et non pétrolières se sont élargies et ont enregistré 36,9% et 1,3% du PIB, respectivement, contre 35,1% et 1,2% du PIB respectivement en 2009. Le tableau 3.57 illustre les performances du secteur extérieur du Nigeria. La hausse relative de la demande pour le pétrole brut suite à la résurgence de l'économie mondiale et la restauration de la paix et de la sécurité dans le delta du Niger, ainsi que la hausse de la production dans le secteur immobilier ont été les facteurs qui expliquent l'expansion des exportations. De même que les importations non pétrolières, les importations pétrolières ont connu une hausse en 2010, augmentant ainsi l'agrégat des importations. Cet agrégat est passé de 18,5% du PIB en 2009 à 25,7% en 2010.


TABLEAU 3.57: PERFORMANCES DU SECTEUR EXTÉRIEUR DU NIGERIA

	2008	2009	2010	2011*	2008	2009	2010	2011*
	Millions de Dollars (US)				Pourcentage du PIB			
Compte courant	42262,09	21899	7830,42	13425,268	22,0	13,3	4,0	6,0
Balance commerciale	47232,74	29362,99	24131,42	41438,084	24,6	17,8	12,5	18,4
Exportations de marchandises (FOB)	84118	59974,29	73996,1	91302,764	43,8	36,3	38,2	40,5
Pétrole	82013,79	58010,87	71461,71	88031,364	42,7	35,1	36,9	39,1
Non- Pétrolier	2104,21	1963,42	2534,39	3271,4002	1,1	1,2	1,3	1,5
Importations de marchandises (FOB)	-36885,26	-30611,3	-49864,68	-49864,68	-19,2	-18,5	-25,7	-22,1
Pétrole	-8184,96	-6910,77	-9427,08	-9427,08	-4,3	-4,2	-4,9	-4,2
Non- Pétrole	-28700,3	-23700,53	-40437,6	-40437,6	-14,9	-14,4	-20,9	-18,0
Services (Nets)	-12260,6	-15509,13	-18032,48	-20966,381	-6,4	-9,4	-9,3	-9,3
Revenu (Net)	-12005,18	-10130,41	-15210,91	-22839,331	-6,2	-6,1	-7,9	-10,1
Transferts Courants (Nets)	19295,13	18175,55	16942,39	15792,896	10,0	11,0	8,7	7,0
Compte de Capital	0	0	0	0	0	0	0	0
Compte financier (Net)	-10741,42	17271,45	12641,35	2598,11	-5,6	10,5	6,5	1,2
Investissements directs à l'étranger	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements directs au Nigéria	3557	5709,68	4004,91	4004,91	1,9	3,5	2,1	1,8
Investissements de portefeuilles (net)	-6666,47	-189,87	1877,34	1877,34	-3,5	-0,1	1,0	0,8
Autres actifs d'investissement (net)	-5964,75	1133,74	-3284,14	-3284,14	-3,1	0,7	-1,7	-1,5
Solde Global	1667,21	-10617,87	-10043,2	-9499,6328	0,9	-6,4	-5,2	-4,2
Postes pour mémoire								
Taux de change moyen (N/S)	126,48	149,69	150,3	150,91				
Fin de la période du taux de change (N/S)	132,56	149,58	150,66	151,75				
Banque de Réserves extérieures (en millions de dollars)	53000,36	42382,49	32339,25	52163,21				
Mois de couverture des importations	17,24	16,61	7,78	7,71				
Importations de marchandises (CAF)	36885,26	30611,3	49864,8	81227,727				
PIB nominal	24296,33	24712,669	29108,02	33994,61				

Source: Banque Centrale du Nigéria et Estimation de l'AMAO * Projection

Le compte des services s'est légèrement amélioré passant d'un déficit de 9,4 pour cent du PIB en 2009 à un déficit de 9,3 pour cent en 2010. Le bénéfice net s'est par contre détérioré, passant d'un déficit de 6,1 pour cent du PIB en 2009 à 7,9 pour cent en 2010 ; les transferts courants nets se sont également détériorés, passant d'un excédent de 11,0 du PIB en 2009 à un excédent de 8,7 pour cent du PIB en 2010. Le compte capital et financier s'est détérioré, passant d'un excédent de U.S \$ 17.271,45 millions (10,5 pour cent du PIB) en 2009 à U.S \$ 12.641,35 millions (6,5 pour cent du PIB) en 2010. La détérioration dans le compte financier et de capital est principalement attribuable à la réduction des investissements directs étrangers dans le pays, ce qui a réduit le PIB de 3,5 pour cent en 2009 à 2,1 pour cent en 2010. Cette détérioration s'explique également par la réduction de l'actif des autres investissements. Les investissements de portefeuilles sont passés d'un déficit de 0,1 pour cent du PIB en 2009 à un excédent de 1,0 pour cent du PIB en 2010. L'amélioration des investissements de portefeuilles s'est reflétée dans la reprise du marché des capitaux suite à la crise financière mondiale en 2009.

Le stock des réserves de change a diminué, passant de U.S \$ 42.382,49 millions en 2009 à U.S \$ 32.339,25 millions en 2010. En termes de couverture des importations, les réserves extérieures ont chuté de 16,61 mois en 2009 à 7,78 mois en 2010. Le stock de la dette extérieure en 2010 a été chiffré à U.S \$ 4,6 milliards, soit 20,7% du PIB. A ce niveau, la position de la dette extérieure reste durable.



Malgré la diminution des réserves extérieures en 2010, le Naira est demeuré relativement stable, se dépréciant légèrement de 0,73 pour cent par rapport au dollar U.S durant la période de Décembre 2009 à Décembre 2010, contre 12,83 pour cent en 2009.

3.2.5.2 SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Dans le cadre du programme de convergence macro-économique, le pays a atteint quatre (04) critères en 2010, soit un de moins que l'année précédente. Les détails de la performance des critères de premier rang et de second rang se présentent comme suit:

Critères de premier rang

Le Nigéria a atteint trois critères de premier rang, celui du déficit budgétaire/PIB, celui des réserves extérieures brutes et celui relatif au financement par la banque centrale du déficit budgétaire du gouvernement. Cependant le pays n'a pu remplir le critère portant sur l'inflation. Le taux d'inflation de fin de période s'élevait à 11,6 pour cent, toutefois inférieure à 12,0% enregistré en 2009.

TABLEAU 3.58: NIGÉRIA – SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE LA CEDEAO

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	1,3	0,5	0,6	0,2	3,3	3,8	3,8
II) Taux d'inflation	≤ 5%	11,6	8,5	6,6	14,0	14,0	11,8	11,8
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Reserves brutes de change	≥6 mois Imports B/S	11,8	15,1	17,4	13,0	13,0	7,8	7,8
Critères de second rang:								
I) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	17,2	15,1	13,3	17,1	11,8	10,0	10,0
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	17,9	18,8	27,6	22,7	32,7	47,3	47,3
IV) Investissements interes/Recettes fiscales	≥20% RF	20,6	19,6	27,6	23,2	39,6	30,3	30,3
V) Taux d'intérêt réel	>0	-10,1	-6,5	-3,0	-12,0	-10,0	-6,7	-6,7
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	14,2	7,0	-1,9	11,0	-6,0	9,3	9,3
Nombre de critères respectés		5	4	6	5	5	4	4

Source: Ministère des Finances et Banque Centrale du Nigéria; * Projection

Critères de second rang

Les performances sur les critères de second rang n'ont pas été très encourageantes dans la mesure où le pays n'a pu atteindre qu'un seul à savoir celui relatif à l'investissement public financé sur ressources propres. Les investissements publics financés par des ressources internes ont représenté 21,0% des recettes fiscales en 2010 contre 39,6% en 2009. Le critère relatif aux arriérés intérieurs n'a pu être évalué en raison de données insuffisantes. Les taux d'intérêt réels sont restés négatifs à cause de la forte pression inflationniste, s'élevant à -8,6 pour cent. Il a été de même pour celui lié à la stabilité du taux de change réel.



HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Développement du système de paiements

Le système de paiements du Nigéria est bien avancé dans la mesure où le pays a pris les devants et est entrain de migrer vers la deuxième génération du Système de Règlement Brut en Temps Réel (RBTR).

La Banque Centrale du Nigéria (BCN) a publié une circulaire imposant un plafond maximum d'une valeur de 10 millions de Nairas en chèques et autres instruments de paiement sur papier, avec le 01 Janvier 2010 comme date d'entrée en vigueur. Ce système a été introduit pour faciliter la circulation des paiements de grande valeur en passant du mode manuel au système de paiement électronique qui est plus efficace et plus sécurisé et en conformité avec les bonnes pratiques internationales.

Dans ses efforts visant à promouvoir le contact facile et une réponse plus rapide aux plaintes relatives aux transactions par carte électronique, la BCN a demandé à ce que toutes les banques de dépôts mettent en place des services d'assistance pour le traitement des plaintes liées à la carte. La Banque a également mis en place un service d'assistance (help desk) pour recevoir les plaintes du public sur les transactions liées aux cartes en vue de résoudre plus rapidement les cas et d'assurer le respect du calendrier fixé à 72 heures. La BCN a également demandé à tous les consortiums ATM de retirer leurs guichets automatiques (GAB) dans les lieux publics au plus tard le 1 avril 2010, avec des pénalités à payer en termes monétaires par jour en cas de défaillance.

Dans ses efforts de vouloir mettre en œuvre des services de paiements mobiles comme un moyen d'accroître l'accès aux services financiers pour les personnes à faible revenu, un «appel d'offres» (AO) pour la délivrance des licences de paiements mobiles a été lancé dans quelques quotidiens nationaux durant cette période. Dans la même lancée, la BCN collabore également avec des organismes pertinents tels que la Cellule de Communication du Nigéria, le Conseil pour la Protection des Consommateurs, pour élaborer une stratégie visant la mise en œuvre effective du système de paiements mobiles.

Evolution de l'Union Douanière Emergente

Le Nigéria est en train de faire des progrès dans la mise en œuvre du protocole de la CEDEAO relatif à la libre circulation des personnes et au droit de résidence et d'établissement. A l'exception des citoyens Ivoiriens et Togolais, pour qui des frais de séjour sont facturés sur la base de la réciprocité, une taxe uniforme est exigée pour tous les autres citoyens des Etats sollicitant une autorisation de séjour au Nigeria. Le pays investit des efforts pour le démantèlement des nombreux barrages routiers et leurs limitations à trois le long des corridors de transit. Un poste transfrontalier commun est en cours de construction à la frontière de Seme/Badagry dans le cadre du projet du corridor de transit Lagos-Abidjan entrepris conjointement par La CEDEAO/UE/Banque Mondiale pour la période 2009-2012.

Le Ministère Fédéral du Commerce et de l'Industrie a initié l'idée de créer des marchés frontaliers transnationaux dans les six zones géopolitiques pour recueillir les statistiques du commerce informel et, à cet effet, un marché transfrontalier pilote a été mis sur pied en Orekete, dans l'Etat d'Oyo.

chéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO (SLCC), Tarif Extérieur Commun (TEC) et Accord de Partenariat Economique (APE)

Le pays est en train de mettre en œuvre le Schéma de Libéralisation du Commerce (SLCC) malgré les défis liés aux règles de détermination des caractéristiques d'origine et de sécurité des certificats SLCC. De nombreux opérateurs économiques dans le pays sont informés de l'existence du SLCC, comme en témoigne le grand nombre de produits et de sociétés enregistrés sous le système. Le Conseil Exécutif Fédéral a retiré les produits homologués par le SLCC de la liste des produits interdits. En outre, la Commission de la CEDEAO a décentralisé l'approbation des demandes SLCC vers le comité d'approbation nationale.



Désormais, les comités nationaux d'approbation peuvent recevoir des demandes et accorder leur approbation sans avis préalable de la part de la Commission de la CEDEAO. De plus, le site mis en place par la Commission de la CEDEAO sur le SLCC (www.etls.ecowas.int) devrait permettre de réduire les problèmes liés à la règle de détermination des caractéristiques d'origine et de sécurité des certificats SLCC.

En ce qui concerne le Tarif Extérieur Commun (TEC), le Nigéria a adopté la classification de la CEDEAO à quatre bandes, ainsi que la 5^{ème} bande de 35%. Il a présenté à la Commission de la CEDEAO sa liste des produits à inclure dans ce groupe et sera tenu de fournir une justification pour l'inclusion de ses produits sur la base d'un consensus. Le pays participe activement à toutes les négociations relatives au TEC et est en train de synchroniser et de réaligner son régime de commerce et ses lignes tarifaires par rapport à celles du TEC.

De nouvelles procédures de dédouanement des importations ont été mises en place dans le but de simplifier le dédouanement des marchandises et le mécanisme de vérification après dédouanement et protéger les recettes. En outre, le temps passé à l'inspection physique des marchandises a été réduit grâce à l'installation d'appareils scanneurs au niveau de quelques points d'entrées et de sortie. La création du SYDONIA 3.0 +++ (Système Automatisé de Gestion de Douanes) pour la déclaration automatisée, a également contribué à l'efficacité de l'inspection des marchandises.

Pour ce qui concerne la libre circulation des marchandises, le Nigéria a fait des progrès énormes dans la facilitation des échanges dans les domaines suivants : Premièrement, de nouvelles procédures de dédouanement des importations visant à harmoniser et à simplifier le dédouanement des marchandises ont été mises en place ; deuxièmement, un système de vérification à posteriori dont l'objectif est d'éviter les retards et de protéger les recettes grâce à un examen minutieux de la documentation qui en est issu a également été établi.

Quant à l'Accord de Partenariat Economique (APE), les fonctionnaires du Ministère du Commerce et de l'Industrie ont affirmé que le Nigéria est engagé dans l'élaboration de l'approche régionale pour l'APE. Le Comité d'experts de la CEDEAO avait émis des réserves concernant la proposition avancée par l'UE en ce qui concerne le seuil de libéralisation, la période de transition, le calendrier de démantèlement tarifaire, la règle sur l'origine ainsi que l'enveloppe financière pour le programme de développement de l'APE.

Harmonisation des statistiques

Le Nigeria se conforme à la classification de la consommation individuelle par objet (COICOP) pour la compilation des statistiques des prix. L'IPC (Indice des Prix à la Consommation) a été réévalué par rapport à celui de 2009 et suite à une enquête sur la consommation des ménages réalisée en 2006. Les poids ont été réajustés afin qu'ils soient plus représentatifs et reflètent les dernières évolutions. Le Nigéria fait partie des quelques États membres de la CEDEAO qui produisent un PIB trimestriel. Le pays contribue à la Base de Données de la Surveillance Multilatérale (ECOMAC) de la CEDEAO et fait partie du projet PCI-Afrique, soutenu par la CEDEAO et la BAD. Des efforts importants sont consentis pour fournir régulièrement des statistiques sur l'emploi et le commerce interrégional. En plus, la production des PIB sous-nationaux et d'un taux d'inflation pour les grandes capitales fait partie des projets en vue.

Le Comité National de Coordination (CNC)

Le Macro économiste et la secrétaire bilingue qui avaient été recrutés vers la fin de 2009 ont pris fonction en Janvier 2010. Le CNC est maintenant complètement opérationnel et son secrétariat se trouve au Ministère Fédéral des Finances. Ce Macro économiste a pris part à la mission de surveillance multilatérale en Mars 2011, pour l'évaluation de la performance de la convergence de 2010.



3.2.5.4 PERSPECTIVES 2011

Les perspectives pour le développement économique du Nigéria en 2011 sont prometteuses dans la mesure où on s'attend à ce que la croissance globale qui était de 7,78 en 2010 augmente. Cela est dû aux perspectives de maintien de la stabilité dans la région du Delta du Niger et à la hausse des prix du pétrole sur le marché international. Le niveau de production nationale s'améliore progressivement.

Les perspectives de croissance de l'économie sont solides du fait que le secteur agricole devrait fonctionner à merveille. Cela s'explique par les initiatives actuelles que le gouvernement a entreprises en vue de renforcer les infrastructures en place. Ainsi, l'activité économique sera stimulée en raison des investissements considérables de capitaux dans le domaine des infrastructures.

Compte tenu des recettes élevées et des hautes réserves extérieures, il est très possible que le Nigéria continue d'atteindre les objectifs de réserves extérieurs dans un avenir prévisible. Toutefois, le risque majeur pour les perspectives d'inflation demeure la dégradation des performances budgétaires. Ramener l'inflation à un seul chiffre en 2011 serait peu probable compte tenu des investissements en capitaux élevés, en particulier dans les secteurs de l'énergie et du pétrole, qui en principe mettront du temps avant de pouvoir faire un bon rendement.

Les efforts du gouvernement pour l'amélioration des infrastructures sont mis en évidence par l'allocation de ressources pour les cinq (5) secteurs clés de l'économie. Dans le même ordre d'idées, la mise en place de la Commission de Régulation et de Concession des infrastructures (CRCI) a été effectuée avec un mandat clair et un cadre juridique adéquat pour les opérations. Lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, elle permettra de stimuler la base infrastructurelle et la culture de maintenance au sein du peuple.

Afin de maintenir la trajectoire de croissance, il est nécessaire de promouvoir la stabilité dans la région du Delta du Niger en vue d'assurer le flux de pétrole brut pour permettre au Nigéria de réclamer l'augmentation de son quota au sein de l'OPEP et de garantir la production de gaz nécessaire pour alimenter la centrale électrique.

Malgré la forte croissance engendrée, en grande partie, par le secteur non pétrolier, soutenue par l'agriculture et les secteurs des services, il n'a pas été noté de réduction du taux de chômage qui, est actuellement estimé entre 20 et 30 pour cent. Ceci reste un grand défi pour le pays. De plus, la maîtrise de la hausse du niveau de crédit du gouvernement constitue un réel défi pour les autorités monétaires.

Les taux de prêts élevés, les taux de dépôt négatifs en termes réels et l'accumulation de la dette intérieure constituent des questions importantes sur lesquelles on devrait réfléchir sérieusement.

3.2.5.5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans l'ensemble, l'économie fonctionne de manière satisfaisante face à ce ralentissement économique mondial. Le pays a satisfait trois critères de premier rang et un des six critères secondaire de convergence. L'ambition du Nigéria d'arriver à répondre à tous les critères de premier rang d'ici la fin de l'année 2010 est peu probable. Le pays est également en bonne voie dans son effort de vouloir se conformer aux questions des politiques d'harmonisation. Le pays participe activement au SLCC et est entrain de mettre en œuvre le protocole sur la libre circulation des personnes et des biens.

Nous exhortons le gouvernement du Nigéria à adopter les mesures ainsi définies afin de renforcer et d'accroître l'efficacité dans la gestion des dépenses publiques, d'accélérer la dynamique des recettes, de diversifier l'économie, de créer des emplois, et de maintenir la paix dans le pays.

À la lumière de ce qui précède, les recommandations suivantes s'avèrent nécessaires et devront faire l'objet d'une analyse profonde:

1. Il est nécessaire de rationaliser les dépenses en faveur de la promotion des activités de croissance avec un grand effet multiplicateur sur l'économie. Les dépenses du gouvernement sur les services publics



(téléphone, électricité, et eau) doivent se faire sur la base de prépaiement pour toutes les structures gouvernementales. Le gouvernement peut envisager la création d'une agence centrale d'approvisionnement au niveau fédéral et étatique qui sera chargée d'évaluer la valeur monétaire des biens et services achetés.

2. Le Ministère fédéral du commerce et de l'industrie est invité à accélérer le processus de révision de la politique commerciale actuelle en vue d'intégrer les questions industrielles dans la politique commerciale nationale.
3. Le gouvernement est prié d'améliorer l'accès au financement et autres services de soutien dont le manque a été l'une des principales contraintes au développement du secteur privé de l'économie. Cela aurait inévitablement joué un rôle central dans l'investissement et la création d'emplois pour la population.
4. Le gouvernement est prié de redoubler d'efforts pour résoudre l'insuffisance des infrastructures et ainsi stimuler l'investissement, et la croissance économique.
5. Le pays devrait mettre en place des mesures visant à annuler le coût en termes de perte de revenus, après la mise en œuvre effective du TEC étant donné qu'il n'y a pas de disposition en place qui prévoit l'indemnisation de la perte de recettes.
6. Les autorités nigérianes sont encouragées à publier officiellement les produits qui ont été retirés de la liste des produits interdits du TEC.



3.2.6 LA SIERRA LEONE

Les objectifs de la politique macroéconomique de la Sierra Leone en 2010 étaient de parvenir à la stabilité des prix et de réaliser une croissance durable tournée vers la réduction de la pauvreté. La situation macroéconomique du pays dans la même année a été encourageante. Celle-ci s'explique principalement par le fait que les autorités se sont engagées dans la mise en œuvre de réformes économiques essentielles visant à consolider les gains macroéconomiques et à relever les principaux défis rencontrés dans le processus d'amélioration des performances macroéconomiques.

La croissance du PIB a été de 5 % en 2010, ce qui marque une amélioration par rapport aux 3,2 % enregistrés en 2009. Les secteurs de l'agriculture et des services ont été les principaux moteurs de la croissance, contribuant respectivement à hauteur de 46,6 et 43,4 %. Le secteur minier a enregistré le taux de croissance le plus élevé par rapport à tous les autres sous-secteurs de l'économie. Mais vu sa contribution relativement faible au PIB, contrairement aux secteurs des services et de l'agriculture, celui-ci n'a pu se classer parmi les principaux moteurs de la croissance enregistrée en 2010. Les activités de construction, en particulier les routes, ont connu une hausse, avec l'approvisionnement améliorée en électricité et l'investissement dans l'infrastructure de base. Le taux d'inflation est passé de 12,2 % à fin décembre 2009 à un taux de 17,8 à fin décembre 2010. Le Leone a été relativement stable en 2010, ne connaissant qu'une dépréciation de 7,7 % comparativement aux 28 % enregistrés en 2009.

Tout comme en 2009, le pays n'a respecté que deux critères de convergence en 2010.

3.2.6.1. Analyse sectorielle

Secteur réel

La croissance du PIB réel a été de 5 % en 2010, attestant d'une amélioration par rapport au taux de 3,2 % réalisé en 2009. La hausse du taux de croissance a résulté des politiques du gouvernement visant à consolider la stabilisation macroéconomique, à étendre l'infrastructure publique de base et à améliorer l'environnement des affaires en vue de favoriser le développement du secteur privé. S'agissant de la croissance des sous-secteurs, le sous-secteur de l'industrie a enregistré la croissance la plus forte, avec un taux de 11,20 %, suivi de celui des services avec 5,33 % et de l'agriculture avec 3,96 %. Toutefois, l'agriculture a été le plus grand contributeur aux 5 % de croissance enregistrés en 2010, avec 46,6 % de part dans la croissance du PIB réel, suivi des services avec 43,4 % tandis que la contribution du secteur de l'industrie, qui intègre le secteur des mines, n'a été que de 7,2 %. La commercialisation des produits agricoles, les objectifs du Programme pour le changement dans les secteurs de l'éducation et des services de santé, en particulier l'initiative de soins de santé gratuits, ont amélioré respectivement la situation des secteurs de l'agriculture et des services. La reprise des activités d'exploitation minière en 2010 a été le facteur explicatif de l'amélioration des performances dans ce secteur.

La croissance du secteur primaire a été de 3,96 % en 2010 contre un taux de croissance de 3,79 % enregistré en 2009. Les sous-secteurs des cultures, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche ont enregistré des croissances respectives de 5,99, 1,52, -3,88 et 1,66 % en 2010 contre 4,93, 1,27, 1,38 et 1,25 % enregistrés en 2009, respectivement.

Le secteur secondaire, qui a connu des résultats désastreux en 2009, avec un taux de croissance de -12,19 %, a enregistré une croissance de 11,20 % en 2010. De façon spécifique, les sous-secteurs de l'industrie extractive et de l'exploitation des carrières, de la manufacture et de l'artisanat, de l'électricité et de l'approvisionnement en eau et de la construction ont enregistré des croissances respectives de 8,54, 12,83, 4,23 et 13,96 % par rapport à leurs taux de croissance respectifs de -26,38, -1,43, -4,72, -2,57 % enregistrés en 2009.



La croissance du sous-secteur de l'électricité et de l'approvisionnement en eau, dans le secteur secondaire, a excédé la croissance des autres sous-secteurs dudit secteur grâce à l'acquisition d'un groupe de 10 MW. La production diamantifère s'est accrue de 9,2 % en 2010 contre -40,1 en 2009 et celles de la production d'or et de bauxite se sont accrues respectivement de 52,6 et 64,2 %. Toutefois, la production de rutile a connu une baisse de 1,8 %, la production des autres matières minérales (bauxite et or) qui avait connu un recul de 12,6 % en 2009 n'a baissé que de 4,1 % en 2010. Le sous-secteur de l'exploitation des carrières s'est accru de 27,9 % alors qu'il avait accusé un recul de 7,1 % en 2009. Ainsi, hormis le recul de la production d'eau, qui a baissé de 4,3 % à -33,3 %, la production de l'ensemble de tous les sous-secteurs du secteur industriel a enregistré une croissance plus forte comparativement à 2009.

La performance du sous-secteur des mines s'explique principalement par le fait que Koidu Holdings, qui est le principal acteur de l'industrie extractive et qui avait été suspendue en 2009, a été pleinement opérationnelle en 2010 et que l'exportation de bauxite a repris en 2010.

Dans le sous-secteur de la manufacture, les productions de bière et de stout, de la maltina, de boissons non alcoolisées et de ciment ont été supérieures à leurs valeurs enregistrées en 2009 de 9,4%, 3,7%, 27,2% et 27,4 %, respectivement. Toutefois, les productions de savon ordinaire, de farine et de confiseries ont été inférieures à leurs valeurs enregistrées en 2009, respectivement, de 28 et 29 %. L'accroissement de la production dans le secteur de la manufacture a été tiré par l'amélioration de la fourniture d'électricité à Freetown dans le cadre du projet Bumbuna. Les activités de construction, qui ont été évaluées approximativement au volume de la production de ciment, ont été de 13,96 % supérieures à leurs valeurs en 2009. L'électricité produite au cours de la période sous revue a été de 170 GW, représentant 30,2 % par rapport aux 132 GW produits en 2009. Cette augmentation de l'approvisionnement en électricité s'explique par l'achat de deux groupes alimentés au diesel et qui ont été financés par la Banque arabe de développement en Afrique (BADEA) en vue de compléter la production de la centrale hydroélectrique de Bumbuna.

Le secteur des services s'est accru de 5,33 % en 2010, chiffre inférieur à sa croissance de 6,24 % enregistrée en 2009. Les sous-secteurs du transport, du stockage et de la communication se sont accrus de 6,37 %, celui du commerce et du tourisme de 4,90 % et celui des finances et de l'assurance de 2,72 %. Les secteurs de l'administration et des services publics, de l'éducation et de la santé ont enregistré des croissances respectives de 3, 6% et 12 %. La croissance lente du secteur des services en 2010, comparativement à 2009 où elle a été de 6,2 %, s'explique principalement par la réduction substantielle de la croissance du secteur de l'administration et des services publics qui ont été de 3 % contre un taux de croissance de 23,4 % enregistré en 2009.

La consommation globale a représenté 90,1 % du PIB tandis que l'investissement représentait 19,5%. Comme ce fut le cas en 2009, la demande globale a été tirée par la consommation privée qui s'est accrue à 5 905 157 millions de leones en 2010, chiffre en hausse par rapport aux 5 691 121 millions de leones enregistrés en 2009 (soit un taux de croissance de 3,8 %). La consommation publique a été inférieure à la consommation privée et s'est cependant accrue davantage comparativement à la croissance de la consommation privée, d'un taux de 62,9 %. Toutes les composantes de la demande globale ont connu une hausse en 2010.


TABLEAU 3.59 : CROISSANCE DU SECTEUR RÉEL EN SIERRA LEONE

	2008	2009	2010	2011*
1. PIB (millions de leones)				
PIB à prix courant	6 538 014	7 340 900	8 539 392	9 931 313
PIB à prix constant en 2001 (millions de leones)	4 248 218	4 382 580	4 599 526	4 912 294
2. CROISSANCE REELLE DU PIB (%)	5,5	3,2	5,0	6,8
3. TAUX DE CROISSANCE PAR SECTEUR (%)				
Agriculture	4,5	3,79	3,96	4,13
Cultures	5,8	4,93	5,99	7,05
Élevage	1,2	1,27	1,52	1,77
Foresterie	2,9	1,38	-3,88	1,38
Pêche	1,5	1,25	1,66	2,07
Industrie	-17,6	-12,19	11,20	13,00
Exploitation minière et de carrières	-35,7	-26,38	8,54	10,34
Manufacture et artisanat	1,2	-1,43	12,83	14,6
Fourniture d'eau et d'électricité	114,9	-4,72	4,23	6,03
Construction	2,4	-2,57	13,96	15,76
Services	10,3	6,24	5,33	7,13
Commerce et tourisme	4,4	4,27	4,90	5,53
Transport, stockage et communication	26,0	6,51	6,37	8,17
Finances, assurance et immobilier	8,5	-0,98	2,72	3,52
Administration des services publics	-16,0	23,35	3,00	4,80
Autres services	3,8	3,10	3,02	4,82
Éducation	20,6	8,82	6,00	7,80
Santé	22,0	11,08	12,00	13,8
Institutions caritatives au service des ménages	9,5	10,99	6,60	8,40
Services d'intermédiation financière mesurés indirectement	39,6	15,78	9,21	11,8
4. CONTRIBUTION DES SECTEURS AU PIB				
Agriculture	46,71	46,99	46,55	46,81
Industrie	7,95	6,72	7,12	7,62
Services	41,88	43,13	43,28	44,78
5. DEMANDE (en millions de leones)				
Consommation privée	4 768 538	5 691 121	5 905 157	6 125 859
Consommation publique	941 478	1 103 894	1 798 606	2 929 858
Formation de capital brut	1 965 742	1 417 097	1 664 424	1 954 476
Exportation de biens et services	1 082 595	1 059 017	1 645 869	2 557 346
Importation de biens et services	2 342 461	2 130 118	3 053 964	4 377 499
NPISH	4 768 538	5 691 121	59 051 57	1 678 509

Source : Statistics Sierra Leone et AMAO * Projection

Le taux d'inflation en glissement annuel s'est élevé à 17,8 % à fin décembre 2010 contre 12,2 à fin décembre 2009. Le taux d'inflation moyen en 2010 a été de 16,8 % contre 8,9 en 2009. La hausse du niveau général des prix au cours de la période sous revue est due à l'accroissement des prix des marchandises suite à l'introduction de la taxe sur les biens et services (TBS) en janvier, à la hausse continue des prix internationaux des produits alimentaires et du pétrole, à la dépréciation du taux de change et à l'augmentation du prix à la pompe des produits pétroliers. Les 28,7 % d'augmentation du cours international du pétrole se sont soldés par une augmentation de 18,2 % des prix intérieurs à la pompe des produits pétroliers, comme le montre le Tableau 3.59 qui affiche une croissance des divers sous-secteurs du secteur réel de la Sierra Leone.



Finances publiques

Le Gouvernement Sierra Léonais a élaboré ses projets de budget dénommés « Confronting the Future » et défini diverses stratégies pour la réalisation de son projet d'avenir. Le budget de 2010 a pour principaux objectifs de :

- ▶ renforcer l'investissement dans l'infrastructure et éliminer d'autres barrières à l'investissement afin de soutenir les activités de création d'emplois par le secteur privé ;
- ▶ soutenir les secteurs de production de l'économie afin de susciter une forte croissance durable et à base large qui permettra de faire des avancées dans la réduction de la pauvreté ;
- ▶ améliorer la prestation de services de soins de santé, d'éducation et d'approvisionnement en eau afin de faciliter l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et améliorer le classement de la Sierra Leone dans l'Indice de développement humain (IDH) du PNUD.

Dans la poursuite des objectifs susmentionnés, le gouvernement a adopté plusieurs mesures visant à améliorer les recettes et défini les priorités de dépenses et les enveloppes budgétaires pour l'exercice financier 2010. Une nouvelle mesure importante, introduite en juin 2010, a été la taxe sur les biens et services (TBS), un type de taxe sur la valeur ajoutée qui en a remplacé sept autres qui avaient enregistré des contre-performances au fil des ans. Le budget total pour l'année a été estimé à 1,8 trillions de leones, composé de dépenses courantes d'un montant de 1,1 trillion de leones (soit 61,1 %) et de dépenses d'investissement de 696,6 milliards de leones (soit 38,9 %).

Les opérations financières de l'État ont entraîné un déficit, dont y compris, de 523,5 milliards de leones, soit 6,9 % du PIB contre 3 % enregistrés en 2009. Hormis les dons, le déficit budgétaire a été de 1066,1 milliards de leones en 2010, ce qui représente 14,1 % du PIB contre 10,4 enregistrés en 2009. Les recettes intérieures totales se sont élevées à 955,7 milliards de leones, soit 13,3 % du PIB comparativement à un taux de 11,6 enregistré en 2009. Ce taux a excédé celui de 2009 de 255,3 milliards de leones (soit 36,5 %) et a été supérieur à l'objectif révisé de 2,7 % fixé pour 2010. Les recettes fiscales ont représenté 10,2 % du PIB contre 9,8 en 2009. Les recettes comprenaient l'impôt sur le revenu (303 026 milliards de leones), la taxe sur les biens et services (246 362 milliards de leones), les droits de douane et d'accise (322 819 milliards de leones) et les recettes non fiscales (83 456 milliards de leones). Les dons comprenaient les appuis aux programmes, les appuis budgétaires et d'autres projets.

Les recettes tirées de la TBS nouvellement instaurée se sont élevées à 246,4 milliards de leones, ce qui a constitué plus d'un quart des recettes intérieures totales (25,8 %), bien que les recettes tirées de la TBS aient été inférieures à l'objectif visé de 1,5 %, soit une valeur de 250 milliards de leones. L'objectif pour la TBS n'a pas été atteint parce que les banques de dépôts transitoires des recettes de TBS n'ont pas déposé les fonds recueillis dans les banques indiquées à cet effet à fin décembre 2010 dans le Fonds des recettes consolidées (FRC). Les recettes tirées des droits de douane et d'accise, qui représentaient 33,8 % des recettes intérieures totales, ont été en deçà de l'objectif de 341,3 milliards de leones d'une marge de 18,5 milliards de leones (soit 5,4 %) principalement du fait de l'octroi d'exonérations discrétionnaires et de l'existence de plus de 2000 conteneurs amassés au port. Les recettes non fiscales ont également été en deçà de leurs cibles du fait du manque à gagner au niveau des redevances sur la bauxite et le diamant, bien que les recettes tirées des licences d'exploitation et d'exploration minières aient excédé leurs objectifs.

Les dépenses totales ont été de 2073 milliards de leones (soit 27,3 % du PIB). Ce montant a excédé le montant prévu au budget, de 1860,8 milliards de leones, et la valeur enregistrée en 2009 qui était de 1452,2 milliards de leones (soit 21,4 % du PIB). Les dépenses courantes, qui ont été de 16,9 % du PIB, ont représenté 62 % des dépenses totales, laissant une part de 38 % aux dépenses d'investissement. Les dépenses d'investissement ont été de 10,4 % du PIB et les dépenses d'investissement intérieur de 4,7 % du PIB.



Le déficit budgétaire global, y compris dons, a été de 523,5 milliards de leones (soit 6,9 % du PIB) et s'est élevé, hors dons, à 1066,1 milliards de leones (soit 14,1 % du PIB). Ces chiffres ont été plus que supérieurs aux chiffres enregistrés de 3 et 10,4 % du PIB en 2009 pour les déficits budgétaires, dons inclus et hors dons, respectivement. Le financement total du déficit budgétaire en 2010 a été de 638,6 milliards de leones et a été financé principalement sur des ressources intérieures à hauteur de 446,2 milliards de leones (soit 69,9 % du financement total) et le financement étranger a été de 161,7 milliards de leones (soit 25,3 %). Le financement par les banques s'est élevé à 454,7 milliards de leones pour le financement intérieur du déficit. Un remboursement de 8,5 milliards de leones a été effectué au secteur non bancaire.

L'encours de la dette extérieure totale à fin décembre 2010 était de 767,86 millions de dollars US contre 692,58 millions. L'accroissement de la dette extérieure (10,9 %) en 2010 est dû aux décaissements accrus par les créanciers multilatéraux. Ces décaissements ont été de 42,8 millions de dollars US par le FMI pour le solde des appuis aux paiements, de 29,4 millions de dollars US par la Banque mondiale pour l'appui budgétaire et de 16,4 millions de dollars US par la Banque africaine de développement. La dette extérieure totale à fin 2010 était composée de la dette multilatérale, de celle des créanciers commerciaux et des créanciers bilatéraux, avec des parts respectives de 61,9, 30,1 et 8,4 % alors qu'elles étaient de 56,9, 34,7 et 7,9 %, respectivement, à fin 2009.

La dette extérieure totale s'élevait à 1,16 trillions de leones, chiffre supérieur à sa valeur de 2009 de 23,8 %, en raison principalement du stock de bons non porteurs d'intérêts et non négociables (NNIB) et des avances de fonds à valoir sur le Trésor par rapport aux valeurs respectives de 177,5 milliards et 45,3 milliards de leones qui ont été converties en titres du Trésor. Les bons du Trésor, les obligations du Trésor et les obligations recapitalisées ont représenté respectivement 66,5, 9,3 et 24,2 % de la dette intérieure totale. Les banques commerciales ont été les principales détentrices de la dette intérieure avec 40 % de la dette intérieure totale, suivies de la Banque de la Sierra Leone avec 39 % et du grand public avec 13 %. La National Social Security and Insurance Trust (NASSIT), d'autres institutions financières et établissements de réescompte détenaient respectivement 5, 2 et 1 %.

Secteur monétaire

Comme indiqué dans la Déclaration du budget pour l'exercice 2010, les opérations monétaires visaient à maintenir la flexibilité du taux de change tout en jugulant les pressions inflationnistes découlant des effets secondaires de la crise financière et économique mondiale. À cet égard, la base monétaire était censée croître de 13 % en 2010, permettant une expansion suffisante du crédit au secteur privé et une plus grande accumulation de réserves en devises. D'autres mesures de politiques visant à renforcer le cadre de projection de la liquidité, le renforcement du marché interbancaire et l'équilibrage des ventes de bons du Trésor et des ventes aux enchères de devises ont été utilisées pour garantir une combinaison optimale de politiques monétaires.

La mise en œuvre de la politique monétaire a été confrontée à des défis importants du fait des opérations financières de l'État. La masse monétaire au sens strict a enregistré une croissance de 34,61 % en 2010 comparativement à sa cible prévisionnelle de 7,5 % et au taux de croissance de 21,2 % en 2009. Quant à la masse monétaire au sens large elle s'est accrue de 32,7 % par rapport à l'objectif de 14 % et à la croissance de 27,5 % enregistrée en 2009, croissance tirée principalement par l'extension rapide du crédit à l'État qui s'est accru de 88,3 %. Le Tableau 3.60 indique les performances relatives à certains indicateurs monétaires.



Tableau 3.60 : TAUX DE CROISSANCE DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

Taux de croissance								
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monnaie de base	12,8	24,6	10,7	26,0	7,7	21,2	34,6	48,0
Masse monétaire au sens large (M2)	20,1	31,3	21,4	22,6	22,5	27,5	32,7	37,9
Monnaie au sens strict (M1)	17,6	23,1	15,4	12,3	12,8	21,1	29,8	38,5
Monnaie en circulation	8,6	13,0	19,1	12,5	9,8	23,7	32,4	41,1
Dépôts à vue	33,7	38,0	10,9	12,1	36,1	18,5	27,0	35,5
Quasi-monnaie	20,2	36,6	27,8	29,0	35,8	26,8	35,4	35,5
Dépôts en devises étrangères	30,4	54,9	32,5	42,5	12,4	42,3	50,6	58,9
Pourcentage de contribution à la croissance de la masse monétaire au sens large (M2)								
Actifs extérieurs nets	20,0	34,4	78,9	25,6	0,9	54,1	6,1	7,07
Créances nettes sur l'État	-10,5	-5,6	10,9	-4,3	4,7	-0,2	15,2	17,62
Créances sur le secteur privé	9,2	4,4	4,1	8,5	8,4	7,7	10,7	12,40
Créances sur les institutions publiques	0,0	0,2	0,1	0,4	0,6	0,6	1,3	1,51
Créances sur le reste de l'économie	0,2	1,1	-0,3	-0,8	0,6	0,9	2,3	2,67
Autres postes nets	1,2	-3,2	-72,3	-6,7	-0,7	-39,1	-2,9	-3,36

Source : Banque de la Sierra Leone et estimations de l'AMAO
* Projection

Les avoirs extérieurs nets, comprenant les créances nettes du système bancaire sur l'État, le secteur privé, les institutions publiques, le reste de l'économie et d'autres postes nets, ont enregistré un taux de croissance total de 313,4 % contre -70,7 % dans la même période en 2009. Les parts des avoirs extérieurs nettes et des créances nettes sur l'État et des créances sur le secteur privé, dans la croissance de la masse monétaire au sens large se sont élevées respectivement à 6,1, 15,2 et 10,7 % contre 54,1, -0,2 et 7,7 %, respectivement, en 2009.

Les opérations de politique monétaire de la Banque centrale ont entraîné une croissance des agrégats monétaires comparativement à 2009. La monnaie en circulation s'est accrue de 32,4 % comparativement à la croissance de 23,7 % enregistrée en 2009 et les dépôts à vue se sont accrus de 27 % en 2010 contre 18,5 en 2009 et la quasi-monnaie et les dépôts en devises se sont accrus respectivement de 35,4 et 50,6 % contre 18,5 et 26,8 %, respectivement, en 2009.

La fluctuation des taux d'intérêt a favorisé l'investissement dans les titres de l'État par rapport aux dépôts d'épargne. Les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 91, 180 et 365 jours et les obligations du Trésor à 365 jours se sont accrus de 13,99, 12,21, 14,33 et 12 %, respectivement, à fin décembre 2009 pour atteindre 24,54, 28,35, 28,98 et 22,50 %, respectivement, à fin décembre 2010. Cette évolution traduit un besoin croissant d'emprunt par l'État, découlant principalement d'une initiative de campagne d'investissement plus accrue. Les taux d'intérêt sur les dépôts à vue sont restés inchangés, avec une moyenne de 6,25 % tandis que les taux débiteurs ont baissé, passant d'une moyenne de 25,50 % en 2009 à 24,50 en 2010. Ainsi, l'écart entre les taux créditeurs et les taux débiteurs n'a baissé que d'un point de base, passant de 19,25 % en 2009 à 18,25 en 2010. Le taux sur les dépôts à terme a également baissé, passant d'une moyenne de 10,84 % à fin décembre 2009 à 10,55 à fin décembre 2010.

Comme ce fut le cas en 2009, seule une société a été cotée à la Bourse des valeurs en 2010. Le rythme lent du programme de privatisation, la faible sensibilisation et le retard accusé dans l'adoption du projet de loi sur la Commission boursière ne sont pas sans lien avec la lenteur du développement des marchés de capitaux.



Secteur extérieur

Le solde global de la balance des paiements en 2010 a été déficitaire contrairement à 2009 où il était excédentaire. Le déficit de la balance globale de paiement a été de 57,96 millions de dollars US (soit 2,70 % du PIB) comparativement à l'excédent de 143,95 millions de dollars US (soit 6,64 % du PIB) en 2009. La détérioration de la balance des paiements est due à la dégradation du compte courant et du compte financier. Le Tableau 3.61 montre les performances du secteur extérieur. La situation du compte courant s'est détériorée, passant d'un déficit de 192,89 millions de dollars US (soit 8,9 % du PIB) en 2009 à 263,06 millions de dollars US (soit 12,25 % du PIB) en 2010. Ce recul est imputable aux détériorations de la situation de tous les sous-comptes du compte courant, hormis les transferts courants qui, eux, ont enregistré une croissance, passant de 65,75 millions de dollars US (soit 6,81 % du PIB) en 2009 à 70,35 millions en 2010 (soit 9,11 % du PIB). La balance commerciale, les services nets et le revenu net du compte courant ont accusé un recul, passant des déficits de 241,59 millions de dollars US (soit 11,14 % du PIB), 63,22 millions (soit 2,92 % du PIB) et 35,76 millions (soit 1,65 % du PIB), respectivement, en 2009 à des déficits de 312,04 millions (soit 14,54 % du PIB), 93,50 millions (soit 4,36 % du PIB) et 53,10 millions (soit 2,47 % du PIB), respectivement, en 2010. L'augmentation des factures d'importation, aussi bien de produits pétroliers que non pétroliers, a été le principal facteur explicatif de la dégradation de la balance commerciale, vu que les exportations ont été supérieures en 2010 à celles enregistrées en 2009. L'amélioration des résultats du secteur des exportations, avec une hausse de 12,51 à 17,03 % du PIB, est due à une reprise des activités minières. La facture totale des importations s'est accrue en 2010 à 677,64 millions de dollars contre 512,85 millions de dollars en 2009. Cette hausse a été induite par l'augmentation des cours internationales du pétrole et les importations de biens d'équipement.

Le compte de capitaux s'est amélioré, passant d'un excédent de 65,75 millions de dollars (soit 3,03 % du PIB) en 2009 à un excédent de 70,35 millions de dollars (soit 3,28 % du PIB) en 2010, tandis que le compte financier accusait une détérioration, passant d'un excédent de 269,16 millions de dollars (soit 12,41 % du PIB) en 2009 à un excédent de seulement 112,61 millions (soit 5,25 % du PIB) en 2010. La détérioration du compte financier s'explique principalement par la baisse des autres investissements nets, vu que l'investissement direct en Sierra Leone a connu une baisse marginale, passant de 4,68 % du PIB en 2009 à 4,24 en 2010 tandis que les autres investissements nets baissaient de 7,74 % du PIB en 2009 à 1 % en 2010.

En dépit de l'augmentation des réserves internationales en 2010, le nombre de mois d'importation que le stock de réserves internationales peut financer a diminué. Les réserves extérieures brutes à fin décembre 2010 étaient de 345,22 millions de dollars (soit 6,4 mois de couverture d'importation) contre 336,27 millions de dollars (soit 5,4 mois de couverture d'importation) à fin décembre 2009. La diminution de la couverture des importations est due à l'augmentation de la facture des importations, découlant principalement de l'importation d'équipements lourds pour le secteur des mines. Le taux de change a été relativement stable en 2010. Le Leone s'est déprécié face au dollar de 7,7 %, contre 28 % en 2009. La stabilisation relative de la valeur extérieure du Leone, dans la période sous revue, a été possible grâce aux interventions massives en devises de la Banque de la Sierra Leone dans la première partie de l'année, bien qu'il y ait eu une réduction de l'offre de change mise en jeu lors de la vente aux enchères organisée par la Banque de la Sierra Leone.

**Tableau 3.61 : PERFORMANCES DU SECTEUR EXTÉRIEUR DE LA SIERRA LEONE**

	2009	2010	2011*	2009	2010	2011*
	Millions de dollars US			Pourcentage du PIB		
Compte courant	-192,89	-263,06	-178,88	-8,90	-12,25	-7,72
Balance commerciale	-241,59	-312,04	-235,62	-11,14	-14,54	-10,16
Exportations de marchandises (fob)	271,26	365,59	391,52	12,51	17,03	16,89
Importation de marchandises (fob)	-512,85	-677,64	-627,14	-23,65	-31,57	-27,05
Services (nets)	-63,22	-93,50	-80,70	-2,92	-4,36	-3,48
Revenu	-35,76	-53,10	-74,00	-1,65	-2,47	-3,19
Transferts courants (nets)	147,68	195,58	211,43	6,81	9,11	9,12
Compte de capital	65,75	70,35	75,27	3,03	3,28	3,25
Transferts de capitaux (nets)	65,75	70,35	75,27	3,03	3,28	3,25
Compte financier	269,16	112,61	107,13	12,41	5,25	4,62
Investissement direct (net)	101,43	91,08	93,75	4,68	4,24	4,04
Investissement de portefeuille (net)	-	-	-	-	-	-
Autres investissements (nets)	167,73	21,53	13,38	4,68	1,00	0,58
Solde global	143,95	-57,96	-63,51	6,64	-2,70	-2,74
Pour mémoire						
Importations de biens (cif)	582,79	770,04	712,66	26,88	35,87	30,74
Stock des réserves extérieures (en millions de dollars US)	336,27	345,22	335,22			
Mois de couverture d'importation	6,40	5,40	5,60			

Source: Banque de la Sierra Leone et AMAO * Projection

3.2.6.2. SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROÉCONOMIQUE

Les performances dans le cadre du programme de convergence macroéconomique ont continué d'être difficiles en 2010 dans la mesure où le pays n'a respecté aucun critère de 1^{er} rang. Toutefois, le pays a satisfait aux critères de second rang liés aux investissements publics financés sur ressources intérieures et à la stabilité du taux de change réel.

Critères de premier rang

La Sierra Leone n'a satisfait à aucun des critères de premier rang, contrairement à 2009 où elle avait rempli l'un des critères (à savoir celui des réserves brutes) qui s'élevait à 6,4 mois de couverture d'importation, mais qui a été réduit à 5,4 mois en 2010. Le déficit budgétaire (base engagements hors dons) en 2010 s'est accentué à 14,1 % du PIB contre 11 % en 2009.

De même, le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale s'est accru de 18,8 % par rapport aux recettes fiscales de l'année précédente, soit 2009, pour atteindre 25,7 % en 2010. Le taux d'inflation s'est, lui, accru de 12,2 % en 2009 à 17,8 % en 2010 et les réserves extérieures brutes ont baissé à 5,4 mois de couverture d'importation contre 6,4 en 2010. Le Tableau 3.61 montre la situation des critères de convergence macroéconomique.

Critères de second rang

La Sierra Leone n'a satisfait qu'à deux critères de second rang en 2010. En effet, les investissements publics financés sur ressources intérieures ont représenté 40,4% des recettes fiscales et la dépréciation du taux de change réel a été de 4,5%. L'amélioration des investissements publics sur ressources interne est due à un changement de politique du gouvernement tourné vers la restructuration du budget en faveur des dépenses d'investissement au détriment des dépenses courantes.



Par contre, les recettes fiscales en 2010 ont été de 10,3 % du PIB, ce qui est largement en deçà du niveau de référence du critère de convergence (20 %) bien supérieur à la valeur de 9,8 % enregistrée en 2009. La charge salariale (mesurée au ratio de la masse salariale par rapport aux recettes fiscales) a été de 61,6 %, chiffre supérieur au niveau de référence du critère de convergence, bien qu'inférieur à la valeur de 71,7 % enregistrée en 2009. Les taux d'intérêts sont demeurés négatifs à -7,5 %, ce qui marque une amélioration par rapport à la valeur de -8,5 % enregistrée en 2009 mais n'ont pas atteint le seuil requis pour les taux d'intérêt réels positifs.

Tableau 3.62 : SIERRA LEONE – SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE LA CEDEAO

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	9,5	8,5	5,0	8,58	9,56	12,5	12,5
II) Taux d'inflation	≤ 5%	13,1	7,3	13,8	12,3	12,0	17,8	17,8
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	13,3	0,8	0,3	18,6	37,6	37,6
IV) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports B/S	4,8	4,9	0,8	4,2	6,2	4,6	5,6
Critères de second rang:								
I) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
II) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	8,1	8,5	7,8	8,5	8,5	10,3	10,3
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	65,5	61,6	60,9	59,8	59,8	60,9	60,9
IV) Investissements interres/Recettes fiscales	≥ 20% RF	7,9	10,6	9,1	13,4	13,4	40,4	40,4
V) Taux d'intérêt réel	> 0	-7,2	-1,8	-8,3	-8,3	-8,5	-5,5	-5,5
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-0,5	-4,7	1,0	6,9	1,7	-4,5	-0,4
Nombre de critères respectés		2	1	2	1	2	2	2

Source : Banque de Sierra Leone et AMAO *Projection

3.2.6.3. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET HARMONISATION DES POLITIQUES

Comité National de Coordination (CNC)

Le Comité national de coordination (CNC) a déjà été mis en place et a démarré la préparation des rapports de surveillance multilatérale destinés au Secrétariat conjoint CEDEAO-AMAO. Un macroéconomiste a été recruté en 2010, suite à la démission de celui recruté en 2009. Le macroéconomiste a participé à la mission de surveillance multilatérale qui a eu lieu en mars 2011. Le Secrétariat du CNC est basé au Ministère des finances et du développement économique et placé sous la supervision technique du Directeur de la Cellule de politique économique et de recherche (EPRU) dudit ministère. Le CNC est constitué d'un groupe de base de hauts responsables issus de différents ministères et institutions du secteur public qui travaillent directement avec le macroéconomiste à la rédaction des rapports économiques sur le pays et d'un groupe technique qui se réunit pour valider les rapports.

Harmonisation des statistiques

Les autorités de la Sierra Leone ont adopté la norme harmonisée de la CEDEAO en matière de calcul de l'IPC et des comptes nationaux et les principaux responsables ont suivi une formation à l'utilisation des logiciels PRIMA et ECOMAC. Le panier de l'IPC a été accru à 400 produits en lieu et place des 251 produits enregistrés jusque-là pour tenir compte des tendances actuelles de consommation. Le pays a également adopté le système de comptes nationaux (SCN) de 1993 plutôt que celui de 1968.



La Sierra Leone utilise la classification standard de la consommation individuelle par objet (COICOP), adoptée depuis 2007. En février 2010, les services de statistiques de la Sierra Leone ont révisé l'année de référence de l'IPC pour la porter de 2003 à 2007 et ont étendu sa couverture à cinq centres urbains (Freetown, Bo, Kenema, Makeni et Kono) contre quatre initialement (Freetown, Kenema, Makeni et Bo). Il a été indiqué que ces cinq centres urbains constituent 80 % de la consommation des ménages urbains en Sierra Leone ; ce qui donne une représentation juste de la population totale.

Statistics Sierra Leone (SSL) bénéficie de l'appui de la Commission de la CEDEAO pour produire les données sur le commerce extérieur en utilisant le logiciel EUROTRACE. Mais, il se pose des difficultés dans la production de statistiques fiables et en temps opportun sur les comptes de commerce extérieur et les comptes nationaux.

Développement des systèmes de paiement

La Banque de la Sierra Leone a initié un programme de modernisation des systèmes de paiement en collaboration avec l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) qui est actuellement financé par la BAD avec une certaine contribution de contrepartie. D'importants progrès ont été accomplis en 2010, notamment avec la mise en place d'équipes d'exécution de projets pour chaque composante, la création du Comité national chargé des systèmes de paiement et le développement de l'infrastructure requise. Un bureau a été créé au sein de la Banque de la Sierra Leone et des individus identifiés pour conduire les activités du projet. Toutefois, un retard a été accusé dans la mise en œuvre du projet de switch national qui est extrêmement important pour le déploiement du système national de paiement.

Concernant l'ACH-PH, un contrat a déjà été signé et un atelier de validation a été organisé. S'agissant du RTGS/SSS, un atelier de validation a été organisé et les questionnaires pertinents ont été élaborés.

S'agissant du projet d'infrastructures, la salle abritant le serveur a été rénovée, un contrat a été signé avec les entrepreneurs locaux et une avance a déjà été payée. Concernant l'application bancaire principale, cependant, peu de progrès a été réalisé et il n'a pas encore été organisé d'ateliers de validation. Les plans sont en cours pour organiser en 2011 des ateliers de sensibilisation sur les avantages d'un système de paiement modernisé.

Dans l'ensemble, le projet de modernisation du système de paiement de la ZMAO fait des avancées constantes et toutes les banques commerciales ont reçu instruction d'adopter les normes de chèque de la ZMAO en 2010. À cet égard, la Banque de la Sierra Leone a imprimé des chéquiers qui sont conformes à la norme requise.

L'on note une cotation et un échange limités en monnaie locale entre les banques commerciales ayant une forte présence régionale. Ceci découle du fait qu'il n'existe aucun mécanisme de compensation et de règlement des positions longues étant donné que la Banque centrale hésite à s'impliquer comme garante des règlements.

Schéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO (SLCC)

La Sierra Leone est en train de mettre en œuvre le SLCC après une brève suspension de sa participation en 2007. La participation au schéma n'est pas pleinement opérationnelle du fait de l'application rigide des règles. Toutefois, les autorités insistent sur le fait que les facteurs qui ont conduit à la suspension initiale n'ont pas été totalement réglés. Au nombre de ceux-ci figurent le manque d'éléments de sécurité sur les certificats d'origine, l'absence d'une liste de sociétés et de produits enregistrés, la perte des revenus. Les autorités ont créé un Comité national d'agrément qui n'est cependant pas encore opérationnel.



Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO

La Sierra Leone est membre du Comité conjoint CEDEAO-UEMOA sur le TEC. Concernant ce tarif extérieur commun, une étude d'évaluation d'impacts a été finalisée par un consultant en vue d'évaluer les pertes de recettes éventuelles, l'implication sur la balance des paiements et le projet d'industrialisation du pays.

L'application du TEC vient à peine de commencer suite à un accord conclu sur une cinquième bande de 35 % et des négociations de lignes tarifaires (NB : 70 nouvelles lignes de produits ont été proposées) qui sont à un stade avancé et le pays attend la décision finale concernant la 5^{ème} bande. Une réunion a été proposée à Banjul en octobre 2010 à l'effet d'examiner la liste proposée de produits entrant dans le cadre de la cinquième bande. Le niveau actuel de conformité est estimé à environ 95 %.

Accord de Partenariat Economique (APE)

Concernant les APE, il a été indiqué que la Commission de la CEDEAO négocie au nom de ses États membres et le Ministère du commerce participe activement à toutes ces réunions. Une réunion a été organisée au Cap-Vert au cours de laquelle les plans nationaux des divers pays ont été examinés et ceux-ci constituent la base d'un plan régional de développement d'un coût de 398 millions d'euros. Les CNC assureront également le suivi de la mise en œuvre des APE. Les autorités projettent organiser un atelier de sensibilisation avant la fin de l'année dans l'optique de prendre en compte les préoccupations des acteurs clés et cet atelier sera facilité par la Commission.

3.2.6.4. Perspectives

Les perspectives de croissance de la Sierra Leone pour 2011 sont prometteuses, vu l'engagement du gouvernement à resserrer la politique budgétaire en améliorant les performances des recettes intérieures, en jugulant les dépenses non prioritaires et en limitant son recours au financement de la Banque centrale. La croissance du PIB va, selon les attentes, croître, eu égard aux évolutions dans le secteur minier et à l'amélioration de la production d'électricité ainsi que dans le secteur de l'agriculture qui repose sur la modernisation de ce secteur. Les principaux moteurs de cette croissance sont : le secteur agricole, le secteur minier, la construction et l'électricité. Ceci repose sur l'investissement en cours réalisé par le gouvernement dans le secteur de l'agriculture et la reprise des opérations de Koidu Holdings dans l'extraction de diamants ainsi que la reprise de l'extraction de bauxite. Selon les attentes, le secteur des services va connaître une croissance dans l'amélioration de la fourniture et de la distribution d'électricité, croissance qui sera tirée par les sous-secteurs des services bancaires et des télécommunications. L'amélioration de l'environnement des affaires va favoriser la croissance des sous-secteurs du commerce de gros et de détail et de stockage, avec l'introduction de la Politique commerciale de la Sierra Leone. Toutefois, les autorités devront faire face aux défis liés au maintien d'une stabilité macroéconomique qui sont susceptibles de ralentir les perspectives de croissance.

Il sera difficile de remplir le critère de convergence de la CEDEAO relatif à l'inflation (moins de 5 %) en 2011, vu l'effet retardé de l'impact de la TBS et de l'augmentation attendue des cours du pétrole en dépit des efforts déployés par la Banque centrale de la Sierra Leone pour resserrer la politique monétaire et de l'engagement du gouvernement à réduire le déficit budgétaire considérable et son financement par le biais de la Banque centrale.

Du fait de l'attente de l'augmentation des exportations de diamants, on s'attend à ce que la balance commerciale s'améliore. Toutefois, il existe un potentiel de déficit de la balance commerciale et du solde global de paiement qui pourrait s'accroître du fait de l'augmentation des importations aux fins du développement infrastructurel et de la possibilité d'autres augmentations des cours du carburant sur le marché mondial ; ce qui pourrait conduire à une hausse de la facture des importations.



Étant donné le désir du gouvernement d'accroître les dépenses consacrées au développement de l'infrastructure et vu l'initiative de soins de santé gratuits, il sera difficile pour le pays de remplir le critère de convergence de la CEDEAO relatif au déficit budgétaire (hors dons) par rapport au PIB en 2011.

En dépit des pressions liées à la demande et d'une baisse prévisionnelle des réserves internationales brutes, le pays va, selon les attentes, remplir le critère de convergence de la CEDEAO relatif aux réserves internationales brutes (au moins six mois de couverture d'importation). Par ailleurs, du fait du plan des autorités de compléter les opérations de politique monétaire par l'augmentation du montant de devises mis en jeu lors de la vente aux enchères hebdomadaire de devises, on s'attend à ce que le taux de change soit stable.

Vu que les bons du Trésor à 91 jours sont le principal instrument sur le marché financier, le relèvement du taux d'escompte découlant de l'accroissement du besoin d'emprunt par l'État peut conduire à des augmentations de taux d'intérêt, en particulier les taux débiteurs des banques commerciales. Ceci suscite d'autres préoccupations quant à la probabilité d'adoption de taux d'intérêt élevés qui pourraient être défavorables aux perspectives de croissance.

S'agissant des critères de convergence, les projections disponibles montrent qu'il est peu probable que les performances de la Sierra Leone s'améliorent en 2011.

La Sierra Leone peut ne pas remplir le moindre critère de premier rang, mais satisfaire à un critère de second rang (celui de l'investissement public sur les recettes intérieures) qui, selon les prévisions, sera de 46,9 %. Il sera difficile pour la Sierra Leone de satisfaire le critère sur le déficit budgétaire, vu que celui-ci en pourcentage du PIB va, selon les prévisions, être de 12,5 %.

Du fait du besoin considérable d'emprunts par le secteur privé, le pays peut ne pas remplir le critère relatif au financement par la Banque centrale du déficit budgétaire qui va, selon les prévisions, être de 22,3 %. Le taux d'inflation va, lui, selon les attentes, être de 15,5 % ; ce qui est une conséquence de la non-atteinte des critères relatifs à l'inflation et au taux d'intérêt réel positif. Eu égard à la stabilité du taux de change nominal escomptée, avec l'inflation à deux chiffres à laquelle l'on s'attend, le pays aura des difficultés à remplir le critère relatif à la stabilité du taux de change réel. Bien qu'elles se situeront dans la fourchette des taux à deux chiffres et qu'elles se seront, selon les attentes, de l'ordre de 10,4 % du PIB, en dépit de l'existence de la taxe sur les biens et services, les recettes fiscales demeureront faibles. Ainsi, les critères relatifs aux recettes fiscales et à la masse salariale seront-elles difficiles à remplir, s'élevant selon les projections à 51,5 %.

3.2.6.5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION

La revue a démontré que la dominance budgétaire demeure un problème sérieux en Sierra Leone. L'infrastructure défaillante ne favorise pas une forte mobilisation des recettes. Le désir de remettre l'économie à flot a contribué à la croissance des dépenses publiques ; ce qui a entraîné d'importants déficits budgétaires. La politique monétaire est, la plupart du temps, limitée par les excédents budgétaires qui sont périodiquement couverts par la Banque centrale.

Le pays connaît des pressions inflationnistes intermittentes dues principalement à la conjoncture défavorable de l'économie mondiale. Le compte courant subit un stress considérable en dépit de l'accroissement



progressif des exportations, sous-tendu par une forte demande intérieure d'importations. Une pénurie de réserves extérieures a exercé une pression indue sur la monnaie locale, mais l'intervention des autorités monétaires dans la vente aux enchères hebdomadaire a permis une stabilisation du taux de change. Le pays est, en général, vulnérable aux chocs extérieurs du fait de la faiblesse de l'infrastructure et de la capacité de génération de devises.

Les développements susmentionnés ont eu un impact négatif sur les performances de la Sierra Leone dans le cadre des critères de convergence. Toutefois, le pays est en train de réaliser des progrès considérables en ce qui concerne les programmes d'harmonisation des politiques relatives aux statistiques et au développement des systèmes de paiement. Néanmoins, les autorités devraient améliorer leurs résultats en ce qui concerne les échanges intra-régionaux.

RECOMMANDATIONS

Fort de ce qui précède, les recommandations ci-après méritent d'être prises en compte :

1. la consolidation de toutes les recettes recouvrées par l'ensemble des départements et le réexamen de l'octroi des dérogations et des concessions discrétionnaires. Les pouvoirs ont été conférés au Fisc national (FN) de recouvrer toutes les recettes non fiscales ainsi que d'octroyer des dérogations et des concessions.
2. le renforcement de la sensibilisation au fonctionnement de la TBS afin d'accroître la conformité et de réduire la mauvaise application qui conduit à des augmentations arbitraires de prix sous le prétexte de l'application de la TBS.
3. développer un mécanisme de suivi pour garantir la conformité stricte au système budgétaire axé sur le numéraire adopté en 2007 en vue d'améliorer la gestion des dépenses publiques.
4. instaurer un moratoire sur les dépenses discrétionnaires et déployer davantage d'efforts pour rationaliser la masse salariale en vue de maintenir la stabilité macroéconomique dans le cadre de la stratégie actuelle de développement adoptée par le gouvernement.
5. accélérer le processus de privatisation afin de garantir le plein fonctionnement de la Bourse des valeurs de la Sierra Leone en vue de mobiliser des fonds à long terme.
6. accélérer la mise en service du Bureau de référence du crédit et du Tribunal commercial afin de gérer les problèmes de risque de crédit.
7. le Comité monétaire et fiscal devrait accélérer la réconciliation de données fiscales et monétaires.
8. le Ministre du commerce et de l'industrie devrait jouer un plus grand rôle dans la mise en œuvre du SLCC et du TEC en collaboration avec le NRA et le Ministère des finances et du développement économique. Concernant la question des données, le Ministère du commerce et de l'industrie devrait également mettre en place des mécanismes pour la collecte de données sur le commerce et assurer l'harmonisation des données avec d'autres acteurs clés tels que Statistics Sierra Leone et la Banque de la Sierra Leone. Les Autorités devraient accélérer la mise en place du Comité national d'agrément en vue de garantir le fonctionnement intégral du SLCC.
9. l'éducation du public sur les avantages potentiels du SLCC devrait être entreprise afin d'obtenir une plus grande participation.
10. une attention devrait être accordée à la diversification des exportations afin d'améliorer les recettes en devises étrangères et de renforcer les capacités à produire des biens d'importation concurrentiels, en particulier les produits vivriers, tout en encourageant le programme de libéralisation actuel du commerce.



3.3 CAP – VERT

Les objectifs économiques du Cap – Vert au titre de l'année 2010 s'inscrivaient dans le cadre de la consolidation de la stabilité économique et de la recherche d'une large croissance économique à travers le renforcement des investissements publics. Les autorités Cap-Verdiennes visaient aussi une gestion prudente de la dette via la suppression des dépenses non prioritaires, un soutien des mesures sociales en faveur des groupes les plus vulnérables, et un renforcement du système bancaire. Ces objectifs devraient être atteints dans un contexte de hausse de l'inflation. Ainsi, un objectif de 5% a été projeté pour la croissance économique et de 3% pour l'inflation.

Au titre des résultats, en 2010 l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 5,6% contre 3,9% en 2009. Cette croissance a été tirée essentiellement par le développement du secteur tertiaire grâce notamment à la reprise du tourisme et des transferts. Cette croissance s'est opérée dans un contexte de hausse de l'inflation avec un taux de 2,1% contre 1,0% en 2009. Au niveau des finances publiques, le solde global hors dons s'est largement dégradé en passant de 13,3% du PIB en 2009 à 19,0% en 2010. Ce déficit est principalement lié à la volonté du Gouvernement de profiter de la faiblesse des taux sur le marché international pour lever des fonds visant la réalisation des investissements publics prioritaires. Ainsi, les tirages sur emprunt extérieur ont plus que doublé pour atteindre 16,6 milliards d'escudos (151 millions d'euros). S'agissant du secteur extérieur, on note une amélioration de la balance courante dont le déficit est passé de 16,7% du PIB en 2009 à 13,1% en 2010. Cette amélioration est liée à la reprise des exportations, du tourisme, et à l'augmentation des transferts. Pour le secteur monétaire, l'agrégat M2 a connu une hausse de 6,1%. Cette hausse est reflétée par l'augmentation des dépôts à vue et à terme. La création monétaire est due essentiellement à l'accroissement du crédit au secteur privé. S'agissant de la convergence macroéconomique, le pays a respecté six (6) critères.

ANALYSE SECTORIELLE

La structure de l'économie cap - verdienne diffère de celle de la plupart des pays de la communauté, en raison du poids du secteur tertiaire, lequel représente environ 69% du PIB comparable à la structure typique des économies développées. Cette similitude n'est qu'illusoire. Elle ne traduit pas un développement réel, mais, au contraire, les profondes limitations structurelles du pays.

Secteur réel

L'économie cap verdienne a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 5,6% dû principalement au développement à la reprise du tourisme et des transferts. Au niveau du secteur primaire, la particularité climatique du Cap Vert conjuguée à l'exiguïté du territoire et la tendance de l'érosion du sol continuent à hypothéquer le développement du secteur agricole. Ainsi, la sécheresse qui continue à affecter le pays impacte le développement de l'agriculture en 2010. Il convient de noter que le Cap Vert ne dispose pas de ressources naturelles significatives et que la plateforme continentale réduite, due à l'origine volcanique des îles, limite les potentialités du secteur des pêches. Pour toutes ces raisons, en 2010 la croissance du secteur primaire, qui représente environ 12% du PIB, a été négative et représente -0,04%. Néanmoins, la pêche, quoi que dans un stade embryonnaire, détient un certain potentiel. Le secteur secondaire qui ne représente que 19% du PIB en 2010 a également connu une décroissance. L'expression réduite du secteur secondaire s'explique par la dimension réduite du marché interne et par l'absence presque totale, d'une activité industrielle exportatrice. La prépondérance du secteur tertiaire advient surtout de la faible expression du secteur primaire, due aux contraintes structurelles de l'agriculture référées et de l'inexistence de ressources naturelles. Ce secteur a connu une croissance positive.



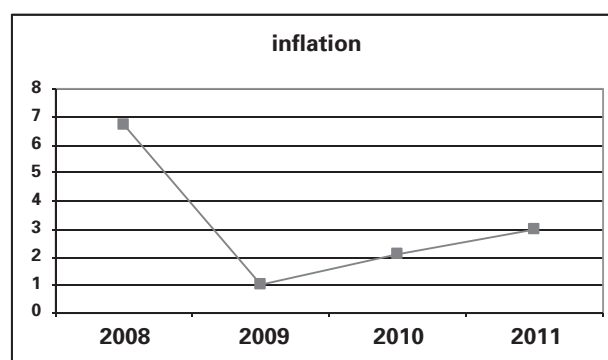
Du côté de la demande, la croissance a eu pour origine aussi bien la demande interne que la demande externe. La consommation privée a connu une hausse de 6,2% contre 1,4% en 2009. Quant à l'investissement, il s'est accru de 5,3% en 2010 contre une décroissance de 8,8% en 2009. On note également une hausse de la demande étrangère de 17,6% contre une décroissance de 6,3% en 2009.

Tableau 3.63 : EVOLUTION DU PIB ET DE SES COMPOSANTES

	2007	2008	2009*	2010*	2011**
PIB aux prix courants (en unité d'escudo)	107 252,0	115 190,9	115 614,2	123 916,7	133
PIB aux prix constants (année de base = 2000)	28 521,4	30 269,9	31 471,1	33 230,4	34 712,6
Taux de croissance du PIB réel	8,6	6,1	4,0	5,6	4,5
COMPOSITION DU PIB (en %)					
Offre					
Secteur primaire	-10,6	-10,6	-0,8	-0,04	-0,8
Secteur secondaire	-2,3	-2,3	-0,2	-0,01	-0,2
Secteur tertiaire et services non financiers	2,9	2,9	0,2	0,01	0,2
Demande					
Consommation publique	13,5	4,4	11,2	4,4	15,2
Consommation privée	5,0	8,1	1,4	6,2	6,7
Formation brute de capital fixe	32,3	8,0	-8,8	5,3	-1,0
Variation des stocks	-196,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	14,7	16,2	-14,3	17,6	4,2
Importation de biens et services	22,1	10,5	-6,3	6,8	2,0
Capacité ou besoin de financement	1547,7	1708,0	-1712,9	-250,8	-1283,8
Déflateur du PIB	3,8	1,2	-3,5	1,5	3,1

Source : BCEAO/AMAO (*)Estimation (**)Prévision

En 2010, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,1% contre 1,0% 2009. Cette hausse de l'inflation s'explique par la reprise économique mais surtout par le renchérissement des prix au niveau extérieur.

Graphique 3.4 : Evolution de l'inflation de fin de période


Finances publiques

En ce qui concerne les finances publiques, les recettes intérieures totales sont restées quasi-stables par rapport à leur niveau de 2009. Toutefois, le ratio recettes courantes/PIB est en légère baisse, s'établissant à 24,2% en 2010 contre 25,9% en 2009. Cette légère baisse est due à celle des recettes fiscales et non fiscales. Quant aux dons, ils ont connu une progression de 14,9% en 2010 et ont atteint 7,0% du PIB contre 6,5% en 2009.



S'agissant des dépenses totales, elles ont enregistré une hausse de 18,0% pour s'établir à 43,2% du PIB en 2010 contre 39,3% l'année précédente. Cette hausse est due à l'augmentation de 41,2% des investissements publics. Au niveau des dépenses courantes, on note une relative stabilité même si les intérêts sur la dette publique et les transferts au titre de la sécurité sociale ont enregistré une hausse en 2010.

Ces évolutions se sont traduites par une dégradation du solde global hors dons qui est passé de 13,3% en 2009 à 19,0% en 2010. Ce déficit est principalement lié à la volonté du Gouvernement de profiter de la faiblesse des taux sur le marché international pour lever des fonds visant la réalisation des investissements publics prioritaires. Ainsi, les tirages sur emprunt extérieur ont plus que doublé pour atteindre 16,6 milliards d'escudos (151 millions d'euros). Il convient de noter également que la perspective des élections de 2011 pourrait avoir des pressions supplémentaires sur les dépenses budgétaires et donc sur l'endettement.

Concernant le financement des déficits, une bonne partie est assurée par l'emprunt extérieur, pour l'essentiel à des conditions préférentielles, ce qui limite l'incidence sur les réserves.

Tableau 3.64 : EVOLUTION DE QUELQUES POSTES BUDGÉTAIRES

	2008	2009	2010	2011*	2008	2009	2010	2011*
	En % du PIB				Evolution en %			
RECETTES TOTALES	34,4	32,5	31,2	29,3	2,6	-5,4	3,1	1,2
Recettes courantes	28,1	25,9	24,2	23,6	12,2	-7,5	0,1	5,0
Recettes fiscales	25,7	22,2	21,3	20,8	12,8	-13,2	2,8	5,0
Recettes non fiscales	2,5	3,7	2,9	2,9	5,4	51,9	-15,6	5,0
DONS	5,0	6,5	7,0	5,6	8,1	31,3	14,9	-14,2
DEPENSES TOTALES	36,3	39,3	43,3	43,0	12,3	8,8	18,0	7,0
Dépenses courantes	21,8	23,4	22,3	24,2	8,3	7,6	2,2	16,9
Salaires et traitements	9,8	10,8	10,7	11,2	3,9	10,6	5,5	13,0
Dépenses en capital	14,4	15,9	20,9	18,7	18,9	106	41,2	-3,6
SOLDE GLOBAL DE BASE	-1,8	-6,8	-12,0	-13,6	-224,6	277,1	89,0	22,1
SOLDE GLOBAL (hors dons)	6,8	13,3	19,0	19,2	102,5	96,9	52,8	8,8
FINANCEMENT INTERIEUR	-1,8	2,0	0,1	3,1	-63,6	-247,5	-94,5	3143,0
Bancaire	-1,4	0,6	-1,1	nd	-68,2	-135,1	-298,2	nd
Non bancaire	0,5	1,4	1,3	nd	-75,2	207,9	-2,4	nd
FINANCEMENT EXTERIEUR	2,8	5,5	11,8	10,5	19,5	94,1	131,9	-3,9

Source : BCEAO/AMAO (*)Estimation (**)Prévision

L'endettement total du Cap-Vert s'est accru de 2,5% du PIB passant à 50,1 % du PIB contre 47,6% en fin 2009, ce que l'on peut attribuer à un recours substantiel au financement extérieur pour résorber un déficit budgétaire qui se creuse.

Tableau 3.65 : ENCOURS DE LA DETTE DU CAP - VERT

CREDITEURS	2009	2010	2009	2010
	En milliers d'Escudo		En % du PIB	
Multilateral	46 184,54	47 810,75	37,8	37,7
Bilateral	11 258,93	12 566,36	9,2	9,9
Commercial	766,74	3 095,00	0,6	2,4
Total encours de la dette extérieure	58 210,22	63 472,12	47,6	50,1

Sources : Banque centrale et Ministère des finances du Cap -vert



Secteur extérieur

Le secteur extérieur a connu une amélioration. Le déficit global de la balance des paiements hors dons est passé 7,2% du PIB en 2009 à 5,0% en 2010. Incluant les dons, l'excédent global de la balance des paiements ressortirait à 2185,1 millions de CVE (1,8% du PIB) contre un déficit de 1 308,5 millions en 2009 (-1,1% du PIB), soit une amélioration de 3 493,5 millions. Cette évolution est induite par l'amélioration du solde de la balance des transactions courantes de 5,4% et de celui de capital et d'opérations financières de 18,3%. Ainsi, le déficit de la balance des transactions courantes hors dons s'établit à 19,9% du PIB en 2010 contre 22,7% l'année précédente; tandis que l'excédent de la balance de capital et d'opérations financières s'est fixé à 18,3% du PIB en 2010 contre 17,4% du PIB un an auparavant.

Le déficit de la balance des transactions courantes s'est amélioré de 3 027,1 millions de CVE, en s'établissant à 16 242,5 millions en 2010 contre 19 269,6 millions en 2009. Cette évolution s'explique par une amélioration des balances de services et des transferts courants plus importante que la détérioration des balances commerciales et des revenus.

Les performances du service de transport aérien et le redressement des activités dans le tourisme ont favorisé l'accroissement de l'excédent de la balance des services, dont le solde est passé de 1 321,7 millions de CVE en 2009 à 18 210,8 millions en 2010, soit 11,4% et 14,7% respectivement.

S'agissant de la balance des transferts courants, son excédent passe de 24 684,9 millions en 2009 à 27 950,9 millions en 2010, en liaison essentiellement avec la hausse des transferts publics, notamment sous forme d'aide budgétaire. Les transferts privés, y compris les envoies des travailleurs, ont également enregistré une légère progression nonobstant le durcissement des conditions d'emploi dans les pays d'accueil.

La balance commerciale quant à elle, s'est détériorée et se situe à 56 641,3 millions en 2010 contre 53 732,1 un an plus tôt, en liaison avec la hausse des importations plus importante que celle des exportations. L'augmentation de 12,8% des importations est essentiellement liée à la mise en œuvre du Programme Pluriannuel d'Investissement Public (PPIP) qui a entraîné une hausse des achats à l'extérieur des biens intermédiaires et des matériaux de construction. Les exportations ont progressé de 52,8% du fait d'une hausse des ventes à l'extérieur des produits de pêche et de réexportations des biens. En termes de valeur, cette hausse est largement inférieure à l'augmentation des importations. Suite à ces évolutions, une dégradation du taux de couverture des importations par les exportations a été observée, en passant de 12,5% en 2009 à 4,6% en 2010.

S'agissant de la balance des revenus, une détérioration de 2 320,85 millions de CVE est en rapport avec la hausse de la rémunération des investissements direct étrangers.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières passe de 20 080,9 millions de CVE en 2009 à 22 718,4 millions en 2010. Cette amélioration de l'excédent est due à la hausse des autres investissements, dans un contexte marqué par le repli des investissements direct étrangers et des décaissements de la dette publique.



TABLEAU 3.66: QUELQUES INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU CAP VERT

	2009	2010	2009	2010
	En % du PIB		Evolution en %	
Balance commerciale	-46,5	-45,7	-6,1	5,4
Exportations FOB	6,4	9,1	-14,7	52,8
Importations FOB	-52,8	-54,8	-7,2	11,1
Balance des services	11,4	14,7	-28,5	37,8
dont fret	0,9	5,4	-31,6	528,2
Revenus nets	-3,0	-4,7	-2,9	67,4
dont intérêts de la dette	-0,9	-0,9	-14,6	4,4
Balance des transferts courants	21,4	22,6	3,3	13,2
Publics	6,0	6,8	-10,9	20,9
Privés	15,3	15,7	10,2	10,2
Balance des transactions courantes	-16,7	-13,1	4,8	-15,7
Compte de capital	3,2	2,7	76,1	-9,8
Opérations financières	14,2	15,7	-26,3	18,3
Investissements directs	8,2	7,5	-39,7	-2,1
Investissements de portefeuille	0,4	0,0	4405,6	-99,9
Autres investissements	5,6	8,2	-0,9	56,4
SOLDE GLOBAL	-1,1	1,8	-168,8	-267,0
Financement	1,1	-1,8	-168,8	-267,0
Variation des avoirs extérieurs nets	0,4	-1,3	-119,6	-462,6
Financement exceptionnel	0,7	0,5	139,4	-33,5

Source : Banco de Cabo Verde

Secteur monétaire

La Banque Centrale du Cap Vert a poursuivi sa politique monétaire visant la stabilisation des réserves extérieures, en ligne avec les engagements pris dans le cadre de *policy support instrument* conclu avec le FMI. Pour gérer l'excès de liquidité dans le système bancaire, plusieurs opérations *d'open market* ont été réalisées par l'institut d'émission au cours de l'année 2010. Cependant, le taux directeur et le coefficient de réserve obligatoire se sont maintenus inchangé à 4,25% et 16% respectivement. La situation monétaire du Cap Vert au 31 décembre 2010 a été caractérisée par une progression de la masse monétaire par rapport à celle à fin décembre 2009, soutenue par la consolidation des avoirs extérieurs nets et du crédit au secteur privé. La masse monétaire au sens large (M2) à fin décembre 2010 a enregistré une hausse de 6,1% en s'établissant à 111 856,30 millions de CVE contre 105 451,75 millions CVE en 2009. Cet accroissement s'est reflété à la fois au niveau de la circulation fiduciaire et des dépôts en banque. En effet, la circulation fiduciaire a enregistré une hausse de 2,8% en 2010, en se situant à 8 599,4 millions à fin décembre 2010 contre 8361,66 en fin 2009. De même, l'encours des dépôts à vue a progressé de 10,5% par rapport à fin 2009 pour s'établir à 34 797,6 millions contre 31504,92 millions en fin 2009. De sa part, la quasi-monnaie a également progressé, en s'établissant à 68 459,2 millions de CVE à fin décembre 2010 contre 65 585,16 millions en fin 2009, soit une hausse de 4,4%. Enfin, l'encours en monnaie nationale des dépôts en monnaie étrangère a décliné de 11,3% pour s'établir à 4 073,2 millions de CVE contre 4593,04 millions en fin 2009.

Suite à ces évolutions, un léger repli de la préférence pour la liquidité a été observé, avec la montée de la part des dépôts par rapport à celle de la circulation fiduciaire. En ce qui concerne les contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 5,0%, pour s'établir à 29 851,7 millions à fin décembre 2010 après 28 430,9 millions de CVE un an plus tôt. Cette progression est en liaison avec la hausse de 2 041,5 millions de CVE des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, dont l'impact a été atténué par la détérioration



de 631,7 millions de CVE de la position débitrice des banques créatrice de monnaie. L'accroissement des avoirs extérieurs nets de la BCV est imputable essentiellement au relèvement du solde des dépôts auprès des banques correspondantes et des actifs détenus à l'étranger. Pour l'encours des crédits intérieurs, il s'est établi à 128623,10 millions de CVE contre 121497,56 en fin 2009, soit un relèvement de 5,9%. Cette évolution est imputable au relèvement du crédit au secteur privé. S'agissant de la position nette du Gouvernement vis-à-vis des institutions monétaires, elle s'est améliorée de 6,4%.

Concernant le crédit au secteur privé, la principale source de création de la monnaie avec une contribution de 6,5% en 2009 et 7,8% en 2010, il a progressé de 9,3% en s'établissant à 81 241,1 millions de CVE à fin décembre 2010 contre 74 351,5 millions en 2009. Cette évolution s'explique par la hausse des concours consentis aux particuliers pour l'acquisition d'habitation, aux entreprises non financières, notamment dans les domaines de la construction civile, des services, hôtels et restaurants.

TABLEAU 3.67: SITUATION MONÉTAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2008	2009	2010	2009	2010
	Evolution en %			Contribution à la croissance de M2	
Masse monétaire (M2)	7,9	3,3	6,1	3,3	6,1
Masse monétaire (M1)	4,5	-5,5	8,9	-2,3	3,3
Circulation fiduciaire	3,7	-4,0	2,8	-0,3	0,2
Dépôts à vue	4,8	-5,8	10,5	-1,9	3,1
Quasi-monnaie	10,4	9,5	4,4	5,6	2,7
Dépôts en monnaie étrangère	-19,8	-4,0	-11,3	-0,2	-0,5
AVOIRS	11,2	7,4	5,9	8,2	6,8
Crédit net au Gouvernement	-8,1	5,6	-6,4	1,0	-1,1
Par la Banque centrale	19,6	-34,5	-77,7	-1,6	-2,3
Par Banques créatrices de monnaie	-15,4	20,6	8,1	2,6	1,2
Crédit aux institutions publiques	-48,0	-33,1	-3,5	-0,1	0,0
Par la Banque centrale	-22,0	-29,9	-47,1	0,0	0,0
Par Banques créatrices de monnaie	-50,0	-33,5	2,1	-0,1	0,0
Crédit au secteur privé	29,5	12,0	9,3	7,8	6,5
Par la Banque centrale	-5,1	0,6	7,0	0,0	0,1
Par Banques créatrices de monnaie	30,2	12,2	9,3	7,8	6,5
AVOIRS EXTERIEURS NETS	-6,3	-1,7	5,0	-0,5	1,3
Banque centrale	7,9	-2,5	7,1	-0,7	1,9
Banques créatrices de monnaie	-125,0	-30,7	110,3	0,2	-0,6

Source : Banco de Cabo Verde

ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2010

Au regard des critères de convergence macroéconomique de la CEDEAO, le niveau de performance du Cap Vert est resté stable par rapport à l'année précédente. Le pays a respecté deux critères de premier rang et quatre de second rang, soit exactement les mêmes critères que l'année précédente.

Critères de premier rang

Au niveau des critères de premier rang le pays a respecté ceux relatifs à l'inflation et au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale. Le niveau de réserves de change en mois d'importation est resté stable à 4,2



mois. Par contre, le déficit budgétaire s'est nettement dégradé passant de 13,3% à 19,0%, soit le niveau le plus élevé depuis 2000.

Critères de second rang

En ce qui concerne les critères de second rang, le Cap Vert a réalisé quatre (4) critères sur les six à savoir la non accumulation des arriérés intérieurs, le taux de pression fiscale, le taux d'intérêt réel et la stabilité du taux de change réel. Cependant, le pays continue de rencontrer des difficultés par rapport à la masse salariale et aux investissements sur ressources internes.

TABLEAU 3.68 SITUATION DE LA CONVERGENCE DU CAP – VERT

	Norme	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011**
Critères de premier rang:								
I) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	11,4	10,4	3,6	6,5	13,3	19,0	19,2
II) Taux d'inflation	≤ 5%	1,7	4,7	4,4	6,8	-0,4	3,4	3,4
III) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IV) Reserves brutes de change	≥6 mois Imports B/S	3,4	3,6	4,1	4,0	4,2	4,2	4,2
Critères de second rang:								
I) Arriérés intérieurs		non	non	non	non	non	non	non
II) Recettes fiscales/PIB	≥20%	21,5	23,4	24,4	25,7	22,2	21,3	20,8
III) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	47,1	46,0	41,6	38,3	48,8	50,1	53,9
IV) Investissements interres/Recettes fiscales	≥20% RF	2,9	2,9	2,0	1,9	2,4	1,9	2,0
V) Taux d'intérêt réel	>0	1,5	-1,5	-1,2	-3,6	2,2	1,0	0,1
VI) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-2,8	2,8	2,5	4,3	-2,6	3,9	2,1
Nombre de critères respectés		6	5	6	4	6	6	6

Source : Banque Centrale, AFRISTAT, FMI et AMAO

(*)Estimation (**)Prévision

HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

- **Harmonisation des statistiques** : l'harmonisation des statistiques connaît des améliorations. Une série de données sur le PIB comparable a été produite. Cependant la base de données ECOMAC continue à poser problème en ce qui concerne la maîtrise de sa méthodologie. Pour ce qui est de l'indice des prix harmonisés, les Autorités estiment que le logiciel utilisé par leur pays traite correctement et amplement toutes sortes d'informations statistiques et ainsi le logiciel PRIMA ne serait pas nécessaire pour eux.
- **Systèmes de paiement du Cap vert** : le système de paiement du cap vert s'articule autour des trois axes majeurs : un système d'échange et de règlement des transactions de gros montants ou d'importance systémique avec la mise en place d'un système de règlement brut en temps réel (RTGS) ; un système d'échange et de règlement des transactions de petits montants et un système de carte interbancaire mis en place par le secteur bancaire sous l'impulsion de la BCV. Les règlements des soldes de compensation des paiements de masse et des opérations compensées de la Bourse des Valeurs Mobilières sont effectués par RTGS. Toutefois, pour des problèmes de sécurité, toutes les opérations se déroulent uniquement au niveau de la Banque Centrale.
- **Accord de partenariat économique (APE)** : après la conclusion d'accords provisoires avec le Ghana et la Côte d'Ivoire, des négociations ont eu lieu en 2008 et 2009 en vue d'un accord de partenariat économique (APE) régional entre l'UE et la CEDEAO, mais elles n'ont pas abouti. L'élaboration d'une liste régionale de produits sensibles et de règles d'origine s'est révélée difficile. Elle a toutefois progressé



lors des négociations qui se sont tenues, respectivement, les 4 et 5 août 2008 à Dakar et du 8 au 11 juillet 2009 à Cotonou. Parmi les questions à régler figurent l'adoption d'un tarif extérieur commun pour la CEDEAO et le commerce des services. Le Cap-Vert souhaiterait voir les services inclus dans l'APE car son économie est orientée sur le secteur tertiaire. Le niveau du tarif commun pose un problème particulier pour le Cap-Vert ; il risque en effet d'induire des pertes budgétaires significatives. Le Cap-Vert se verrait ainsi imposer une taxe de 0,5 % sur tous les biens et services importés des pays hors CEDEAO.

- ▶ **Tarif Extérieur Commun (TEC-CEDEAO)** : le pays participe aux rencontres communautaires dans le cadre de la mise en œuvre du TEC-CEDEAO. Cependant, les réserves ont été émises par le Cap Vert sur l'application de la 5^{ème} bande. En effet, le pays étant importateur net et n'ayant pas un commerce intra communautaire important, craint la hausse des prix intérieurs du fait du relèvement des taxes notamment sur les produits de première nécessité.
- ▶ **Bourse des valeurs mobilières** : la place boursière du Cap-Vert s'est considérablement étoffée depuis sa création, en 2005. La capitalisation des marchés d'actions et d'obligations a dépassé les 27,1 milliards CVE de septembre 2009 (22,8 % du PIB).
- ▶ **Programme Communautaire de Développement** : élaboré par un consultant national, avec la participation des secteurs étatique, non étatique et de la société civile, le programme national a été validé et présenté à la Commission de la CEDEAO.
- ▶ **Programme Paix et Développement**, validé depuis 2010, les propositions du pays ont été présentées à la Commission de la CEDEAO
- ▶ **Programme de l'Investissement Agricole**, a été validé et soumis aux bailleurs de fonds qui ont signé un mémorandum d'engagement.
- ▶ **Protocole sur la libre circulation des personnes et des biens** : Les autorités du pays indiquent que le Cap Vert applique correctement ce protocole, même si certains problèmes persistent au niveau de la liberté d'entrée des citoyens de la CEDEAO dans le territoire cap verdien. En outre, les difficultés enregistrées au niveau de la libre circulation des marchandises sont en cours de résolution, notamment à travers la mise en place, en cours, du Comité National d'Agrément sur les certificats d'origine.

PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Au regard des projections actuelles, le Cap Vert devra enregistrer un taux de croissance de 4,5% en 2011 contre 5,6% en 2010 dans un contexte de hausse de l'inflation en raison de la remontée des prix des produits alimentaires et énergétiques sur le marché international. Au plan de la convergence, le niveau de performance du pays pourrait se maintenir.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au total, les contraintes structurelles demeurent des obstacles graves au développement du Cap Vert et ont un poids croissant dans la persistance de situations de blocage et des indicateurs négatifs de performance de l'économie. Ainsi, le pays continue à dépendre de ressources externes volatiles, pour le financement de son économie, à savoir, l'aide externe et les transferts des émigrants qui représentent environ 20 et 14 % du PIB, respectivement. La balance commerciale demeure structurellement et chroniquement déficitaire, les exportations couvrent environ 4% des importations.

Au regard de ce qui précède, il pourrait s'avérer nécessaire pour les autorités capverdiennes de prendre en compte les recommandations suivantes dans leurs programmes macroéconomiques :



1. Relever un certain nombre de défis en ce qui concerne la gestion de la politique budgétaire. Compte tenu de l'étroitesse de la base des exportations, de la faiblesse de la capacité de génération de devises, le pays est très tributaire des flux extérieurs. Ainsi, le pays est invité à prendre des mesures pour redresser son niveau déficit budgétaire conformément aux critères de convergence de la CEDEAO et d'assurer la soutenabilité continue de la dette publique (intérieure et extérieure) ;
2. Prendre les mesures en vue de diminuer le ratio masse salariale en termes des recettes fiscales et de relever la part des investissements publics financée sur les ressources internes ;
3. Continuer à encourager le tourisme haut de gamme, avec le soutien d'entreprises espagnoles situées aux Canaries et diversifier les pays d'origine enfin de réduire les risques inhérents à la dépendance du tourisme Cap Verdien de la situation économique de l'Europe ;
4. Diversifier la base de la production des biens échangeables et accroître les capacités productives par une amélioration du niveau des investissements d'appui à une croissance économique durable en particulier des infrastructures de qualité pour la pêche.



CONCLUSIONS GENERALES ET RECOMMANDATIONS

D'après les données, s'est bien remise de la crise financière avec un taux de croissance économique au dessus de la moyenne africaine en 2010. Excepté les pays politiquement instables comme d'Ivoire, tous les autres pays ont connu des taux de croissance économique en hausse dans un environnement de stabilité macroéconomique amélioré. Le taux d'inflation a été plus ou moins stable dans plusieurs pays, atténuant l'instabilité du taux de change dans certains. L'activité économique a été soutenue par la bonne tenue de la production agricole, la vigueur de la production minière, ainsi que l'essor des Bâtiments et Travaux Publics dans beaucoup de pays de la communauté.

Cependant la plupart des pays de la sous région ont connu le problème de dominance fiscale et dépendent des dons. En effet, du fait du recours actif à des mesures budgétaires anticycliques pour soutenir la production durant la crise, les déficits budgétaires se sont creusés dans l'ensemble de la région, plusieurs pays ont enregistré d'importantes dépenses courantes dues au poids de la masse salariale et des paiements du service de la dette. En outre, la mobilisation de recettes a été faible dans plusieurs pays. L'accès aux données statistiques s'est avéré aussi un défi, en particulier en ce qui concerne le PIB trimestrielle, la balance des paiements, les finances publiques et les arriérés domestiques. Plusieurs pays dépendent toujours de l'aide extérieure dans l'appui de leur budget et le retard de l'assistance crée des défis majeurs dans la mise en œuvre de propositions de budgets.

Il convient de noter également que la reprise économique attendue du commerce extérieur et des comptes courants des pays de la communauté n'a pas été suivie d'effets. Dans presque tous les pays de la communauté, le solde des transactions courantes s'est dégradé en 2010 suite à la détérioration du solde des échanges de biens et services et des revenus, ainsi que d'une diminution des transferts courants. Ces transferts ont baissé, du fait du repli des appuis budgétaires reçus par la plupart des Etats membres de la communauté, ainsi que des réceptions de fonds des migrants qui continuent de subir les incidences de la crise économique. Quant à la dégradation du solde commercial, elle pourrait être liée aux achats à l'extérieur qui sont impulsés par la demande de produits pétroliers et des biens d'équipement pour la plupart des pays ; même si cet effet a été atténué par une progression des ventes de pétrole raffiné, ainsi qu'à la hausse des exportations d'or et de coton.

En outre, l'application des Protocoles de reste toujours un défi majeur pour les pays membres. Par exemple le protocole sur la libre circulation des personnes et des biens a presque été ratifié par tous les Etats membres mais les tracasseries routières aux frontières continuent de subsister dans certains Etats membres. Le schéma de libéralisation du commerce comporte toujours des entraves tarifaires et non tarifaires. Les opérateurs sont souvent victimes de contrôles intempestifs surtout pour les produits en transit.

Fort de tous ces développements, les recommandations ci-après pourraient s'avérer pertinentes :

1. La politique budgétaire doit donc être axée sur les priorités à moyen terme. Comme la croissance de nombreux pays est maintenant proche de son niveau potentiel, les considérations de financement et de viabilité de la dette à moyen terme font essentiellement ressortir la nécessité de revoir les trajectoires à moyen terme des dépenses et recettes publiques. Dans le même temps, il faut reconstituer les volants budgétaires et dégager la marge de manœuvre requise pour les dépenses prioritaires — santé, éducation et infrastructures. Certains Gouvernements doivent maintenir leurs réformes budgétaires visant à renforcer la confiance et la crédibilité du système et poursuivre également de façon vigoureuse l'automatisation du processus en vue de renforcer la mobilisation des recettes. Par ailleurs, il est indispensable de procéder au renforcement des capacités des Autorités publiques afin qu'elles puissent efficacement utiliser la nouvelle technologie ;



2. La politique monétaire doit être de plus en plus réactive à l'évolution de l'inflation. Pour cela l'augmentation continue de la masse monétaire dans certains pays doit faire l'objet d'une surveillance étroite dans la mesure où cela pourrait avoir un effet négatif sur la stabilité de la monnaie locale et, par voie de conséquence, sur la stabilité globale des prix;
3. La hausse des prix alimentaires va sans doute affecter particulièrement les habitants pauvres des zones urbaines, car l'alimentation constitue une part importante de leur panier de consommation. A cet égard, les pouvoirs publics vont devoir envisager de mettre en place des mesures ciblées de protection sociale ce qui est une raison de plus pour accroître la marge de manœuvre budgétaire. Les décideurs doivent aussi rester vigilants face aux tensions inflationnistes dues à la hausse des cours des matières premières, d'autant que la marge de capacité inutilisée est faible dans beaucoup de pays ;
4. Les pays doivent continuer à diversifier leur base d'exportation en vue d'intégrer non seulement les produits primaires mais également les produits transformés. Ceci permettra de protéger les économies de la communauté contre une baisse des cours des produits primaires ;
5. Les gouvernements doivent accentuer les efforts visant à accélérer la production rapide de statistiques économiques et financières infra – annuelles fiables et précises ;
6. Tout en reconnaissant les efforts faits par les Etats membres pour encourager la libéralisation des échanges, il pourrait s'avérer nécessaire de promouvoir également la production locale de biens concurrençant les produits importés qui sont des produits de première nécessité ;
7. Les Gouvernements doivent également accélérer l'introduction ou le développement de nouveaux instruments de marchés monétaires ou financiers qui pourraient également compléter les financements traditionnels de l'économie tout en visant l'intégration des marchés financiers existants ;
8. La ratification et l'application des protocoles de doivent faire l'objet d'une attention particulière des Etats membres mais également les arrangements institutionnels comme la mise en place des CNC pour le Ghana et le Cap-Vert ;
9. Les Gouvernements doivent renforcer la bonne gouvernance afin de consolider la stabilité sociopolitique de manière à favoriser la poursuite des réformes structurelles indispensables notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications et des transports et l'attrait des investissements directs étrangers nécessaires à la mise en exploitation des mines ;
10. Enfin, un certain nombre d'autres dossiers demandent une attention particulière. Il importe d'intensifier le contrôle et d'assainir la réglementation du secteur financier, ainsi que de continuer à améliorer le climat des affaires. L'établissement de mécanismes robustes de financement public faciliterait par ailleurs une planification et un contrôle plus efficaces des dépenses publiques, y compris des investissements dans les infrastructures



ANNEXES


BENIN : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	258,7	275,8	297,9	323,7	351,9	374,5	362,4	380,0	Public consumption
Consommation privée	1 621,1	1 802,1	1 889,6	2 129,0	2 347,6	2 447,4	2 617,6	2 741,2	Private consumption
Formation brute de capital fixe	415,5	444,9	481,1	526,0	602,5	651,6	602,9	703,7	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	27,0	-27,6	24,6	21,7	13,1	8,1	25,5	13,4	Stocks variations
Exportation de biens et services	430,5	407,2	498,1	646,2	730,0	682,7	757,6	775,8	Goods and services exports
Importation de biens et services	612,7	603,8	731,0	1 007,7	1 074,6	1 054,8	1 138,0	1 186,7	Goods and services imports
PIB aux prix courants	2 140,0	2 298,7	2 460,2	2 638,9	2 970,5	3 109,4	3 228,1	3 427,4	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	4 051,7	4 356,2	4 707,0	5 506,1	6 198,0	6 590,8	6 516,4	7 119,2	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	2 132,0	2 202,1	2 385,0	2 573,4	2 770,9	3 050,7	3 196,5	3 341,1	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	3,1%	2,9%	3,8%	4,6%	5,0%	2,7%	2,8%	3,5%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	32,3%	32,3%	32,4%	31,3%	32,3%	32,4%	32,3%	31,8%	Primary sector
Secteur secondaire	13,3%	13,3%	13,0%	13,0%	12,6%	13,0%	13,3%	13,3%	Secondary sector
Secteur tertiaire	54,4%	54,4%	54,6%	55,7%	55,2%	54,6%	54,5%	54,9%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	2,7%	3,8%	5,2%	0,3%	9,9%	-2,9%	4,0%	4,0%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	1,0%	5,4%	3,8%	1,3%	7,9%	2,2%	2,1%	2,1%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	107,1	112,9	116,3	119,5	121,7	124,1	125,3	128,5	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	502,7	615,4	726	869,40	1106,50	1188,90	1276,10	1354,87	Broad money M2
M2/PIB	23,5%	26,8%	29,5%	32,9%	37,2%	38,2%	39,5%	39,5%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-8,3%	0,0%	-1,6%	5,0%	-2,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	305,8	365,6	453,0	1 192,4	1 327,9	1 226,3	1 202,5	1 351,8	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,7	9,6	10,4	8,4	7,6	7,1	6,9	6,9	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,3	3,3	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	16,4	16,7	17,0	20,8	19,6	18,5	16,7	20,4	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	13,9	15,0	14,8	15,0	15,0	15,8	14,5	17,2	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	7,7	6,3	4,6	7,5	6,5	9,7	4,9	9,1	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	3,6	-1,4	0,4	3,1	0,7	-3,9	-0,1	0,1	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	3,6	4,6	2,5	-1,8	-3,5	-7,4	-3,3	-5,9	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	300,4	305,0	384,6	501,7	574,2	562,3	588,3	624,0	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	482,6	501,6	617,5	767,8	846,2	822,0	872,0	915,3	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	14,0%	13,3%	15,6%	19,0%	19,3%	18,1%	18,2%	18,2%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	22,6%	21,8%	25,1%	29,1%	28,5%	26,4%	27,0%	26,7%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	62,2%	60,8%	62,3%	65,3%	67,9%	68,4%	67,5%	68,2%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-152,4	-142,4	-169,1	-292,1	-276,2	-297,2	-349,3	-356,5	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-7,1%	-6,2%	-6,9%	-11,1%	-9,3%	-9,6%	-10,8%	-10,4%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-61,4	49,4	131,4	141,3	36,9	-45,7	15,0	5,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-2,9%	2,1%	5,3%	5,4%	1,2%	-1,5%	0,5%	0,1%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	826,25	919,40	519,76	299,73	415,10	463,26	515,20	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	38,6%	40,0%	21,1%	11,4%	14,0%	14,9%	16,0%	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	30,1	25,7	14,8	13,8	13,1	14,8	25,7	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	7,0%	6,3%	3,0%	2,1%	1,8%	2,2%	3,4%	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO


BURKINA FASO : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	583,4	569,6	618,8	630,9	614,9	616,1	639,2	862,8	Public consumption
Consommation privée	2066,9	2065,0	1813,9	1787,5	1959,4	1884,0	2078,5	3141,5	Private consumption
Formation brute de capital fixe	520,4	567,3	706,6	893,1	976,8	984,2	1076,7	1116,6	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-106,3	127,0	-2,6	-39,5	19,5	-10,0	22,4	68,6	Stocks variations
Exportation de biens et services	289,9	282,8	347,1	342,4	369,6	479,5	590,2	697,8	Goods and services exports
Importation de biens et services	655,2	730,3	768,6	802,8	982,5	901,1	1168,8	1250,3	Goods and services imports
PIB aux prix courants	2 699,0	2 881,4	2 715,2	2 811,6	2 957,6	3 052,7	3 238,1	4 637,0	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	5110,0	5460,4	5194,9	5866,5	6171,0	6470,7	6536,6	9631,9	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	2596,1	2890,6	3040,3	2811,6	2957,6	3053,6	3211,5	3416,2	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	4,6%	7,1%	5,5%	3,6%	5,2%	3,2%	5,2%	5,5%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	30,6%	31,9%	30,3%	29,5%	30,4%	28,0%	27,5%	31,8%	Primary sector
Secteur secondaire	21,6%	21,2%	19,5%	19,3%	19,1%	21,3%	22,2%	21,9%	Secondary sector
Secteur tertiaire	47,8%	46,8%	50,1%	51,2%	50,5%	50,7%	50,2%	46,2%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	0,7%	4,5%	1,5%	2,3%	9,9%	-0,3%	-0,3%	-0,3%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	-0,40%	6,40%	2,40%	2,0%	10,7%	0,9%	-0,6%	2,9%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	115,0	117,8	118,3	119,3	119,3	119,3	120,3	163,3	GDP deflator
				450,3	450,3	455,3	490,9		
MONNAIE				457,00	439,30	588,60	525,52		MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	624,3	601,0	661,6	813,2	910,6	1 107,1	1 319,0	1 779,2	Broad money M2
M2/PIB	23,1%	20,9%	24,4%	28,9%	30,8%	36,3%	40,7%	38,4%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-8,3%	0,0%	-1,6%	5,0%	-2,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	318,1	245,1	275,2	953,5	916,6	3943,2	3604,0		External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	6,8	4,5	4,8	8	7,4	7	5,7	6,0	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%	3,3%	3,3%	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	12,8%	12,3%	12,3%	13,0%	13,3%	17,7%	21,0%	14,9%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	10,9%	10,9%	12,1%	11,5%	13,1%	16,3%	16,4%	12,0%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	15,3%	10,5%	11,2%	11,1%	12,1%	15,0%	16,4%	12,0%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	8,5%	-2,7%	-4,2%	-2,9%	-4,6%	-5,9%	-6,7%	-2,4%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	8,6%	8,8%	10,7%	9,3%	11,5%	-13,8%	-13,6%	-9,1%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	253,2	247,1	307,6	298,6	310,4	425,2	519,9	621,8	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	497,9	540,5	562,1	585,1	711,7	652,8	847,0	902,7	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	9,4%	8,6%	11,3%	10,6%	10,5%	13,9%	16,1%	13,4%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	18,4%	18,8%	20,7%	20,8%	24,1%	21,4%	26,2%	19,5%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	50,9%	45,7%	54,7%	51,0%	43,6%	65,1%	61,4%	68,9%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-280,5	-430,5	-380,6	-406,6	-557,6	-361,6	-519,2	-493,4	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-10,4%	-14,9%	-14,0%	-14,5%	-18,9%	-11,8%	-16,0%	-10,6%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-57,0	-103,7	49,6	188,1	-33,4	224,7	20,0	30,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-2,1%	-3,6%	1,8%	6,7%	-1,1%	7,4%	0,6%	0,6%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	998,1	1 170,1	591,1	664,2	790,3	918,7	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	37,0 %	40,6 %	21,8 %	23,6 %	26,7 %	30,1 %	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	49,4	46,9	37,0	22,0	21,3	23,3	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	17,04%	16,59%	10,66%	6,43%	5,77%	4,87%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO



COTE D'IVOIRE : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	971,3	952,4	1 279,5	1 390,9	1 525,9	1 531,1	1 613,2	1 727,8	Public consumption
Consommation privée	6 274,8	6 429,2	5 932,2	6 532,2	6 966,6	7 036,4	7 445,7	7 943,9	Private consumption
Formation brute de capital fixe	817,6	826,1	804,8	906,2	1 048,8	903,0	949,1	1 156,2	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-35,7	194,7	117,1	124,5	129,3	131,8	139,7	139,7	Stocks variations
Exportation de biens et services	4 058,3	4 496,7	4 874,3	4 601,5	5 111,2	5 654,9	5 570,3	5 910,0	Goods and services exports
Importation de biens et services	3340,9	3887,4	3974,6	4115,7	4356,4	4376,5	4352,8	4827,5	Goods and services imports
PIB aux prix courants	8 745,5	9 011,8	9 033,3	9 439,6	10 425,3	10 880,7	11 365,2	12 050,1	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	16 557,8	17 077,7	17 282,8	19 695,7	21 752,3	23 063,2	22 942,2	25 030,0	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	9 005,9	8 896,2	9 074,8	9 177,8	9 656,8	10 821,5	11 207,1	11 819,8	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	1,2%	1,7%	0,7%	1,6%	2,3%	3,8%	3,0%	4,0%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	23,6%	22,6%	23,0%	24,0%	24,6%	25,8%	25,8%	25,5%	Primary sector
Secteur secondaire	22,0%	22,8%	26,0%	24,9%	25,9%	24,2%	23,8%	24,2%	Secondary sector
Secteur tertiaire	54,4%	54,6%	50,9%	51,0%	49,6%	50,0%	50,3%	50,3%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	4,4%	2,6%	2,0%	3,0%	7,1%	-0,1%	5,1%	5,1%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	1,5%	3,9%	2,5%	2,5%	6,3%	0,5%	1,7%	3,7%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	112,2	116,1	122,5	124,7	134,6	135,4	137,3	140,0	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	1 937,2	2 081,0	2 294,8	2 836,6	2 997,4	3 511,8	4 201,5	3 822,6	Broad money M2
M2/PIB	22,2%	23,1%	25,4%	30,0%	28,8%	32,3%	37,0%	31,7%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-8,3%	0,0%	-1,6%	5,0	-2,8	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	809,1	768,6	888,7	1051,3	1051,3	5490,3	5018,1		External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,7	3,3	3,9	6,7	6,7	5,1	5,2	5,2	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,3	3,3	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	16,4%	16,3%	17,7%	19,3%	19,0%	19,7%	19,7%	19,6%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	14,8%	15,3%	15,4%	16,6%	16,7%	17,1%	17,5%	17,3%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	3,0%	2,6%	2,6%	2,7%	2,9%	3,0%	3,0%	3,8%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	2,0%	1,5%	1,5%	2,4%	1,9%	2,4%	1,5%	1,2%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-2,6%	-2,7%	-1,6%	-1,4%	-2,2%	-2,1%	-2,3%	-2,5%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	3 655,4	4 060,1	4 432,7	4 154,7	4 652,7	5 192,3	5 112,6	5 436,1	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	2 267,1	2 769,8	2 807,0	2 925,7	3 165,4	3 163,0	3 134,8	3 527,7	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	41,8%	45,1%	49,1%	44,0%	44,6%	47,7%	45,0%	45,1%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	25,9%	30,7%	31,1%	31,0%	30,4%	29,1%	27,6%		Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	161,2%	146,6%	157,9%	142,0%	147,0%	164,2%	163,1%	154,1%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	127,2	32,5	269,0	-144,9	89,1	570,1	492,7	390,1	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	1,5%	0,4%	3,0%	-1,5%	0,9%	5,2%	4,3%	3,2%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	203,4	62,3	112,8	212,6	-13,5	127,8	50,0	80,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	2,3%	0,7%	1,2%	2,3%	-0,1%	1,2%	0,4%	0,7%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	4 976,3	4 667,4	4 472,6	4 099,4	3 977,4	5 338,2	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	56,9%	51,8%	49,5%	43,4%	38,2%	49,1%	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	547,3	491,7	460,9	405,2	441,5	438,2	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	13,5%	10,9%	9,5%	8,8%	8,6%	7,7%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO


GUINEE BISSAU : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB										GDP DETERMINATION
Consommation publique	41,3	40,1	46,0	45,8	50,4	46,0	47,4	48,8	34,5	Public consumption
Consommation privée	240,1	224,6	242,6	272,5	286,2	338,0	354,8	366,2	398,9	Private consumption
Formation brute de capital fixe	22,4	34,2	40,3	32,5	39,8	43,3	48,4	51,8	56,0	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	0,4	0,3	1,1	-1,9	0,5	0,3	0,5	0,9	1,4	Stocks variations
Exportation de biens et services	62,1	44,1	49,9	44,8	56,7	62,8	62,8	65,2	72,9	Goods and services exports
Importation de biens et services	68,7	67,2	77,8	91,2	102,6	112,9	126,3	122,5	127,5	Goods and services imports
PIB aux prix courants	297,7	276,1	302,2	302,5	331,0	377,5	387,6	410,3	436,2	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	417,7	522,7	572,6	578,8	690,7	787,5	821,6	828,3	906,0	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	286,3	278,2	288,0	308,6	312,2	341,7	388,8	401,2	428,0	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	7,5%	2,8%	4,3%	2,1%	3,2%	3,2%	3,0%	3,5%	4,3%	Real GDP growth rate
Structure du PIB										GDP COMPOSITION
Secteur primaire	43,2%	41,3%	43,0%	41,6%	41,9%	45,8%	46,0%	46,1%	46,2%	Primary sector
Secteur secondaire	34,9%	35,8%	33,4%	33,0%	34,0%	32,1%	31,9%	32,0%	32,0%	Secondary sector
Secteur tertiaire	21,8%	22,9%	23,5%	25,4%	24,1%	22,1%	22,1%	21,9%	21,8%	Tertiary sector
INFLATION										INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	8,4%	2,2%	1,0%	1,0%	2,0%	4,6%	-4,8%	5,6%	5,6%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	8,6%	0,8%	3,4%	2,0%	3,0%	7,9%	-2,8%	2,2%	4,0%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	100,0	98,4	106,1	104,7	108,7	120,0	119,7	122,4	124,7	GDP deflator
MONNAIE										MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	64,0	43,5	52,4	55,2	68,9	89,2	95,3	118,5	126,0	Broad money M2
M2/PIB	21,5%	15,8%	17,3%	18,2%	20,8%	23,6%	24,6%	28,9%	28,9%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	712,7	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	15,7%	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-8,3%	0,0%	-1,6%	5,0%	-2,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	47,1	34,5	44,7	40,6	41,5	41,5	168,4	157,0	157,0	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	5,8	7,7	9,6	7,9	6,7	7,1	8,1	7,8	7,8	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,3	3,3	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT										FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	9,9%	8,9%	9,3%	10,4%	8,0%	9,2%	9,1%	10,8%	11,1%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	17,4%	15,2%	14,6%	15,4%	14,5%	13,2%	13,0%	12,9%	13,8%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	5,1%	5,7%	7,4%	5,8%	7,2%	7,2%	9,9%	9,1%	8,6%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	-5,7%	-3,2%	-3,1%	-3,3%	-5,1%	-2,8%	-2,6%	-1,0%	-2,5%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-12,7%	-16,6%	-13,0%	-10,8%	-13,7%	-11,3%	-13,8%	-11,2%	-11,3%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS										BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	44,20	40,0	47,2	38,8	51,3	57,4	56,4	60,9	66,2	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	35,00	43,8	55,8	66,4	80,5	89,0	93,9	96,3	101,0	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens / PIB (en %)	14,8%	14,5%	15,6%	12,8%	15,5%	15,2%	14,6%	14,8%	15,2%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	11,8%	15,9%	18,5%	22,0%	24,3%	23,6%	24,2%	23,5%	23,2%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	126,3%	91,4%	84,6%	58,4%	63,7%	64,5%	60,1%	63,3%	65,5%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	13,9	7,3	-24,1	-38,7	-31,6	-41,6	-49,3	-46,5	-34,6	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	4,7%	2,6%	-8,0%	-12,8%	-9,5%	-11,0%	-12,7%	-11,3%	-7,9%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	5,3	19,5	7,6	1,8	12,1	14,7	14,0	5,0	12,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	1,8%	7,1%	2,5%	0,6%	3,7%	3,9%	3,6%	1,2%	2,8%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE										EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	588,7	506,8	478,7	482,8	564,2	536,4	494,9	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	197,7%	183,6%	158,4%	159,6%	170,4%	142,1%	127,7%	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub extérieure	20,0	23,0	18,4	43,8	14,6	16,7	17,1	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	32,18%	52,16%	36,85%	107,91%	21,71%	21,69%	24,56%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO


MALI : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	472,6	490,4	553,5	596,8	687,7	733,9	788,3	856,7	Public consumption
Consommation privée	1 796,7	2 008,1	2 145,8	2 419,9	2 974,2	2 933,6	3 237,7	3 429,2	Private consumption
Formation brute de capital fixe	446,6	446,7	528,6	664,4	715,8	862,4	967,6	1 100,8	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	131,2	190,4	123,3	74,0	75,0	36,8	58,2	75,6	Stocks variations
Exportation de biens et services	643,2	725,4	974,5	926,4	1 142,6	1 029,9	1 141,7	1 359,8	Goods and services exports
Importation de biens et services	858,3	967,1	1 124,2	1 256,9	1 682,5	1 363,7	1 635,1	1 816,6	Goods and services imports
PIB aux prix courants	2 632,1	2 893,9	3 201,5	3 424,5	3 912,8	4 232,9	4 558,4	5 005,4	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	4 983,3	5 484,0	6 125,2	7 145,3	8 164,1	8 972,3	9 201,8	10 397,0	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	2 508,9	2 793,4	3 047,5	3 339,1	3 595,8	4 087,4	4 423,4	4 832,0	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	2,3%	6,1%	5,3%	4,3%	5,0%	4,5%	4,5%	6,0%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	34,2%	34,6%	33,2%	32,6%	36,1%	35,1%	36,0%	35,8%	Primary sector
Secteur secondaire	26,0%	26,7%	26,9%	26,0%	23,9%	24,4%	23,3%	24,3%	Secondary sector
Secteur tertiaire	39,8%	38,7%	39,9%	41,4%	40,0%	40,4%	40,7%	39,9%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	3,6%	4,2%	0,3%	2,0%	8,1%	1,5%	1,8%	1,8%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	0,4%	7,8%	0,1%	0,0%	9,2%	2,4%	1,2%	3,2%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	107,2	109,5	115,1	118,4	128,9	133,5	137,5	142,5	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	767,2	856,8	932,0	1 018,3	1 024,8	1 172,7	1 293,7	1 398,7	Broad money M2
M2/PIB	29,1%	29,6%	29,1%	29,7%	26,2%	27,7%	28,4%	27,9%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,92%	-0,09%	-0,95%	-8,30%	0,00%	-1,56%	5,00%	-2,82%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	410,5	477,2	481,2	511,4	511,4	412,6	377,1		External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,7	8,7	7,5	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,3	3,3	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	17,2%	17,5%	17,3%	16,6%	15,5%	17,1%	17,5%	16,9%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	13,1%	13,0%	12,9%	12,8%	11,7%	13,0%	13,1%	13,4%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	9,8%	9,4%	10,6%	11,4%	7,5%	8,9%	9,4%	9,8%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	1,4%	1,8%	1,4%	-0,4%	1,0%	0,9%	2,2%	0,2%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-7,0%	-7,3%	-7,6%	-7,9%	-5,6%	-6,9%	-8,1%	-8,0%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	515,8	580,7	810,7	745,9	939,1	841,3	967,9	1170,5	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	577,4	656,9	771,5	884,7	1223,8	962,7	1175,5	1306,2	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	19,6%	20,1%	25,3%	21,8%	24,0%	19,9%	21,2%	23,4%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	21,9%	22,7%	24,1%	25,8%	31,3%	22,7%	25,8%	26,1%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	89,3%	88,4%	105,1%	84,3%	76,7%	87,4%	82,3%	89,6%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-216,1	-292,0	-200,4	-335,3	-523,7	-366,0	-524,0	-482,5	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-8,2%	-10,1%	-6,3%	-9,8%	-13,4%	-8,6%	-11,5%	-9,6%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-64,1	47,0	85,1	-10,7	-33,3	246,1	28,0	16,9	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-2,4%	1,6%	2,7%	-0,3%	-0,9%	5,8%	0,6%	0,3%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	1 615,4	1 801,8	629,0	661,8	801,6	918,7	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	61,4%	62,3%	19,6%	19,3%	20,5%	21,7%	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	77,9	75,4	53,0	45,2	43,5	46,9	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	12,1%	10,4%	5,4%	4,9%	3,8%	4,5%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO


NIGER : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	263,3	280,1	286,2	321,9	363,1	415,5	413,3	238,5	Public consumption
Consommation privée	1 213,8	1 330,8	1 421,1	1 517,0	1 686,5	1 954,0	2 069,5	2 286,5	Private consumption
Formation brute de capital fixe	258,1	373,5	430,2	468,0	746,5	826,1	1 104,8	1 150,9	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-34,8	25,8	19,5	6,7	30,0	-7,7	23,8	0,0	Stocks variations
Exportation de biens et services	280,0	298,1	313,0	366,5	467,1	517,9	523,2	581,2	Goods and services exports
Importation de biens et services	450,0	553,2	563,1	623,4	873,5	1 194,1	1 386,3	1 350,8	Goods and services imports
PIB aux prix courants	1 530,4	1 755,0	1 906,9	2 056,7	2 419,7	2 511,8	2 748,2	2 906,3	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	2 897,6	3 325,9	3 648,4	4 291,3	5 048,6	5 324,0	5 547,7	6 036,8	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	1 522,0	1 643,7	1 856,8	1 966,0	2 254,2	2 397,9	2 700,1	2 836,2	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	-0,8%	7,4%	5,8%	3,1%	9,6%	-0,9%	7,5%	3,2%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	40,2%	42,8%	42,9%	40,9%	43,2%	39,8%	41,4%	39,8%	Primary sector
Secteur secondaire	11,9%	11,1%	11,3%	13,4%	14,2%	15,0%	15,0%	16,1%	Secondary sector
Secteur tertiaire	47,8%	46,1%	45,9%	45,7%	42,6%	45,3%	43,6%	44,0%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	3,6%	4,2%	0,3%	2,0%	10,2%	-1,3%	2,6%	2,6%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	0,4%	7,8%	0,1%	0,0%	11,3%	0,5%	0,9%	3,3%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	104,6	111,8	113,8	117,3	125,9	131,93	134,28	137,59	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	233,3	248,7	289,1	356,2	399,2	473,1	576,0	609,12	Broad money M2
M2/PIB	15,2%	14,2%	15,2%	17,3%	16,5%	18,8%	21,0%	21,0%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-8,3%	0,0%	-1,6%	5,0%	-2,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	120,8	141,0	183,6	207,2	207,2	340,0	762,8	762,8	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,7	4,1	5,4	5,7	5,2	4,3	4,2	4,2	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,3	3,3	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	11,3%	10,8%	13,0%	15,0%	18,3%	14,5%	14,3%	16,2%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	10,2%	9,4%	9,1%	11,6%	12,0%	11,9%	13,4%	12,6%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	9,4%	11,0%	10,6%	10,1%	11,7%	13,3%	10,0%	10,8%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	-0,6%	-1,0%	1,4%	0,1%	2,1%	-3,2%	-1,7%	0,5%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-8,4%	-9,6%	-6,8%	-6,7%	-5,4%	-10,7%	-9,0%	-7,2%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	230,7	251,9	265,6	317,9	408,5	406,4	458,6	513,3	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	311,5	405,9	391,3	438,4	604,4	698,1	843,9	808,5	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	15,1%	14,4%	13,9%	15,5%	16,9%	16,2%	16,7%	17,7%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	20,4%	23,1%	20,5%	21,3%	25,0%	27,8%	30,7%	27,8%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	74,1%	62,1%	67,9%	72,5%	67,6%	58,2%	54,3%	63,5%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-122,0	-222,7	-207,9	-213,1	-365,3	-602,2	-825,1	-734,9	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-8,0%	-12,7%	-10,9%	-10,4%	-15,1%	-24,0%	-30,0%	-25,3%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-10,3	12,4	87,3	68,3	72,7	-91,2	30,0	5,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-0,7%	0,7%	4,6%	3,3%	3,0%	-3,6%	1,1%	0,2%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	888,0	957,0	282,2	322,1	394,0	441,1	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	58,0%	54,5%	14,8%	15,7%	16,3%	17,6%	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	43,5	52,1	39,4	37,7	41,7	13,0	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	15,5%	17,5%	12,6%	10,3%	8,9%	2,5%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO



SENEGAL : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	581,6	594,9	668,1	767,1	807,0	853,1	879,7	926,8	Public consumption
Consommation privée	3 243,5	3 351,7	3 871,5	4 270,6	4 776,9	4 737,0	4 919,3	5 157,2	Private consumption
Formation brute de capital fixe	954,4	1 251,0	1 279,7	1 414,1	1 610,5	1 426,5	1 520,7	1 642,3	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-9,7	102,6	-70,8	168,0	332,4	209,9	269,2	410,3	Stocks variations
Exportation de biens et services	1 151,4	1 240,8	1 254,0	1 376,2	1 566,3	1 451,5	1 558,8	1 733,3	Goods and services exports
Importation de biens et services	1 687,3	1 948,4	2 109,0	2 587,6	3 142,9	2 654,8	2 798,1	3 105,3	Goods and services imports
PIB aux prix courants	4 233,9	4 592,6	4 893,6	5 408,3	5 950,2	6 023,2	6 349,6	6 764,6	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	8 016,0	8 703,2	9 362,6	11 284,4	12 414,9	12 767,1	12 817,5	14 051,2	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	4 218,4	4 474,6	4 707,4	5 133,4	5 583,7	6 080,8	6 263,9	6 629,1	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	5,8%	5,7%	2,5%	4,9%	3,2%	2,2%	4,0%	4,4%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	13,7%	14,6%	12,9%	11,9%	13,8%	14,7%	14,7%	14,5%	Primary sector
Secteur secondaire	21,8%	20,5%	20,7%	20,8%	20,0%	20,4%	21,1%	21,6%	Secondary sector
Secteur tertiaire	64,6%	64,8%	66,4%	67,3%	66,2%	64,9%	64,2%	63,9%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	1,7%	1,4%	4,0%	2,0%	5,0%	-4,5%	4,3%	4,3%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	0,50%	1,70%	2,10%	5,40%	5,76%	-2,25%	1,23%	3,40%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	106,9	109,5	112,9	117,2	124,9	123,7	125,4	128,0	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	1 445,8	1 564,9	1 751,2	1 972,0	2 006,6	2 234,6	2 516,6	2 592,5	Broad money M2
M2/PIB	34,1%	34,1%	35,8%	36,5%	33,7%	37,1%	39,6%	38,3%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-8,3%	0,0%	-1,6%	5,0%	-2,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	659,0	663,8	661,2	767,1	767,1	2 114,0	2 054,0	2 054,0	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,7	5,2	4,7	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,3	3,3	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	18,3%	19,2%	19,7%	20,7%	19,4%	18,8%	20,0%	19,9%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	13,4%	13,8%	16,9%	15,9%	16,4%	16,6%	15,5%	16,1%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	9,7%	9,9%	9,7%	11,2%	10,0%	10,1%	11,6%	11,8%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	0,9%	0,0%	-3,3%	-1,8%	-1,7%	-3,2%	-1,5%	-2,6%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-5,5%	-4,7%	-7,3%	-7,1%	-7,2%	-7,9%	-7,1%	-8,1%	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	797,4	832,4	833,5	802,2	987,9	893,0	981,0	1 129,9	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	1 318,5	1 523,7	1 669,9	1 995,5	2 510,4	2 053,1	2 178,4	2 450,6	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	18,8%	18,1%	17,0%	14,8%	16,6%	14,8%	15,4%	16,7%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	31,1%	33,2%	34,1%	36,9%	42,2%	34,1%	34,3%	36,2%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	60,5%	54,6%	49,9%	40,2%	39,4%	43,5%	45,0%	46,1%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-271,1	-414,0	-478,9	-680,8	-876,2	-545,0	-546,7	-653,3	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-6,4%	-9,0%	-9,8%	-12,6%	-14,7%	-9,0%	-8,6%	-9,7%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	106,6	-14,1	99,0	70,8	-88,4	96,4	12,1	36,2	Overall Balance
Sole global en % du PIB	2,5%	-0,3%	2,0%	1,3%	-1,5%	1,6%	0,2%	0,5%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	1 865,5	1 942,8	864,0	968,5	1 161,4	1 280,4	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	44,1%	42,3%	17,7%	17,9%	19,5%	21,3%	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	162,1	102,6	96,8	40,3	39,7	50,2	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	14,1%	8,3%	7,7%	2,9%	2,5%	3,5%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO


TOGO : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	135,6	150,4	142,4	148,8	190,3	211,4	229,5	243,3	Public consumption
Consommation privée	910,5	1 098,2	1 016,5	1 109,5	1 215,2	1 239,3	1 327,2	1 407,5	Private consumption
Formation brute de capital fixe	169,2	183,1	194,5	174,2	203,3	248,7	264,9	293,2	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-11,6	5,3	6,5	2,9	47,4	30,1	12,2	-2,7	Stocks variations
Exportation de biens et services	396,7	441,5	445,6	452,0	508,6	551,1	601,1	622,1	Goods and services exports
Importation de biens et services	577,2	765,3	645,4	674,6	746,3	790,5	873,2	906,6	Goods and services imports
PIB aux prix courants	1 023,2	1 113,1	1 160,1	1 212,8	1 418,5	1 490,1	1 561,7	1 656,7	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	1 937,2	2 109,3	2 219,5	2 530,6	2 959,7	3 158,4	3 152,4	3 441,3	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	997,3	1 035,9	1 156,5	1 184,2	1 242,0	1 463,9	1 540,7	1 622,6	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	2,5%	1,2%	3,9%	2,1%	2,4%	3,2%	3,4%	3,9%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	36,2%	39,3%	36,3%	36,0%	40,8%	42,7%	42,6%	42,7%	Primary sector
Secteur secondaire	17,1%	17,2%	18,3%	18,6%	18,1%	16,0%	16,1%	16,6%	Secondary sector
Secteur tertiaire	46,6%	43,5%	45,4%	45,4%	41,1%	41,3%	41,3%	40,7%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	3,9%	5,5%	1,5%	1,6%	9,3%	1,5%	3,76%	3,76%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	0,4%	6,8%	2,2%	3,2%	8,7%	3,7%	1,4%	3,6%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	110,8	116,9	118,8	122,7	140,1	142,6	144,6	147,6	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	307,5	313,6	385,0	449,5	531,4	616,7	717,0	760,64618	Broad money M2
M2/PIB	30,1%	28,2%	33,2%	37,1%	37,5%	41,4%	45,9%	45,9%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	481,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-8,3%	0,0%	-1,6%	5,0%	-2,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	172,3	108,4	185,1	215,5	215,5	699,0	717,9	717,9	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,7	2,1	2,3	6,0	5,7	6,6	6,3	6,0	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,3	3,3	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS OF GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	17,5%	16,9%	18,3%	16,8%	15,6%	16,9%	18,9%	18,6%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	14,7%	16,5%	17,0%	17,1%	14,3%	15,7%	14,4%	15,5%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	1,5%	3,3%	4,1%	2,0%	3,5%	6,2%	7,5%	9,6%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	3,6%	-0,9%	0,3%	0,0%	0,1%	-0,4%	2,5%	-0,9%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	0,6%	-4,1%	-4,2%	-2,3%	-2,3%	-5,0%	-3,1%	-6,5%	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	317,5	348,2	329,6	324,4	381,8	424,2	456,9	481,1	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	450,8	618,4	496,2	513,8	585,4	632,4	686,0	718,2	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	31,0%	31,3%	28,4%	26,7%	26,9%	28,5%	29,3%	29,0%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	44,1%	55,6%	42,8%	42,4%	41,3%	42,4%	43,9%	43,4%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	70,4%	56,3%	66,4%	63,1%	65,2%	67,1%	66,6%	67,0%	Export fob/import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-108,7	-253,8	-106,6	-119,9	-122,0	-126,3	-152,3	-157,6	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-10,6%	-22,8%	-9,2%	-9,9%	-8,6%	-8,5%	-9,8%	-9,5%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	74,3	-11,0	70,0	0,5	37,0	5,1	2,7	11,9	Overall Balance
Sole global en % du PIB	7,3%	-1,0%	6,0%	0,0%	2,6%	0,3%	0,2%	0,7%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	781,4	820,4	840,0	847,2	680,0	770,1	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	76,4%	73,7%	72,4%	69,9%	47,9%	51,7%	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	54,9	38,2	33,176	33,1	30,193	40,008032	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	13,8%	8,7%	7,4%	7,3%	5,9%	7,3%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO



UEMOA : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MDS DE F CFA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	3306,6	3359,7	3892,2	4230,5	4586,8	4783,0	4974,3	5270,4	Public consumption
Consommation privée	17351,9	18327,8	18363,1	20052,0	22264,3	22586,5	24061,7	26505,7	Private consumption
Formation brute de capital fixe	3616,0	4132,8	4458,0	5085,9	5947,5	5950,8	6538,5	7219,7	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-39,7	619,2	215,7	358,7	646,9	399,5	551,9	706,2	Stocks variations
Exportation de biens et services	7277,6	7942,3	8751,4	8767,9	9958,2	10430,3	10808,1	11752,8	Goods and services exports
Importation de biens et services	8232,3	9533,3	10007,1	11171,3	12971,6	12462,0	13474,9	14571,4	Goods and services imports
PIB aux prix courants	23280,2	24848,6	25673,2	27323,7	30432,1	31688,2	33459,6	36883,5	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	44,1	47,1	49,1	57,0	63,5	67,2	67,5	76,6	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	23258,7	24223,7	25576,7	26497,7	28402,5	31344,5	32944,4	34924,9	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	2,6%	4,1%	2,9%	3,2%	3,9%	3,0%	4,0%	4,4%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	26,4%	27,0%	26,4%	26,0%	27,8%	28,0%	28,2%	28,4%	Primary sector
Secteur secondaire	20,1%	19,4%	21,0%	20,5%	20,3%	20,1%	20,1%	20,6%	Secondary sector
Secteur tertiaire	53,3%	53,2%	52,7%	53,5%	51,9%	51,9%	51,7%	51,0%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	3,8%	2,9%	2,7%	2,5%	7,5%	-1,0%	3,9%	1,2%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	0,6%	4,3%	2,3%	3,0%	7,4%	0,4%	1,4%	3,5%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	109,84	113,73	117,96	121,64	130,33	131,76	133,82	141,33	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	5 979,80	6 434,60	7 170,80	8 511,50	9 327,20	10 653,30	12 329,90	12 968,45	Broad money M2
M2/PIB	25,7%	25,9%	27,9%	31,2%	30,6%	33,6%	36,9%	35,2%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	528,18	527,69	522,67	479,27	479,27	471,78	495,38	481,43	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-8,9%	-0,1%	-1,0%	-5,6%	-5,6%	-1,6%	5,0%	-2,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	3729,40	3769,70	4028,20	4646,30	4646,30	13673,2	13792,4	13792,4	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,72	6,00	6,00	5,3	5,8	6,5	6,3	6,0	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,25	3,25	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS OF GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	16,5%	16,4%	16,9%	19,7%	19,0%	17,9%	17,9%	18,4%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	14,0%	14,3%	14,6%	16,5%	16,0%	15,5%	15,5%	15,4%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	6,7%	6,8%	6,8%	7,8%	6,9%	7,9%	7,2%	8,5%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	0,9%	0,1%	-0,3%	0,3%	0,1%	-0,8%	-0,4%	-0,4%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	4,4%	4,8%	5,7%	-5,7%	-5,0%	-6,6%	-5,8%	-6,1%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE OF PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	6110,40	6672,59	7403,08	7196,66	8311,96	8801,07	9146,12	10042,84	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	5911,75	7027,60	7311,17	8191,52	9736,30	9077,99	9833,97	10730,12	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	26,2%	26,9%	28,8%	26,3%	27,3%	27,8%	27,3%	27,2%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	25,4%	28,3%	28,5%	30,0%	32,0%	28,6%	29,4%	29,1%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	103,4%	94,9%	101,3%	87,9%	85,4%	96,9%	93,0%	93,6%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-1016,21	-1746,98	-1313,12	-2224,40	-2673,40	-1777,50	-2470,40	-2522,70	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-4,4%	-7,0%	-5,1%	-8,1%	-8,8%	-5,6%	-7,4%	-6,8%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	81,90	98,05	537,78	777,86	91,40	539,61	162,80	197,01	Overall Balance
Sole global en % du PIB	0,4%	0,4%	2,1%	2,8%	0,3%	1,7%	0,5%	0,5%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	12457,80	12757,55	8681,42	8427,07	8756,23	10625,39	.....	.....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	53,5%	51,3%	33,8%	30,8%	28,8%	33,5%	.....	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	987,73	850,88	778,89	611,86	647,70	643,51	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	13,6%	10,7%	8,9%	7,0%	6,5%	6,2%	.....	.....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCEAO/FMI/BAD/AMAO


GAMBIE : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MILLIONS DE DALASI SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	1 404,1	1 261,5	1 164,0	983,9	1 746,5	....	....	....	Public consumption
Consommation privée	13 857,8	14 682,3	15 868,0	18 084,8	18 988,5	....	....	....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	5 120,8	4 978,9	5 712,3	5 796,6	5 956,6	....	....	....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	625,3	653,3	640,5	699,3	625,9	....	....	....	Stocks variations
Exportation de biens et services	342,4	201,0	288,2	312,2	277,3	....	....	....	Goods and services exports
Importation de biens et services									Goods and services imports
PIB aux prix courants	17 381,0	17 934,5	18 684,9	20 555,9	22 978,3	25 011,4	26 894,7	....	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	583,3	630,1	665,7	842,8	1 017,5	938,7	960,1	....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	767,7	820,3	883,4	944,6	1 002,3	1 048,4	22 845,5	....	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	6,6%	6,9%	7,7%	6,9%	6,1%	4,6%	5,5%	....	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	27,0%	30,1%	29,8%	28,2%	31,6%	25,3%	26,9%	....	Primary sector
Secteur secondaire	35,1%	10,8%	10,9%	11,4%	10,9%	13,2%	12,7%	....	Secondary sector
Secteur tertiaire	54,3%	59,1%	56,0%	60,4%	57,5%	61,5%	56,6%	....	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	8,0%	4,9%	0,4%	6,0%	6,8%	2,7%	5,8%	5,0	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	14,2%	3,2%	2,1%	5,4%	4,5%	4,6%	5,0%	5,0%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	191,13	199,04	201,92	210,75	210,75	2385,7	117,7	....	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	5431,96	6145,19	7757,59	8273,9	9796,37	11695	13292,23	....	Broad money M2
M2/PIB	31,3%	34,3%	41,5%	40,3%	42,6%	46,8%	49,4%	....	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	29,8	28,5	28,1	24,4	22,6	26,6	28,0	....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-4,2%	-4,5%	-1,4%	-13,1%	-7,4%	18,0%	5,1%	....	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	84	96,6	101,5	124,5	124,5	186,0	178,0	177,6	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	4,7	5,2	4,9	4,4	4,3	6,0	5,4	5,4	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	5%	5%	5%	5%	5%	4%	4,0%	....	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	14,4%	14,5%	16,1%	17,3%	16,1%	14,9%	13,6%	....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	12,4%	13,4%	3,5%	12,9%	14,7%	13,8%	13,5%	....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	8,9%	8,1%	1,3%	4,9%	4,7%	8,6%	4,2%	....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	6,9%	-6,2%	7,2%	-0,6%	-4,3%	-11,2%	-5,0%	....	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-6,1%	-4,8%	-6,4%	-0,8%	-3,8%	-6,6%	-7,4%	....	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	3028,6	2766,9	2869,6	2988,5	4218,8	4553,9	3284,8	....	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	6089,2	6410,9	6238,4	6678,0	6121,4	6955,8	4847,3	....	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	34,8%	30,9%	30,7%	29,1%	36,7%	36,4%	24,4%	....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	35,0%	35,5%	33,4%	33,1%	26,5%	30,0%	36,0%	....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	49,7%	43,2%	46,0%	44,8%	68,9%	65,5%	67,8%	....	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-910,6	-1421,4	-2010,4	-1563,0	137,0	888,0	511,9	....	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-5,2%	-7,9%	-10,8%	-7,6%	0,6%	3,6%	1,9%	....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	344,2	1065,9	309,4	727,4	527,4	-180,9	2157,0	....	Overall Balance
Sole global en % du PIB	2,0%	5,9%	1,7%	3,5%	2,3%	-0,7%	8,0%	....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	658,9	688,4	737,8	797,9	394,4	366,5	....	....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	113,0%	109,2%	110,8%	94,7%	38,8%	39,0%	....	....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	129,2	148,7	155,9	170,8	170,8	....	....	....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	1124,0%	2104,7%	1518,1%	1334,9%	1391,5%	....	....	....	External Debt Service as % of Exports

Source: CBL/FMI/BAD/AMAO


GHANA : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MILLIONS DE CEDI SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	1 319,7	1 489,1	1 654,3	1 836,3	2 056,7	....	....	....	Public consumption
Consommation privée	6 077,8	7 884,5	9 172,8	11 428,4	12 799,8	....	....	....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	2 265,7	2 817,1	3 371,0	4 045,2	4 530,7	....	....	....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks									Stocks variations
Exportation de biens et services	3 139,9	3 510,4	4 426,7	5 533,3	6 197,3	....	....	....	Goods and services exports
Importation de biens et services	4 822,6	5 997,7	7 392,8	9 093,1	10 184,3	....	....	....	Goods and services imports
PIB aux prix courants	79 803,7	9 701,8	11 490,3	14 046,1	17 211,7	21 630,0	25 934,0	....	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	88 625,2	10 691,8	12 524,2	15 026,1	16 270,5	15 355,8	18 281,4	....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	6 235,9	6 588,7	18 705,1	19 913,4	21 592,2	22 597,9	24 093,9	....	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	5,6%	5,9%	6,2%	6,3%	6,0%				Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	37,9%	37,5%	35,6%	33,9%	34,1%	33,0%	33,1%	....	Primary sector
Secteur secondaire	24,7%	25,1%	26,0%	25,3%	24,3%	24,4%	25,7%	....	Secondary sector
Secteur tertiaire	28,7%	28,9%	30,1%	32,1%	32,9%	33,0%	41,1%	....	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	11,8%	13,9%	10,9%	12,7%	18,1%	16,0%	8,6%	....	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	12,6%	15,4%	11,7%	10,7%	16,5%	19,3%	14,7%	....	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	243,1	279,5	320,3	356,2	356,2	426,4	107,64	....	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	2 666,7	3 041,8	4 230,3	5 750,6	8 061,2	10 233,1	13 775,5	....	Broad money M2
M2/PIB	3,3%	31,4%	36,8%	40,9%	46,8%	47,3%	53,1%	....	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	1 732,4	1 894,8	2 266,7	2 808,4	2 032,2	3 164,8	4 724,9	....	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	4,5	3,5	3,0	3,1	1,8	3,2	3,7	....	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation			1,63	1,50	2,10	1,90	2,0	....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	5%	5%	5%	5%	5%	4%	4,0%	....	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS OF GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	23,8%	23,8%	21,9%	26,0%	27,3%	26,5%	17,4%	17,6%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	20,2%	18,7%	22,1%	25,8%	30,0%	26,3%	18,1%	19,7%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	9,3%	9,9%	9,8%	11,6%	14,0%	11,3%	7,1%	7,1%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	8,8%	6,3%	12,7%	10,3%	-7,8%	1,3%	7,57%	1,07%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-8,8%	-6,3%	-12,7%	-14,4%	-19,1%	-12,5%	-8,6%	-6,4%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	2 704,5	2 802,2	3 726,7	4 194,7	5 269,7	5 839,7	7 896,3	....	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	4 297,3	5 347,3	6 753,7	8 061,3	10 268,5	8 046,3	10 703,0	....	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	30,5%	26,1%	29,3%	27,8%	31,6%	38,4%	43%	....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	48,4%	49,9%	53,1%	53,7%	61,7%	53,0%	41%	....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	62,9%	52,4%	55,2%	52,0%	51,3%	72,6%	73,8%	....	Export fob/import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-566,9	-660,0	-1 040,2	-2 121,8	-3 543,1	-1 600,8	-2 593,7	....	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-1,1%	-1,4%	-1,4%	-1,7%	-1,7%	-7,4%	-20,0%	....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-10,46	84,34	415,12	413,11	-940,75	1158,78	1462,47	....	Overall Balance
Sole global en % du PIB	0,0%	0,8%	3,3%	2,7%	-5,8%	7,5%	11,3%	....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	6 777,9	6 347,8	2 177,2	3 590,4	4 035,1	5 007,9	6 118,8	....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	7,6%	59,4%	17,4%	23,9%	24,8%	32,6%	33,5%	....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	194,9	215,2	166,7	192,6	305,8	171,1	183,3	....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	5,7%	5,5%	3,3%	3,2%	4,3%	4,4%	5,7%	....	External Debt Service as % of Exports

Source: BOG/FMI/BAD/AMAO


GUINEE : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MILLIARDS GNF SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	566,2	670,7	1 065,1	1 156,3	1 270,8	1 889,1	3 324,5	3 216,6	Public consumption
Consommation privée	5 837,8	7 696,9	11 262,1	13 859,3	16 253,0	17 904,7	20 554,9	25 351,6	Private consumption
Formation brute de capital fixe	1 858,2	2 490,0	3 385,1	3 339,0	4 429,2	3 631,8	4 851,7	5 412,8	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	136,5	216,8	123,9	93,9	140,9	-8,5	4,8	10,3	Stocks variations
Exportation de biens et services	1 905,7	3 382,9	5 769,8	5 231,4	7 009,0	5 357,0	8 864,5	11 985,9	Goods and services exports
Importation de biens et services	2 146,8	3 703,3	6 079,4	6 374,2	8 423,0	7 859,1	11 219,3	14 874,9	Goods and services imports
PIB aux prix courants	8157,72	10 754	15 094,2	17 354,2	20 780,4	22 132,6	27 008,5	32 051,5	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	3 597,0	2 954,4	2 867,4	4 152,5	4 520,5	4 636,5	4 510,6	4 504,8	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	7 001,0	7 210,9	7 390,9	7 520,8	7 892,1	7 870,0	8 022,1	8 339,5	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	2,3%	3,0%	2,5%	1,8%	4,9%	-0,3%	1,9%	4,0%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	23,3%	22,3%	21,9%	23,4%	22,8%	23,6%	20,3%	19,6%	Primary sector
Secteur secondaire	30,5%	32,1%	36,7%	36,5%	38,7%	36,8%	40,3%	42,0%	Secondary sector
Secteur tertiaire	46,2%	37,9%	33,4%	32,4%	29,9%	30,9%	29,9%	28,4%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	27,6%	29,7%	39,1%	12,8%	13,5%	7,9%	20,8%	17,1%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	17,5%	31,4%	34,7%	22,9%	18,4%	4,7%	15,5%	18,7%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	16,5%	27,4%	37,6%	13,0%	14,1%	6,8%	19,7%	14,2%	GDP deflator
MONNAIE			71,9	43,3	70,1	163,5	76,8	244,7	MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	1484,64	2036,76	3247,29	3398,24	4727,17	5923,88	9993,15	7051,33	Broad money M2
M2/PIB	18,2%	18,9%	21,5%	19,6%	22,7%	26,8%	37,0%	22,0%	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	2267,9	3640,0	5264,0	4179,3	4597,0	4773,5	5987,8	7115,0	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	14,2%	60,5%	44,6%	-17,4%	-17,4%	3,8%	25,4%	18,8%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	130,3	122,2	71,9	43,3	70,1	163,5	76,8	244,7	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	1,8	1,5	0,8	0,4	0,6	1,4	1,9	1,5	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	5%	5%	5%	5%	5%	4%	4,0%	....	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS OF GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	11,5%	14,5%	16,0%	14,3%	15,7%	15,4%	16,4%	18,0%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	12,5%	11,4%	13,4%	11,3%	13,4%	16,5%	19,3%	16,8%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	5,4%	4,7%	4,5%	3,9%	4,0%	7,1%	8,7%	6,3%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	-0,46%	4,46%	4,13%	3,76%	3,05%	-4,80%	-8,61%	-1,14%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-6,47%	-1,57%	-1,97%	-0,95%	-1,49%	-6,97%	-14,39%	-5,09%	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE OF PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	548,8	669,4	667,0	1070,1	1342,0	377,0	1471,2	1602,4	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	661,0	739,5	950,6	1206,4	1364,2	1054,5	1398,5	1637,8	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	15,3%	22,7%	23,3%	25,8%	29,7%	8,1%	32,6%	35,6%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	18,4%	25,0%	33,2%	29,1%	30,2%	22,7%	31,0%	36,4%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	83,0%	90,5%	70,2%	88,7%	98,4%	35,8%	105,2%	97,8%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-152,9	-160,4	-221,4	-455,6	-423,2	-403,5	-326,9	-364,5	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-3,5%	-4,8%	-7,3%	-9,2%	-9,2%	-8,7%	-14,5%	-16,2%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-101,0	-67,4	-9,4	-87,6	-28,7	60,2	-73,0	106,1	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-2,8%	-2,3%	-0,3%	-2,1%	-0,6%	1,3%	-3,2%	4,7%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	3276,6	3215,9	3141,5	3102,0	3109,3	3089,4	3020,6	2919,8	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	91,1%	108,8%	109,6%	74,7%	68,8%	66,6%	67,0%	64,8%	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	180,4	195,9	208,7	202,5	230,3	121,0	174,7	213,4	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	9,5%	5,8%	3,6%	3,9%	3,3%	2,3%	2,0%	1,8%	External Debt Service as % of Exports

Source: Source: BCRG/BAD/FMI/AMAO


NIGERIA : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MILLIARDS DE NAIRA SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	2 120,8	2 281,6	3 656,9	4 583,4	5 544,5	....	....	....	Public consumption
Consommation privée	5 534,7	11 475,4	11 244,1	15 568,2	12 717,3	....	....	....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	2 160,9	1 046,9	2 331,3	2 858,5	5 388,7	....	....	....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks		1,6	1,9	2,9	2,7	....	....	....	Stocks variations
Exportation de biens et services	5 182,6	3 909,0	7 864,2	6 871,8	9 014,8	....	....	....	Goods and services exports
Importation de biens et services	3 588,0	3 980,2	6 390,2	9 227,4	8 825,4	....	....	....	Goods and services imports
PIB aux prix courants	11 411,0	14 572,2	18 564,6	20 657,3	24 296,3	24 712,7	29 108,0	....	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	85 869,5	110 273,0	144 301,4	164 164,4	204 916,6	165 990,3	193 669,4	....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	527,6	561,9	595,8	634,3	672,2	716,9	775,4	....	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	6,6%	6,5%	6,0%	6,5%	5,9%	6,7%	7,9%	....	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	34,2%	32,8%	32,0%	32,7%	29,3%	37,2%	35,6%	....	Primary sector
Secteur secondaire	54,9%	41,8%	40,3%	39,1%	39,7%	32,3%	35,1%	....	Secondary sector
Secteur tertiaire	10,9%	11,1%	11,5%	12,1%	11,5%	12,6%	11,9%	....	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	10,0%	11,6%	8,5%	6,6%	15,1%	14,0%	11,80%	....	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	15,0%	17,8%	8,3%	5,4%	11,5%	9,2%	12,40%	....	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	167,2	210,2	228,1	235,5	235,5				GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	2 263,6	2 626,5	4 027,9	5 809,9	9 166,7	10 767,3	11 488,7	....	Broad money M2
M2/PIB	19,8%	18,0%	21,7%	28,1%	37,7%	43,6%	39,5%	....	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	132,888	132,15	128,65	125,83	118,57	148,88	150,30	....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	2,8%	-0,6%	-2,6%	-2,2%	-5,8%	25,6%	1,0%	....	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	16 965,6	28 289,6	42 298,0	51 333,2	53 000,4	42 382,5	32 339,3	....	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	16,1	11,0	17,3	14,8	17,2	16,6	7,8	....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	2,0	1,5	1,5	3,2	3,0	2,9	0,9	....	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	34,2%	45,0%	33,5%	27,7%	32,4%	19,6%	21,9%	....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	30,9%	37,4%	7,7%	7,7%	8,7%	8,6%	10,2%	....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	4,5%	4,2%	26,4%	20,5%	23,9%	14,3%	15,5%	....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	-1,2%	3,4%	0,8%	0,5%	1,4%	-2,3%	-2,4%	....	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-1,2%	-1,3%	-0,6%	-0,6%	-0,2%	-3,3%	-3,8%	....	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	34 607,4	55 144,5	57 443,9	66 606,0	84 118,0	59 974,3	73 996,1	....	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	14 940,2	25 976,3	22 630,0	30 439,9	36 885,3	30 611,3	49 864,7	....	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	40,3%	50,0%	39,8%	40,6%	41,0%	36,1%	38,2%	....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	17,4%	23,6%	15,7%	18,5%	18,0%	18,4%	25,7%	....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	231,6%	212,3%	253,8%	218,8%	228,1%	195,9%	148,4%	....	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	15 461,1	37 225,1	38 569,7	31 185,4	42 262,1	21 899,0	7 830,4	....	Current Account Balance (Excl public transfer)
Compte courant en % du PIB	18,0%	33,8%	26,7%	19,0%	20,6%	13,2%	4,0%	....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	8 452,3	11 324,0	14 018,9	9 035,1	1 667,2	-10 617,9	-10 043,2	....	Overall Balance
Sole global en % du PIB	9,8%	10,3%	9,7%	5,5%	0,8%	-13,4%	-5,4%	....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	35 944,6	20 478,0	3 544,5	3 628,6	3 720,4	3 947,3	4 578,7	....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	41,86%	18,57%	2,46%	2,21%	15,31%	15,92%	14,88%	....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	1 754,8	8 943,5	6 727,8	1 023,2	464,6	428,0	354,4	....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	5,1%	16,2%	11,7%	1,5%	0,6%	0,7%	0,5%	....	External Debt Service as % of Exports

Source: CBN/BAD/FMI/AMAO


SIERRA LEONE: INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MILLIARDS DE LEONE SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	446,2	691,1	761,7	756,1	941,5	1 103,9	1 798,6	....	Public consumption
Consommation privée	4 161,3	4 355,0	4 428,4	4 476,2	4 768,5	5 691,1	5 905,2	....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	263,7	356,0	360,2	355,3	428,4	504,9	643,6	....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-235,7	-211,6	258,8	1 418,4	1 537,4	912,2	1 020,9	....	Stocks variations
Exportation de biens et services	665,0	870,6	918,6	1 009,6	1 082,6	1 059,0	1 645,9	....	Goods and services exports
Importation de biens et services	1 682,8	1 791,0	1 927,0	2 260,0	2 342,5	2 130,1	3 054,0	....	Goods and services imports
PIB aux prix courants	3 831,4	4 307,6	4 875,1	5 825,1	6 538,0	7 340,9	8 539,4	....	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	1 418,3	1 490,7	1 645,9	1 951,8	2 193,2	2 168,2	2 146,6	....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	3 371,2	3 638,0	3 855,0	4 084,8	4 248,2	4 382,6	4 599,5	....	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	7,7%	7,9%	6,0%	6,0%	4,0%	3,2%	5,0%	....	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	45,3%	49,6%	51,0%	55,6%	56,9%	58,7%	57,4%	....	Primary sector
Secteur secondaire	11,2%	9,7%	8,3%	7,8%	6,3%	4,9%	5,2%	....	Secondary sector
Secteur tertiaire	38,6%	37,3%	36,4%	32,7%	32,9%	32,4%	32,5%	....	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	14,6%	13,1%	7,3%	13,8%	12,3%	12,0%	17,8%	....	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	14,2%	12,0%	7,3%	13,8%	12,5%	9,94%	17,1%	....	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	113,6	118,4	126,5	142,6	153,9	167,5	185,9	....	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	551,2	724,2	879,6	1 078,7	1 321,2	1 685,0	2 236,5	....	Broad money M2
M2/PIB	14,4%	16,8%	18,0%	18,5%	20,6%	23,7%	26,2%	....	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	2 701,3	2 889,6	2 961,9	2 984,5	2 981,1	3 385,7	3 978,1	....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	15,2%	7,0%	2,5%	0,8%	-0,1%	13,6%	17,5%	....	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	122,1	144,5	184,2	215,5	209,5	336,3	345,2	....	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	3,3	4,8	4,9	5,2	4,2	6,2	4,6	....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	6,0%	5,5%	5,5%	5,5%	4,0%	3,5%	3,5%	....	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	9,3%	9,7%	10,2%	9,2%	10,2%	10,2%	11,8%	....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	14,5%	14,4%	14,3%	11,1%	13,5%	13,6%	15,1%	....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	3,5%	4,7%	4,4%	3,0%	4,0%	6,2%	9,2%	....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	-2,5%	-2,5%	-2,6%	-0,7%	-2,4%	-3,5%	-5,6%	....	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-8,6%	-9,6%	-8,5%	-5,0%	-7,1%	-8,2%	-12,5%	....	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	144,5	172,5	250,4	292,0	278,1	271,3	365,6	391,5	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	274,3	361,7	351,2	395,6	471,7	512,9	677,6	627,1	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	10,2%	11,6%	15,2%	15,0%	12,7%	12,5%	34,1%	....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	19,3%	24,3%	21,3%	20,3%	21,5%	23,7%	63,1%	....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	52,7%	47,7%	71,3%	73,8%	59,0%	52,9%	54,0%	62,4%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-274,5	-327,6	-185,7	-157,1	-221,4	-192,9	-263,1	-178,9	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-19,4%	-22,0%	-11,3%	-8,1%	-10,1%	-8,9%	-24,5%	....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-142,1	-209,1	49,8	95,6	-191,5	143,9	-58,0	-63,5	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-10,0%	-14,0%	3,0%	4,9%	-8,7%	6,6%	-5,4%	....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE					5,29722	7,60134	13,05	816,6	EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	1 710,2	1 689,6	1 610,9	533,7	620,2	692,7	767,9	816,6	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	120,6%	113,3%	97,9%	27,3%	28,3%	31,9%	35,8%	....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	44,9	26,1	17,3	9,36	5,3	7,6	13,1	....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	20,3%	45,7%	5,5%	3,1%	1,9%	2,8%	3,6%	....	External Debt Service as % of Exports

Source: BSL/BAD/FMI/AMAO


CAP VERT: INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MILLIONS D'ESCUDO SAUF INDICATIONS CONTRAIRES)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	17 471,6	18 521,6	19 001,9	21 573,4	22 524,1	25 057,0	26 151,8	30 115,6	Public consumption
Consommation privée	68 694,3	70 066,8	80 106,8	84 083,9	90 911,6	92 227,2	97 973,6	104 557,5	Private consumption
Formation brute de capital fixe	31 961,7	30 858,1	37 645,7	49 812,2	53 782,5	49 069,1	51 645,8	51 136,4	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	434,5	196,7	-595,0	572,8	572,8	572,8	572,8	572,8	Stocks variations
Exportation de biens et services	11 364,3	16 183,6	19 400,5	22 249,9	25 863,9	22 170,6	26 066,5	27 148,3	Goods and services exports
Importation de biens et services	47 839,8	49 641,5	58 175,7	71 040,2	78 464,0	73 482,6	78 493,8	80 102,5	Goods and services imports
PIB aux prix courants	82 086,5	86 185,3	97 384,2	107 252,0	115 190,9	115 614,2	123 916,7	133 428,2	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	925,0	1 000,0	1 200,0	1 427,3	1 700,0	1456,5	1488,0	1602,2	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	22 374,7	23 833,7	26 250,9	28 521,4	30 269,9	31 471,1	33 230,4	34 712,6	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	4,4%	6,5%	10,1%	8,6%	6,1%	4,0%	5,6%	4,5%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	32,3%	32,3%	32,4%	33,2%	33,2%	....	....	....	Primary sector
Secteur secondaire	13,3%	13,3%	13,0%	13,1%	13,1%	....	....	....	Secondary sector
Secteur tertiaire	54,4%	54,4%	54,5%	53,7%	53,7%	....	....	....	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	-0,3%	1,7%	4,7%	4,4%	6,8%	1,0%	3,4%	....	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	-0,30%	1,70%	2,1%	5,4%	4,4%	4,6%	3,1%	....	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	104,2	106,4	112,0	118,8	118,8	114,6	116,4	....	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	62848,3	72641,3	86215,8	94607,9	102088,9	105451,7	111856,3	....	Broad money M2
M2/PIB	76,6%	84,3%	88,5%	88,2%	88,6%	91,2%	90,3%	....	M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	88,7	88,6	87,9	80,6	75,3	79,4	83,3	83,3	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-9,1%	-0,2%	-0,3%	-0,5%	-0,5%	5,4%	4,9%	....	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	140	174	209	250,8	250,8	380,9	384,6	....	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	2,37	3,4	3,6	4,09	4,0	4,21	4,22	....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	....	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	31,8%	24,1%	26,4%	27,0%	28,1%	25,9%	24,2%	23,6%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	20,4%	22,1%	23,4%	21,7%	21,8%	23,4%	22,3%	24,2%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	10,8%	13,5%	14,1%	13,0%	14,4%	15,9%	20,9%	18,7%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	0,6%	-4,2%	-3,9%	1,3%	-1,8%	-6,8%	-12,0%	-13,6%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-8,4%	-11,4%	-10,4%	-3,6%	-6,8%	-13,3%	-19,0%	-19,2%	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	5092,6	7891,4	8429,2	6544,7	8640,2	7368,4	11262,2	....	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	38748,9	38851,4	49122,8	59787,8	65872,9	61100,4	67903,5	....	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens / PIB (en %)	6,2%	8,9%	8,4%	6,1%	7,5%	6,4%	9,1%	....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	47,2%	43,8%	43,7%	55,7%	57,2%	52,8%	54,8%	....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	13,1%	20,3%	19,2%	10,9%	13,1%	12,1%	16,6%	....	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	-16500	-7841	-11398	-21241	-26219	-26253	-24684	....	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-20,1%	-9,1%	-11,7%	-19,8%	-22,8%	-22,7%	-19,9%	....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-9714,07	-1715,97	-5673,97	-13639,05	1900,85	-1308,45	-1610,22	....	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-11,8%	-2,0%	-5,8%	-12,7%	1,7%	-1,1%	-1,3%	....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	466,87	482,28	713	....	....	....	....	....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	50,5%	48,2%	59,4%	52,1%	48,0%	....	....	....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	23,08	31,8	....	....	....	....	....	....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	40,3%	35,7%	11,7%	10,7%	10,6%	....	....	....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCF/FMI/BAD/OCDE/AMAO


LIBERIA : INDICATEURS PRINCIPAUX (EN MILLIONS DE DOLLAR LIBERIEN SAUF INDICATIONS)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*	2011**	
DETERMINATION DU PIB									GDP DETERMINATION
Consommation publique	....	....	....	....	....	....	....	....	Public consumption
Consommation privée	....	....	....	....	....	....	....	....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	....	....	....	....	....	....	....	....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	....	....	....	....	....	....	....	....	Stocks variations
Exportation de biens et services	....	....	....	....	....	....	....	....	Goods and services exports
Importation de biens et services	....	....	....	....	....	....	....	....	Goods and services imports
PIB aux prix courants	28 913,4	31 594,7	37 522,0	42 326,3	47 910,8	53 244,4	57 871,7	60 871,8	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	526,6	577,6	642,5	696,5	754,5	785,2	824,5	882,2	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	507,8	557,7	591,7	640,7	690,6	722,4	767,9	797,8	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	2,9%	3,0%	3,1%	3,2%	3,5%	3,6%	3,7%	3,9%	Real GDP growth rate
Structure du PIB									GDP COMPOSITION
Secteur primaire	52,3%	51,7%	51,2%	50,1%	50,7%	50,2%	50,2%	50,2%	Primary sector
Secteur secondaire	5,0%	5,7%	6,8%	7,2%	7,4%	7,5%	7,5%	7,5%	Secondary sector
Secteur tertiaire	23,9%	24,8%	24,4%	25,2%	24,8%	25,4%	25,4%	25,4%	Tertiary sector
INFLATION									INFLATION
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	0,0%	7,0%	8,9%	11,7%	9,4%	9,7%	6,61%	6,61%	Consumer price (end of period)
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	3,6%	11,1%	7,4%	11,4%	17,5%	7,4%	7,3%	7,3%	Consumer price (period Average)
Déflateur implicite du PIB	104,3	104,1	109,1	109,2	123,0	121,0	130,0	110,6	GDP deflator
MONNAIE									MONETARY LIABILITIES & ASSETS
Masse monétaire M2 en mds de CFA	4687,1	6361,9	8413,1	11661,6	16655,3	24390,7	32744,6		Broad money M2
M2/PIB	16,2%	20,1%	22,4%	27,6%	34,8%	45,8%	56,6%		M2/GDP
Taux de change moyen par rapport au dollar US	54,9	54,7	56,9	60,8	63,5	67,8	70,2	69,0	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-20,9%	-0,4%	4,0%	6,8%	4,5%	6,8%	3,5%	-1,7%	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	19	25	71,9	119,3	139,0	171,0	255,5	329,8	External Reserves - Stock (US \$ million)
Réserves de change en mois d'importation	0,20	0,10	4,15	0,70	0,70	3,72	4,32	2,00	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum	3,40	3,10	2,70	2,60	2,25	2,10	2	2,01	Minimum Interest Rate
BUDGET DE L'ETAT									FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT
Recettes courantes (en % du PIB)	....	....	31,3%	37,9%	24,2%	26,7%	31,4%	31,4%	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	....	....	16,5%	24,9%	24,2%	25,8%	24,8%	24,8%	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	....	....	2,6%	3,9%	2,7%	2,9%	2,2%	2,2%	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	....	....	12,4%	10,0%	-1,8%	-0,6%	5,5%	5,5%	Primary balance
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-0,70%	-0,70%	12,20%	9,40%	-2,01%	1,14%	6,55%	6,6%	Overall deficit (commitment basis excl. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS									BALANCE of PAIEMENTS
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	104	131,3	157,85	208	254	153	249	315	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	236	309,9	466,7	499	709	563	690	1057	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens / PIB (en %)	19,7%	22,7%	24,6%	29,9%	33,7%	19,5%	30,2%	35,7%	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	44,8%	53,7%	72,6%	71,6%	94,0%	71,7%	83,7%	119,8%	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	44,1%	42,4%	33,8%	41,7%	35,8%	27,2%	36,1%	29,8%	Export fob/Import fob
Compte courant (n. c Trans publics)	13,0	-108,0	-108,0	-1328,0	-1575,0	-1297,0	-1445,0	-1591,0	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	2,5%	-18,7%	-16,8%	-190,7%	-208,7%	-165,2%	-175,3%	-180,3%	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-79	-115	-126	-156	-75	77	562	11	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-15,0%	-19,9%	-19,6%	-22,4%	-9,9%	9,8%	68,2%	1,2%	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE									EXTERNAL DEBT POSITION
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	3 105,0	3 080,4	3 132,6	4 892,9	3 162,9	1 638,5	222,9	....	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	589,6%	533,3%	487,6%	702,5%	419,2%	208,7%	27,0%	....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	....	....	....	....	....	....	....	....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	....	....	....	....	....	....	....	....	External Debt Service as % of Exports

Source: BCL/FMI/BAD/AMAO



11-13 ECOWAS Stree - Sierra Leone P.M.B. 218
Tel: +232 22 22 44 85 - Fax: +232 22 22 39 43
www.amao-wama.org